8

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

ANNÉE 1965

Ce volume contient les tables de la 2e session ordinaire de 1964-1965, de la 1re session ordinaire de 1965-1966 et de la session extraordinaire de décembre 1965.

REDIGEE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SENAT

TABLES Volume 8

JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix, Paris (15e)

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

ANNÉE 1965

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

2e session ordinaire de 1964-1965.....	Du 2 avril au 30 juin 1965.
1re session ordinaire de 1965-1966.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1965.
Session extraordinaire.....	Du 21 au 23 décembre 1965.

NOTA. — Les numéros des documents du Sénat sont relatifs à la session de 1964-1965 pour la période du 1er janvier au 30 septembre et à la session de 1965-1966 pour la période du 1er octobre au 31 décembre.

ABREVIATIONS

I	**Impression.**
J. O.	***Journal officiel.***
p.	**page.**

TABLE DES DÉBATS

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche des questions traitées au cours des débats du Sénat.

Elle réunit en un seul volume et en trois parties distinctes : une Table nominative, une Table analytique et une Table de renseignements divers.

Elle met à la disposition des membres de l'Assemblée :

— en regard des noms de MM. les Sénateurs (Table nominative), un exposé chronologique succinct de leur activité parlementaire au cours de l'année ;

— pour chacune des matières examinées par le Sénat (Table analytique), le résumé et l'analyse des travaux de l'Assemblée ;

— enfin, dans la dernière partie, divers renseignements relatifs au fonctionnement du Sénat.

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les références des dates sont celles des dates de séances.

TABLE NOMINATIVE

A

ABEL-DURAND (M.) [LOIRE-ATLANTIQUE].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965]. ,

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi complétant l'article 85 du code de commerce en ce qui concerne les courtiers d'assurances maritimes [11 mai 1965] (n° 161).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés [10 juin 1965] (n° 199).

Question orale :

M. Abel-Durand expose à *M. le Premier ministre* que, en exécution d'instructions signées conjointement par M. le ministre des finances et des affaires économiques et M. le ministre des travaux publics, la perception de la taxe locale afférente à la construction des bâtiments de mer soumis à francisation et bénéficiant de l'allocation prévue par la loi du 24 mai 1951 est suspendue dans la mesure où la construction est effectuée en exécution de marchés conclus entre le 16 novembre 1964 et le 11 décembre 1965 ; que les allocations d'aide à la construction navale seront réduites à concurrence de la perte de recettes résultant pour les collectivités locales de cette suppression. Il lui demande de lui faire connaître comment la perte de recettes ainsi subie par ces collectivités sera compensée dans les budgets communaux et départementaux affectés par la mesure ainsi prise en dehors de toute procédure législative ou réglementaire, à l'encontre à la fois de la législation sur la fiscalité locale et la loi d'aide à la construction navale et qui, intervenant au cours d'un exercice budgétaire, prive les collectivités locales intéressées de ressources sur lesquelles elles étaient en droit de compter [18 mai 1965] (n° 657). — Réponse [8 juin 1965] (p. 503).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Discussion des articles. — ART. 1er : Art 214 du code civil : *amendement de M. Fosset* (p. 185) ; *amendement de M. Fosset* (p. 186) ; Art. 222 du code civil : *amendement de M. Marcilhacy tendant à supprimer le mot « corporellement » au 1er alinéa de ce texte* (p. 190) ; ART. 2 : Art 1402 du code civil : *amendement de M. Marcilhacy* (preuve entre époux de la propriété personnelle). — Prend part à la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion générale (p 250 à 252). — Discussion des articles. — Art. 9 : observations (p. 265, 266). — Intervient dans la discussion du **projet de loi concernant le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 293). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant modification du livre IV du code de l'administration communale** [18 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Emile Dubois* (attributions du syndicat de communes) (p. 299). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Pinton, relative à la **liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 437). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif aux courtiers d'assurances maritimes** [1er juin 1965]. — Discussion générale (p. 439, 440). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 657** (*Cf. Supra*) [8 juin 1965] (p. 503). — Intervient dans la discussion du **projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis** [8 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art 16 : (p. 528). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances et de capitalisation** [10 juin 1965]. — Discussion générale (p. 563). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif au reclassement des travailleurs handicapés** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 791 à 793). — *Son amendement tendant à insérer en tête du projet de loi, un article additionnel A nouveau invitant le Gouvernement à user des pouvoirs qu'il tient de l'article* 25 *de la loi sur le reclassement des travailleurs handicapés pour réglementer la commercialisation des produits bénéficiant de labels* (p. 795) ; *sous-amendement de M. Grand* (*ibid.*). — Discussion de l'article unique. — *Son amendement rédactionnel* (p. 796) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa* 2 *du texte proposé pour l'article* 36 *de la loi du* 23 *novembre* 1957 *concernant la présentation d'un objet comme ayant été fabriqué ou conditionné par un handicapé* (p. 796) ; *amendement de M. Grand* (p. 797) ; *son amendement tendant à supprimer l'alinéa* 3 *du texte proposé pour l'article* 36 *de la loi du* 23 *novembre* 1957 (*ibid.*).

AHMED (M. ABDALLAH) [Comores].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

ALRIC (M. GUSTAVE) [Aube].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est élu délégué titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [22 décembre 1965].

Interventions :

Intervient au nom de la commission des finances dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *amendement de M. Pouzet tendant à supprimer cet article portant suppression de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 1266). — **Suite de la discussion** [4 novembre 1965] en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente ses observations sur le budget de l'INDUSTRIE (p. 1298, 1299).

ANDIGNE (M. HUBERT D') [Orne].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

ANDRE (M. LOUIS) [Calvados].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 27 : observations sur le tarif de la taxe de circulation sur les viandes (p. 1136).

ARGENLIEU (M. PHILIPPE D') [Sarthe].

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

ARMENGAUD (M. ANDRÉ) **[Français établis hors de France].**

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs [8 juin 1965] (n° 190).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [29 juin 1965] (n° 283).

Proposition de loi relative aux modalités d'occupation de locaux par les Français résidant temporairement hors de France métropolitaine [5 octobre 1965] (n° 4).

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [28 octobre 1965] (n° 29).

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant approbation du plan de développement économique et social [10 novembre 1965] (n° 41).

Question orale avec débat :

M. André Armengaud appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur le fait que la politique économique du Gouvernement est fondée sur un plan de stabilisation lancé il y a dix-huit mois et qu'à cet égard le moment est venu de savoir si, en matière de concurrence internationale, les avantages qu'ont pu tirer les entreprises du ralentissement des hausses de coûts ne sont pas désormais contrebattus par les inconvénients découlant d'une réduction de leur capacité d'investissements et de leurs budgets de recherche.

Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier aux risques considérés dans l'optique d'un marché européen totalement unifié dans moins de deux ans [2 avril 1965]. — Réponse [18 mai 1965] (p. 276 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale concernant le **financement des investissements privés et l'apport de capitaux étrangers** [18 mai 1965] (p. 276 à 281) ; (p. 290). — Prend part à la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion générale (p. 369, 370). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à compléter le 2° alinéa de cet article par une disposition étendant les dispositions envisagées en faveur des actionnaires métropolitains français aux Français résidant à l'étranger réellement établis en territoire étranger* (p. 381, 382) ; art. 3 : *son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article afin d'exclure du champ d'application du précompte les dividendes attachés aux actions émises à l'occasion d'augmentations de capital agréées* (p. 383) ; art. 4 : *son amendement tendant à excepter des dispositions de cet article « les Français résidant à l'étranger régulièrement immatriculés dans les consulats et produisant une attestation du consul certifiant leur établissement effectif en territoire étranger »* (p. 384, 385) ; art. 9 : *son amendement tendant à ajouter au paragraphe 3 de cet article un alinéa relatif aux plus-values provenant de cession de brevets* (p. 387) ; art. 20 : observations sur le cas de certaines sociétés françaises dont les filiales en Algérie ont été nationalisées (p. 395, 396). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse de certains Français de l'étranger** [1er juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Henriet* (p. 442). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** [10 juin 1965]. — Discussion générale (p. 566, 567). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 17 : observations sur les exemptions pour les jeunes Français de l'étranger (p. 657, 658). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 9 *bis : soutient l'amendement de M. Pellenc tendant, au premier paragraphe de cet article, à supprimer les mots « et limités » pour l'application de l'article 9 en ce qui concerne les plus-values découlant de cessions de brevets ou de techniques* (p. 666) ; le retire (*ibid.*) ; art. 11 : *amendement de M. Pellenc tendant à reprendre pour le paragraphe 4 le texte voté par le Sénat en première lecture* (p. 668). — **Suite de la discussion** [29 juin 1965] ; en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, expose les conclusions du rapport de la commission (p. 895). — Discussion des articles. — Art. 28 : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 896) ; art. 33 : observations sur cet article relatif à la composition de la commission départementale des impôts appelée à juger les différents visés aux articles 30 à 32 de la présente loi (*ibid.*). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 29 juin 1965 (dépôt du rapport exposant dans quelles conditions était appliquée la loi du 26 décembre 1961 sur les rapatriés et leur indemnisation) [30 juin 1965] (p. 916). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1065, 1066). — **Suite de la discussion** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 6 : observations sur la différence des tarifs d'une compagnie américaine pour le trajet New York-Paris-New York et d'Air France pour le trajet Paris-New York-Paris, du fait du texte proposé (p. 1094) ; Art. 8 : *son amen-*

dement, au § 1, 6e alinéa, tendant à exclure de l'exonération de la T. V. A., les ventes de sacs d'emballage usagés (p. 1100) ; Art. 13 : *son amendement tendant à ajouter les sacs d'emballages usés dans la nomenclature de cet article* (p. 1115) ; Art. 14 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa précisant que la taxe de 12 p. 100 est applicable aux opérations de locations de véhicules industriels et de transport routier de marchandises effectuées pour le compte d'usagers placés hors du champ d'application ou exonérés de la T. V. A.* (p. 1121) ; Art. 16 : *son amendement tendant à compléter le § 5 par une disposition précisant « qu'il en est de même pour une opération légalement effectuée en exonération du paiement de la T. V. A. lorsque l'exonération résulte de la destination du produit ou de la qualité de l'acheteur »*. (p. 1123, 1124). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 23 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition précisant que pour les ventes de sacs d'emballage usagés, la valeur imposable sera le prix de vente* (p. 1135) ; Art. 50 (*nouveau*) : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 1164). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations sur le régime fiscal appliqué aux Français résidant à l'étranger et n'ayant pour revenu qu'une pension ou une retraite (p. 1251, 1252) ; *amendement de M. Duclos tendant à compléter cet article par un § V visant notamment à accroître la fiscalité sur les sociétés* (p. 1255). — **Suite de la discussion** [5 novembre 1965]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente le budget du service des RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 1358 à 1362). — Observations ayant porté notamment sur l'examen des crédits et sur la situation des rapatriés et de l'attitude du Gouvernement à leur égard. — Observations à la suite de l'intervention de M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget (p. 1377, 1378). — Discussion des articles. — TITRE III : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 1379, 1380). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE - AFFAIRES ALGÉRIENNES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, en remplacement de M. Portmann, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1397 à 1399) ; (p. 1402). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi autorisant l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [6 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1413 à 1418) ; (p. 1426). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale. — Observations sur les sociétés de bienfaisance (p. 1480). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à réduire la dotation de ce titre de 35 millions de francs relative à l'aide militaire consentie au Maroc afin de hâter le règlement du contentieux franco-marocain* (p. 1483) ; le retire (*ibid.*). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, dans la suite de la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [9 novembre 1965]. Discussion générale (p. 1514). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — CHARGES COMMUNES. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel 61 ter nouveau ayant pour objet de rétablir au profit des fonctionnaires détachés dans un organisme international, pour toute la période antérieure au 1er décembre 1964, les droits qu'ils avaient au moment où ils ont été cumulés dans un organisme international* (p. 1692). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1839 à 1844). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1965] (p. 1905, 1906). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Discussion générale (p. 1940).

AUBERT (M. EMILE) [Basses-Alpes].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

AUDY (M. MARCEL) [Corrèze].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *son amendement tendant à ajouter le bois de chauffage dans la nomenclature de cet article* (p. 1115).

B

BAGNEUX (M. JEAN DE) [Côtes-du-Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Question orale :

M. Jean de Bagneux expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** les faits suivants : dans sa réponse n° 12905 à M. Pleven au sujet des bourses attribuées dans le département des Côtes-du-Nord, le ministre a précisé que sur les 6.781 demandes présentées pour l'année scolaire 1965-1966, la commission départementale en avait agréé 5.263, soit 78 p. 100, le ministère n'en retenant finalement que 4.887, soit 72 p. 100, taux qu'il avait lui-même fixé sans qu'il soit tenu compte ni du nombre des postulants, ni de leur situation de famille. Il lui demande quelles réformes il compte entreprendre pour remédier à l'état de choses actuel, très défectueux sur les points suivants : plafonds des ressources trop bas ; insuffisance du nombre des bourses accordées aux enfants d'agriculteurs ; mode de calcul injuste du revenu à prendre en compte pour les agriculteurs. Il lui demande, en outre, s'il n'estime pas que les demandes de bourses devraient être examinées par des commissions restreintes où siégeraient les maires [3 juin 1965] (n° 663). — Réponse [15 juin 1965] (p. 582, 583, 584).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 663** (*cf. supra*) [15 juin 1965] (p. 583, 584). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les monuments historiques, présente ses observations sur la restauration et la conservation de notre patrimoine artistique (p. 1560 à 1562)

BAJEUX (M. OCTAVE) [Nord]

Est nommé représentant suppléant du Sénat au sein du conseil supérieur de l'hydraulique [22 avril 1965]

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965]

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965]

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : conséquence du vote de l'amendement de M. Pellenc sur le prix du fuel domestique (p. 1091). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [15 novembre 1965]. — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 55 *quinquies* : observations (p. 1802).

BALESTRA (M. CLÉMENT) [Var].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

BARATGIN (M. PAUL) [Hautes-Pyrénées].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de légisation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

BARBIER (M. PIERRE) [Nièvre].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

BARDOL (M. JEAN) [Pas-de-Calais].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre des postes et télécommunications* sur la situation des 3.000 agents des installations, jeunes pour la plupart, dont le corps a été supprimé il y a deux ans. Les emplois d'agents des installations ont été transformés soit en emplois d'ouvriers d'état électromécaniciens, soit en emplois de contrôleurs des installations électromécaniques. Cette deuxième solution, la plus juste, est actuellement beaucoup trop limitée, puisque 200 places sont seulement mises au concours interne tous les ans. Il faudrait donc, dans le meilleur des cas, plus de quinze ans pour que tous ces jeunes agents puissent obtenir satisfaction. Par ailleurs, la voie offerte pour l'inscription au tableau d'avancement n'offre qu'un nombre de places très limité et il faut au moins avoir atteint l'âge de quarante ans pour y être inscrit. Il lui demande, en conséquence : 1° d'intégrer purement et simplement tous les agents des installations, titulaires et stagiaires au 1er octobre 1949, qui avaient reçu la promesse de devenir contrôleurs des installations électromécaniques ; 2° de nommer contrôleurs des installations électromécaniques les autres agents et de leur faire suivre le cours de formation professionnelle afin de parachever leur formation [11 mai 1965] (n° 649). — Réponse [1er juin 1965] (p. 426).

M. Jean Bardol attire l'attention de *M. le ministre des postes et télécommunications* sur une catégorie particulièrement défavorisée de son personnel : les contrôleurs des installations électromécaniques. A ce personnel recruté après un concours difficile, il est fait aux P.T.T. une situation qui est loin de correspondre à celle du personnel analogue des secteurs public, nationalisé et privé, tant au point de vue rémunération que du point de vue avancement. En conséquence il lui demande : 1° qu'un statut particulier soit élaboré pour ce personnel, après consultation des comités techniques paritaires des P.T.T., lui garantissant une échelle indiciaire allant de 270 à 500, une carrière se déroulant en quinze années, et des débouchés ; 2° que la prime mensuelle de technicité soit portée à 100 francs ; 3° que les crédits nécessaires à ce reclassement soient inscrits au budget des P.T.T. pour 1966 [13 mai 1965] (n° 650). — Réponse [1er juin 1965] (p. 425).

Interventions :

Prend la parole, en remplacement de M. Vallin, auteur de la question orale relative à la **participation des athlètes de la République démocratique allemande aux Jeux olympiques,** lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à cette question [11 mai 1965] (p. 227, 228). — Prend part à la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion générale (p. 362 à 365). — Discussion des articles. — Art. 1er : (p. 381) ; Art. 28 : *amendement de M. Pellenc* (justification et déductibilité des frais généraux) (p. 398, 400) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 412). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n°s 650 et 649** (*cf. supra*) [1er juin 1965] (p. 425, 426) ; à la question orale de M. Vallin relative à la **situation des ouvrières et des ouvriers d'Etat des P.T.T.** (p. 427). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965] (p. 664). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture, modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [17 juin 1965] (p. 674). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 681 à 683) ; (p. 686, 688). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1049 à 1051). — **Suite de la discussion** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à supprimer la taxe unique de circulation sur les viandes* (p. 1083, 1084) ; Art. 8 : *son amendement tendant à insérer, au § 1, après l'alinéa 4, un alinéa 4 bis exonérant les mareyeurs de la T.V.A.* (p. 1099) ; le retire et se rallie à l'amendement présenté par M. Pellenc (p. 1100) ; *son amendement, au § 1, tendant à insérer un alinéa 7 bis exonérant de la taxe les livraisons de combustibles attribués par l'exploitant aux membres du personnel des mines* (p. 1102) ; cet amendement est déclaré irrecevable (p. 1103) ; *son amendement, au 2e alinéa du § 2 tendant à maintenir l'exonération de la taxe sur la vente du pain et du lait* (p. 1104) ; Art. 13 : *son amendement, au 9e alinéa du § b, tendant à appliquer le taux de 6 p. 100 au chocolat au lait* (p. 1109) ; *son amendement au dernier alinéa tendant à imposer la T.V.A. au taux de 6 p. 100 aux poissons et filets de poisson fumés* (p. 1111) ; *son amendement tendant à appliquer le taux de 6 p. 100 aux opérations effectuées par les artisans remplissant les conditions prévues à l'art. 1649 quater A du code général des impôts* (p. 1115) ; Art. 14 : *son amendement tendant à appliquer le taux de 12 p. 100 aux produits pharmaceutiques* (p. 1117) ; *son amendement tendant à imposer les bières, les eaux minérales et les eaux gazeuses au taux de 12 p. 100* (p. 1118). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 21 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa du § 1 de cet article* (p. 1134) ; Art. 18 (précédemment réservé) : *son amendement aux alinéas 1 et 2, tendant à remplacer les sommes : « 800 francs » par « 1.000 francs »* (p. 1141) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du § 2 bis de cet article* (p. 1142). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc (aménagement des tranches de barème de l'impôt en fonction de l'accroissement des salaires) (p. 1258) ; Art. 3 : observations (p. 1258, 1259) ; *son amendement au § 1, tendant à fixer à 65 au lieu de 75 ans l'âge des personnes bénéficiant de l'exonération et de la décote (ibid.)* ; Art. 7 : observations sur cet article relatif à l'exonération d'office de la contribution foncière des propriétés bâties en faveur des titulaires de l'allocation complémentaire allouée au titre du fonds national de solidarité (p. 1261, 1262) ; Art. 15 : observations sur le carburant détaxé pour l'agriculture (p. 1267, 1268) ; Art. 22 : *explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif au fonds d'investissement routier* (p. 1275). — **Suite de la discussion** [4 novembre 1965]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1312, 1313, 1314). — Observations ayant porté notamment sur le retard de notre équipement téléphonique et sur l'insuffisance des investissements. — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1586 à 1588). — Observations ayant porté notamment sur le programme de l'équipement sportif et celui de l'équipement socio-éducatif. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : observations sur la subvention accordée à la F.S.G.T. (Fédération sportive et gymnique du travail). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 1603, 1604). — Observations relatives à l'industrie des pêches maritimes. — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — IMPRIMERIE NATIONALE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente ses observations sur le budget annexe de l'Imprimerie nationale (p. 1698, 1699). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 1812). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965]. — Explique le vote du groupe communiste (p. 1932). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S.E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 9 : (p. 1997) ; Art. 12 : observations sur les crédits consacrés au fonds national contre les calamités agricoles (p. 2004) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 2007, 2008). — Observations sur la date de discussion, en nouvelle lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [S.E. 22 décembre 1965] (p. 2017). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture,** du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S.E. 23 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 2036).

BARKAT GOURAT (M. HAMADOU) [Côte française des Somalis].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

BARRACHIN (M. EDMOND) [Seine].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

BAUMEL (M. JACQUES) [Seine].

Est élu délégué titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

BAYROU (M. MAURICE) [Seine].

Elu vice-président du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

En qualité de vice-président du Sénat, préside la séance du 12 octobre 1965 ; la 2e séance du 19 octobre 1965 ; la séance du 26 octobre 1965 ; la séance du 4 novembre 1965 ; la séance du 6 novembre 1965 ; la séance du 8 novembre 1965. — Au cours de la discussion du budget de la santé publique et de la population, associe le Sénat à l'hommage rendu aux trois chercheurs prix Nobel, les professeurs Jacob, Lwoff et Monod [8 novembre 1965] (p. 1444). — Préside la séance du 9 novembre 1965 ; la séance du 13 novembre 1965 ; la 1re séance du 16 novembre 1965 ; la séance du 18 novembre 1965.

Intervention :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [24 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. A : (p. 827).

BEAUJANNOT (M. JOSEPH) [Loir-et-Cher].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant le code des postes et télécommunications en ce qui concerne le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux [6 mai 1965] (n° 152).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi concernant le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 293). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1310, 1311). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1898). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1924).

BENE (M. JEAN) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

BENOIST (M. DANIEL) [Nièvre].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à l'unification de la cotisation des artisans ruraux pour le versement à une seule caisse d'allocations familiales [2 avril 1965] (n° 130).

Question orale :

M. Daniel Benoist demande à *M. le ministre de l'agriculture* pour quelles raisons la loi du 10 juillet 1964, instituant un régime de garantie contre les calamités agricoles, n'est pas encore entrée en application. Considérant, en effet, les difficultés de nombreux exploitants agricoles, dues à l'anarchie de la plupart des marchés et, en 1964, à une sécheresse très importante, il désirerait connaître les raisons pour lesquelles jusqu'à ce jour la commission nationale des calamités agricoles, ayant notamment pour mission : l'information du fonds national de garanties, en ce qui concerne la prévention des risques et la détermination des conditions de prises en charge des calamités agricoles ; la présentation de propositions aux ministres compétents, en ce qui concerne le taux de la contribution additionnelle et les conditions d'indemnisation ; la connaissance des textes d'application de la présente loi, n'a pas été mise en place par le règlement d'administration publique qui doit fixer la composition de ladite commission, ainsi que ses comités départementaux d'expertises. Il lui demande enfin la mise au point dans les meilleurs délais des différents textes d'application prévus et, en priorité, du décret relatif à l'incitation à l'assurance ainsi que l'inscription au prochain budget de la nation, d'un complément de crédits nécessaires pour le respect des dispositions financières prévues par la loi du 10 juillet 1964 pour l'alimentation du fonds national de garantie [22 avril 1965] (n° 643). — Réponse [1er juin 1965] (p. 422).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 643** (*cf. supra*) [1er juin 1965] (p. 422). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 476 à 478). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1448 à 1450). — Observations ayant porté notamment sur la dégradation progressive de la médecine française et sur la régulation des naissances. — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1664, 1665). — Observations ayant porté sur la situation de l'enseignement agricole et sur celle du marché de la viande.

BERNIER (M. LUCIEN) [Guadeloupe].

Est nommé secrétaire du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur-kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier [20 mai 1965] (n° 165).

Questions orales :

M. Lucien Bernier, constatant que le décret relatif à certains avantages sociaux dans les départements d'outre-mer, dont *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* avait annoncé, à la séance du 1er décembre 1964, la publication imminente au *Journal officiel,* n'a pas encore été publié à ce jour, lui demande de bien vouloir lui faire connaître les raisons de ce retard. Il lui demande également de bien vouloir lui indiquer quel est l'état actuel de l'étude entreprise pour l'extension aux départements d'outre-mer de la notion métropolitaine d'enfant à charge ouvrant droit au bénéfice des allocations familiales [6 avril 1965] (n° 632). — Réponse [4 mai 1965] (p. 157).

M. Lucien Bernier expose à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* que depuis le 1er janvier 1965 le S. M. I. G. Antilles-Guyane est aligné sur celui de la zone 6 p. 100 et doit désormais bénéficier de toutes les mesures

de contraction de zones à intervenir en métropole ; que cependant dans le domaine de l'aide sociale et notamment en ce qui concerne la fixation des taux et des plafonds de ressources, les départements d'outre-mer continuent à subir un régime discriminatoire absolument incompatible avec leur statut institutionnel. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à ces discriminations injustifiables et réaliser la parité de traitement entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer [6 avril 1965] (n° 636). — Réponse [4 mai 1965] (p. 157, 158).

M. Lucien Bernier, se référant à la réponse qui lui a été faite à sa question écrite n° 2654 du 10 mai 1962, demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir lui faire savoir quand sera enfin publié le projet de décret annoncé devant étendre aux départements d'outre-mer les dispositions du décret du 29 juillet 1939 qui a créé le fonds national de compensation des allocations familiales des collectivités locales et du règlement d'administration publique du 15 avril 1940 qui le régit [6 avril 1965] (n° 637). — Réponse [4 mai 1965] (p. 156).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n°s 637, 632 et 636** (cf. *supra*) [4 mai 1965] (p. 156) ; (p. 157, 158). — Intervient dans la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 19 *bis* nouveau : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à l'application de la présente loi dans les départements d'outre-mer* (p. 270). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant modification du livre IV du code de l'administration communale** [18 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* : *son sous-amendement à l'amendement de M. Emile Dubois tendant après les mots* : « *du ministre de l'intérieur* » *d'insérer les mots* : « *et du ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer* » (p. 301). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur-kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier** [18 juin 1965]. — Discussion générale (p. 709, 710). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1735 à 1737). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1898, 1899).

BERTAUD (M. JEAN) [Seine].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Est nommé président de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-1186 du 29 novembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [29 avril 1965] (n° 141).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant diverses dispositions du code des douanes [17 juin 1965] (n° 229).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un régime d'épargne-logement [22 juin 1965] (n° 250).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant un régime d'épargne-logement [25 juin 1965] (n° 277).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965] (n° 286).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en troisième lecture, instituant un régime d'épargne-logement [30 juin 1965] (n° 304).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [19 octobre 1965] (n° 13).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi concernant les droits de douane sur le coprah et le palmiste** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 292). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant modification du livre IV du code de l'administration communale** [18 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Emile Dubois* (attributions du syndicat des communes) (p. 299). — Intervient dans la discussion du **projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis** [8 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa nouveau relatif aux conditions d'exécution des travaux nécessaires à la sécurité et la salubrité de parties privatives par un des copropriétaires* (p. 522). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [22 juin 1965]. — Discussion générale (p. 760 à 762). — Discussion des articles. — Après l'art. 2 : *amendement de M. Kistler* (p. 765) ; Art. 4 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du § 3 du texte proposé pour l'article 82 bis du code des douanes* (p. 767) ; le retire (*ibid.*). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 811, 812). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Tournan* (p. 816) ; Art. 6 : *amendement de M. Tournan* (p. 817) ; *amendement de M. Tournan* (p. 818). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 869, 870). — Discussion des articles. — Art. 4 : *son amendement tendant à limiter aux seules caisses d'épargne la possibilité de recevoir les dépôts d'épargne-logement* (p. 870). — Intervient, en qualité de président de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte sur la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [29 juin 1965] (p. 898, 899). — Intervient, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [29 juin 1965]. — Discussion générale (p. 900). — **Discussion du projet de loi en nouvelle lecture** [30 juin 1965]. — Discussion générale (p. 923) ; demande un vote par division sur l'article 4 notamment, sur le premier membre de phrase à savoir : « les dépôts d'épargne-logement sont reçus par la caisse nationale d'épargne et les caisses d'épargne ordinaires... » (p. 924) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit la fin de l'article 4* : « *ainsi que par les caisses de crédit mutuel régies par l'article 5 de l'ordonnance n° 58-966 du 16 octobre 1958* » (*ibid.*). — Prend part, en qualité de président et rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1046 à 1049). — **Suite de la discussion** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel 3 bis précisant que le premier acquéreur d'un produit agricole ainsi que les coopératives peuvent déduire des sommes dont ils sont redevables, au titre de la T. V. A., un montant correspondant à 4 p. 100 des prix des produits agricoles dont ils se sont portés acquéreurs auprès de producteurs non assujettis à la T. V. A.* (p. 1085, 1086) ; Art. 4 : *son amendement tendant à compléter l'alinéa 3 du § 1 par une disposition maintenant l'exonération de la T. V. A. sur les honoraires d'architectes et des bureaux d'études* (p. 1088) ;

le retire (p. 1089) ; Art. 6 : *amendement de Mlle Rapuzzi* (p. 1094) ; Art. 13 : *son amendement, au § a, tendant, après les mots : « ...fourniture de logement... », à insérer les mots : « ...et de nourriture »* (p. 1106) ; *son amendement, au § b, 12e alinéa, tendant à imposer les engrais au taux de 6 p. 100* (p. 1110) ; le retire (*ibid.*) et se rallie à l'amendement de la commission des finances (*ibid.*) ; Art. 14 : *son amendement, au § 1, 9e alinéa, tendant à supprimer le mot « engrais »* (conséquence de l'amendement susvisé) (p. 1117) ; *son amendement, au dernier alinéa, tendant à maintenir le taux réduit de 10 p. 100 en matière de construction pour certaines opérations* (p. 1120) ; Art. 16 : *son amendement tendant à compléter le 1er alinéa du § 4 en ajoutant les mots : « ou concourent aux opérations visées à l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 »* (p. 1123).

BERTHOIN (M. JEAN) [Isère].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

BESSON (M. ROGER) [Allier].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

BETHOUART (Général ANTOINE) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1966, adopté par l'Assemblée nationale [2 novembre 1965] (n° 34).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : (p. 382). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 646). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, présente ses observations sur ce budget et signale, en particulier, la présence du pavillon français sur le Danube (p. 1462 à 1464).

BILLIEMAZ (M. AUGUSTE) [Ain].

Est nommé secrétaire du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les questions intéressant la S. N. C. F. et la R. A. T. P., à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1613 à 1615). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — CHARGES COMMUNES. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur l'aide du budget des charges communes aux projets prévus dans les zones à urbaniser en priorité (p. 1691).

BLONDELLE (M. RENÉ) [Aisne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [2 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1233, 1234). — **Suite de la discussion** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *amendement de M. Pauzet tendant à supprimer cet article portant suppression de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 1267) ; Art. 19 : *son amendement, au nom de la commission des affaires économiques, tendant à supprimer cet article portant création d'une taxe sur le blé et l'orge reçus par les organismes stockeurs et affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 1272, 1274). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1858 à 1860). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1965]. — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition relative aux objectifs de l'agriculture* (p. 1908, 1909). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture**, du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Observations sur l'article 3 (répercussions de cette loi sur le monde agricole) (p. 2038, 2039).

BOIN (M. RAYMOND) [Haute-Marne].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

BONNEFOUS (M. EDOUARD) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier certains articles du code électoral concernant la répartition des sièges des sénateurs et la désignation des délégués des conseils municipaux qui participent à l'élection des sénateurs, en vue d'assurer aux départements et aux communes une représentation équitable [12 novembre 1965] (n° 54).

Proposition de loi organique tendant à modifier certains articles du code électoral relatifs à la composition et au renouvellement du Sénat [12 novembre 1965] (n° 55).

Proposition de résolution tendant à modifier et à compléter les articles 18 et 42 du règlement du Sénat en vue d'assurer une meilleure coordination entre les travaux du Sénat et ceux du Conseil économique et social [12 novembre 1965] (n° 53).

Questions orales avec débat :

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir expliquer au Sénat les raisons d'une politique économique qui refuse l'augmentation des salaires au nom du plan de stabilisation, interdit aux industriels et commerçants les hausses de prix, mais ne cesse de leur faire subir de nouvelles augmentations alourdissant leurs frais généraux en autorisant ou en décrétant des hausses de tarifs des entreprises dépendant de l'Etat.

Non seulement de telles décisions sont en opposition absolue avec la politique de stabilisation, mais également en opposition avec les déclarations gouvernementales constamment répétées qui vantent la prospérité de la trésorerie, les plus-values fiscales, le budget en équilibre [2 avril 1965]. — Réponse [4 mai 1965] (p. 162 et suivantes).

M. Edouard Bonnefous appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les difficultés rencontrées par les entreprises industrielles privées en matière de financement de leurs équipements neufs.

Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accroître les possibilités d'autofinancement des entreprises et pour amener l'épargne liquide à investir à long terme.

Il lui demande, en outre, dans quelle mesure et à quelles conditions il estime utile une participation des capitaux étrangers à l'accroissement du potentiel économique national [6 avril 1965]. — Réponse [18 mai 1965] (p. 281 et suivantes).

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le ministre de la construction :*

1° A quelles perspectives correspondent les projets de création de zones d'aménagement différé, notamment dans la région de Versailles, dont ont été saisis de nombreux maires de Seine-et-Oise, le 14 avril dernier ;

2° Si la création de cette Z. A. D. est rendue nécessaire par l'implantation de villes nouvelles que des rumeurs disent importantes, et qui seraient actuellement envisagées ;

3° Si ces projets d'urbanisme seront soumis aux collectivités locales intéressées avant l'achèvement des études en cours ;

4° Si, en cas d'implantation de villes nouvelles, il est envisagé de leur donner un statut administratif particulier ou si elles doivent s'intégrer dans le cadre communal traditionnel [25 mai 1965]. — Réponse [15 juin 1965] (p. 585 et suivantes).

Alarmé par la regrettable rupture des contacts diplomatiques qui mettrait en danger le Marché commun agricole, l'évolution de l'union douanière et les étapes prévues au traité de Rome pour une intégration des six pays membres, seule capable de servir de base à une Europe économique de dimensions adéquates aux formes concurrentielles du monde de demain, **M. Edouard Bonnefous** demande à *M. le Premier ministre* de faire connaître les perspectives de la politique étrangère de la France [9 juillet 1965. — 5 octobre 1965].

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 mai 1965] (p. 162 à 164). — Prend la parole au cours de la discussion de sa question orale relative au **financement des investissements privés et à l'apport de capitaux étrangers** [18 mai 1965] (p. 281 à 284). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **création d'une zone d'aménagement différé en Seine-et-Oise** [15 juin 1965] (p. 585 à 588) (p. 590). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *amendement de M. Pellenc tendant à exonérer de la taxe certains produits de luxe* (p. 1098). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à réduire de 43 millions la dotation de ce titre destinée à l'aide militaire au Laos et au Cambodge* (p. 1482, 1483) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour le cinéma, présente ses observations sur la situation de l'industrie cinématographique (p. 1555 à 1557). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 1636). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 1641). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente ses observation sur ce budget (p. 1750 à 1752) ; (p. 1753). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire ce crédit afin d'obtenir du Gouvernement des précisions sur le service de liaison interministérielle* (p. 1754, 1755). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente le rapport de la commission sur ce budget. — Discussion générale (p. 1756 à 1760) ; en son nom personnel intervient dans la suite de la discussion du budget de l'O. R. T. F. (p. 1768 à 1770) ; (p. 1771).

BONNEFOUS (M. RAYMOND) [Aveyron].

Est nommé président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Nouvelle-Calédonie du 7 au 19 juillet 1965. (Enregistré à la présidence le 30 septembre 1965) [2 octobre 1965] (n° 308).

Interventions :

Compte tenu de l'importance du projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux, demande, en qualité de président de la commission des lois, un scrutin public [11 mai 1965] (p. 238). — Intervient, en qualité de président et rapporteur, en remplacement de M. Héon, de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 du décret du 25 octobre 1946 portant création d'un conseil général à Saint-Pierre et Miquelon** (p. 860). — Intervient, en qualité de président de la commission des lois, suppléant M. Dailly, rapporteur, dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi tendant à l'organisation de l'industrie des assurances** [30 juin 1965]. — Discussion générale (p. 921).

BONNET (M. GEORGES) [Lozère].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

BORDENEUVE (M. JACQUES) [Lot-et-Garonne].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [21 octobre 1965].

BOSSUS (M. RAYMOND) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. Raymond Bossus fait connaître à **M. le ministre de l'intérieur** que très nombreux sont les citoyennes et citoyens électeurs de Paris à être étonnés qu'à la suite du résultat des élections municipales de mars, il n'y ait pas de changement dans l'affectation des postes de maires et maires adjoints des arrondissements de Paris. Cet étonnement est d'autant plus fort que dans certains arrondissements de Paris, des maires adjoints récemment désignés en raison de leur appartenance politique ont fait acte de candidature en utilisant le titre qui leur fut donné par le Gouvernement. Tenant compte de ces observations, et en attendant une véritable réforme démocratique du statut de Paris, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin que dans les 1er, 2e, 3e, 4e, 11e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements, soient désignés des maires et maires adjoints qui pourront être proposés par les élus des listes d'union démocratique qui ont recueilli la confiance des électeurs et électrices de ces arrondissements [6 avril 1965] (n° 633). — Réponse [27 avril 1965] (p. 122, 123).

M. Raymond Bossus expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** le mécontentement justifié des sages-femmes exerçant leur profession dans les hôpitaux publics dont un bon nombre doit effectuer quatre-vingt-quatre heures et cent quarante-quatre heures de présence par semaine. Une commission de travail devait être créée et devait examiner la possibilité de revision des conditions de travail, de la hiérarchisation de la profession et des indices. Devant la gravité de la situation, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° si la commission a été constituée et en ce cas, quelle est sa composition et le bilan de ses travaux 2° quelles mesures il compte prendre pour que satisfaction soit donnée aux légitimes revendications des sages-femmes des hôpitaux publics [6 avril 1965] (n° 634). — Réponse [27 avril 1965] (p. 123, 124).

M. Raymond Bossus demande à *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative :* 1° si, dans le cadre de l'action continue que le Gouvernement mène depuis plusieurs années pour améliorer la situation des retraités de l'Etat (déclaration de M. le ministre des finances et des affaires économiques à la séance du 6 octobre 1964 de l'Assemblée nationale), le Gouvernement envisage d'inscrire une mesure nouvelle : l'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension, étant donné que, depuis l'application du décret n° 51-618 du 24 mai 1951, ladite indemnité a le caractère d'un véritable complément de traitement ; 2° dans l'affirmative, à quelle date et selon quelles modalités [2 juin 1965] (n° 661). — Réponse [15 juin 1965] (p. 581, 582).

M. Raymond Bossus a pris connaissance des réponses faites par *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* à plusieurs parlementaires qui se sont fait les interprètes des milieux anciens combattants au sujet de la réduction du budget de l'office national et des menaces de liquidation de cet organisme, tenant compte des besoins d'aide et des réalisations sociales nécessaires aux anciens combattants des dernières guerres (1914-1918, 1939-1945, Algérie), considérant également que l'ensemble du monde combattant réclame la levée de forclusion qui touche toutes les victimes de guerre (et plus particulièrement les anciens déportés,

internés, P. G., etc.) afin que soient accordés les droits aux ayants cause, il lui demande s'il ne pense pas qu'il lui incombe de défendre l'existence de l'office national, de lui accorder ainsi qu'aux offices ou services départementaux tous les moyens de bon fonctionnement en évitant de faire glisser ces responsabilités sur les services préfectoraux et à la charge des départements et communes [7 octobre 1965] (n° 675). — Réponse [26 octobre 1965] (p. 1173).

M. Raymond Bossus a été informé de l'avis unanime des associations d'anciens combattants et victimes de guerre qui viennent de renouveler solennellement, au cours de leurs assises nationales, leur désir d'obtenir que la date du 8 mai (fin des hostilités de la guerre 1939-1945) soit reconnue, au même titre que le 11 novembre, comme jour férié, chômé et payé. En rappelant les promesses de *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* et à M. le secrétaire d'Etat aux finances ses déclarations du 24 novembre 1964, informant le Sénat que cette question serait examinée au moment des prochaines lois de finances, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les propositions et décisions du Gouvernement au sujet de cette légitime demande des différentes générations d'anciens combattants [7 octobre 1965] (n° 676). — Réponse [26 octobre 1965] (p. 1173, 1174).

Questions orales avec débat :

M. Raymond Bossus expose à *M. le Premier ministre :*

— l'inquiétude justifiée des ouvrières et ouvriers, cadres techniques et ingénieurs de l'entreprise Bull qui prennent connaissance par la presse d'informations concernant l'avenir de l'entreprise qui est devenue, grâce à leurs recherches et leurs efforts, une entreprise de renommée mondiale dans le secteur de l'électronique ;

— que durant des années, la presse financière a publié des bilans traduisant une augmentation du chiffre d'affaires et des profits ;

— que les travailleurs de l'entreprise Bull — tous syndicats unis — agissent pour le respect de leur droit au travail, l'utilisation de leurs compétences, de meilleures conditions de vie.

Il lui demande :

a) Quels ont été les bénéfices avoués par l'entreprise Bull, et la part consacrée aux investissements de 1958 à 1963 ;

b) Quel est le montant des commandes passées à l'entreprise Bull, durant cette même période, par les différents services publics et entreprises nationalisées ;

c) Quel est le montant des commandes passées à l'I. B. M. et autres firmes de fabrications électroniques, durant la même période, par les services publics nationalisés ;

d) Quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour s'opposer aux licenciements des travailleurs de l'entreprise Bull et exiger qu'il soit fait droit aux revendications du personnel de cette entreprise ;

e) Quelles sont les clauses exactes du protocole d'accord qui a été signé entre la Compagnie Bull et les sociétés et banques liées à la finance internationale qui ont été chargées de renflouer l'usine Bull ;

f) Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas nationaliser l'entreprise Bull, ce qui aurait amorcé la nationalisation de l'ensemble de l'industrie électronique dans l'intérêt du développement et des perspectives de cette branche moderne de la production, comme le préconise une proposition de loi déposée par les parlementaires communistes [2 avril 1964]. — Réponse [29 juin 1965] (p. 887 et suivantes).

M. Raymond Bossus rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* que, sur ses instructions, M. le préfet de la Seine refuse aux sénateurs de la Seine l'autorisation d'utiliser des salles de préaux d'écoles pour y tenir soit des comptes rendus de mandat, soit des réunions d'information relatives aux travaux de la Haute Assemblée, ou pour donner des explications en rapport avec l'élection présidentielle du 5 décembre.

Il souligne que la loi électorale en vigueur a comme résultat de priver plusieurs arrondissements de Paris d'élus communistes, socialistes et radicaux. De ce fait, les parlementaires de l'U. N. R. ont la possibilité d'utiliser les préaux d'écoles dans les arrondissements représentés au conseil municipal par les élus d'union démocratique tandis que les parlementaires des partis démocratiques sont privés de cette possibilité dans les arrondissements représentés au conseil municipal par des U. N. R.

Il ajoute qu'en raison du système électoral en vigueur dans la Seine, les sénateurs sont élus par un collège de plusieurs milliers d'électeurs.

Il lui demande, pour toutes ces raisons, s'il compte donner des instructions au préfet de la Seine pour que les sénateurs de ce département puissent bénéficier, comme les autres parlementaires, de la possibilité de tenir des réunions dans les préaux d'écoles [17 novembre 1965].

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n^os^ 633 et 634** (cf. *supra*) [27 avril 1965] (p. 122, 123 et 124). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 661** (*cf. supra*) [15 juin 1965] (p. 582). — Intervient dans la discussion du **projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations sociales** [18 juin 1965]. — Discussion générale (p. 712). — Discussion des articles. — Art. 1^er^ : *son sous-amendement tendant au 1^er^ alinéa de l'amendement de M. Grand, à supprimer les mots : « ou lorsque en raison de son état mental ou d'une déficience physique, celui-ci vit dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défecteuses »* (p. 713) ; *son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de cet article* (*ibid*) ; Art. 3 : *son amendement tendant, dans le texte présenté pour l'article L.* 551 *du code de la sécurité sociale, à supprimer les mots : « dans le cas où les enfants donnant droit aux prestations familiales sont élevés dans des conditions d'alimentation, de logement et d'hygiène manifestement défectueuses »* (p. 713, 714). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national,** dans le texte proposé par la commission mixte paritaire [22 juin 1965] (p. 739). — Intervient dans la discussion du **projet de loi concernant le reclassement des travailleurs handicapés** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 794). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale concernant le **renflouement de la Société Bull** [29 juin 1965] (p. 887 à 889) ; (p. 892). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 8 : *son amendement, au § 1, tendant à ajouter un alinéa 11° nouveau exonérant de la taxe les opérations effectuées par les organismes mutualistes et notamment celles effectuées par leurs œuvres sociales* (p. 1103) ; Art. 13 : *son amendement tendant à ajouter les produits pharmaceutiques à la nomenclature des produits bénéficiant du taux de* 6 *p.* 100 (p. 1114). — Est entendu lors de la réponse de M. Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n^os^ 675 et 676** (*cf. supra*) [26 octobre 1965] (p. 1173, 1174). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1450, 1451). — Observations ayant porté sur l'insuffisance de l'équipement et du personnel hospitaliers (p. 1456). — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1466 à 1468). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1537, 1538). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel demandant, pour les militaires ayant combattu en Algérie, au Maroc et en Tunisie, la reconnaissance de la qualité de combattant* (p. 1543) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel précisant que toutes les forclusions s'appliquant aux droits des anciens combattants sont levées* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif à la commémoration du 8 mai 1945* (*ibid*) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif aux moyens donnés à l'Office national des anciens combattants pour le renforcement et l'extension de ses activités* (*ibid*) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif au reclassement des anciens fonctionnaires de l'office national des anciens combattants* (*ibid*) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1544). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1620, 1621). — Observations ayant porté notamment sur la régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.). — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 1643). — Observations ayant porté sur l'aviation légère, sportive et populaire. — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 1688, 1689). — Observations sur l'application du nouveau code des pensions à tous les retraités et sur l'intégration de l'indemnité de résidence dans le calcul de la retraite. — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1890 à 1892) ; (p. 1906). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Monteil* (p. 1911).

BOUCHER (M. ALBERT) [Loire-Atlantique].

Décédé le 2 mars 1965. — Eloge funèbre prononcé par M. Gaston Monnerville, président du Sénat [6 avril 1965] (p. 81, 82 et 83).

BOULANGE (M. MARCEL) [Territoire de Belfort].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national. [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1616, 1617). — Observations ayant porté notamment sur la réalisation du canal à grand gabarit du Rhin au Rhône et sur la création du port de Bourogne. — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — ÉTAT C, TITRE V : observations sur le rachat de forêts par des communes de l'Est de la France (p. 1675). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 1687, 1688). — Observations ayant porté notamment sur l'application des dispositions du nouveau code des pensions à tous les retraités et sur l'intégration de l'indemnité de résidence dans le calcul de la retraite.

BOULANGER (M. GEORGES) [Pas-de-Calais].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

BOULIN (M. ROBERT) **secrétaire d'Etat au budget** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à certains transferts de propriété de dépendances domaniales et de voies privées** [22 juin 1965]. — Discussion générale (p. 753, 754). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Fosset ;* observations (p. 756) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à la répression des infractions à la législation économique** [22 juin 1965]. — Discussion générale (p. 756, 757). — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement tendant à l'unification des délais visés à cet article et à l'institution d'un délai uniforme de trente jours* (p. 758) ; Art. 8 : *son amendement tendant à porter le chiffre de l'amende à un million de francs* (p. 758, 759) ; dans la discussion du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [22 juin 1965]. — Discussion générale (p. 762). — Discussion des articles. — Après l'article 2 : *amendement de M. Kistler* (p. 765) ; Art. 4 : *amendement de M. Bertrand* (p. 767). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de finances pour 1966** [2 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1226 à 1229) (p. 1241, 1242). — **Suite de la discussion** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : (p. 1251, 1252) ; *amendement de M. Descours Desacres* (p. 1252) ; *amendement de M. Pellenc au § IV, tendant à relever de* 50.000 *à* 80.000 F *le niveau servant de base pour l'application du demi-décime* (p. 1252, 1253) ; *amendement de M. Duclos tendant à compléter cet article par un § V visant notamment à accroître la fiscalité sur les sociétés* (p. 1254, 1255) ; oppose à cet texte l'art. 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (*ibid*) ; *amendement de M. Carrier* (p. 1257) ; *amendement de M. Pellenc tendant à aménager les tranches de barème de l'impôt au fur et à mesure que les salaires s'accroissent dans une certaine proportion ;* le déclare irrecevable (p. 1257, 1258) ; Art. 3 : *déclare irrecevable l'amendement de M. Bardol* (p. 1259) ; Art. 4 : *déclare irrecevable l'amendement de M. Pauzet (ibid.)* ; Art 5 : *amendement de M. Pellenc relatif à l'allégement des droit de succession entre collatéraux* (p. 1260) ; Art. 7 : répond à M. Bardol (p. 1262) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 1263) ; Art. 8 : *amendement de M. Pellenc, au § I de cet article, relatif à l'exonération de l'impôt sur le revenu des engagements d'épargne à long terme* (p. 1264) ; Art. 12 : *amendement de M. Yvon* (p. 1265) ; Art. 14 : *amendement de M. Pauzet tendant à supprimer cet article portant suppression de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 1266, 1267) ; Art. 15 : observations sur le carburant détaxé pour l'agriculture (p. 1268) ; Art. 16 : *amendement de M. Golvan* (modernisation du marché de la viande) (p. 1269, 1270) ; Art. 19 : *amendements de MM. Pellenc et Blondelle tendant à supprimer cet article relatif à la création d'une taxe de 70 centimes par quintal de blé au profit des prestations sociales agricoles* (p. 1272, 1273) ; Art. 22 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif au fonds d'investissement routier* (p. 1277, 1278). — **Suite de la discussion** [5 novembre 1965]. — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 1340). — MONNAIES ET MÉDAILLES. — Discussion générale (p. 1342). — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — . — Répond aux observations présentées (p. 1354 à 1356). — Répond à M. Louvel (répartition des crédits d'aide sociale) (p. 1357) ; répond à MM. Nayrou, Louvel et Masteau (p. 1358) ; répond à M. Mont (*ibid.*) BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 1373 à 1377). — Répond aux observations présentées notamment en ce qui concerne le problème de l'indemnisation. — Discussion des articles. — TITRE III : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 1379, 1380). — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1386, 1387). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965] — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1524 à 1526). — Discussion des articles. — *Amendement de M. Monteil tendant à annuler les crédits de paiement du titre III afin d'inviter le Gouvernement à améliorer la condition militaire* (p. 1528). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1539 à 1541). — Demande au Sénat de se prononcer en un seul vote sur les crédits du ministère des anciens combattants (p. 1541). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : répond à M. Bousch (problèmes particuliers relatifs aux anciens combattants du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) (p. 1542). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 1689 à 1691). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : répond : à Mme Cardot (allocation pour les veuves de guerre âgées) ; à M. Courrière (problème des pensions pour l'ensemble des anciens fonctionnaires d'Afrique du Nord) ; à M. Billiemaz (problème des crédits des charges communes à l'égard des Z. U. P.) (p. 1691) ; après l'article 61 *bis : amendement de M. Armengaud ;* le déclare irrecevable (p. 1692). — SERVICES FINANCIERS. — Discussion générale (p. 1696 à 1698). — IMPRIMERIE NATIONALE. — Discussion générale (p. 1699, 1700). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — Discussion générale (p. 1753, 1754). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. E. Bonnefous* (service de liaison interministérielle) (p. 1754, 1755). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1770 à 1773). — *Amendement de MM. Carcassonne et Courrière tendant à supprimer la ligne 123 de l'état E annexé à l'article 41, relative à la redevance pour droit d'usage des appareils de radio et télévision* (p. 1773). — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale (p. 1778, 1779). — Discussion des articles. — Art. 34 : *amendement de M. Verdeille tendant à réduire la dotation crédits de paiement de 200 millions de francs (fonds d'investissement routier)* (p. 1780). — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 41, ETAT E : *son amendement tendant à ajouter à cet état une ligne 43* sexies *relative aux cotisations versées par les producteurs et par les acheteurs pour la régularisation du marché de la noix de Grenoble* (p. 1794) ; Art. 51 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1798) ; Art. 55 : *amendement de M. Pellenc tendant à modifier le 2e alinéa du § I relatif à la reconduction des impositions locales de l'année précédente* (p. 1799) ; *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer le § II de cet article* (p. 1800) ; Art. 55 *bis : amendement de M. Coudé du Foresto* (déduction de l'impôt sur le revenu du montant des dommages résultant de certaines calamités) (p. 1800) ; Art. 55 *quater ; amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif à la publicité sur la voie publique* (p. 1801) ; Art. 55 *quinquies :* répond à M. Driant (collecte de ressources par le crédit agricole) (p. 1802) ; *amendement de M. Dailly relatif aux bons de caisse* (p. 1804) ; Art. 55 *sexies : amendement de M. Marcel Mollé* (p. 1805) ; Art. 67 *bis : amendement de M. Pellenc* (p. 1806) ; *sous-amendement de M. Descours Desacres* (p. 1806) ; observations sur le dépôt d'amendements tendant à l'insertion d'articles additionnels (p. 1808, 1809). — ARTICLES ADDITIONNELS : *amendement de M. Bruyneel* (suppression de l'aide financière aux Etats n'assurant pas la protection de nos ressortissants) (p. 1809) ; *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Coudé du Foresto* (financement des travaux de renforcement des réseaux d'électrification rurale) (p. 1810, 1811) ; *amendement de M. Pellenc tendant à dispenser du renouvellement décennal les inscriptions de privilège de l'hypothèque prises par les entreprises de crédit différé* (p. 1811) ; *amendement de M. Monichon tendant à proroger le régime d'évaluation du revenu passible de l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices agricoles ;* le déclare irrecevable (p. 1812) ; sur l'ensemble (p. 1814, 1815). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1921, 1922, 1924) ; sur l'ensemble (p. 1932, 1933). — **Discussion du projet de loi en nouvelle lecture** [18 novembre 1965] (p. 1942). — Discussion des articles. — Art. 55 *quinquies : amendement de M. Dailly relatif aux bons de caisse* (p. 1949). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Discussion générale (p. 1950, 1951).

BOULOUX (M. JEAN-MARIE) [Vienne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux zones d'aménagement différé [18 juin 1965] (n° 237).

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 820, 821). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Vallin* (p. 825) ; Art. 1er *bis : son amendement tendant à insérer cet article afin de mettre l'article 9 de la loi du 26 juillet 1962 en harmonie avec ces nouvelles dispositions et de faire courir le délai de deux ans à partir de l'arrêté portant délimitation du périmètre provisoire de la Z.A.D. qui peut être notablement antérieur à l'acte de création définitive* (p. 826).

BOUNEAU (M. PIERRE) [Landes].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1534, 1535). — Observations ayant porté notamment sur la reconnaissance de la qualité d'ancien combattant aux soldats ayant combattu en Algérie ; le maintien intégral de l'office national avec ses organisations départementales.

BOUQUEREL (M. AMÉDÉE) [Oise].

Vice-président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

En cette qualité, préside la séance du 4 mai 1965 ; la séance du 11 mai 1965 ; la 2e séance du 25 mai 1965 ; la séance du 16 juin 1965 ; la séance du 17 juin 1965 ; la séance du 18 juin 1965 ; la séance du 23 juin 1965).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de la proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la Commission des Affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [3 juin 1965] (N° 179).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [17 juin 1965] (N° 230).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [29 juin 1965] (N° 285).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale en troisième lecture, relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [30 juin 1965] (N° 303).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [9 juin 1965]. — Discussion générale (p. 540, 541). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Talamoni* (p. 551) ; Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer cet article rappelant les dispositions de droit commun concernant les ventes* (p. 552) ; Art. 4 : *son amendement rédactionnel (ibid.) ; son amendement tendant : 1° à compléter le 1er alinéa de cet article par une disposition précisant qu'« en cas de contestation sur le prix, le différend est porté devant la juridiction d'expropriation » ; 2° à rédiger comme suit le 2e alinéa de cet article : « en aucun cas, le prix de vente ne peut être inférieur aux sommes dues aux institutions, collectivités et établissements prêteurs pour la construction du logement »* (p. 552, 553) ; retire son premier amendement (p. 553) ; Art. 5 : *amendement de M. Talamoni* (p. 554) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux modalités de règlement du prix d'achat* (p. 554, 555) ; Art. 6 : *amendement de M. Talamoni* (p. 556) ; *amendement de M. Pinton (ibid.) ; son amendement, au même article, relatif au remboursement aux collectivités locales des sommes qui auraient été engagées dans des constructions d'H. L. M.* (p. 556) ; Art. additionnel 6 *bis : son amendement tendant à insérer cet article prévoyant que les fonctions de syndic des immeubles vendus soient assumées par les organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 557) ; Art. 7 : *son amendement, au 1er alinéa de cet article, tendant à remplacer les mots : « déclarée à » par les mots : « spécialement autorisée par »* (p. 557) ; *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article reproupant l'ensemble des dispositions relatives aux conditions de changement d'affectation du logement, y compris les dispositions de l'article 7 bis interdisant d'utiliser le logement acheté comme résidence secondaire* (p. 557) ; Art. 7 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article pour coordination* (p. 558). — **Discussion de la proposition de loi en deuxième lecture** [22 juin 1965]. — Discussion générale (p. 745). — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur cet article définissant les conditions dans lesquelles les locataires d'habitations à loyer modéré pourront acquérir leur logement (p. 746, 748, 750) ; *amendement de M. Talamoni soutenu par M. Namy* (p. 751). — **Suite de la discussion** [29 juin 1965] ; en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, expose les conclusions du rapport de la commission (p. 897, 898). — **Discussion, en nouvelle lecture, de la proposition de loi** [30 juin 1965]. — Discussion générale (p. 922). — Intervient, au nom de la commission des affaires économiques dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 22 : observations sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif au fonds d'investissement routier (p. 1275, 1277). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et les voies navigables, présente ses observations sur ce budget. — Discussion générale (p. 1611 à 1613). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, expose les problèmes essentiels posés par notre tourisme. — Discussion générale (p. 1631, 1632).

BOURDA (M. PIERRE) [Hautes-Pyrénées].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

BOURGES (M. YVON), **secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962. — Nomination du 23 février 1965).

Prend part à la discussion du **projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis** [8 juin 1965]. — Discussion générale (p. 517, 518). — Discussion des articles. — Art. 3 *bis* : répond à M. Voyant, rapporteur, sur la signification de l'expression « consistance d'un lot » (p. 521) ; Art. 7 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article limitant la possibilité de poursuivre la revision de la répartition des charges dans un délai de deux ans à compter de la première mutation à titre onéreux* (p. 523) ; Art. 11 : *amendement de M. Voyant* (p. 524) ; Art. 13 : répond à M. Voyant (sens à attacher aux mots « se faire substituer » en ce qui concerne le syndic) (p. 525) ; Art. 14 : *amendement de M. Voyant* (p. 526) ; Art. 24 : *amendement de M. Talarnoni* (p. 531) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Voyant par une disposition laissant au tribunal le soin d'apprécier dans quelles mesures les autres copropriétaires pourront utiliser les installations réalisées* (p. 531, 532) ; *son amendement tendant, pour harmonisation, à supprimer les deux derniers alinéas de l'art.* 26 (p. 532) ; Art. 36 : *son amendement rédactionnel* (p. 533) ; *son amendement tendant à insérer un article* 37 ter *nouveau relatif au délai pendant lequel peut être intentée l'action en revision de la répartition des charges* (p. 534). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi destinée à compléter le titre V de la loi du 28 juin 1938 relatif aux sociétés de construction** [8 juin 1965]. — Discussion générale (p. 534). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Geoffroy* (p. 535). — Est entendu au cours du débat sur la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [9 juin 1965]. — Discussion générale (p. 549, 560). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Bouquerel* (p. 553) ; Art. 5 : *amendement de M. Bouquerel* (modalités de règlement du prix d'achat) (p. 554, 555) ; Art. 6 : *amendement de M. Talamoni* (p. 556) ; *amendements de MM. Pinton et Bouquerel (ibid)* ; Art. additionnel 6 *bis* : *amendement de M. Bouquerel* (p. 557) ; Art. 7 : *amendement de M. Bouquerel (ibid)* ; *amendement de M. Talamoni* (p. 558). — Répond aux questions orales de M. Bossus relatives 1° à **l'office national des anciens combattants** [26 octobre 1965] (p. 1173) ; 2° à la **commémoration annuelle le 8 mai de la victoire de 1945** (p. 1173, 1174) ; à la question orale de M. Raybaud concernant **l'indemnisation des rapatriés** (p. 1174) ; à la question orale de M. Restat relative au **financement de la politique agricole commune** (p. 1175) ; à la question orale de M. Chochoy concernant l'**extension aux retraités des postes et télécommunications de certaines assimilations** (p. 1175, 1176) ; à la question orale de M. Pierre Garet relative à l'**épargne-logement** (p. 1176). — Est entendu au cours du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [26 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1178) (p. 1184). **Suite de la discussion** [28 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Pierre Garet soutenu par M. Jozeau-Marigné* (p. 1205) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Garet tendant, au 3e alinéa, à remplacer le coefficient 5 par le coefficient 6 (ibid)* ; *amendement de M. Garet au 4e alinéa (ibid)* ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Le Bellegou soutenu par M. Courrière* (p. 1206) ; *amendement de M. Garet (ibid)* ; *amendement de M. Garet (ibid)* ; *amendement de M. Garet* (p. 1207) ; *amendement de M. Le Bellegou soutenu par M. Courrière (ibid)* ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Le Bellegou, soutenu par M. Courrière, relatif à l'attribution d'une indemnité de remploi* (p. 1208) ; *amendement de M. Le Bellegou soutenu par M. Courrière tendant à préciser que les indemnités seront acquises par les intéressés en franchise d'impôts et de toutes taxes* (p. 1208) ; le déclare irrecevable (*ibid*) ; Art. 3 : *amendement de M. Garet* (p. 1209) ; *amendement de M. Raybaud soutenu par M. de La Gontrie* (p. 1210) ; *amendement de M. Paumelle soutenu par M. de La Gontrie (ibid.)* ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Garet (ibid.)* ; Art. 3 *bis* : *amendement de M. Garet tendant à remplacer le 1er alinéa de cet article par des dispositions relatives à l'intégration des greffiers dans la magistrature* (p. 1211) ; *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'amendement de M. Garet relatif à la prise en compte des services militaires pour la constitution du droit à pension* (p. 1212) ; *amendement de M. Garet (ibid.)* ; Art. 3 *ter* : *déclare irrecevable l'amendement de M. Garet (ibid.)* ; observations sur le problème de la retraite des anciens greffiers ou employés devenus agents contractuels (*ibid.*) ; Art. 4 *bis (nouveau)* : *observations sur l'amendement de M. Garet relatif au paiement de la taxe spéciale sur les plus-values de cession* (p. 1213, 1214). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de conventions sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire** [28 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1216) ; dans la discussion du **projet de loi sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires.** — Discussion générale (*ibid.*) ; dans la discussion du **projet de loi instituant, à titre transitoire un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire.** — Discussion générale (p. 1218). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi sur le reclassement des travailleurs handicapés** [28 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1220) ; dans la discussion de la **proposition de loi relative à la protection des sites et des monuments historiques dans les départements d'outre-mer** (p. 1221). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1328, 1330). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : répond à M. Coutrot (p. 1332) ; ETAT C, TITRE VII : répond à M. Bousch (p. 1333) ; Art. 45 : *amendement de M. Bousch tendant à supprimer cet article* (p. 1334, 1335) ; Art. 47 : répond à M. Bousch (primes sans prêts) (p. 1335). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DISCUSSION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale en sa qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, présente ses observations sur les budgets de la recherche scientifique, de l'espace et de l'énergie atomique (p. 1710 à 1713). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [16 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : (p. 1823) ; Art. 3 (*ibid.*) ; Art. 3 *bis* : *amendement de M. Garet* (p. 1824) ; *amendement rédactionnel de M. Garet* (p. 1824, 1825) ; *amendement de M. Garet tendant à modifier le 6e alinéa de cet article relatif aux employés de greffiers ayant plus de dix années de service* (p. 1825, 1826). — Répond à la question orale de M. François Schleiter concernant les **bases américaines en France** [16 novembre 1965] (p. 1827) ; à la question orale de M. Naveau relative aux **prêts du crédit agricole** (p. 1828).

BOUSCH (M. JEAN-ERIC) [Moselle].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des communautés européennes [17 novembre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 34 : *son amendement tendant à compléter le paragraphe 1er de cet article par un troisième alinéa précisant le terme de « société »* (p. 406) ; le retire (*ibid.*) ; art. 36 : *soutient l'amendement de M. Desaché tendant à mettre ce texte en harmonie avec les dispositions de l'article* 39 quinquies *D du code général des impôts* (p. 406) ; *soutient l'amendement de M. Desaché tendant à étendre les dispositions de cet article aux opérations de remploi effectuées à la suite d'une cession pour cause d'utilité publique* (ibid) ; art. 40 : *amendement de M. Pellenc (désignation du lieu d'imposition)* (p. 407, 408) ; art. 42 : *amendement de M. Pellenc* (p. 409). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Golvan* (p. 485). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 824). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [26 octobre 1965]. — Deuxième délibération. — Art. 3 (p. 1187). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1322 à 1324). — Discussion des articles. — ETAT C. — TITRE VII : observations (p. 1333) ; art. 45 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif au programme de construction des habitations à loyer modéré* (p. 1333, 1334) ; le retire (p. 1335) ; art. 47 : observations sur l'octroi des primes sans prêts (p. 1335). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur les problèmes particuliers relatifs aux anciens combattants du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 1541, 1542). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1862 à 1864).

BOUVARD (M. ROBERT) [Haute-Loire].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

BRAYARD (M. JOSEPH) [Ain].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

BREGEGERE (M. MARCEL) [Dordogne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1661, 1662).

BROGLIE (M. JEAN de), **Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu par M. Gaston Monnerville, Président du Sénat, à la mémoire de M. Albert Boucher, Sénateur de la Loire-Atlantique [6 avril 1965] (p. 83). Répond à la question orale de M. Pauzet relative à la **situation de la viticulture** [27 avril 1965] (p. 121) ; à la question orale de Mlle Rapuzzi relative à la **décision administrative à l'encontre de l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône** (p. 120) ; aux questions orales de M. Raymond Bossus concernant : 1° les **maire et maires adjoints de Paris** (p. 122) ; 2° **les sages-femmes des hôpitaux publics** (p. 123) ; à la question orale de M. David concernant l'**indemnisation des personnes blessées au cours du sauvetage d'un tiers** (p. 124). — Répond à la question orale de M. Georges Cogniot concernant la **vente à l'étranger d'un tableau de Paul Cézanne** [27 avril 1965] (p. 127). — Répond à la question orale de M. Delagnes relative à l'**aménagement de la route nationale Arles—Saintes-Maries** [4 mai 1965] (p. 150) ; à la question orale de M. Marie-Anne concernant l'**aide aux producteurs de canne à sucre sinistrés de la Martinique** (p. 151) ; à la question orale de M. David relative à la **crise de la production maraîchère dans le midi de la France** (p. 152) ; à la question orale de M. Naveau sur les **mesures fiscales en faveur des frontaliers français travaillant à l'étranger** (p. 154) ; à la question orale de M. Méric concernant le **reclassement des agents des caisses algériennes de congés payés** (p. 155) ; à la question orale de M. Bernier relative à l'**extension aux départements d'outre-mer du fonds national de compensation des allocations familiales des collectivités locales** (p. 156) ; à la question orale de M. Marie-Anne sur la **situation difficile des conserveries d'ananas de la Martinique** (p. 156) ; aux questions orales de M. Bernier relatives aux **avantages sociaux dans les départements d'outre-mer** (p. 157) ; à la **parité entre la métropole et les départements d'outre-mer** (p. 157, 158). — Répond aux questions orales avec débat de MM. Courrière, Edouard Bonnefous et Jacques Duclos relatives à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 mai 1965] (p. 167 à 169). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Discussion générale (p. 174 à 176) ; répond à la demande de M. Courrière d'intervenir auprès de M. le garde des sceaux pour qu'il veuille bien accepter de venir devant le Sénat défendre le projet de loi en discussion (p. 176). — Discussion des articles. — ART. 1er : *amendement de M. Namy* (p. 184) ; Art. 214 du code civil : *amendement de M. Fosset* (p. 185) ; Art. 215 : *amendement de M. Namy* (p. 187) ; *amendement de M. Fosset (ibid.)* ; Art. 220-1 : *amendement de M. Marcilhacy* (notion de l'intérêt de la famille) (p. 188, 189) ; Art. 221 : *amendement de M. Fosset* (p. 190) ; Art. 222 : *amendement de M. Marcilhacy tendant à supprimer le mot « corporellement » au 1er alinéa de ce texte (ibid.)* ; Art. 223 : *amendement de M. Namy tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'exercice d'une profession par l'un des époux sans le consentement de l'autre* (p. 191) ; ART. 2 : Art. 1387 du code civil : *amendement rédactionnel de M. Marcilhacy* (p. 193) ; Art. 1388 : *amendement de M. Fosset* (p. 194) ; Art. 1390 : *amendement de M. Marcilhacy (ibid.)* ; Art. 1392 : *amendement de M. Marcilhacy* (délai de caducité de la faculté d'attribution dans le partage) (p. 194) ; Art. 1397 : *amendement de M. Marcilhacy* (mutabilité du régime matrimonial) (p. 196) ; *amendement de M. Marcilhacy* (révocation des donations faites sous condition de certaines conventions matrimoniales) (p. 197) ; Art. 1399 : *amendement de M. Molle (ibid.)* ; Art. 1402 : *amendement de M. Marcilhacy* (preuve entre époux de la propriété personnelle) (p. 198) ; Art. 1416 : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 200) ; Art. 1417 : *amendement de M. Molle (ibid.)* ; Art. 1423 : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 201) ; Art. 1424 : *amendement de M. Fosset* (observations sur l'aliénation par le mari de titres représentant la possession d'un bien meuble ou immeuble (p. 202) ; *amendement de M. Marcilhacy (ibid.)* ; *amendement de M. Fosset* (obligation au dépositaire de valeurs mobilières de renseigner l'époux sur les opérations effectuées (p. 203) ; Art. 1425 : *amendement de M. Fosset* (p. 204) ; Art. 1434 : *amendement de M. Marcilhacy* (problème du remploi) ; Art. 1442 : *amendement de M. Le Bellegou tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article* (p. 207) ; Art. 1444 : *amendement de M. Marcilhacy (ibid.)* ; *amendement de M. Fosset tendant à renoncer à l'abrogation des articles 1453 à 1466* (p. 208) ; Art. 1472 : *amendement de M. Molle* (p. 210) ; Art. 1539 : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 215) ; Art. 1540 : *amendement de M. Prélot tendant à supprimer les articles relatifs au régime dotal* (p. 215). — **Suite de la discussion** [11 mai 1965] ; Art. 1569 du code civil : *amendement de M. Molle* (p. 229) ; Art. 1570 : *amendement de M. Marcilhacy (ibid.)* ; Art. 1576 : *amendement de M. Molle tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article relatif aux procédés de liquidation de la participation aux acquêts* (p. 230) ; *amendement de M. Molle* (p. 231) ; ART. 3 : Art. 2137 du code civil : *amendement de M. Fosset* (p. 233) ; ART. 8 bis : *amendement de M. Marcilhacy tendant à étendre aux territoires d'outre-mer les dispositions de la présente loi* (p. 235) ; ART. 11 : *amendement de M. Prélot modifié par le sous-amendement de M. Molle* (p. 236) ; *amendement de M. Namy tendant à insérer un article additionnel 24 nouveau instituant une consultation juridique prénuptiale* (p. 237). — Répond aux questions orales de M. Nayrou relatives : 1° à la **crise économique dans le département de l'Ariège** [11 mai 1965] (p. 222) ; 2° à l'**imposition des frais de transports facturés par le vendeur** (p. 223) ; à la question orale de M. Moutet relative à la **position du Gouvernement sur quatre recommandations de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale** (p. 224, 225) ; à la question orale de M. Vallin sur la **participation des athlètes de la République démocratique allemande aux Jeux olympiques** (p. 227). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Armengaud et Edouard Bonnefous concernant le **financement des investissements privés et l'apport de capitaux étrangers** [18 mai 1965] (p. 288 à 290 ; 292). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux droits de douane d'exportation sur certains déchets de peaux** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 293) ; dans la discussion du **projet de loi concernant le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux** (*ibid.*). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 295). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Descours Desacres* (p. 296). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant modification du livre IV du code de l'administration communale** [18 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Talamoni* (p. 298) ; *amendement de M. Emile Dubois* (p. 298) ; Art. 2 : *amendement de M. Emile Dubois* (p. 300) ; Art. 2 *bis* : *amendement de M. Emile Dubois* (p. 301). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant institution d'un code de justice militaire** [20 mai 1965]. — Discussion générale (p. 308, 309). — Discussion des articles. — ART. 2. — Articles du code de justice militaire : Art. 1er : *amendement de M. Namy* (p. 316) ; Art. 15 : *amendement de M. Namy* (p. 318) ; Art. 16 : *amendement de M. Le Bellegou (ibid.)* ; Art. 62 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 321) ; Art. 128 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 326) ; Art. 131 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 327) ; Art. 214 : *amendement de M. Le Bellegou tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la répression des manquements aux obligations résultant du serment des avocats* (p. 334) ; Art. 357 : *son amendement tendant à porter de 50 à 60 ans la prescription en matière d'insoumission ou de désertion* (p. 343) ; Art. 367 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 344) ; Art. 409 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 346). — Répond à la question orale de M. Suran, relative à la **réforme administrative du ministère de l'agriculture** [25 mai 1965] (p. 375 à 377). — Répond à la question orale de M. Colin relative aux **commissions départementales d'équipement** [1er juin 1965] (p. 420, 421) ; à la question orale de M. Daniel Benoist sur l'**application de la loi sur les calamités agricoles** (p. 422) ; à la question orale de M. Sempé concernant l'**assurance des agriculteurs contre la grêle** (p. 422) ; à la question orale de M. Carcassonne relatif à

l'**incident provoqué par un officier français dans une allée des Invalides** (p. 423) ; à la question orale de M. Raybaud sur l'**admissibilité au certificat d'aptitude à une formation artistique supérieure** (p. 424) ; aux questions orales de M. Bardol relatives : 1° à la **situation des contrôleurs des installations électromécaniques** (p. 425) ; 2° à la **situation des agents des installations aux P. T. T.** (p. 426) ; à la question orale de M. Vallin relative à la **situation des ouvrières et des ouvriers d'Etat des P. T. T.** (p. 426). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Pinton relative à la **liaison fluviale Mer du Nord—Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 437, 438). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux courtiers d'assurances maritimes** [1er juin 1965]. — Discussion générale (p. 440) ; dans la discussion du **projet de loi modifiant l'article 23 du code pénal (modalités de libération des condamnés** (p. 440) ; dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse de certains Français de l'étranger** [1er juin 1965]. — Discussion générale (p. 442). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Henriet* (p. 443) ; Art. 3 : *son amendement tendant à remplacer les mots : « à racheter leurs droits à l'assurance vieillesse » par les mots « leur affiliation »* (p. 443) ; Art. 7 : *son amendement* (cf. supra) (p. 444). — Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** [2 juin 1965]. — Discussion générale (p. 452, 453) ; (p. 460). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dailly tendant à supprimer cet article* (p. 461, 462) ; Art. 2 : *amendement de M. Dailly* (p. 462) ; Art. 4 (*nouveau*) : *amendement de M. Dailly tendant à supprimer cet article* (p. 463). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 468 à 470) ; (p. 481, 482). — Discussion des articles. — Art. A : *amendement de M. Golvan* (p. 483) ; Art. 4 : *amendement de M. Golvan* (p. 485) ; Art. 5 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Golvan ;* le déclare irrecevable (p. 486) ; Art. 6 : *amendement de M. Errecart* (p. 487) ; *amendement de M. Errecart* (*ibid.*) ; Art. 8 : *amendement de M. Restat* (p. 488) ; Art. 9 : *amendement de M. Golvan* (p. 489) ; Art. 10 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article précisant qu'il s'agit du plan d'abattoirs de* 1962 (p. 490) ; Art. 11 *bis : son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif au problème des cotations* (p. 491) ; Art. 14 *bis : amendement de M. Golvan* (p. 492) ; Art. 14 *ter : son amendement rédactionnel* (*ibid.*). — Répond à la question orale de M. Louis Jung concernant la **simplification des formalités douanières** [8 juin 1965] (p. 501, 502) ; à la question orale de M. Tinant relative aux **modalités du paiement de la taxe d'état civil** (p. 502) ; à la question orale de M. Abel-Durand relative à la **perception de la taxe locale afférente à la construction des bâtiments de mer** (p. 503) ; à la question orale de M. Maurice Charpentier relative à la **réparation des dommages causés aux cultures par les sangliers** (p. 503, 504) ; aux questions orales de M. Tinant concernant : 1° **la politique betteravière du Gouvernement** (p. 504) ; 2° **l'institution d'une régie commerciale et autonome de l'alcool** (p. 505). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Lamousse, Cogniot et Courroy relatives à la **politique scolaire du Gouvernement** [8 juin 1965] (p. 514 à 516). — Répond à la question orale de M. Méric concernant le **conflit du travail à la Société Sud-Aviation** [15 juin 1965] (p. 579) ; à la question orale de M. Nayrou concernant la **représentation des conseils généraux dans les commissions départementales d'équipement** (p. 580) ; à la question orale de M. Bossus sur l'**intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension** (p. 581) ; à la question orale de M. de Bagneux relative aux **modalités d'attribution des bourses d'études** (p. 582, 583) ; à la question orale de M. Delagnes relative à la **surveillance des jeunes estivants dans les stations balnéaires** (p. 584). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **création d'une zone d'aménagement différé en Seine-et-Oise** [15 juin 1965] (p. 589, 590, 591). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallin et Chochoy relatives à la **politique du logement** [15 juin 1965] (p. 602 à 605). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [15 juin 1965]. — Discussion générale (p. 606 à 608). — Intervient dans la discussion du **projet de loi fixant les dispositions statutaires particulières au corps des professeurs de l'enseignement maritime** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 625) ; dans la discussion du **projet de loi portant extension de la loi sur le recrutement aux élèves de certaines écoles militaires** (p. 626) ; dans la discussion du **projet de loi portant fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance des troupes de marine** (p. 627) ; dans la discussion du **projet de loi portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées.** — Discussion des articles. — Art. 5 : *amendement de M. le général Ganeval* (p. 628) ; dans la discussion du **projet de loi portant création d'un corps de pharmaciens-chimistes des armées.** — Discussion générale (p. 631, 632) ; conformément à l'article 44 de la Constitution et à l'article 42 du règlement du Sénat, demande l'adoption de ce texte sans aucune adjonction ni modification et par un seul vote (p. 632). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 647 à 649). — Discussion des articles : observations ; demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur certains articles du projet (p. 649, 650) ; Art. 3 : *amendements de MM. David, Monteil et Métayer tendant à ramener le service actif à une durée de douze mois* (p. 652, 653) ; (vote unique à la demande du Gouvernement) ; répond à M. Schleiter sur l'intérêt d'un renvoi en commission (*ibid.*) ; précise la position du Gouvernement en ce qui concerne le renvoi en commission (p. 654) ; Art. 4 : *son amendement tendant à modifier le début de cet article afin de pouvoir recenser les jeunes gens avant leur dix-huitième année accomplie* (p. 654) ; Art. 11 : *amendement de M. Monteil tendant à refuser au Gouvernement le droit de fixer chaque année le nombre des dispensés* (p. 656) ; Art. 15 *bis : amendement de M. Monteil* (p. 657) (vote unique) ; Art. 17 : répond à M. Armengaud (exemptions pour les jeunes Français de l'étranger) ; *amendement de M. Monteil tendant à insérer un article additionnel 21* bis (p. 658) (vote unique) ; Art. 26 : *amendements de MM. Monteil et de Chevigny* (p. 660) (vote unique) ; Art. 30 : *amendement de M. Monteil* (p. 661) ; Art. 31 : répond à M. de Chevigny (cas des jeunes gens qui font le service de la coopération (p. 661) ; Art. 38 : observations sur le service militaire adapté dans les départements d'outre-mer (p. 662) ; Art. 44 : *ses amendements tendant à énumérer l'ensemble des textes qui doivent être abrogés* (p. 663) ; sur l'ensemble (p. 664). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires** [18 juin 1965]. — Discussion générale (p. 705). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dailly* (p. 705, 706). — Répond à la question orale de M. Delalande concernant la **priorité aux carrefours de voies publiques et de chemins privés** [18 juin 1965] (p. 722). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Carcassonne et Duclos concernant le **fonctionnement de l'O.R. T. F.** [22 juin 1965] (p. 731, 732 et 733). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [22 juin 1965]. — Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire ; demande un vote unique sur l'ensemble du texte (p. 735). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis** [22 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *amendement de M. Voyant* (p. 741) ; Art. 8 : observations (*ibid.*) ; Art. 13 : *amendement de M. Voyant* (p. 742) ; Art. 24 : *amendement de M. Voyant* (p. 744) ; Art. 27 : *amendement de M. Voyant* (p. 744). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [22 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 746) ; *amendement de M. Talamoni soutenu par M. Namy* (p. 751) ; s'oppose aux autres amendements et demande un vote unique sur l'article 1er (*ibid.*) ; sur l'ensemble de la proposition de loi, demande l'application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution (*ibid.*). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [24 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. A : observations (p. 827) ; Art. 9 (p. 828). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture,** du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [24 juin 1965]. — Discussion générale ; demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur l'ensemble du projet dans le texte voté par l'Assemblée nationale dans sa nouvelle deuxième lecture (p. 829). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 833). — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement tendant à faire accéder dans le nouveau corps et au choix les sous-officiers de la marine et de l'air qui rempliront certaines conditions* (p. 834) ; dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 835). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 838, 839). — Intervient dans la discus-

sion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant institution d'un code de justice militaire** [25 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 (p. 852). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture** du **projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 854). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dailly* (p. 855) ; Art. 2 : *amendement de M. Dailly (ibid.) ;* Art. 3 : *amendement de M. Dailly* (p. 855, 856). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux règles d'expropriation applicables à l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 856, 857). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'ordonnance relative à l'expropriation** [25 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Delalande* (p. 859, 860) ; Art. 3 *bis nouveau : son amendement tendant à insérer cet article précisant que les dispositions de l'article 21 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 modifiées par la présente loi sont applicables aux expropriations pour lesquelles le transfert de propriété est postérieur au 1er juillet 1965* (p. 860). — Répond à la question orale de M. Gravier concernant le **transfert éventuel de l'école nationale des eaux et forêts de Nancy** [29 juin 1965] (p. 879) ; à la question orale de M. Dulin relative à **l'aide à la production laitière** (p. 881) ; à la question orale de M. Courrière relative aux **droits d'enregistrement applicables aux cessions de droits de plantation de vignes** (p. 882) ; à la question orale de M. Sempé relative à la **forclusion opposable aux demandes d'attribution de la carte de combattant volontaire de la Résistance** (*ibid.*). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Bossus concernant le **renflouement de la Société Bull** [29 juin 1965] (p. 889 à 892) ; sur la question orale de M. Restat relative à l'**application de la loi de garantie contre les calamités agricoles** (p. 894). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [29 juin 1965]. — Discussion générale (p. 896). — Discussion des articles. — Art. 28 : *son amendement tendant à rétablir cet article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture* (p. 896). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [29 juin 1965]. — Discussion générale (p. 900). — Intervient dans la discussion en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [29 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er (p. 902) ; Art. 2 : *art. 1397 du code civil : amendement de M. Marcilhacy* (p. 903) ; *amendement de M. Marcilhacy* (p. 904) ; *art. 1421 du code civil :* observations (p. 905) ; *art. 1442 du code civil :* observations (p. 906) ; *art. 1576 du code civil : amendement de M. Marcilhacy* (p. 908) ; Art. 11 : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 909) *et sous-amendement de M. Molle* (p. 910). — Répond à M. Armengaud (dépôt du rapport exposant dans quelles conditions est appliquée la loi du 26 décembre 1961 sur les rapatriés et leur indemnisation [30 juin 1965] (p. 916). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-japonaise en matière d'impôts sur le revenu** [30 juin 1965] (p. 917) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-tunisienne sur les relations économiques** (p. 918). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux déclarations de reconnaissance de la nationalité française souscrites en application de l'ordonnance du 21 juillet 1962** [30 juin 1965]. — Discussion générale (p. 920) ; dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi tendant à l'organisation de l'industrie des assurances** (p. 921). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture,** du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [30 juin 1965]. — Discussion générale (p. 923). — A l'occasion de la clôture de la deuxième session ordinaire du Sénat pour 1964-1965, exprime les remerciements du Gouvernement à l'Assemblée et à l'ensemble des services du Sénat pour le travail législatif accompli au cours de cette session [30 juin 1965] (p. 925, 926). — Répond à la question orale de M. Charles Naveau concernant les **privilèges fiscaux accordés aux fabricants de margarine** [12 octobre 1965] (p. 1022) ; à la question orale de M. René Tinant relative à l'**évolution du prix du blé** (p. 1023, 1024) ; à la question orale de M. Ludovic Tron sur la **décote en matière d'impôts sur le revenu des personnes physiques** (p. 1024) ; à laquestion orale de M. Roger Carcassonne relative à la **répression des crimes et délits commis sur les enfants** (p. 1025, 1026). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'assurance volontaire de la « tierce personne »** [12 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1028) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à certains délais de recours devant la juridiction administrative** (p. 1028). — Répond aux questions orales de MM. Roger Lagrange et Camille Vallin relatives aux **réparations des dommages causés par les inondations en Bourgogne** [19 octobre 1965] (p. 1034, 1035) ; à la question orale de M. Martial Brousse concernant **l'indemnisation des producteurs agricoles sinistrés** (p. 1037, 1038). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1039 à 1041) ; (p. 1070 à 1074). — **Suite de la discussion** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 12 : *amendement de M. Bardol tendant à supprimer la taxe unique de circulation sur la viande* (p. 1084) ; oppose l'art. 40 (*ibid.*) ; Art. 3 : *amendement de MM. Pellenc et Bertaud* (p. 1084, 1085) ; art. 4 : (p. 1087) ; *amendement de M. Richard* (p. 1088) ; *son amendement tendant à compléter l'alinéa 1er du § 1 par une disposition précisant que la base imposable des rétrocessions faites par les coopératives à leurs sociétaires pour les besoins de leur consommation familiale ne comprend pas la valeur des produits apportés par ces derniers* (p. 1088) ; *amendement de M. Bertaud* (p. 1089) ; *amendement de M. Pellenc tendant à exclure de la règle de la livraison à soi-même les opérations de préfabrication et de transport exécutées par les entreprises de travaux immobiliers* (p. 1089) ; *son sous-amendement au § 2 de cet article tendant à supprimer dans l'amendement de M. Pellenc les mots : « il sera tenu compte de la nature des productions et des traditions locales »* (p. 1091) ; Art. 5 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1092) ; *amendement de M. Pellenc (ibid.)* ; Art. 6 : *amendement de Mlle Rapuzzi* (p. 1094) ; *amendement de M. Pellenc ;* invoque l'article 40 de la Constitution (p. 1095) ; *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Lachèvre* (p. 1097) ; Art. 7 : *amendement de M. Pellenc tendant à exonérer de la taxe certains produits de luxe* (p. 1098) ; oppose à cet amendement l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*) ; Art. 8 : *amendements de MM. Pellenc et Bardol* (p. 1099) ; *amendement de M. Pellenc tendant à exonérer, sans aucune limitation de durée, la vente des véhicules automobiles d'occasion* (p. 1101) ; *amendement de M. Jung tendant à exonérer de la taxe les tracteurs et les matériels agricoles d'occasion (ibid.) ; déclare irrecevable l'amendement de Mlle Rapuzzi tendant à alléger l'imposition sur les transports en commun* (p. 1102) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Bardol exonérant de la taxe les livraisons de combustibles aux mineurs* (p. 1102) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Bossus* (p. 1103) ; *amendement de M. Louis Gros (ibid.) ; déclare irrecevable l'amendement de M. Bardol* (p. 1104) ; *amendement de M. Pellenc (exonération des amendements calcaires (ibid.)* ; Art. 11 : *son amendement, au § 1, entre les alinéas e et f, tendant à insérer un alinéa e bis précisant que pour les opérations qui sont effectuées par des intermédiaires et qui aboutissent à la livraison ou à la vente de produits imposables par des personnes non assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, par le montant total de la transaction dans laquelle ces intermédiaires s'entremettent, cette disposition ne s'applique pas aux produits d'occasion* (p. 1105) ; Art. 12 : demande que soit réservé cet article (p. 1106) ; Art. 13 : *déclare irrecevable l'amendement de M. Bertaud* (p. 1107) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Ribeyre (ibid.)* ; répond à M. Ludovic Tron (*ibid.*) ; *amendement de M. Lalloy* (p. 1108) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Pellenc* (p. 1109) ; *déclare irrecevables les amendements de MM. Kauffmann, Bardol, Delorme et Dailly tendant à imposer au taux de 6 p. 100 le chocolat au lait* (p. 1110) ; *amendement de M. Pellenc (ibid.)* ; *amendements de MM. Pellenc et Bardol* (p. 1111) ; les déclare irrecevables (*ibid.*) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Jung* (p. 1112) ; *amendement de M. Pellenc tendant à placer le livre dans la catégorie des produits taxés à 6 p. 100 (ibid.) ; déclare irrecevable l'amendement de Mlle Rapuzzi* (p. 1112) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Pellenc* (p. 1113) ; *amendement de M. Louis Gros tendant à faire bénéficier du taux de 6 p. 100 la première vente par une entreprise commerciale d'une œuvre d'art originale* (p. 1113, 1114) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Bossus tendant à ajouter les produits pharmaceutiques à la nomenclature des produits bénéficiant du taux de 6 p. 100* (p. 1114) ; *amendement de M. Bardol* (p. 1115) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Audy* (p. 1115) ; Art. 14 : répond à Mme Cardot (p. 1116) ; *amendement de M. Monichon* (p. 1117) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Bardol (ibid.)* ; *déclare irrecevables les amendements de MM. Louis Jung, Ribeyre, Bardol et Darras tendant à imposer les bières, les eaux minérales et les boissons gazeuses au taux de 12 p. 100* (p. 1118) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Dailly* (p. 1119) ; *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Chochoy* (p. 1120) ; *son amendement rédactionnel au dernier alinéa (ibid.)* ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Bertaud (ibid.)* ; *déclare irrecevable l'amendement de Mme Dervaux tendant à appliquer le*

taux de 12 *p.* 100 *aux opérations réalisées par les entreprises cinématographiques non soumises à l'impôt sur les spectacles* (p. 1121) ; *amendement de M. Armengaud* (*ibid.*) ; Art. 16 : *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Marcel Martin* (p. 1122, 1123) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Bertaud* (p. 1123) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Armengaud* (p. 1124) ; *amendement de M. Pellenc* (*ibid.*) ; Art. 17 : *déclare irrecevable l'amendement de M. Pellenc* (*ibid.*) ; **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 18 : *amendement de M. Driant* (p. 1132) ; Art. 19 : *son amendement tendant à supprimer le § 1er de cet article* (p. 1133) ; observations sur l'amendement de M. Louvel tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (*ibid.*) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un § 12 précisant que « pour l'application du présent article, la taxe afférente aux biens amortissables dont la déduction est autorisée fait l'objet d'une appréciation distincte »* (p. 1133) ; Art. 21 : *amendements de Mme Cardot et de M. Bardol* (p. 1134) ; Art. 25 : *déclare irrecevable l'amendement de M. David tendant à supprimer cet article relatif au taux du droit de circulation sur les vins* (p. 1135) ; *amendement de M. Pauzet* (p. 1136) ; Art. 26 : répond à M. Chochoy (alcools de genièvre) ; Art. 27 : répond à M. Louis André (tarif de la taxe de circulation sur les viandes) (p. 1137) ; après l'art. 28 *bis* : *amendement de M. Pellenc* (*ibid.*) ; Art. 30 : *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; Art. 31 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1138) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Noury* (*ibid.*) ; Art. 34 : observations (p. 1139) ; demande que soit réservé l'art 37 (*ibid.*) ; Art. 7 (précédemment réservé) : répond à M. Morice (p. 1141) ; Art. 18 (précédemment réservé) : déclare irrecevable l'amendement de M. Bardol (p. 1141) ; *son amendement rédactionnel au* § 2 (ibid.) ; *amendements de MM. Jung, Pellenc et Bardol tendant à une nouvelle rédaction du* § 2 bis *de cet article* (p. 1142) ; *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Jung soutenu par Mme Cardot* (p. 1143) ; Art 38 ; répond à M. Descours-Desacres (*ibid.*) ; *amendement de M. Vallin tendant à faire bénéficier les collectivités locales de la totalité du produit de la taxe sur les salaires* (p. 1143, 1144) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Vallin tendant, au* § 2, *à supprimer le dernier alinéa* (ibid.) ; *amendement de M. Vallin tendant à porter de* 3 *p.* 100 *à* 5 *p.* 100 *la part du fonds d'action locale* (p. 1145) ; *amendement de M. Pellenc tendant à une nouvelle rédaction du* § 4 *relatif au problème de la répartition des ressources affectées au fonds d'action locale à provenir de la taxe sur les salaires* (p. 1146) ; *amendement de M. Pellenc au* § 3 : observations (p. 1147, 1148) ; Art. 40 : *amendement de M. Guy Petit, au* § 2, *tendant à instituer un minimum garanti pour les communes-dortoirs ou les communes d'accueil* (p. 1150, 1151) ; *son amendement de coordination au* 1er *alinéa du* § 4 (p. 1152) ; *amendement de M. Pellenc tendant à une revision de la répartition des fonds provenant de la taxe sur les salaires* (p. 1152) ; *amendement de M. Pellenc tendant, au début du* § 5, *à introduire un élément correctif qui tienne compte de l'augmentation de la population communale* (p. 1153) ; *amendement de M. Pellenc tendant à compléter cet article par un paragraphe nouveau visant à retenir pour le calcul des attributions locales, des chiffres résultant non pas de la population sédentaire recensée, mais, en partie, de la population saisonnière* (p. 1154) ; Art. 41 : *amendement de M. Pellenc, au* 1er *alinéa, tendant à inclure dans le calcul de la part locale de la taxe sur les salaires la contribution foncière des propriétés bâties affectées à l'usage de la profession hôtelière* (p. 1155, 1156, 1157) ; *amendements de MM. Héon, Verdeille et de Montalembert* (p. 1158) ; *amendement de M. Descours Desacres* (p. 1159)) ; Art. 41 *bis* (nouveau) : *amendement de M. Pellenc* (p. 1160) ; *amendement de M. Pellenc au* 2e *alinéa du* § 1, *tendant à préciser que l'indice de revalorisation applicable est égal au taux de progression de la part locale de la taxe sur les salaires* (p. 1160) ; Art. 41 *ter* : *son amendement rédactionnel* (p. 1161) ; *amendements de MM. Pellenc et Guy Petit* (p. 1161) ; Art. 46 : *déclare irrecevable l'amendement de M. Vallin tendant à supprimer cet article* (p. 1162) ; Art. 48 : *son amendement tendant à compléter cet article par un* § 3 *précisant que les obligations des redevables sont fixées par décret en Conseil d'Etat* (p. 1163) ; Art. 49 : *son amendement de coordination* (p. 1163) ; Art. 50 (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article par lequel le Gouvernement demande les pouvoirs nécessaires pour l'élaboration et l'application des mesures transitoires après l'adoption définitive de la réforme* (p. 1164) ; demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur les articles 12 et 37, précédemment réservés, et sur l'ensemble du projet à l'exclusion de tous autres amendements ou articles additionnels (p. 1164, 1165). — **Suite de la discussion** [26 octobre 1965] (p. 1171, 1172) ; observations sur la demande de la commission des finances d'une deuxième délibération du projet de loi (p. 1185). — Art. 3 : demande le rétablissement de cet article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale (p. 1187) ; Art. 8 : demande le rétablissement de cet article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale, modifiée par l'amendement du Gouvernement et par l'amendement de MM. de Wazières et Noury (*ibid.*) ; Art. 13 : demande le rétablissement de cet article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale modifiée par l'amendement de MM. Lalloy et Raybaud (*ibid.*) ; Art. 14 : demande le rétablissement de cet article dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale (p. 1188) ; Art. 12 et 37 : demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur ces deux articles et sur l'ensemble du projet de loi (*ibid.*) ; sur l'ensemble (p. 1190). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de finances pour 1966** [6 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE — AFFAIRES ALGÉRIENNES — Discussion générale (p. 1394 à 1397) ; (p. 1400, 1401, 1402). — Prend part à la discussion du **projet de loi autorisant l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1403 à 1405). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [6 novembre 1965]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 1435 à 1438). — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1453 à 1456). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : répond aux observations présentées par M. Chochoy (p. 1458). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi autorisant l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [9 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1508 à 1512). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965] — AFFAIRES ALGÉRIENNES (*suite*). — Discussion des articles. — *Amendement de M. Bruyneel* (protection des intérêts français dans les pays bénéficiaires de notre aide) (p. 1515) ; *amendement de M. Dailly tendant à insérer un article* 69 bis *relatif à l'indemnisation des préjudices pouvant résulter, pour les personnes physiques ou morales françaises, de l'application de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures du* 29 *juillet* 1965 (p. 1518) ; le déclare irrecevable (*ibid*). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale — répond aux observations présentées sur ce budget (p. 1669 à 1672). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : répond à M. Delorme (p. 1672) ; *amendement de M. David* (*ibid.*) ; répond à M. Guillard (création à Nantes d'une école d'ingénieurs et techniciens des industries alimentaires) (p. 1673) ; TITRE IV : répond à M. Durieux (subvention en faveur des amendements calcaires) ; répond à M. Guillard (indemnité viagère de départ en faveur de certains agriculteurs expropriés (p. 1674) ; *amendement de M. Brousse* (*ibid.*). — BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 1680, 1681). — Intervient dans la discussion, en **seconde lecture**, du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [14 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1724, 1725). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à compléter l'article 11 de la loi du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux** [18 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1936) ; dans la discussion de la **proposition de loi relative à la fixation des loyers des locaux insalubres dans les départements d'outre-mer** (p. 1937). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Discussion générale (p. 1939, 1940). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. — 21 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 1991) ; (p. 1995). — Discussion des articles. — Art. 8 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1997) ; Art. 9 (*ibid.*) ; Art. 11 *bis* : *amendement de M. Pellenc* (p. 1998) ; Art. 11 *ter* ; *amendement de M. Marcel Molle* (p. 2000) ; demande un vote unique sur les articles 11 *quater*, 11 *quinquies*, 11 *sexies* et sur l'amendement de M. Dailly introduisant un article additionnel 11 *septies* (p. 2001) ; *amendement de M. Pellenc* (demande pour cet amendement la procédure du vote bloqué) (*ibid*) ; Art. 11 *quinquies* : *amendement de M. Pellenc* (p. 2002) ; Art. 11 *septies* : *amendement de M. Dailly* (p. 2003) ; Art. 12 : répond à MM. Dulin, Bardol et Courrière (fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 2004). — Observations sur la date de discussion en nouvelle lecture du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 22 décembre 1965] (p. 2016, 2017) ; (p. 2018). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 23 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 2027) ; demande un vote unique sur ce texte et un vote séparé sur l'amendement du Gouvernement qui reprend purement et simplement celui qui avait été présenté par M. Dailly (p. 2028). — Répond à M. Chochoy qui désire savoir si les recettes inscrites à la page 14 du « bleu » étaient suffisantes pour faire face aux moins-values de recette qui apparaissaient

dans le budget des P. T. T. (p. 2029). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture, du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 2036 à 2038) ; demande un vote unique sur l'ensemble du projet de loi dans le texte voté par l'Assemblée nationale. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 2039) ; sur l'ensemble (p. 2048). — Remercie M. Garet, vice-président du Sénat, de ses vœux et formule, à titre personnel, ses souhaits pour l'année qui vient, pour la continuité et pour l'efficacité du Sénat [S. E. 23 décembre 1965] (p. 2049).

BROUSSE (M. MARTIAL) [Meuse].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Question orale :

M. Martial Brousse expose à *M. le ministre de l'agriculture* que des dégâts considérables ont été causés aux producteurs agricoles, notamment dans les régions céréalières, par les intempéries de l'été 1965. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour indemniser les producteurs sinistrés et dans quelles conditions la loi du 10 juillet 1964 sur les calamités agricoles permettra la réparation des pertes subies [5 octobre 1965] (n° 673). — Réponse [19 octobre 1965] (p. 1038).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 673** (*cf. supra*) [19 octobre 1965] (p. 1038). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 19 : *soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif à la création d'une taxe sur le blé et l'orge reçus par les organismes stockeurs et affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 1271, 1272, 1273). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1530, 1531). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1656, 1657). — Observations ayant porté notamment sur le problème de la vulgarisation, les aménagements fonciers et l'habitat rural. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à réduire le crédit de ce titre pour attirer l'attention du Gouvernement sur l'insuffisance des crédits de la vulgarisation* (p. 1674).

BRUN (M. RAYMOND) [Gironde].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre du comité de coordination des enquêtes statistiques [28 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les ports maritimes autonomes [6 mai 1965] (n° 153).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, sur les ports maritimes autonomes [9 juin 1965] (n° 194).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1966, adopté par l'Assemblée nationale [2 novembre 1965] (n° 33).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion générale (p. 244 à 246). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; demande que ne soit pas retenue la notion du « moindre coût de revient pour la nation »* (p. 255, 256) ; *amendement de M. David* (p. 257) ; Art. 3 : *son amendement tendant à une rédaction plus précise du premier alinéa de cet article* (p. 259) ; Art. 4 : *son amendement, au premier alinéa de cet article, tendant à confirmer la prise en charge par l'Etat des dépenses résultant des travaux rendus nécessaires par une insuffisance d'entretien des accès maritimes* (p. 259, 260) ; Art. 5 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la participation de l'Etat aux dépenses résultant des opérations de modernisation* (p. 260, 261) ; Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 261) ; Art. 7 : *son amendement de coordination* (ibid) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la 2e phrase de cet article relative aux sommes versées par le port autonome au titre du service des emprunts* (p. 262) ; Art. 7 A nouveau : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à la reconstruction des ouvrages détruits par la guerre de 1939-1945 (ibid.)* ; Après l'article 7 *bis* : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 7 ter *nouveau prévoyant la possibilité pour l'Etat d'accorder un concours supplémentaire en cas de situation exceptionnelle* (p. 262) ; le retire (ibid) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 7 quater *nouveau tendant à réserver des dotations budgétaires aux ports non autonomes* (ibid., p. 263) ; *amendement de M. Dulin* (p. 263) ; Art. 9 : *son amendement, au dernier alinéa de cet article, tendant à préciser que les représentants du personnel sont choisis sur des listes établies par chacune des organisations syndicales les plus représentatives* (p. 265) ; Art. 10 : *son amendement rédactionnel* (p. 266) ; *son amendement tendant à compléter cet article par des dispositions relatives aux garanties à accorder au personnel contre les préjudices que pourrait lui causer le nouveau statut des ports autonomes* (p. 266) ; Art. 11 : *amendement de M. David* (p. 269) ; Art. 15 : *son amendement tendant, au dernier alinéa de cet article, à supprimer la disposition par laquelle le décret établissant une fusion de ports « fixe notamment les règles de financement des travaux et de l'exploitation de tout port non autonome fusionné avec un port autonome »* (p. 269). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 633). — Discussion des articles. — Art. 4 : *son amendement tendant à modifier le 1er alinéa de cet article afin de confirmer la prise en charge par l'Etat des dépenses résultant des travaux rendus nécessaires par une insuffisance d'entretien* (p. 634) ; le retire (p. 635). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — SERVICES FINANCIERS. — Discussion générale (p. 1695, 1696).

BRUNEAU (M. ANDRÉ) [Sarthe].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

BRUNHES (M. JULIEN) [Seine].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes [23 juin 1965] (n° 262).

Interventions :

Intervient, en remplacement de M. Edgar Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant institution d'un code de justice militaire** [20 mai 1965]. — Discussion générale (p. 313). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Pinton relative à la **liaison fluviale mer du Nord—Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 436). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du

projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 861 à 864). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1882).

BRUYAS (M. FLORIAN) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

BRUYNEEL (M. ROBERT) [Loir-et-Cher].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires. [22 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion des articles. — *Son amendement, après l'article* 68, *tendant à insérer un article additionnel* 68 bis *relatif à la protection des intérêts français dans les pays bénéficiaires de notre aide* (p. 1515, 1516) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — ARTICLES ADDITIONNELS. — *Son amendement tendant à ajouter un article additionnel nouveau disposant qu'aucune aide ne sera fournie aux Etats qui n'assurent pas la protection de la vie, de la liberté et des biens des ressortissants français ou qui ne respectent pas strictement les traités et accords signés avec la France* (p. 1809) ; le retire (p. 1810).

BURRET (M. ROBERT) [Hautes-Pyrénées].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

C

CAPELLE (M. OMER) [Somme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

CARCASSONNE (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [21 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

Questions orales :

M. Roger Carcassonne demande à *M. le ministre des armées* quelle suite il compte donner à l'incident extrêmement douloureux et grave qui s'est produit le 25 avril 1965, à seize heures, dans une allée des Invalides, menant à une exposition des déportés, incident provoqué par un capitaine de l'armée française qui s'est écrié subitement : « Heil Hitler », et devant l'explication demandée a répété par deux fois : « Oui, j'aime Hitler » [4 mai 1965] (n° 646). — Réponse [1er juin 1965] (p. 423).

M. Roger Carcassonne demande à *M. le ministre de la justice* si, devant la multiplication des cas de mauvais traitements infligés à des enfants, il n'envisage pas d'adresser aux parquets une nouvelle circulaire recommandant aux magistrats du ministère public de poursuivre avec la plus grande fermeté les crimes et délits commis sur des enfants et de réquérir l'application effective des lourdes peines prévues par l'article 312 du code pénal [23 juin 1965] (n° 669). — Réponse [12 octobre 1965] (p. 1026, 1027).

Questions orales avec débat :

M. Roger Carcassonne demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien préciser :

1° Les raisons pour lesquelles, au mépris des règles essentielles de la démocratie, il a cru devoir réserver aux seuls membres de la majorité l'utilisation des antennes radiophoniques, lors de la dernière consultation électorale ;

2° Les motifs qui l'ont poussé à se priver de certains collaborateurs de l'O. R. T. F. ou à modifier certaines émissions de télévision très appréciées du public [22 avril 1965]. — Réponse [22 juin 1965] (p. 722 et suivantes).

M. Roger Carcassonne demande à *M. le ministre de l'information* par quel moyen légal ou constitutionnel il a pu commencer la campagne électorale présidentielle dès le 11 novembre en se faisant interroger ce jour-là à vingt heures, sous prétexte d'organisation des émissions, mais en réalité pour tenter d'atténuer le si fâcheux effet produit dans toute la France par un récent discours [12 novembre 1965].

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 646** (*cf. supra*) [1er juin 1965] (p. 423). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Pinton relative à la **liaison fluviale mer du Nord—Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 434, 435). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative au **fonctionnement de l'O. R. T. F.** [22 juin 1965] (p. 722 et suivantes) ; (p. 734). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 669** (*cf. supra*) [12 octobre 1965] (p. 1026, 1027). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1315, 1316). — **Suite de la discussion** [5 novembre 1965]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1386). — Observations sur la répression des crimes et délits commis sur des enfants. — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1471 à 1473). — Observations à la suite d'un article, paru dans le journal *La Nation*, relatif au Parlement européen (p. 1471, 1472) ; explique son vote sur ce budget (p. 1485). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1663, 1664). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE - INFORMATION. — Discussion générale (p. 1753). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1762 à 1765) ; (p. 1772). — *Ligne* 123 *de l'état E annexé à l'article* 41 : *son amendement tendant à supprimer la ligne* 123 *relative à la redevance pour droit d'usage des appareils de radio et télévision* (p. 1773).

CARDOT (Mme MARIE-HÉLÈNE) [Ardennes].

Vice-président du Sénat (élue le 4 octobre 1962).

En cette qualité, préside la première séance du 25 mai 1965 ; la séance du 1er juin 1965 ; la séance du 8 juin 1965 ; la séance du 15 juin 1965 ; la séance du 17 juin 1965 ; la séance du 22 juin 1965 ; la séance du 24 juin 1965 ; la séance du 25 juin 1965 ; la première séance du 29 juin 1965.

Elue vice-président du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

En qualité de vice-président du Sénat, préside la séance du 26 octobre 1965 ; la séance du 5 novembre 1965 ; la séance du 6 novembre 1965 ; la séance du 8 novembre 1965 ; la séance du 12 novembre 1965 ; la séance du 13 novembre 1965 ; la séance du 14 novembre 1965 ; la séance du 18 novembre 1965 ; la séance du 19 novembre 1965.

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à supprimer la responsabilité du locataire en cas d'incendie des bâtiments loués. (*Enregistrée à la présidence le* 22 *juillet* 1965) [2 octobre 1965] (n° 305).

Proposition de loi tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de pertes définitivement établies des biens leur appartenant. (*Enregistrée à la présidence le* 30 *juillet* 1965) [2 octobre 1965] (n° 306).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certains délais de recours devant la juridiction administrative [6 octobre 1965] (n° 5).

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de finances pour 1966, adopté par l'Assemblée nationale [2 novembre 1965] (n° 35).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Pinton relative à la **liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 431, 432). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi relatif à certains délais de recours devant la juridiction administrative** [12 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1028). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 14 : observations (p. 1116). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 21 : *soutient l'amendement de M. Jung tendant à supprimer le 2e alinéa au § 1 de cet article* (p. 1133) ; Art. 21 *bis nouveau : soutient l'amendement de M. Jung tendant à insérer cet article précisant que pour les entreprises soumises au régime du forfait, un décret fixera les conditions suivant lesquelles elles pourront déduire la taxe sur la valeur ajoutée qu'elles auront acquittée sur leurs investissements non prévus lors de la détermination du forfait* (p. 1134) ; Art. 18 (précédemment réservé) : *soutient l'amendement de M. Jung tendant à une nouvelle rédaction du § 2 bis de cet article* (p. 1142) ; *soutient l'amendement de M. Jung tendant à compléter cet article par un § 4 prévoyant le principe d'une modulation du chiffre plafond de la limite d'exonération et de la décote* (p. 1142). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [28 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Après l'article 3 *quater : son amendement tendant à insérer un article additionnel 3* quinquiès *relatif à l'intégration dans les nouveaux cadres créés, des anciens greffiers en chef et greffiers de la France d'outre-mer* (p. 1213) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1384). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1531 à 1534). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à refuser les titres III et IV de ce budget afin de manifester sa vive déception devant l'insignifiance des mesures nouvelles proposées pour* 1966 (p. 1542) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 59 A *relatif à la suppression de toutes les forclusions* (ibid.) ; explique son vote sur le titre IV (suppléments familiaux accordés aux orphelins de guerre) (p. 1543, 1544). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE V : observations concernant le projet d'équipement de la Meuse (p. 1627). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965] — CHARGES COMMUNES. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur le cas des veuves de guerre âgées (p. 1691). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale. — Observations sur la réduction des crédits accordés au haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme (p. 1710). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1887, 1888).

CAROUS (M. PIERRE) [Nord].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Intervention :

Intervient, en remplacement de M. Martin, rapporteur pour avis de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [26 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1180).

CARRIER (M. MAURICE) [Français établis hors de France].

Réélu Sénateur représentant les Français établis hors de France le 2 octobre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la Convention sur les relations économiques et la protection des investissements, signée à Tunis le 9 août 1963, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, ainsi que des deux échanges de lettres s'y rapportant [29 juin 1965] (n° 291).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-tunisienne sur les relations économiques** [30 juin 1965] (p. 918). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe V permettant aux agriculteurs français de Tunisie de déduire les intérêts payés sur les prêts accordés par l'Etat français* (p. 1256) ; le retire (p. 1257). — **Suite de la discussion** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR (BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS). — Discussion générale (p. 1364, 1365). — Observations ayant porté notamment sur le problème de l'indemnisation.

CHAMPEIX (M. MARCEL) [Corrèze].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la suite de la mission effectuée du 10 au 20 février 1965 par une délégation de la commission chargée d'étudier les conditions d'application de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique [2 avril 1965] (n° 135).

CHAMPLEBOUX (M. MICHEL) [Puy-de-Dôme].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [S. E. 21 décembre 1965].

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la production de l'énergie électrique d'origine nucléaire (p. 1706 à 1708).

CHARPENTIER (M. MAURICE) [Loiret].

Décédé le 19 août 1965. — Eloge funèbre prononcé par M. Marius Moutet, président d'âge [2 octobre 1965].

Question orale :

M. Maurice Charpentier demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelles sont les raisons qui s'opposent à ce que soit discuté devant le Sénat le texte de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale le 17 juillet 1962 relative à la réparation des dommages causés aux cultures par les sangliers. Les sénateurs n'ont pas été appelés à se prononcer sur ce texte en séance publique puisque celui-ci à fait l'objet d'un retrait de l'ordre du jour, à la demande du Gouvernement, le 22 juillet 1963, et depuis cette date n'a jamais été réinscrit. Or, nombreux sont les agriculteurs qui se plaignent des dégâts causés à leurs cultures par les sangliers ; ils attendent l'approbation définitive de ce texte déjà adopté par l'Assemblée nationale [13 mai 1965] (n° 653). — Réponse [8 juin 1965] (p. 503, 504).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 653** (*cf. supra*) [8 juin 1965] (p. 504).

CHAUTY (M. MICHEL) [Loire-Atlantique].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion des articles. — ETAT C : *son amendement tendant à insérer un article additionnel précisant que « les crédits scolaires destinés aux constructions scolaires correspondant aux zones à urbaniser par priorité (Z. U. P.) font l'objet d'une présentation spéciale dans le budget du ministère de l'Education nationale* » (p. 1596, 1597).

CHAUVIN (M. ADOLPHE) [Seine-et-Oise].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice (21 octobre 1965).

Question orale avec débat :

M. Adolphe Chauvin demande à *M. le Premier ministre* s'il ne juge pas opportun de publier un « schéma directeur » intéressant l'aménagement du territoire national.

La publication du schéma directeur de la région de Paris a suscité de vives appréhensions dans beaucoup d'esprits qui craignent au cas où ce schéma directeur ne s'insérerait pas dans le cadre de l'aménagement du territoire national, que son application ne contribue à accroître le déséquilibre Paris-province [19 octobre 1965].

Interventions :

Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **création d'une zone d'aménagement différé en Seine-et-Oise** [15 juin 1965] (p. 588, 589, 591). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. Discussion des articles. — Art. 41 : *amendement de M. Pellenc ;* observations sur le terme « groupements » (p. 1156). — Intervient, en qualité de vice-président de la commission des affaires culturelles, dans la discussion de la **proposition de loi portant réglementation de la profession de professeur de danse** [19 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1962, 1963).

CHEVALIER (M. ROBERT) [Sarthe].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 règlant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965]. —

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification : 1° de la convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, signée à Paris le 29 juillet 1960, et de son Protocole additionnel, signé à Paris le 28 janvier 1964 ; 2° de la convention complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963 et de son Protocole additionnel, signé à Paris le 28 janvier 1964 [20 octobre 1965] (n° 16).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires [20 octobre 1965] (n° 17).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant à titre transitoire un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire [28 octobre 1965] (n° 28).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de conventions sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire** [28 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1215, 1216) ; à la discussion du **projet de loi sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires.** — Discussion générale (p. 1216) ; à la discussion du **projet de loi instituant à titre transitoire un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire.** — Discussion générale (p. 1218).

CHEVALLIER (M. PAUL) [Savoie].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 1338, 1339). — MONNAIES ET MÉDAILLES. — Discussion générale (p. 1340 à 1342). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1536).

CHEVIGNY (M. PIERRE DE) [Meurthe-et-Moselle].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [15 juin 1965] (n° 213).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de la loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [15 juin 1965]. — Discussion générale (p. 608 à 611). — **Suite de la discussion** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement rédactionnel* (p. 650) ; Art. 3 : *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; *amendements de MM. David, Monteil et Métayer tendant à ramener la durée du service actif à douze mois* (p. 652) ; *son amendement tendant à porter la durée du service actif à seize mois* (p. 653) ; Art. 3 *bis : son amendement rédactionnel* (p. 654) ; Art. 11 : *amendement de M. Monteil tendant à refuser au Gouvernement le droit de fixer chaque année le nombre des dispensés* (p. 655) ; Art 15 *bis : amendement de M. Monteil* (p. 657) ; Art. 16 : *amendement de M. Monteil tendant à supprimer cet article relatif aux exemptions d'ordre professionnel* (p. 657) ; *amendement de M. Monteil tendant à insérer un article additionnel 21* bis *prévoyant la possibilité pour les volontaires d'exécuter la totalité des obligations d'activité du service national : 24 mois* (p. 658) ; Art. 26 : *amendement de M. Monteil* (p. 659) ; *son amendement tendant à prévoir une libération anticipée au cours des quatre derniers mois* (p. 659, 660) ; Art. 30 : *amendement de M. Monteil* (p. 661) ; Art. 31 : observations sur le cas des jeunes gens qui font le service de la coopération (p. 661) ; Art. 44 : *son amendement tendant à remplacer les sept derniers alinéas de cet article par : « sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi »* (p. 663) ; le retire (*ibid.*). — **Discussion du projet de loi en nouvelle lecture** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 829). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section Terre), à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1503, 1504).

CHOCHOY (M. BERNARD) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [26 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission sur le fonctionnement du service des télécommunications en République fédérale d'Allemagne et à Berlin-Ouest [9 juin 1965] (n° 197).

Question orale :

M. Bernard Chochoy expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'à sa connaissance, aucune mesure n'a été prise pour l'extension aux retraités des postes et télécommunications des assimilations déjà décidées en faveur de certaines catégories homologues de retraités relevant de la direction générale des impôts ; que toutefois l'administration des postes et télécommunications a effectivement transmis au ministère des finances, le 29 avril 1963, un projet de décret modifiant certaines assimilations établies par le décret n° 60-858 du 6 août 1960, afin de les mettre en harmonie avec celles résultant du décret n° 62-1432 du 27 novembre 1962 concernant des catégories homologues de fonctionnaires de la direction générale des impôts ; que les homologues des retraités des postes et télécommunications ayant appartenu aux services extérieurs du cadastre et à ceux de la direction générale des douanes ont obtenu le redressement de leur situation par décrets n°s 64-1238 et 64-1239 du 11 décembre 1964 parus au *Journal officiel* du 16 décembre 1964, pages 11198 et 11199. Cette assimilation en faveur des personnels retraités des services dépendant du ministère des finances et des affaires économiques rend plus aigu le sentiment d'injustice éprouvé par le personnel retraité des postes et télécommunications et plus nécessaires et urgentes les mesures similaires qui doivent intervenir en faveur de ces derniers. Il lui demande les raisons qui s'opposent à ce qu'une suite favorable soit donnée au projet de décret du ministre des postes et télécommunications [12 octobre 1965] (n° 679). — Réponse [26 octobre 1965] (p. 1176).

Question orale avec débat :

M. Bernard Chochoy expose à *M. le ministre de la construction* que le récent congrès national des H. L. M. a mis l'accent sur : la nécessité de promouvoir une politique du logement qui puisse répondre en quantité et en qualité à l'importance et à la nature des besoins de l'ensemble de la population française de condition modeste ; l'état d'urgence ouvert face à l'accroissement rapide du nombre des demandes tant du fait de la crise présente que de l'aggravation que celle-ci ne manquera pas de prendre avec l'augmentation du nombre des jeunes ménages, conséquence de la natalité accrue enregistrée au lendemain de la dernière guerre ; l'impérieuse nécessité d'un politique d'habitation urbaine et rurale qui soit en rapport avec nos besoins. Il lui demande : 1° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux impasses et aux difficultés auxquelles se heurtent présentement les organismes d'H. L. M., notamment du fait de la dégradation et de l'incohérence des mécanismes financiers sans la solution desquelles il est impossible d'envisager un large développement des programmes de logements sociaux ; 2° les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre, dans le cadre du V^e^ plan, pour atteindre l'objectif des 500.000 logements, étant entendu que, tant dans le secteur locatif que dans celui de l'accession à la propriété et de la modernisation de l'habitat, une part de 200.000 logements par an devrait revenir aux organismes d'H. L. M. [2 juin 1965]. — Réponse [15 juin 1965] (p. 595 et suivantes).

Interventions :

Explique son vote sur **le projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965] (p. 270). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [9 juin 1965]. — Discussion générale (p. 542) ; (p. 548, 549, 550 et 551). — Discussion des articles. — Art. 5 : *amendement de M. Bouquerel* (modalités de règlement du prix d'achat) (p. 554). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique du logement** [15 juin 1965] (p. 595 et suivantes) ; (p. 604, 605). — Explique le vote du groupe socialiste sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture, modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [17 juin 1965] (p. 674). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [22 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1^er^ : observations (p. 748, 749). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [24 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Tournan* (p. 816) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 819) ; observations sur le cas des fonctionnaires bénéficiaires ou non de logements de fonctions (*ibid.*). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 849). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [29 juin 1965]. — Discussion générale (p. 897, 898, 899). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [29 juin 1965]. — Discussion générale (p. 900, 901). — Explique son vote sur la **proposition de loi, discutée en nouvelle lecture, relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [30 juin 1965] (p. 922). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Pellenc tendant à exclure du champ d'application de la taxe les opérations de préfabrication et de transport exécutées par les entreprises de travaux immobiliers* (p. 1089, 1090) ; Art. 14 : *soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à prévoir le taux de 12 p. 100 « aux travaux immobiliers concourant : à la construction, à la livraison, à la réparation ou à la réfection des voies et bâtiments de l'Etat et des collectivités locales, ainsi que de leurs établissements publics ; à la construction et à la livraison des immeubles visés à l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 ; à la réparation et à la réfection des locaux d'habitation, ainsi que des parties communes des immeubles dont les trois quarts au moins de la superficie sont affectés à l'habitation »* (p. 1120). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965] ; Art. 26 : observations sur les alcools de genièvre (p. 1136). — Est entendu lors de la réponse de M. Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 679** (Cf. *supra*)

[26 octobre 1965] (p. 1176). — Explique son vote sur l'ensemble du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [26 octobre 1965] (p. 1188, 1189). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *soutient l'amendement de M. Lagrange tendant à remplacer, au paragraphe I, le mot « complémentaire » par le mot « supplémentaire »* (p. 1262) ; Art. 22 : *explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif au fonds d'investissement routier* (p. 1276, 1278). — **Suite de la discussion** [4 novembre 1965]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente le budget des POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1307 à 1310). — Observations sur la campagne de presse et les accusations portées contre l'administration des P. et T. (scandale du téléphone) (p. 1316). — Répond à M. Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (p. 1317, 1320). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel 69 bis précisant que « le budget général concourt aux charges d'exploitation et d'équipement du service des chèques postaux par le moyen d'un remboursement forfaitaire au budget annexe des postes et télécommunications fixé annuellement par la loi de finances* (p. 1321). — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur : la crise qui existe dans les services d'hygiène scolaire et universitaire ; la rémunération des médecins à temps plein des hôpitaux psychiatriques et des établissements antituberculeux ; le retard apporté par le ministère de la santé publique en ce qui concerne le règlement aux départements des sommes dues au titre de la contribution de l'Etat aux dépenses d'aide sociale (p. 1456 à 1458). — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1572). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1870 à 1872). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 1995).

CLAIREAUX (M. HENRI) [Saint-Pierre et Miquelon].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 1604, 1605). — Observations sur l'intérêt que présente les îles Saint-Pierre-et-Miquelon pour résoudre la crise que traverse l'armement à la pêche fraîche dans les ports de France. — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1742, 1743).

CLAPAREDE (M. EMILE) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

CLERC (M. JEAN) [Haute-Savoie].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

COGNIOT (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Questions orales avec débat :

M. Georges Cogniot expose à *M. le ministre des affaires culturelles* la légitime émotion de l'opinion nationale devant la vente à l'étranger des « Grandes Baigneuses » de Paul Cézanne, avec autorisation de sortie donnée par le ministère des affaires culturelles. L'évasion d'une toile d'aussi grande valeur paraît difficilement s'accorder avec la politique de prestige dont ce ministère fait état à tout propos.

Il demande si une telle atteinte portée au patrimoine culturel de la nation provient d'une appréciation négative qui aurait été arbitrairement formulée sur le tableau en question ou si l'événement s'explique tout simplement par le fait que le ministère chargé en théorie de la sauvegarde de nos œuvres d'art ne dispose pas des crédits nécessaires pour exercer le droit de préemption, le régime se privant délibérément des moyens élémentaires de pratiquer une politique artistique [2 avril 1965]. — Réponse [27 avril 1965] (p. 125 à 128).

M. Georges Cogniot demande à *M. le ministre de l'éducation nationale :*

1° A quelle date sera effectivement appliquée la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans et pour quelles raisons cette date a été choisie ;

2° Quelles sont ses intentions relativement à la réforme du deuxième degré de l'enseignement et à l'organisation de l'orientation ;

3° Quelles seront les modalités de réforme de l'enseignement supérieur [22 avril 1965]. — Réponse [8 juin 1965] (p. 509 et suivantes).

M. Georges Cogniot attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la gravité des problèmes que met en évidence la rentrée scolaire de 1965, en particulier : la question de l'enseignement préscolaire, où des milliers d'enfants ne peuvent être accueillis ; la question de la surcharge des effectifs et des retards scolaires extrêmement fréquents qui en résultent ; la question des demandes de postes formulées par des candidats valables qui restent sans réponse alors que pourtant sévissent les classes surchargées. Il s'étonne du retard annoncé de la prolongation de la scolarité obligatoire. Et il demande pour quelles raisons, malgré tant de promesses et de déclarations rassurantes, l'enseignement souffre de carences et de défaillances aussi pernicieuses [20 octobre 1965].

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale concernant la **vente à l'étranger d'un tableau de Paul Cézanne** [27 avril 1965] (p. 125 à 128). — Prend la parole au cours du débat sur sa questin orale relative à la **politique scolaire du Gouvernement** [8 juin 1965] (p. 509 et suivantes). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — ÉDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1582 à 1585). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1864 à 1867).

COLIN (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

Question orale :

M. André Colin rappelle à *M. le Premier ministre* que le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 dispose : « en ce qui concerne les investissements, il est créé une commission départementale unique... Un décret fixera les modalités d'application de cette disposition ». Il constate que plus d'un an s'est écoulé et que le décret permettant la création des commissions départementales d'équipement n'a pas encore paru alors que sont mises en œuvre les dispositions relatives à l'organisation des services de l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale et qu'ont été constituées les commissions de développement économique régional. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas urgent d'assurer la création des comissions départementales d'équipement étant donné notamment que suivant l'article 5 du décret 64-251 du 14 mars 1964, le préfet de la région est chargé de la préparation de la tranche régionale du plan et qu'il rassemble à cet effet les informations qui lui sont transmises par les préfets des départements de sa circonscription après avis des commissions départementales d'équipement ; 2° comment, à défaut des commissions départementales d'équipement, sont régulièrement élaborés les programmes départementaux d'investissements publics [22 avril 1965] (n° 639). — Réponse [1er juin 1965] (p. 420, 421).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 639** (cf. *supra*) [1er juin 1965] (p. 421). — Intervient, en remplace-

ment de M. Courrière, rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1500, 1501). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1878 à 1881). — Explique son vote sur l'ensemble du **projet de loi de finances pour 1966** [18 novembre 1965] (p. 1931, 1932) ; (p. 1934).

CORNAT (M. HENRI) [Manche].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [26 octobre 1965] (n° 14).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : (p. 258). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1357). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi autorisant l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [6 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1418 à 1421).

CORNU (M. ANDRÉ) [Côtes-du-Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [21 octobre 1965].

COUDE DU FORESTO (M. YVON) [Deux-Sèvres].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 17 mars 1965 au 8 avril 1965 en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides [1er juin 1965] (n° 173).

Rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1966 restant en discussion [17 novembre 1965] (n° 61).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1966, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [18 novembre 1965] (n° 72).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Armengaud et Edouard Bonnefous concernant le **financement des investissements privés et l'apport de capitaux étrangers** [18 mai 1965] (p. 284, 285 ; 291). — Prend part à la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion générale (p. 377, 378, 379 et 380). — Discussion des articles. — Art. 28 : *amendement de M. Pellenc* (justification et déductibilité des frais généraux) (p. 399) ; Art. 34 : *son amendement tendant à compléter le 2e alinéa du § 1 par une disposition aux termes de laquelle les sociétés qui distribuent des actions à leur personnel ne peuvent, pour chaque exercice, dépasser le montant des dividendes distribués* (p. 405). — Intervient, au nom de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations sociales** [18 juin 1965]. — Discussion des articles. — *Observations sur l'amendement de M. Grand tendant à insérer un article additionnel 12 précisant à qui incombera la charge des frais de gestion de tutelle* (p. 716). — Explique son vote sur le **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [26 octobre 1965] (p. 1190). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [2 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1239, 1240). — **Suite de la discussion** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à compléter cet article par un § 5 prévoyant une revision des tranches du barème de l'impôt sur le revenu à chaque hausse de 5 p. 100 de l'indice général des taux de salaires horaires* (p. 1257) ; le retire et se rallie à l'amendement présenté par la commission des finances (*ibid.*) ; Art. 8 ; *amendement de M. Pellenc* (p. 1264). — **Suite de la discussion** [4 novembre 1965]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1304) ; observations sur l'approvisionnement en uranium naturel ; l'exploitation des centrales d'Electricité de France (p. 1306, 1307). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1965]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 1435). — Observations ayant porté sur la caisse de retraite des cadres. — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — AVIATION CIVILE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente ses observations sur ce budget. — Discussion générale (p. 1639 à 1641). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1664). — Observations sur l'électrification rurale. — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale. — Observations ayant porté sur des questions d'énergie nucléaire (p. 1708, 1709). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 55 *bis : son amendement tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant la possibilité de déduire de l'impôt sur le revenu le montant des grosses réparations résultant de certaines calamités* (p. 1800) ; le retire (*ibid.*). — ARTICLES ADDITIONNELS. — *Au nom de la commission des finances, soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'emploi de l'excédent des ressources du fonds d'amortissement des charges d'électrification, au financement en capital des travaux de renforcement des réseaux d'électrification rurale réalisés par les collectivités locales* (p. 1810) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 1812, 1813). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1894). — Intervient, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [18 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1918, 1919, 1920) ; (p. 1922). — **Discussion du projet de loi en nouvelle lecture** [18 novembre 1965] (p. 1942, 1943). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 11 *ter : amendement de M. Marcel Molle* (p. 2000).

COURRIERE (M. ANTOINE) [Aude].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives à la nomination des chefs d'escadron de la gendarmerie nationale [2 avril 1965] (n° 128).

Proposition de loi tendant à permettre l'indemnisation des « sinistres qualitatifs agricoles » [10 novembre 1965] (n° 45).

Question orale :

M. Antoine Courrière demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de vouloir bien indiquer la nature et le montant des droits d'enregistrement applicables aux cessions de droits de plantation de vignes et, dans le cas où ces droits seraient ceux perçus en matière de mutations immobilières, de bien vouloir définir les conséquences qui en résultent sur le plan de la publicité foncière [3 juin 1965] (n° 662). — Réponse [29 juin 1965] (p. 882).

Questions orales avec débat :

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux communes l'égalité devant les subventions auxquelles elles peuvent prétendre et les moyens qu'il compte mettre à leur disposition pour qu'elles puissent obtenir des caisses prêteuses les crédits indispensables à la réalisation des travaux qui s'imposent à elles [6 avril 1965].

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux traitements et salaires du secteur public et para-public ainsi qu'aux retraites et prestations sociales de rattraper leur retard sur le secteur privé et sur le coût de la vie, en constante et réelle augmentation. Il lui demande également la politique qu'il compte promouvoir pour permettre aux prix agricoles de s'aligner conformément à la loi sur les prix industriels et pour donner à la paysannerie française les moyens de vivre dignement [7 octobre 1964]. — Réponse [4 mai 1965] (p. 158 et suivantes).

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien lui définir les conditions dans lesquelles l'Etat envisage de renflouer l'affaire Bull.

Il lui demande notamment :

— s'il est exact que des fonds vont être versés et des garanties accordées, sans autorisation préalable du Parlement ;

— si l'autonomie de la Caisse des dépôts et consignations est respectée dans les mesures envisagées ;

— si certaines affaires nationalisées, telles la S. N. C. F., vont être éventuellement tenues de participer financièrement à l'opération de renflouement et avec quels crédits — étant donné leur déficit constant — elles pourront faire ces versements ;

— si les participations qui seraient exigées des banques de dépôt nationalisées ne sont pas contraires à la loi de nationalisation ;

— quel serait le montant des sommes nécessaires dans le présent et dans l'avenir pour assurer le succès de l'opération envisagée ;

— et s'il ne pense pas, étant donné l'intérêt que présente l'affaire en question et la nécessité d'élargir son marché, qu'il eût été préférable de s'orienter pour son renflouement vers une solution de caractère européen [2 avril 1964]. — Réponse [29 juin 1965] (p. 884 et suivantes).

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* quelles ont été les conséquences du plan de stabilisation et s'il ne croit pas que, sans avoir pour autant arrêté la hausse du coût de la vie, l'arrêt des investissements et le marasme qui s'en est suivi a compromis l'effort de l'expansion économique et de progrès social poursuivi depuis la Libération ; en conséquence s'il pense pouvoir maintenir les objectifs du V^e^ Plan et s'il ne croit pas nécessaire dans l'immédiat de revaloriser les traitements, les salaires et les retraites ainsi que la plupart des prix agricoles pour les mettre en harmonie avec le coût de la vie [30 juin 1965].

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* de définir l'interprétation qu'il faut donner à la lettre qu'il a adressée aux dirigeants des organismes agricoles le 17 août 1965, et notamment : s'il dénie à ces derniers, contrairement aux dispositions du préambule de la Constitution, le droit de faire connaître l'avis de leurs mandants sur toutes les questions concernant les agriculteurs ; si sa phrase « ... les négociations internationales relèvent de la seule compétence du Gouvernement responsable devant le pays... » exclut la responsabilité du Gouvernement devant le Parlement en cette matière ; et s'il peut indiquer à quelle date et sous quelles conditions il compte reprendre les négociations interrompues à Bruxelles et apporter aux agriculteurs les avantages que ces derniers attendent des accords envisagés [5 octobre 1965].

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir informer le Sénat sur les conditions dans lesquelles s'est effectué l'enlèvement de M. Ben Barka et des suites qu'il compte donner à cette affaire [10 novembre 1965].

Interventions :

Intervient au cours du débat sur le **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Déplore l'absence de M. le Garde des Sceaux et insiste pour que M. de Broglie, secrétaire d'Etat, veuille bien prier M. le Garde des Sceaux de venir défendre le projet devant le Sénat (p. 176). — Discussion des articles. — ART. 2 : Art. 1424 du code civil : *amendement de M. Fosset* (obligation au dépositaire de valeurs mobilières de renseigner l'époux sur les opérations effectuées (p. 203). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 294). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Descours Desacres* (p. 296). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant modification du livre IV du code de l'administration communale** [18 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1^er^ : *amendement de M. Emile Dubois* (observations sur le rôle du syndicat de communes) (p. 299). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965] (p. 664). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 685, 687, 688, 689). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [24 juin 1965]. — Discussion des articles. — ART. 2 : observations sur l'application du système d'épargne-logement à l'ensemble des fonctionnaires (p. 815). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 839, 840). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux règles d'expropriation applicables à l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 857). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 662** (cf. *supra*) [29 juin 1965] (p. 882). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale concernant le **renflouement de la société Bull** [29 juin 1965] (p. 884 à 887) ; (p. 892). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture**, du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [30 juin 1965] observations sur la liquidation d'un divorce prononcé six mois et quelques jours après la promulgation de la loi (p. 920). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [26 octobre 1965] (p. 1172) ; explique son vote sur la demande de deuxième délibération du projet de loi présentée par la commission des finances (p. 1186). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [28 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Garet* (p. 1206) ; *soutient l'amendement de M. Le Bellegou tendant à compléter le 4^e^ alinéa de cet article par une disposition permettant de déduire 75 p. 100 du montant des salaires et des charges sociales pour le calcul du produit demi-net* (p. 1206) ; *soutient l'amendement de M. Le Bellegou tendant à compléter le 8^e^ alinéa par une disposition précisant que « l'indemnité due aux greffiers titulaires de charges, qui ne pourront être intégrés à raison de leur âge, sera payée en totalité en numéraire »* (p. 1207) ; *soutient l'amendement de M. Le Bellegou tendant, après le 8^e^ alinéa, à insérer un alinéa nouveau stipulant « qu'une indemnité de remploi de 25 p. 100 sera en outre allouée aux greffiers visés par cet article »* (*ibid.*) (p. 1208) ; *soutient l'amendement de M. Le Bellegou tendant à insérer, entre le 9^e^ et le 10^e^ alinéa, un alinéa nouveau précisant que les indemnités*

seront acquises par les intéressés en franchise d'impôts et de toutes taxes (ibid.) ; Art. 4 bis (nouveau) : observations sur l'amendement de M. Garet relatif au paiement de la taxe spéciale sur les plus-values de cession (p. 1214). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [2 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1231). — **Suite de la discussion** [2 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc (p. 1258) ; Art. 5 : *explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc relatif à l'allégement des droits de succession entre collatéraux* (p. 1261) ; Art. 24 : explique son vote sur cet article (p. 1292). — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1593). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour la Société nationale des chemins de fer français et la Régie autonome des transports parisiens, présente ses observations sur ce budget. — Discussion générale (p. 1610, 1611) ; (p. 1624, 1626). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1668, 1669). — Observations sur la situation du département de l'Aude, victime des inondations. — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — CHARGES COMMUNES. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur la situation des fonctionnaires français retraités des ex-caisses locales de la Tunisie, du Maroc, de la France d'outre-mer et de l'Algérie (p. 1691). — SERVICES GÉNÉRAUX (AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 1720). — **Suite de la discussion générale** [15 novembre 1965]. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — *Son amendement tendant à supprimer la ligne 123 de l'Etat E annexé à l'article 41, relative à la redevance pour droit d'usage des appareils de radio et télévision* (p. 1773). — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DTES CRÉDITS. — Art. 67 *bis : amendement de M. Pellenc* (p. 1806) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 1814). — Demande la parole pour un rappel au règlement au cours du débat sur le **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1873) ; (p. 1901). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1922). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** ([S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 1993 à 1995). — Discussion des articles. — Art. 8 : (p. 1997) ; Art. 11 *bis : amendement de M. Pellenc* (p. 1999) ; Art. 11 *ter : amendement de M. Marcel Molle* (p. 2000) ; Art. 12 : observations sur les raisons pour lesquelles le département de l'Aude ne figure pas parmi les départements susceptibles de bénéficier de la surprime pour l'incitation à l'assurance (p. 2004). — Observations sur les conditions dans lesquelles doit s'instaurer devant le Sénat le débat, en nouvelle lecture, du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 22 décembre 1965] (p. 2017).

COURROY (M. LOUIS) [Vosges].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Question orale avec débat :

M. Louis Courroy demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** de bien vouloir préciser si la réforme prévue et qui supprime l'examen probatoire (ancienne première partie du baccalauréat) sera appliquée en 1965.

Le conseil supérieur de l'éducation nationale vient de repousser le projet ministériel de décret qui lui était soumis par 36 voix contre 8 et 10 abstentions en précisant que s'il n'était pas hostile à cette suppression, il s'opposait à ce que cette mesure soit prise en 1965.

Ces contradictions sont préjudiciables à la sérénité qui doit présider aux études et placent les élèves et les familles devant des incertitudes qui doivent être dissipées [14 décembre 1964]. — Réponse [8 juin 1965] (p. 513 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [18 mai 1965]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Descours Desacres* (p. 297).

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique scolaire du Gouvernement** [8 juin 1965] (p. 513, 514).

COUTROT (M. MAURICE) [Seine].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [9 juin 1965]. — Discussion générale (p. 544 à 547). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Bouquerel* (p. 553). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **création d'une zone d'aménagement différé en Seine-et-Oise** [15 juin 1965] (p. 592). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [22 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 747) ; (p. 749). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 821, 822) ; (p. 824, 825). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1311, 1312). — CONSTRUCTION. — Discussion des articles . — ETAT B. — TITRE IV : observations (p .1331, 1332). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1906).

CREMIEUX (Mme SUZANNE) [Gard].

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1445, 1446). — Observations ayant porté notamment sur les fonctions d'assistante sociale.

D

DAILLY (M. ETIENNE) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant aménagement de certaines dispositions des titres IV et V du décret

du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances [1er juin 1965] (n° 175).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [1er juin 1965] (n° 177).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [15 juin 1965] (n° 216).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [24 juin 1965] (n° 267).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en troisième lecture, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [25 juin 1965] (n° 275).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, portant aménagement de certaines dispositions des titres IV et V du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances [30 juin 1965] (n° 299).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 9 : *son amendement tendant à compléter cet article par un* § 5 *relatif aux plus-values réalisées à l'occasion d'une cession pour cause d'utilité publique* (p. 388) ; Art. 12 : *son amendement relatif au régime fiscal des sociétés de familles entre ascendants et descendants* (p. 392) ; Art. 28 : *amendement de M. Pellenc* (justification et déductibilité des frais généraux) (p. 400, 401 et 402). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** [2 juin 1965]. — Discussion générale (p. 453 à 458). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 460, 461, 462) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la validation rétroactive des statuts particuliers publiés à la date de promulgation de la présente loi* (p. 462) ; Art. 3 ; *son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article (ibid.) ; son amendement, au deuxième alinéa de cet article, tendant à supprimer les mots : « et justifient en outre de qualités professionnelles et de services rendus » (ibid)* ; Art. 4 *(nouveau)* ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 463) ; *son amendement tendant à modifier l'intitulé du projet de loi et à le rédiger ainsi : « Projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles* 26 *et* 28 *de l'ordonnance n°* 59-244 *du* 4 *février* 1959 *relative au statut général des fonctionnaires »* (p. 463). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances et de capitalisation** [10 juin 1965]. — Discussion générale (p. 562, 563, 564). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Edouard Bonnefous relative à la **création d'une zone d'aménagement différé en Seine-et-Oise** [15 juin 1965] (p. 591, 592). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires** [18 juin 1965]. — Discussion générale (p. 704, 705). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux règles d'avancement* (p. 705, 706) ; Art. 2 : *son amendement tendant à reprendre pour cet article la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat* (p. 706) ; Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article (ibid.) ; son amendement tendant à rédiger comme suit l'intitulé du projet de loi : « projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux article* 26 *et* 28 *de l'ordonnance n°* 59-244 *du* 4 *février* 1959 *relative au statut général des fonctionnaires » (ibid.).* — **Discussion du projet de loi en nouvelle lecture** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 853, 854). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux règles d'avancement* (p. 855) ; Art. 2 : *son amendement tendant, au* 1er *alinéa de cet article, à supprimer les mots : « conformes aux dispositions prévues à l'article précédent »* (p. 855) ; Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 855, 856) ; le retire *(ibid.)*. — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *son amendement au neuvième alinéa du paragraphe* b *tendant à prévoir le taux de* 6. *p.* 100 *non seulement pour les tablettes de chocolat à croquer et à cuire, mais pour toutes les tablettes et aussi le chocolat en poudre* (p. 1109, 1110) ; sur l'ensemble de cet article (p. 1115, 1116) ; Art. 14 : *soutient l'amendement de M. Laurent-Thouverey, alinéa* c, § 2, *tendant à appliquer le taux de* 12 *p.* 100 *aux opérations d'achat, d'imposition, de vente, de courtage, de taille ou façon portant sur les perles et pierres précieuses et objets dans la fabrication desquels sont entrées des perles ou pierres précieuses* (p. 1119). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR (RAPATRIÉS) (p. 1378). — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Explique son vote sur ce budget (p. 1485). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel 69* bis *précisant que « les préjudices pouvant résulter, pour les personnes physiques ou morales françaises, de l'application de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures du 29 juillet 1965, feront l'objet d'une indemnisation »* (p. 1516, 1517, 1518). — Explique son vote sur le **projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [9 novembre 1965] (p. 1518). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1594). — Observations sur le nombre d'enseignants notamment dans le département de Seine-et-Marne. — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de M. Brousse* (insuffisance des crédits de vulgarisation) (p. 1674). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [14 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1723, 1724) ; au cours de cette discussion fait état des propos tenus à l'Assemblée nationale, lors de la discussion en seconde lecture de ce projet, par M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre *(ibid.)* (p 1725). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [15 novembre 1965]. — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 55 *quinquies : son amendement relatif aux bons de caisse* (p. 1802, 1803, 1804). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation au plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Blondelle* (p. 1909, 1910). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Discussion générale (p. 1938, 1939, 1940). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [18 novembre 1965]. — DISCUSSION EN NOUVELLE LECTURE. — Discussion des articles. — Art. 55 *quinquies : son amendement au* § *VII tendant à supprimer la mention : « et* 1678 bis-2 » *(bons de caisse)* (p. 1948, 1949). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 11 *septies: son amendement tendant à insérer cet article relatif à la perception de la taxe du budget annexe des prestations sociales agricoles sur les betteraves* (p. 2002). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en nouvelle lecture, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965] (p. 2046).

DARDEL (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées [6 octobre 1965].

Est élu délégué suppléant représentant la France à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

DAROU (M. MARCEL) [Nord].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 1339, 1340). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE. — Discussion générale (p. 1535 à 1537). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à ajouter un article additionnel précisant qu'au 1er janvier 1967, le rapport constant entre les pensions des anciens combattants et les traitements des fonctionnaires sera rétabli dans l'esprit de la loi et de l'article L.* 8 bis (p. 1542) ; *son amendement tendant à ajouter un article additionnel demandant, dans le cadre d'un nouveau plan biennal en deux tranches égales, réalisables, la première au 1er janvier 1967, la seconde au 12 janvier 1968, l'application de l'article* 55 *de la loi de finances pour* 1962 (p. 1543); *son amendement tendant à ajouter un article additionnel relatif à l'alignement des droits à pension des déportés et internés politiques sur ceux des déportés et internés résistants (ibid.)*; *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif à l'octroi de la carte de combattant aux anciens combattants de la guerre d'Algérie (ibid.)* ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif : 1° à la levée de toutes les forclusions; 2° à la commémoration du* 8 *mai* 1945; 3° *au recensement, à l'occasion de la discussion du budget des anciens combattants, des différentes catégories d'anciens combattants et victimes de la guerre (ibid.).* — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — Observations sur le retrait de son amendement n° 33 (p. 1808).

DARRAS (M. MICHEL) [Pas-de-Calais].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *son amendement tendant à imposer les bières au taux de* 12 p. 100 (p. 1118). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 41 : *amendement de M. Pellenc au premier alinéa;* observation sur le terme « groupements » (p. 1155, 1156) ; *amendement de M. Descours Desacres* (p. 1159). — Intervention dans la discussion du **Projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1301) ; observations ayant porté sur la situation des ouvriers mineurs et sur l'ensemble de la situation de notre industrie ; (p. 1307). — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1476) ; **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Explique son vote sur ce budget (p. 1544). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1672). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Longchambon* (p. 1907, 1908).

DASSAUD (M. FRANCIS) [Puy-de-Dôme].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

DAVID (M. LÉON) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitation à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. Léon David demande à *M. le ministre de la justice* quels sont les droits d'une personne blessée au cours du sauvetage d'une autre personne en danger de mort. Son intervention ayant eu lieu en dehors des heures de travail, elle ne peut être considérée comme mutilée du travail. La sécurité sociale prend en charge les soins et les médicaments, mais l'intéressé perd le bénéfice de ses journées de travail et en cas de mutilation ne peut prétendre à pension. Attendu qu'une personne peut être poursuivie pour non-assistance à personne en danger, il est anormal et injuste qu'il n'existe aucune législation pour la préserver en cas d'accident [6 avril 1965] (n° 635). — Réponse [27 avril 1965] (p. 124).

M. Léon David expose à *M. le ministre de l'agriculture* qu'une nouvelle crise qui concerne la production maraîchère dans le Midi de la France frappe durement les exploitations familiales agricoles de la basse vallée du Rhône et de la vallée de la Durance. Cette crise se manifeste en début de saison par l'affaissement des prix et la mévente de la salade laitue et des choux pointus, notamment, ce qui laisse supposer qu'elle s'aggravera si des mesures immédiates ne sont pas prises. A titre d'exemple : le mardi 13 avril, dans les Bouches-du-Rhône, sur le marché d'Eyragues, la laitue s'est vendue de 0,20 F à 0,40 F le kilo, les choux pointus de 0,05 F à 0,08 F, indépendamment d'un important tonnage d'invendus. La situation a été identique à Saint-Rémy-de-Provence et à peu près équivalente à Châteaurenard où le tonnage d'invendus a été également lourd. Dans le même temps, les importations en provenance d'Italie les 20, 22 et 23 mars ont atteint 213 tonnes de laitues et, les 5 et 6 avril, 527 tonnes en provenance de Belgique, de Hollande et d'Italie ont été réparties dans diverses villes de France. Quant aux exportations en direction de l'Allemagne durant la période du 19 au 22 mars, elles ont été de 11 tonnes pour la France alors qu'elles ont atteint 1.202 tonnes pour l'Italie. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre des mesures immédiates en vue d'arrêter les importations, de maintenir des prix moyens sur les marchés de production, de diminuer les prix d'expédition, et de supprimer l'interdiction du réemploi et la T. V. A. sur les emballages [22 avril 1965] (n° 642). — Réponse [4 mai 1965] (p. 152, 153 et 154).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 635** (cf. *supra*) [27 avril 1965] (p. 124). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 642** (cf. *supra*) [4 mai 1965] (p. 152, 153 et 154). — Prend part à la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion générale (p. 249, 250). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « par décret en Conseil d'Etat » à insérer les mots : « après enquête »* (p. 256, 257) ; Après l'article 7 *bis : amendement de M. Brun* (p. 263) ; Art. 9 : *son amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 264, 265) ; *son amendement, au dernier alinéa de cet article, relatif au choix des représentants du personnel* (p. 265) ; Art. 11 : *son amendement tendant à étendre les dispositions de cet article au personnel auxiliaire* (p. 268) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 270). — Intervient au cours de la discussion de la question orale de M. Suran relative à la **réforme administrative du ministère de l'agriculture** [25 mai 1965] (p. 375). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 471, 472). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à ramener la durée du service actif à douze mois* (p. 651). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 25 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif au tarif du droit de circulation sur les vins* (p. 1135). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1301, 1302). — Observations ayant porté notamment

sur la situation des charbonnages. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1313). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — I. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 1605). — Observations sur la situation des travailleurs des chantiers navals. — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1621 et 1626). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 1633, 1634). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1662). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire ce crédit* (p. 1672) ; le retire (*ibid.*). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1883 à 1885).

DEGUISE (M. JEAN) [Aisne].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

DEHE (M. ALFRED) [Nord].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

DELAGNES (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. Roger Delagnes expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la ville des Saintes-Maries-de-la-Mer reçoit chaque année plus d'un million de visiteurs qui y accèdent par la route nationale 570 Arles—Saintes-Maries ; cette voie se caractérise par le mauvais état de sa chaussée, par l'insuffisance de la largeur (5,50 m) et par la défectuosité du tracé ; son trafic atteint les jours de pointe plus de 8.000 véhicules par jour ; elle est très nettement insuffisante et malgré quelques aménagements partiels, il reste beaucoup à faire ; M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de Marseille a proposé cette opérations au titre du V[e] plan (1966-1970). Il lui demande s'il est décidé à procéder à cette inscription et à améliorer ainsi une voie qui conditionne le développement touristique de la Camargue [22 avril 1965] (n° 641). — Réponse [4 mai 1965] (p. 150).

M. Roger Delagnes signale à *M. le ministre de l'intérieur* que depuis quelques années, les stations balnéaires de la côte méditerranéenne sont envahies, à l'époque des vacances, par des bandes de jeunes gens et jeunes filles, en majorité de nationalités étrangères, presque toujours dénués de ressources, subsistant donc de larcins, de rapines et de prostitution, à peine vêtus de quelques haillons, de cheveux longs et de barbes hirsutes, couchant dehors ou dans des blockhaus abandonnés, insulte permanente aux bonnes mœurs, danger pour la santé et la tranquilité publiques, spectacle honteux d'une jeunesse désœuvrée et gêne sensible au développement touristique des stations balnéaires. Il lui demande quels moyens il envisage de mettre en œuvre pour interdire à de tels éléments l'accès du territoire ou éventuellement pour les en expulser [8 juin 1965] (n° 664). — Réponse [15 juin 1965] (p. 584, 585).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 641** (cf. *supra*) [4 mai 1965] (p. 150, 151). — Intervient dans la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. Discussion des articles. Art. 10 : observations sur la situation des personnels des nouveaux ports autonomes (p. 266). Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 664** (cf. *supra*) [15 juin 1965] (p. 585). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1061, 1062). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1349) observations sur la situation des personnels de préfecture. — **Suite de la discussion** [12 nombre 1965]. TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1619, 1620). — Observations ayant porté sur : l'entretien des routes nationales, les autoroutes, les modestes crédits alloués aux collectivités locales pour la modernisation et l'entretien de leurs chemins ruraux. — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. Discussion générale (p. 1892).

DELALANDE (M. JACQUES) [Mayenne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [29 avril 1965] (n° 143).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi destinée à compléter le titre V de la loi du 28 juin 1938 relatif aux sociétés de construction [25 mai 1965] (n° 169).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, ainsi que l'article 49 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix [22 juin 1965] (n° 244).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation [24 juin 1965] (n° 273).

Question orale :

M. Jacques Delalande attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur l'accroissement du nombre des accidents de circulation survenant aux carrefours de voies publiques non classées à grande circulation et des chemins privés desservant à la campagne des exploitations agricoles ou des propriétés privées. En l'absence de signalisation, ces carrefours sont souvent difficiles à déceler à temps et les usagers de la voie publique sont excusables de les ignorer. A tout le moins, il est impossible à ces usagers de savoir si le chemin privé dont ils ont pu déceler l'existence est ouvert à la « circulation générale », critère jurisprudentiel actuel, sujet à interprétation et à controverses, de l'application des règles de la priorité. Il en résulte souvent des accidents graves, souvents mortels pour les usagers habituels des chemins privés, notamment des enfants, abordant la voie publique à bicyclette ou à vélomoteur, et aussi des poursuites pénales parfois imméritées contre les automobilistes circulant sur la voie publique. Il lui demande, en conséquence, de compléter sur ce point le code de la route par des règles précises, et il préconise que les règles de la priorité soient applicables aux seules sorties de chemins privés comportant une signalisation du carrefour et que, d'une façon générale, tous les carrefours comportant l'application des règles de la priorité, quelle que soit la nature des voies, fassent l'objet d'une signalisation [2 juin 1965] (n° 660). — Réponse [22 juin 1965] (p. 722).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixe paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission sur les dispositions restant en discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [29 avril 1965]. — Discussion générale (p. 140, 141). — Intervient en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi destinée à compléter le titre V de la loi du 28 juin 1938 relatif aux sociétés de construction** [8 juin 1965]. — Discussion générale (p. 534). — Discussion des articles. — Art. 1[er] : *amendement de M. Geoffroy tendant à supprimer le second alinéa du texte proposé pour l'ar-*

ticle 3 bis *nouveau de la loi du* 28 *juin* 1938 (*ibid.*) ; *amendement de M. Geoffroy, à la fin du texte proposé pour l'article* 3 bis *de la loi du* 28 *juin* 1938, *tendant à étendre la possibilité à tous les concessionnaires successifs de demander en justice le rétablissement de la proportionnalité* (p. 535). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 660** (*cf. supra*) [22 juin 1965] (p. 722). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à la répression des infractions à la législation économique** [22 juin 1965]. — Discussion générale (p. 756). — Discussion des articles. — Art. A (*nouveau*) : *son amendement rédactionnel* (p. 757) ; Art. 1er : *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; *son amendement, au deuxième alinéa du texte proposé pour l'art.* 6 *de l'ordonnance du* 30 *juin* 1945, *tendant à remplacer les mots : « directeur général des prix et des enquêtes économiques », par les mots : « directeur général du commerce intérieur et des prix »* (*ibid.*) ; Art. 5 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget* (p. 758) ; Art. 8 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget ;* observations (p. 759). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant modification de l'ordonnance relative à l'expropriation** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 857, 858). — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement rédactionnel* (p. 859) ; *son amendement, au* 1er *alinéa du § IV, tendant à modifier la façon dont serait décompté le délai durant lequel les déclarations des intéressés et les évaluations fiscales sont opposables aux propriétaires antérieurement expropriés* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa du § IV par une disposition précisant : « sans que, toutefois, une déclaration faite par un copropriétaire indivis puisse être opposée aux autres copropriétaires »* (*ibid.*) ; le retire (p. 860) ; Art. 3 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 860).

DELORME (M. CLAUDIUS) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *son amendement, au neuvième alinéa du § b, tendant à imposer le chocolat au lait au même taux que le chocolat à cuire et à croquer* (p. 1109) ; observations sur la fiscalité qui frappe les emballages pour l'expédition des fruits et légumes frais (p. 1113). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur la réforme de l'enseignement supérieur agricole (p. 1672).

DELPUECH (M. VINCENT) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion générale (p. 253). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *amendement de Mlle Rapuzzi* (p. 1094). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1461, 1462). — Observations ayant porté sur : la diffusion de la langue française ; les relations et les échanges culturels ; la coopération technique.

DERVAUX (Mme RENÉE) [Seine].

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *son amendement tendant à insérer, après l'alinéa g, un nouvel alinéa appliquant la taxe de* 12 p. 100 *aux opérations réalisées par les entreprises cinématographiques non soumises à l'impôt sur les spectacles* (p. 1121). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [15 novembre 1965]. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1765, 1766).

DESACHE (M. MARC) [Indre-et-Loire].

Et nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion générale (p. 368, 369).

DESCOURS DESACRES (M. JACQUES) [Calvados].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 295). — Discussion de l'article unique : *son amendement au* 1er *alinéa du texte de l'art.* 424 *du code rural, tendant à revenir à l'application des nouvelles dispositions aux terrains riverains d'un fleuve ou d'une rivière classée dans la nomenclature des cours d'eau navigables ou flottables* (p. 296, 297). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 38 : observations (p. 1143) ; *sous-amendement de M. André Morice* (p. 1147) ; Art. 40 : *amendement de M. Pellenc tendant à une revision de la répartition des fonds provenant de la taxe sur les salaires* (p. 1153) ; Art. 41 : *amendement de M. Pellenc au* 1er *alinéa de cet article* (p. 1155, 1156, 1157) ; *son amendement tendant à ajouter à la fin du* 2e *alinéa du § 1 une disposition ajoutant les contributions mobilières ou foncières dont son dégrévés les pères de familles nombreuses et les personnes âgées, aux impôts et taxes visés à cet article* (p. 1158) ; le retire (p. 1159) ; *son amendement tendant à ajouter à la fin du § 3 les mots : « ... ainsi que du prix de l'eau »* (p. 1159) ; Art. 41 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Pellenc tendant à préciser que l'indice de revalorisation applicable est égal au taux de progression de la part locale de la taxe sur les salaires* (p. 1160, 1161). — **Suite de la discussion** [26 octobre 1965]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 1190). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du* 1er *alinéa du § II précisant que les cotisations dues par les contribuables ne sont pas perçues lorsque leur montant n'excède pas* 160 *francs par part* (p. 1252) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 7 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1263) ; Art. 22 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif au fonds d'investissement routier* (p. 1277). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale (p. 1774 à 1776) ; (p. 1779). — Discussion des articles. — Art. 34 : *amendement de M. Verdeille tendant à réduire la dotation « crédits de paiement » de* 200 *millions de francs* (*fonds d'investissement routier*) (p. 1780) ; Art. 63 : demande la suppression de cet article relatif à l'extension à l'Algérie des activités du compte de prêts aux gouvernements étrangers du Maroc et de la Tunisie (p. 1780). — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 51 : *Amendement de M. Pellenc* (p. 1798) ; Art. 67 *bis : soutient*

l'amendement de M. Pellenc tendant à rédiger ainsi qu'il suit le § I de cet article : « les réseaux d'assainissement et les installations d'épuration publics sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial » (p. 1805, 1806) ; *son sous-amendement à l'amendement ci-dessus tendant à ajouter, après les mots : « les réseaux d'assainissement et les installations d'épuration publics », les mots : « ainsi que les services d'enlèvement des ordures ménagères* (p. 1806, 1807) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1924). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour** 1965 [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement, au début de cet article, tendant à remplacer les mots : « pourront être » par « seront »* (p. 1996) ; Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1998) ; Art. 11 *bis : amendement de M. Pellenc* (p. 1999). — Explique son vote sur le **projet de loi, discute en nouvelle lecture, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965] (p. 2048).

DESSEIGNE (M. HENRI) [Loire].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

DILIGENT (M. ANDRÉ) [Nord].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [15 novembre 1965]. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1766 et 1768).

DRIANT (M. PAUL) [Moselle].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle bugétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [S. E. 21 décembre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 478 à 480). — Discussion des articles. — Art. 5 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Golvan ;* observations sur la recevabilité de cet amendement (p. 486). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 18 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article en vue d'élever le plafond de franchise et le plancher de la décote prévus pour les petits redevables* (p. 1132). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1648 à 1651). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *Amendement de M. Brousse* (p. 1674). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 55 *quinquies :* observations sur les possibilités de collecte de ressources par le crédit agricole (p. 1802).

DUBOIS (M. EMILE) [Nord].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter et à modifier les dispositions du livre IV du code de l'administration communale [6 mai 1965] (n° 155).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi portant modification du livre IV du code de l'administration communale** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 297, 298). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Talamoni* (p. 298) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction des 3e et 4e alinéas du texte modificatif de l'art.* 493 *du code de l'administration communale relatifs aux attributions du syndicat de communes* (p. 298, 299) ; Art. 2 : *son amendement tendant à rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale* (p. 300) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 2 *bis : amendement de M. Talamoni* (p. 300) ; *son amendement à l'article* 519 *du code de l'administration communale tendant : 1° au maintien du 4e alinéa de cet article ; 2° à la modification du 2e alinéa de ce même article dans le but d'uniformiser la durée des carrières et la durée de séjour dans chaque échelon* (p. 300, 301).

DUBOIS (M. HECTOR) [Oise].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

DUBOIS (M. RENÉ) [Loire-Atlantique].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement, au début du 1er alinéa de cet article, tendant après les mots : « par décret en Conseil d'Etat », à ajouter les mots : « après enquête »* (p. 256) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 2 : *son amendement tendant à conserver l'individualité du port le moins important lorsque deux ports relèvent des mêmes accès maritimes* (p. 258) ; le retire (*ibid.*).

DUCHET (M. ROGER) [Côte-d'Or].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

DUCLOS (M. JACQUES) [Seine].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Proposition de loi portant amnistie à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion [2 avril 1965] (n° 126).

Questions orales avec débat :

M. Jacques Duclos expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques :* que les charges fiscales de plus en plus lourdes pèsent sur la population laborieuse à tel point que 2 millions de Français qui, avant 1958, ne payaient pas l'impôt

sur le revenu en raison de la modicité de leurs ressources, sont maintenant assujettis à cet impôt, sans que leur pouvoir d'achat ait été accru ; que, par contre, les grandes sociétés capitalistes bénéficient de privilèges à la faveur desquels leurs charges fiscales sont considérablement allégées. Il lui demande s'il ne pense pas que des mesures devraient être prises pour réduire les charges fiscales frappant les petits contribuables en portant le taux d'exonération à la base à 5.000 francs (500.000 anciens francs et pour mettre un terme aux faveurs dont bénéficient les grandes sociétés capitalistes [6 avril 1965]. Réponse [4 mai 1965] (p. 164 et suivantes).

M. Jacques Duclos demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures il compte prendre pour mettre fin aux scandales auxquels l'O. R. T. F. donne lieu [22 avril 1965]. — Réponse [22 juin 1965] (p. 725 et suivantes).

M. Jacques Duclos demande à *M. le ministre de l'information* par quel moyen légal, alors que la campagne électorale présidentielle n'est pas officiellement ouverte, et sous prétexte d'exposer les modalités de cette campagne, il s'est permis le 11 novembre de faire l'apologie du régime actuel sur les antennes de la télévision, de reprendre le chantage au chaos, se faisant ainsi le propagandiste du pouvoir personnel contre la conception de la démocratie représentée dans la campagne présidentielle par le candidat unique de la gauche [14 novembre 1965].

M. Jacques Duclos signale à *M. le Premier ministre* que les derniers résultats électoraux des territoires et départements d'outre-mer, notamment de la Réunion, sont apparus comme ne revêtant pas les qualités de sincérité indispensables. Il lui demande en conséquence : 1° de bien vouloir expliquer comment se sont déroulées les opérations électorales des 5 et 19 décembre dernier dans les T. O. M. et les D. O. M. ; 2° quelles mesures il compte prendre pour empêcher les fraudes électorales qui se produisent fréquemment dans les T. O. M. et les D. O. M. [S. E. 23 décembre 1965].

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 mai 1965] (p. 164 à 167). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative au **fonctionnement de l'O. R. T. F.** [22 juin 1965] (p. 725 et suivantes) (p. 734 et 735). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [2 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1237 à 1239) (p. 1243). — **Suite de la discussion** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau § V invitant le Gouvernement à déposer, avant le 31 mars 1966, un projet de loi qui, en augmentant le taux de l'impôt sur les sociétés, amènagerait, en contrepartie, le barème de l'impôt général sur les revenus tout en diminuant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de grande consommation* (p. 1253, 1254, 1255) ; observations sur l'application, à son amendement, de l'art. 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1256).

DUFEU (M. Baptiste) [Isère].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Elu questeur du Sénat [5 octobre 1965].

DULIN (M. André) [Charente-Maritime].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Question orale :

M. André Dulin expose à *M. le Premier ministre* que dans un discours prononcé à Coutances, il a déclaré que le Gouvernement avait donné des instructions au F. O. R. M. A. en faveur de l'aide à la production laitière. Il lui demande quelles sont les mesures prises en faveur de cette production qui intéresse particulièrement les exploitations familiales [10 juin 1965] (n° 665). — Réponse [29 juin 1965] (p. 881, 882).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion des articles — Art. 1er : *son amendement tendant, au premier alinéa de l'article 1er, à supprimer les mots : « dont l'importance justifie l'application de ce régime »* (p. 257) ; le retire (p. 258) ; Après l'article 7 *bis* : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 7 quinquies *nouveau fixant au moins à* 10 *p.* 100 *la participation de l'Etat aux dépenses concernant les ports secondaires* (p. 263, 264) ; le retire (p. 264). — Intervient dans la discussion du **projet de loi concernant les droits de douane sur le coprah et le palmiste** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 292). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 633, 634). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une commission unique des Communautés européennes et du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 868). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 665** (cf. *supra*) [29 juin 1965] (p. 881, 882). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1088). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. — Travaux publics et transports. — Discussion générale (p. 1614). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965). — Services du Premier ministre ; Services généraux (aménagement du territoire) ; Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — Discussion générale. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente ses observations sur ces budgets (p. 1714 à 1717) (p. 1719, 1720). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — Services du Premier ministre, Information. — Discussion des articles. — Etat B, Titre III : *amendement de M. Edouard Bonnefous* (p. 1755) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1813, 1814). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1888 à 1890). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [18 novembre 1965]. — Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 1922, 1923). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 12 : observations sur la subvention au fonds national de garantie des calamités agricoles (p. 2003, 2004). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture,** du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 2039).

DUMAS (M. Pierre), **secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'article L. 1er du code de la route** [22 avril 1965]. — Discussion générale (p. 98, 99). — Discussion des articles. — Art. 1er : *observations sur l'amendement de M. Le Bellegou tendant à supprimer le délit de tentative de conduite en état d'ivresse* (p. 100). — Prend part au débat sur le **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion générale (p. 213, 254). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article précisant notamment : 1° que les organismes dénommés « ports autonomes » seront créés par décret en Conseil d'Etat ; 2° la notion de groupement de ports ; 3° la nécessité de gérer les établissements publics au moindre coût de revient pour la nation* (p. 255, 256) ; *amendements de MM. David et René Dubois* (p. 256) ; *amendement de M. Dulin* (p. 257) ; répond à M. Cornat (p. 258) ; sur son amendement (cf. *supra*) (p. 258) ; Art. 2 : *amendement de M. René Dubois* (*ibid.*) ; Art. 4 : *amendement de M. Brun* (p. 259, 260) ; Art. 5 : *amendement de M. Brun* (p. 260, 261) ; après l'article 7 *bis : amendement de M. Brun* (p. 262) ; *amendement de M. Brun ;* le déclare irre-

cevable (p. 262, 263) ; *amendement de M. Dulin* (p. 263, 264) ; Art. 9 : *amendement de M. David* (p. 264, 265) ; *amendement de MM. David et Brun* (p. 265) ; répond à M. Abel-Durand (p. 266) ; Art. 10 : *amendement de M. Brun ;* le déclare irrecevable (p. 267) ; répond à Mlle Rapuzzi (situation du personnel contractuel journalier du port maritime en passe de devenir port autonome) (p. 267, 268) ; art. 15 : *amendement de M. Brun* (p. 269, 270). — Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion générale (p. 356, 357) ; (p. 379, 380, 381). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de MM. Schleiter, Armengaud et Longchambon ;* leur oppose l'article 40 de la Constitution (p. 382, 383) ; Art. 3 : *amendement de M. Armengaud ;* lui oppose l'article 40 (p. 383, 384) ; *amendement de M. Schleiter (ibid)* ; Art. 4 : *amendement de M. Armengaud ;* le déclare irrecevable (p. 385) ; Art. 9 : *amendement de M. Pellenc* (p. 386, 387) ; cet amendement est réservé ; *amendement de M. Armengaud* (p. 387) ; *amendement de M. Dailly ;* lui oppose l'article 40 (p. 388) ; Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (p. 389) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 389, 390) ; Art. 12 : demande la procédure du vote unique pour les articles 12, 13 et 14 (p. 390) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 391) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 392) ; *amendement de M. Dailly (ibid.)* ; Art. 14 : *amendement de M. Pellenc* (p. 393) ; observations sur le rejet en bloc des articles 12, 13 et 14 (p. 394) ; Art. 15 : *amendement de M. Pellenc (ibid.)* ; Art. 20 : *amendements de M. Pellenc* (p. 395, 396) ; répond à M. Armengaud (cas des sociétés françaises dont les filiales en Algérie ont été nationalisées) (p. 396) ; Art. 23 : *amendement de M. Pellenc* (p. 396) ; Art. 27 : *amendement de M. Pellenc* (amortissement des constructions entreprises sur le sol d'autrui) (p. 397) ; Art. 28 : *amendement de M. Pellenc* (justification et déductibilité des frais généraux) (p. 398, 399, 400, 401, 402) ; *amendement de M. Pellenc* (réintégration des dépenses excessives dans les bénéfices imposables (p. 403) ; Art. 30 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif à la déductibilité des rémunérations allouées par les entreprises* (p. 403, 404) ; Art. 34 : *amendement de M. Coudé du Foresto* (p. 405) ; *amendement de M. Bousch* (p. 406) ; Art. 36 : *amendement de M. Desaché soutenu par M. Bousch ;* lui oppose l'article 40 (p. 406) ; Art. 40 : *amendement de M. Pellenc* (désignation du lieu d'imposition) (p. 407, 408) ; Art. 42 : *amendement de M. Pellenc* (transformation des sociétés de personnes en sociétés de capitaux (p. 408, 409) ; Art. 45 : *amendement de M. Pellenc* (p. 410) ; Art. 46 : *amendement de M. Pellenc* (p. 410, 411) ; Art. additionnel 47 *ter : son amendement tendant à insérer cet article relatif au tarif de l'impôt sur les opérations de bourse applicable aux opérations de report* (p. 411) ; Art. 48 (p. 411, 412). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lceture,** du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 634). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Brun et de Mlle Rapuzzi soutenu par M. Portmann* (p. 635). — Prend part à la discussion en **deuxième lecture,** du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 9 *bis : amendement de M. Pellenc soutenu par M. Armengaud* (p. 666) ; Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (p. 667) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 667, 668) ; Art. 14 : observations (p. 669) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 670) ; Art. 27 : *amendement de M. Pellenc* (p. 671) ; Art. 28 : *amendement de M. Pellenc* (p. 672). — Art. 33 : *amendement de M. Pellenc (ibid.)* ; Art. 34 : *amendement de M. Pellenc* (p. 673) ; Art. 45 : *amendement de M. Pellenc (ibid)* ; art. 47 *ter* : *amendement de M. Pellenc* (p. 674). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 814). — Discussion des articles. — Art. 2 : observations sur l'application du système d'épargne-logement au cas des fonctionnaires logés en raison de leurs fonctions (p. 815). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Tournan* (p. 816, 817) ; Art. 5 : *amendement de M. Tournan* (p. 817) ; Art. 6 : *Amendement de M. Tournan* (p. 817, 818) ; *amendement de M. Tournan* (p. 819) ; sur l'ensemble (p. 820), répond à M. Chochoy *(ibid)*. — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé** [24 juin 1965]. Discussion générale (p. 823, 824). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Vallin* (p. 825). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — I. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 1605 à 1607). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : répond aux questions de M. Yvon relatives aux secrétaires administratifs et aux syndics des gens de mer (p. 1607). — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1621 ; 1623 à 1626). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : (p. 1627). — ETAT C, TITRE V : répond à Mme Cardot (projet d'équipement de la Meuse) ; à M. Yung (port de Strasbourg) (p. 1627) ; répond à M. Schleiter *(ibid.)* ; *amendement de M. Pinton tendant à augmenter la dotation de ce titre de 50 millions pour la réalisation de la liaison Mer du Nord—Méditerranée* (p. 1628) ; le déclare irrecevable *(ibid.)*. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 1635 à 1638) ; répond à M. Maroselli (détaxation de l'essence). — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 1644, 1645). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale (p. 1713, 1714). — SERVICES GÉNÉRAUX *(suite :* AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 1719, 1720, 1721). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : (p. 1721). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1831 à 1833). — **Suite de la discussion** [7 novembre 1965] (p. 1901 à 1906). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Longchambon* (p. 1907) ; *amendement de M. Blondelle* (p. 1909) ; *amendement de M. Monteil* (p. 1910, 1911). — **Discussion en nouvelle lecture** [19 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1959, 1960).

DURAFOUR (M. MICHEL) [Loire].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1562, 1563). — Observations ayant porté sur l'action culturelle et l'équipement, la sauvegarde des monuments historiques. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion gnérale (p. 1579, 1580). — Observations ayant porté notamment sur le développement de l'enseignement supérieur dans un certain nombre de villes et sur le rôle des instituts de technologie universitaire (I. T. U.) ; présente les observations de M. Bouloux relatives à la nationalisation des lycées municipaux. — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1932, 1934).

DURAND (M. CHARLES) [Cher].

Est nommé secrétaire du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 1681).

DURAND (M. HUBERT) [Vendée].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

DURIEUX (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 14 : observations sur la suppression de la taxe d'encouragement aux productions textiles (p. 1265) ; Art. 15 : observations sur le carburant détaxé pour l'agriculture (p. 1267) ; Art. 19 : observations sur la taxe de 0,70 franc par quintal de blé et d'orge reçu par les organismes stockeurs (p. 1270, 1271). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1665, 1666). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : observations sur la suppression de la subvention à l'encouragement à l'emploi des amendements calcaires (p. 1673).

DUTOIT (M. ADOLPHE) [NORD].

Réélu sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Armengaud et Edouard Bonnefous concernant le **financement des investissements privés et l'apport de capitaux étrangers** [18 mai 1965] (p. 286, 287). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [6 novembre 1965]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 1432 à 1435). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1621, 1622). — Observations ayant porté sur la Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur les tarifs préférentiels (p. 1626).

E

EMAILLE (M. JULES) [Nord].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

ERRECART (M. JEAN) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Question orale avec débat :

M. Jean Errecart attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur la situation particulièrement difficile des départements et des communes.

L'insuffisance des ressources procurées par la fiscalité locale, ainsi que la façon très inégale dont elles sont réparties, ne permet pas aux collectivités locales de faire face aux charges de plus en plus lourdes qui leur incombent. Il est notamment démontré que l'expérience honnêtement tentée des syndicats intercommunaux à vocation multiple ne permet pas de résoudre le problème.

Il lui demande de préciser ses intentions en ce qui concerne :

1° La réforme des finances locales ;

2° La refonte des procédures d'octroi de prêts et de subventions ;

3° Le problème des transferts de charges, l'Etat demandant de plus en plus aux collectivités locales de prendre à leur compte des dépenses qui, normalement, lui incombent.

Il lui demande plus particulièrement comment il envisage ces différentes questions au regard des problèmes posés par le déséquilibre régional et par la politique d'aménagement du territoire [22 avril 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 472 à 474). — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement, au premier alinéa, tendant à compléter les activités auxquelles pourront se livrer les abattoirs publics* (p. 485) ; Art. 6 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa visant à assurer aux producteurs, dans la gestion d'un établissement public, une autorité proportionnelle à l'importance de leurs apports* (p. 487) ; *son amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa précisant qu'à conditions techniques et financières égales les groupements de producteurs soient prioritaires en cas de concession ou d'affermage* (ibid.) ; Art. 11 : *son amendement au premier alinéa de cet article tendant à harmoniser les méthodes de classification et d'identification de la viande sur le plan national* (p. 490) ; le retire (*ibid.*).

ESSEUL (M. FERNAND) [Maine-et-Loire].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

ESTEVE (M. YVES) [Ille-et-Vilaine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

F

FASTINGER (M. PIERRE) [Moselle].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

FAURE (M. EDGAR) [Jura].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi portant institution d'un code de justice militaire [20 mai 1965] (n° 164).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'Accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [5 novembre 1965] (n° 37).

Proposition de loi portant modification de la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés [S. E. 22 décembre 1965] (n° 85).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1062 à 1064). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi autorisant l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [6 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1405 à 1412) ; répond à M. Lachèvre (p. 1413) ; (p. 1425, 1426). — **Suite de la discussion générale** [9 novembre 1965] (p. 1512 à 1514). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1873 à 1877).

FELICE (M. PIERRE DE) [Loiret].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

FILIPPI (M. JEAN) [Corse].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *amendement de M. Pellenc* (exonération de la taxe de prestation de services pour les transports entre la Corse et la France) (p. 1095).

FLECHET (M. MAX) [Loire].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 28 : *amendement de M. Pellenc* (justification et déductibilité des frais généraux) (p. 402).

FLEURY (M. JEAN) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [15 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1752, 1753). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1760 à 1762).

FORTIER (M. MARCEL) [Indre-et-Loire].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

FOSSET (M. ANDRÉ) [Seine].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléuer le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à certains déclassements, classements et transferts de propriété de dépendances domaniales et de voies privées [22 juin 1965] (n° 247).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Discussion générale (p. 178, 179). — Discussion des articles. — Art. 12 : *son amendement tendant, au 1er alinéa du nouvel article 214 du code civil, à remplacer les mots : « du mariage » par les mots : « relatives à l'entretien du ménage et à l'éducation des enfants »* (p. 185) ; *son amendement relatif aux « apports en industrie » dans la contribution aux charges du ménage* (p. 186) ; Art. 215 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article en ce qui concerne la résidence séparée* (p. 187) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 221 : *son amendement tendant à ajouter un 3e alinéa à cet article qui élargit à l'ensemble des opérations boursières et bancaires le domaine des facultés de la femme* (p. 190) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 223 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'exercice d'une profession par l'un des époux sans le consentement de l'autre* (p. 191, 192) ; ART. 2 : Art. 1388 du code civil : *son amendement tendant à compléter cet article par l'interdiction d'inclure dans le contrat de mariage toute disposition prohibant les conditions d'exercice de certaines professions* (p. 194) ; Art. 1424 : *son amendement tendant à modifier ce texte en ce qui concerne l'aliénation par le mari de titres représentant la possession d'un bien meuble ou immeuble* (p. 202) ; *son amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa faisant obligation au dépositaire de valeurs mobilières de renseigner l'époux sur les opérations effectuées* (p. 203) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 1425 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux biens administrés par la femme* (p. 203) ; *son amendement tendant à renoncer à l'abrogation des articles* 1453 à 1466 *demandée par le Gouvernement et de rétablir ainsi le droit à renonciation* (p. 207, 208). — **Suite de la discussion** [11 mai 1965]. — ART. 3 : Art. 2137 du code civil : *son amendement tendant à modifier le 2e alinéa de cet article afin de changer les conditions dans lesquelles pourrait être requise l'inscription provisoire de l'hypothèque légale* (p. 233). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallin et Chochoy relatives à la **politique du logement** [15 juin 1965] (p. 600, 601, 602). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif à certains transferts de propriétés, de dépendances domaniales et de voies privées** [22 juin 1965]. — Discussion générale (p. 753). — Discussion des articles. — Art. 4 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 3e alinéa de cet article* (p. 754) ; observations ; le retire (p. 755). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 1486 à 1488) (p. 1490).

FOURNIER (M. JEAN-LOUIS) [Landes].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

FRUH (M. CHARLES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1966, adopté par l'Assemblée nationale [2 novembre 1965] (n° 32).

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la section arts et lettres, présente le budget de ce ministère (p. 1557, 1558) ; observations sur la réforme de l'enseignement de l'architecture (p. 1570).

G

GADOIN (M. JACQUES) [Nièvre].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

GALLARD (M. MAURICE) [Loiret].

Nommé Sénateur du Loiret le 20 août 1965 en remplacement de M. Maurice Charpentier, décédé le 19 août 1965.

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

GANEVAL (Général JEAN) [Seine].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance militaire des troupes de marine [3 juin 1965] (n° 180).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées [9 juin 1965] (n° 196).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale avec modifications en deuxième lecture, portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées [24 juin 1965] (n° 268).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance des troupes de marine** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 626, 627) ; dans la discussion du **projet de loi portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 628). — Discussion des articles. — Art. 5 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article prévoyant la possibilité pour les sous-officiers de la marine et de l'air d'accéder au nouveau corps unique* (p. 628). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 833). — Discussion des articles. — Art. 5 : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 834). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966.** — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1501 à 1503). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion en **deuxième lecture,** du **projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [14 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1723). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965]. — Intervient, en remplacement de M. Edgar Faure, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire (p. 1938).

GARET (M. PIERRE) [Somme].

Est nommé membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [17 juin 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte parlementaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Elu vice-président du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

En qualité de vice-président, préside la 1re séance du 19 octobre 1965 ; la séance du 21 octobre 1965.

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [21 octobre 1965].

Préside, en qualité de vice-président du Sénat, la séance du 4 novembre 1965 ; la séance du 5 novembre 1965 ; la séance du 8 novembre 1965 ; la séance du 10 novembre 1965 ; la séance du 12 novembre 1965 ; la séance du 14 novembre 1965 ; la séance du 17 novembre 1965.

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Préside, en qualité de vice-président, la séance du 23 décembre 1965 (session extraordinaire). — Offre à M. de Broglie, représentant du Gouvernement, à MM. les sénateurs ainsi qu'au personnel du Sénat, les vœux du bureau du Sénat et déclare close la session extraordinaire ouverte le 21 décembre 1965 (p. 2049).

Dépôts législatifs :

Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur l'évolution des problèmes de formation professionnelle et d'emploi dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique [23 juin 1965] (n° 265).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [26 octobre 1965] (n° 23).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [15 novembre 1965] (n° 57).

Question orale :

M. Pierre Garet rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la loi sur l'épargne-logement a été promulguée le 10 juillet 1965. Il lui demande pourquoi, à la date de ce jour, les textes d'application ne sont pas encore parus, ce qui met les caisses d'épargne dans une situation impossible vis-à-vis de leurs déposants, le Gouvernement, très soucieux de tout ce qui peut, dans l'opinion, servir son crédit, n'ayant point manqué de porter à la connaissance du public le résultat de ses initiatives, mais se gardant bien de dire aussi qu'il est seul responsable de la non-application pratique du texte depuis le 10 juillet dernier [19 octobre 1965] (n° 680). — Réponse [26 octobre 1965] (p. 1176).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 46 : *amendement de M. Pellenc* (p. 410, 411) ; Art. 48 (p. 411). — Prend part à la discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 812, 813) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 819). — **Suite de la discussion** [29 juin 1965]. — Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 901). — Est entendu lors de la réponse de M. Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 680** (*cf. supra*) [26 octobre 1965] (p. 1176, 1177). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant réforme des juridictions civiles et pénales** [26 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1179, 1180). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — Explique son vote sur le budget des affaires étrangères (p. 1483, 1484). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion en **deuxième lecture** du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1822). — Discussion des articles. — Art. 2 : observations sur cet article relatif à l'indemnisation des greffiers titulaires de charge (p. 1822, 1823) ; Art. 3 (p. 1823) ; Art. 3 *bis* : *son amendement, au début du premier alinéa de cet article, tendant à la suppression des mots : « sans préjudice de l'application des dispositions règlementant l'accès à la magistrature »* (p. 1823, 1824) ; *son amendement rédactionnel* (p. 1824, 1825) ; *son amendement tendant à modifier le 6e alinéa de l'article* 3 bis *relatif aux employés de greffiers ayant plus de dix années de service* (p. 1825, 1826) ; Art. 4 *ter* : observations (p. 1827). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1857, 1858).

GAUTHIER (M. ABEL) (Puy-de-Dôme).

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

GAUTIER (M. LUCIEN) [Maine-et-Loire].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

GEOFFRE DE CHABRIGNAC (Marquis JEAN DE) [Maine-et-Loire].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

GEOFFROY (M. JEAN) [Vaucluse].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

GIACOBBI (M. FRANÇOIS) [Corse].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

GOLVAN (M. VICTOR) [Morbihan].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux conditions nécessaires à la modernisation du marché de la viande [25 mai 1965] (n° 172).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux conditions nécessaires à la modernisation du marché de la viande [22 juin 1965] (n° 257).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques à la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 470, 471). — Discussion des articles. — Art. A : observations sur cet article relatif à la réforme de l'inspection sanitaire (p. 483) ; *son amendement, à l'alinéa 1er du texte modificatif présenté pour l'article 258 du code rural, tendant à supprimer les mots : « et qualitative »* (p. 483) ; *son amendement tendant, au 1er alinéa de l'article 259 du code rural, à remplacer les mots : « ayant la qualité de fonctionnaires de l'Etat. Ces fonctionnaires peuvent... » par les mots : « ayant la qualité de fonctionnaires ou agents de l'Etat. Ces fonctionnaires ou agents peuvent... »* (*ibid.*) ; Art. 2 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article entraînant de ce fait l'abrogation de l'art. 256 du code rural* (p. 484) ; *Art. 3 : son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; Art. 4 : *son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa précisant que la taxe de visite et de poinçonnage et la taxe sanitaire de l'Etat ne soient perçues qu'à un seul stade et selon un taux unique pour l'ensemble du territoire* (p. 484, 485) ; *son amendement tendant à insérer un article* 5 bis *nouveau prévoyant la possibilité pour l'Etat de se substituer à une collectivité défaillante pour la réalisation d'un abattoir* (p. 485, 486) ; Art. 6 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article relatif aux modalités de gestion des abattoirs publics* (p. 486) ; *amendement de M. Errecart* (p. 487) ; *amendement de M. Errecart* (ibid.) ; Art. 7 bis : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 488) ; Art. 8 : *amendement de M. Restat* (ibid.) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article relatif à la consultation du conseil général et des organisations professionnelles sur l'arrêté interministériel prévu à l'alinéa précédent* (p. 488, 489) ; Art. 9 : *son amendement rédactionnel* (p. 489) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article relatif à la suppression de certains abattoirs* (p. 489) ; Art. 11 : *son amendement tendant, au 1er alinéa de cet article, à remplacer les mots : « dans le cadre des échanges extérieurs » par les mots : « dans le cadre de la Communauté économique européenne et des échanges extérieurs... »* (p. 490) ; Art. 14 : *son amendement tendant, au début de cet article, à ramener de cinq ans à deux ans le délai prévoyant le dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation des professions chargées de la commercialisation de la viande* (p. 491) ; Art. 14 bis : *son amendement tendant, au début de cet article, à substituer à l'expression « dans les délais les plus brefs » la date du 1er juillet 1966* (p. 492). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 826). — Discussion des articles. — Art. A : observations sur la création d'une cinquième année d'études vétérinaires (p. 827) ; Art. 5 : (*ibid.*) ; Art. 6 (*ibid.*) ; Art. 9 : observations (p. 828) ; Art. 11 *bis* (*ibid.*) ; Art. 14 *bis* (p. 829). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 16 : observations sur la modernisation du marché de la viande ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe IV, de cet article par des dispositions prévoyant l'attribution possible aux communes ayant construit un abattoir inscrit au plan national, de la part du produit de la taxe sanitaire qui devrait être versée à l'Etat* (p. 1268, 1269, 1270) ; le retire (p. 1270). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1655, 1656). — Observations ayant porté notamment sur la lutte contre la brucellose bovine.

GRAND (M. LUCIEN) [Charente-Maritime].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale [8 juin 1965] (N° 189).

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés [15 juin 1965] (N° 212).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'admission à l'assurance volontaire du conjoint ou du membre de la famille du grand invalide remplissant ou ayant rempli bénévolement, auprès de ce dernier, le rôle de « tierce personne » [30 juin 1965] (N° 300).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations sociales** [18 juin 1965]. — Discussion générale (p. 711, 712). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant : 1° à supprimer l'énumération des allocations et avantages vieillesse ; 2° à préciser que c'est le juge qui décide que l'allocation, dès son octroi, sera versée au tuteur ; 3° à changer l'appellation du tuteur afin qu'il devienne le « tuteur aux prestations sociales »* (p. 712, 713) ; *sous-amendements de M. Bossus* (ibid.) ; Art. 2 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 713) ; Art. 3 : *son amendement rédactionnel* (p. 714) ; Art. 4 : *son amendement tendant à compléter le texte présenté pour l'article L. 523 du code de la sécurité sociale par un alinéa précisant que les dispositions visées à cet article ne sont pas applicables dans le cas où le juge des enfants aura, dans les six mois qui précèdent, refusé d'ordonner que les prestations familiales soient en tout ou en partie versées à un tuteur* (p. 714) ; Art. 5 *bis : son amendement tendant à insérer cet article ouvrant la possibilité de confier à un tuteur la gestion de la partie de la rente servie en application des articles L. 454 et L. 460 du code de la sécurité sociale aux descendants d'une victime d'un accident du travail* (ibid.) ; Art. 6 : *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 7 : *son amendement rédactionnel* (p. 715) ; *précise la notion de « prestations sociales » et « prestations familiales »* (ibid.) ; Art. 8 : *son amendement tendant à supprimer, dans le texte présenté pour l'article 168-1 du code de la famille et de l'aide sociale, la référence aux majorations complémentaires et à modifier l'appellation du tuteur* (ibid.) ; Art. additionnel 10 : *son amendement tendant à insérer cet article précisant qu'au cas où un tuteur aura déjà été nommé il recevra de plein droit la gestion des bourses d'études dont pourrait bénéficier la famille placée sous tutelle* (p. 716) ; Art. additionnel 11 : *son amendement tendant à insérer cet article disposant qu' « au cas où un tuteur aux prestations sociales aurait déjà été nommé, celui-ci reçoit de plein droit les majorations pour enfants de l'allocation aux familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service militaire »* (p. 716) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 12 précisant à qui incombera la charge des frais de gestion*

de tutelle (ibid.). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi relatif au reclassement des travailleurs handicapés** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 793). — *Son amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Abel-Durand par une disposition précisant les conditions d'homologation des prix et de modalités de rénumération des personnes chargées de la vente des produits* (p. 795). — Discussion de l'article unique. — *Son amendement, à la fin du 2e alinéa, tendant à permettre la répression de toute publicité mensongère* (p. 797). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la **suite de la discussion du projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations sociales** [29 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 12 *nouveau : son amendement tendant à insérer cet article ayant pour objet de déterminer à qui incombera la charge des frais de tutelle* (p. 894) ; Art. 13 *nouveau : son amendement tendant à insérer cet article précisant que les « actions relatives aux faits de tutelle aux prestations sociales se prescrivent dans le délai de cinq ans à compter du versement des prestations soumises à la tutelle »* (p. 895) ; Art. 14 *nouveau : son amendement tendant à insérer cet article ayant pour objet de faire figurer dans le règlement d'administration publique certaines conditions qui devront nécessairement être prises pour l'application de la loi* (ibid.) ; *son amendement tendant à rédiger comme suit l'intitulé du projet de loi : « projet de loi relatif à la tutelle aux prestations sociales »* (ibid.). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'assurance volontaire de la « tierce personne »** [12 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1027, 1028). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1445, 1446).

GRAVIER (M. ROBERT) [Meurthe-et-Moselle].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Elu questeur du Sénat [5 octobre 1965].

Donne sa démission de questeur du Sénat [21 décembre 1965].

Question orale :

M. Robert Gravier demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il est exact qu'à la faveur d'une fusion en un corps unique des eaux et forêts et du génie rural, le transfert de l'école nationale des eaux et forêts de Nancy soit envisagé dans la banlieue parisienne. Devant l'émotion suscitée par un tel projet, les parlementaires, reflétant l'opinion unanime de la région, s'étonnent qu'une telle mesure puisse être prise à une époque où les efforts du Gouvernement se portent de plus en plus vers la décentralisation et que soient anéantis un siècle et demi d'efforts et de traditions qui ont permis à l'école de Nancy d'étendre son rayonnement au-delà même des frontières [18 mai 1965] (N° 658). — Réponse [29 juin 1965] (p. 879, 880).

Intervention :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 658** (cf. *supra*) [29 juin 1965] (p. 879, 880).

GREGORY (M. LÉON-JEAN) [Pyrénées-Orientales].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1668). — Observations sur la réparation des dégâts causés par les inondations dans le département des Pyrénées-Orientales.

GROS (M. LOUIS) [Français établis hors de France].

Réélu sénateur représentant les Français établis hors de France le 2 octobre 1965.

Est nommé président de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient en qualité de président de la commission des affaires culturelles dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 8 : *son amendement, au § 1, tendant à ajouter un alinéa 11° nouveau exonérant de la taxe la vente d'une œuvre d'art originale qui a déjà été l'objet d'une appropriation commerciale* (p. 1103) ; art. 13 : *son amendement tendant à faire bénéficier de la taxe de 6 p. 100 la première vente par une entreprise commerciale d'une œuvre d'art originale* (p. 1113, 1114) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR (BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS). — Discussion générale (p. 1366 à 1368). — Observations ayant porté notamment sur le problème de l'indemnisation. — Prend part, en qualité de président et rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles à la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1844 à 1847).

GUILLARD (M. PAUL) [Loire-Atlantique].

Nommé sénateur de la Loire-Atlantique en remplacement de M. Albert Boucher, décédé le 2 mars 1965 [2 avril 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [22 avril 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : observations sur la création à Nantes d'une école d'ingénieurs et de techniciens des industries alimentaires (p. 1673) ; observations tendant à étendre le bénéfice de l'indemnité viagère de départ aux agriculteurs expropriés (p. 1673, 1674).

GUILLAUMOT (M. PAUL) (Yonne).

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

GUILLE (M. GEORGES) [Aude].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

GUILLOU (M. LOUIS) (Finistère).

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1617). — Observations sur le problème de circulation routière sur la route nationale n° 12 (déviation Nord avec aboutissement à Saint-Thégonnec).

GUYOT (M. RAYMOND) [Seine].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [15 juin 1965]. — Discussion générale (p. 613 à 615). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [6 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 1399, 1400).

H

HABIB-DELONCLE (M. MICHEL), **secrétaire d'Etat aux affaires étrangères** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège relatif à l'organisation internationale de métrologie légale** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 778) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention consulaire avec la République malgache** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 779) ; dans la discussion du **projet de loi portant convention et accords avec la République du Tchad** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 780) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération avec le Cambodge** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 783, 784) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 23, 27 et 61 de la charte des Nations Unies** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 787 à 789). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture,** du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [23 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 28 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa du paragraphe* 1 *de cet article prévoyant la publication des rémunérations directes ou indirectes des dirigeants de société* (p. 790). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au reclassement des travailleurs handicapés** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 794, 795) ; *amendement de M. Abel-Durand tendant à ajouter à l'article* 25 *de la loi de* 1957 *les mots : « ainsi que les règles de la commercialisation des produits bénéficiant de labels »* (p. 795) ; *sous-amendement de M. Grand (ibid).* — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Abel-Durand* (p. 796) ; *amendement de M. Abel-Durand* (p. 797). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier l'article 175 du code pénal** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 799). — Prend part à la discussion du **projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 866 à 869). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [25 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Bertrand* (p. 870). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Iran** [28 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1204). — Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations à la suite de l'intervention de M. Carcassonne (p. 1472). — Discussion générale : répond aux observations et aux critiques présentées à l'occasion de la discussion de ce budget (p. 1473 à 1480). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Edouard Bonnefous concernant les crédits destinés à l'aide militaire au Laos et au Cambodge* (p. 1482) ; *amendement de M. Pellenc soutenu par M. Armengaud* (règlement du contentieux franco-marocain) (p. 1483) ; sur l'ensemble (p. 1484, 1485). — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 1488 à 1490). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1737 à 1740). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1746 à 1748).

HALGOUET (M. ROGER DU) [Ille-et-Vilaine].

Est nommé secrétaire du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [15 novembre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 (p. 1087).

HAMON (M. YVES) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

HAUTECLOCQUE (M. BAUDOUIN DE) [Pas-de-Calais].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

HENRIET (M. JACQUES) [Doubs].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à permettre aux femmes assurées sociales, mère de deux enfants et plus, ou atteintes d'une invalidité d'un taux au moins égal à 33 p. 100, de bénéficier de la retraite normale dès l'âge de soixante ans [18 novembre 1965] (n° 69).

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives** [29 avril 1965]. — Discussion générale (p. 138). — Discussion des articles. — Art. 3 : *observations sur l'amendement de M. Noury* (p. 139, 140). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse de certains Français de l'étranger** [1er juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à faire bénéficier des dispositions de cet article certains agents contractuels* (p. 442) ; le retire (p. 443). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 684, 685, 689). — Intervient dans la dicusssion du **projet de loi de finances pour 1966** [6 novembre 1965]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 1431, 1432), — Observations ayant porté notamment sur l'abaissement de 65 à 60 ans de l'âge de la retraite des femmes qui travaillent. — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1446 à 1448). — Observations ayant porté notamment sur les centres hospitaliers universitaires (C. H. U.) ; la recherche scientifique médicale, la création d'un institut européen du cerveau. — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1569). — Observations sur l'octroi de subventions aux festivals internationaux. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discusssion générale (p. 1578, 1579). — Observations relatives à la réforme hospitalo-universitaire ; au contrôle médical des sports et au contrôle physiologique du sport ; à la création d'un C. R. E. P. S. (centre régional d'éducation physique et sportive) pour la Franche-Comté (p. 1595). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 1634). — Observations ayant porté notamment sur l'équipement nautique et sur l'organisation du tourisme rural. — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — BUDGET DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 1679). — Observations sur l'abaissement de l'âge de la retraite des femmes qui travaillent à la terre et sur l'attribution des pensions d'invalidité. — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale. — Observations sur le manque de crédits consacrés à l'institut de neurochimie de Strasbourg (p. 1710). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture,** du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [19 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1958, 1959).

HEON (M. GUSTAVE) [Eure].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article 2 du décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 portant création d'un conseil général à Saint-Pierre et Miquelon [17 juin 1965] (n° 235).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux déclarations de reconnaissance de la nationalité française souscrites en application de l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962 [30 juin 1965] (n° 293).

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [19 octobre 1965] (n° 15).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif aux déclarations de reconnaissance de la nationalité française souscrites en application de l'ordonnance du 21 juillet 1962** [30 juin 1965]. — Discussion générale (p. 921). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1044 à 1046). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 41 : *Soutient l'amendement de M. Boin, tendant, au § 1, après les mots : « propriétés bâties », à ajouter les mots : « et non bâties »* (p. 1157). — Est entendu, en remplacement de M. Restat, lors de la réponse de M. Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à la question orale de M. Restat concernant le **financement de la politique agricole commune** [26 octobre 1965] (p. 1175).

HERZOG (M. MAURICE), **secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962. — Nomination du 11 juin 1963).

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives** [29 avril 1965]. — Discussion générale (p. 138, 139). — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Noury* (p. 139, 140). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances et de capitalisation** [10 juin 1965]. — Discussion générale (p. 563, 564) ; dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** [10 juin 1965]. — Discussion générale (p. 566, 567 et 568). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 676, 686 et suivantes). — Discussion des articles. — Art 2 : *amendement de M. Noury* (p. 690), *amendement de M. Richard* (p. 690) ; *amendement de M. Richard relatif à la réévaluation des subventions en cas de hausse des prix* (p. 691) ; Art. 3 : *amendement de M. Noury* (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au transport des produits chimiques par canalisations** [18 juin 1965]. — Discussion générale (p. 708). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. de Villoutreys* (*ibid.*). — Intervient dans la discussion **du projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur-kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier** [18 juin 1965] (p. 710) ; dans la discussion du **projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations sociales** [18 juin 1965]. — Discussion générale (p. 712). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Grand* (p. 713) ; *sous-amendement de M. Bossus* (*ibid.*) ; observations sur l'amendement de M. Grand tendant à insérer un article additionnel 12 précisant à qui incombera la charge des frais de gestion de tutelle (p. 716). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 848, 849). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1034 à 1307) : répond à diverses questions posées par MM. David, Darras, Jager, Coudé du Foresto et Méric. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1317 à 1321). — Discussion des articles. — Art. 69 *bis* : *amendement de M. Chochoy* (p. 1321, 1322), le déclare irrecevable (p. 1322). — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES (p. 1567, 1568) ; répond à M. Henriet (subventions accordées aux festivals internationaux) (p. 1569) ; **suite de la discussion générale** (p. 1569, 1570) ; répond à M. Fruh (réforme de l'enseignement de l'architecture) (p. 1570, 1571). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE IV : *amendement de M. Raybaud rectifié par l'amendement de M. Pellenc* (p. 1571, 1572). — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1590 à 1595). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : observations sur la subvention accordée à la F. S. G. T. (Fédération sportive et gymnique du travail) ; ETAT C : *amendement de M. Chauty tendant à assurer une coordination entre les constructions d'habitations et les constructions d'écoles primaires dans les zones à urbaniser par priorité* (p. 1597). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant réglementation de la profession de professeur de danse** [19 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1962, 1963).

HOUDET (M. ROGER) [Seine-Maritime].

Est élu délégué titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la promotion sociale ; la recherche scientifique et technique ; les recherches spatiales et l'énergie atomique (p. 1701 à 1706). — SERVICES GÉNÉRAUX (*suite*) : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur le complexe le Havre-Rouen-Elbeuf considéré, par l'aménagement du territoire, comme zone de desserrement de la région parisienne (p. 1721).

HUGUES (M. EMILE) [Alpes-Maritimes].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier la procédure à suivre en cas de dépossession de titres ou de coupons de ces titres de rentes et obligations émis par l'Etat [2 avril 1965] (n° 133).

I

ISAUTIER (M. ALFRED) [La Réunion].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives à la protection des sites et des monuments historiques [28 octobre 1965] (n° 26).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, dans la discussion de la **proposition de loi relative à la protection des sites et des monuments historiques dans les départements d'outre-mer** [28 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1220, 1221).

J

JAGER (M. RENÉ) [Moselle].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [21 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Pinton relative à la **liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 432 à 434). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1299 à 1301) ; observations ayant porté notamment sur la production automobile ; la situation de l'industrie sidérurgique ; le plan d'adaptation des Charbonnages de France ; le projet de coordination du marché de l'énergie. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1314, 1315) ; observations ayant porté notamment sur le retard de la France en matière de télécommunications ; sur la question des effectifs et les conditions de travail. — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1860, 1861).

JAMAIN (M. EUGÈNE) [Cher].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

JOZEAU-MARIGNE (M. LÉON) [Manche].

Vice-président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

En qualité de vice-président préside la séance du 6 mai 1965 ; la deuxième séance du 25 mai 1965 ; la séance du 1er juin 1965 ; la séance du 3 juin 1965 ; la séance du 8 juin 1965 ; la séance du 24 juin 1965.

Est nommé membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [17 juin 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [18 novembre 1965] (n° 70).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Discussion des articles. — ART. 1er : Art. 214 du Code civil : *amendement de M. Fosset* (p. 186) ; Art. 220-1 : *amendement de M. Marcilhacy* (notion de l'intérêt de la famille (p. 189). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [22 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 746, 747) ; *amendement de M. Talamoni soutenu par M. Namy* (p. 750). — Intervient dans la discussion de sa **proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 839). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture**, du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [30 juin 1965] (p. 920). — Intervient, en remplacement de M. Pierre Garet, rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [28 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement, au 3e alinéa, tendant à préciser que le coefficient visé à cet alinéa ne pourra être inférieur au chiffre retenu lors de la dernière évaluation* (p. 1205) ; *son amendement, au 3e alinéa, tendant à remplacer le coefficient 5 par le coefficient 6 (ibid.) ; son amendement, au 4e alinéa, tendant, après les mots : « en déduisant des produits bruts du greffe... », à insérer les mots : « déclarés pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques »* (ibid.) ; *amendement de M. Le Bellegou soutenu par M. Courrière* (p. 1206) ; *son amendement, au début du 5e alinéa, tendant à préciser que l'indemnité est fixée « à la demande du greffier titulaire de charge »* (p. 1206) ; *son amendement tendant, au 5e alinéa, après les mots : « par la commission centrale présidée par un magistrat... », à insérer les mots : « du siège »* (ibid.) ; *son amendement tendant à préciser le texte du 6e alinéa* (p. 1207) ; *amendement de M. Le Bellegou soutenu par M. Courrière* (ibid.) ; *amendement de M. Le Bellegou soutenu par M. Courrière tendant à préciser que les indemnités seront acquises par les intéressés en franchise d'impôts et de toutes taxes* (p. 1208) ; Art. 3 : *son amendement, au 1er alinéa, tendant à porter la période transitoire de dix à quinze années* (p. 1209) ; *amendement de M. Raybaud soutenu par M. de La Gontrie* (p. 1210) ; *amendement de M. Paumelle soutenu par M. de La Gontrie* (ibid.) ; *son amendement, au 3e alinéa, tendant à rédiger comme suit la fin de l'alinéa : « des émoluments qui ne pourront en aucun cas être inférieurs à ceux alloués aux greffiers en vertu des divers tarifs en vigueur à la date de promulgation de la présente loi. Ils continueront à bénéficier également de l'indemnité de fonction qui leur est allouée »* (p. 1210) ; *son amendement rédactionnel au 4e alinéa de cet article* (ibid.) ; Art. 3 *bis : son amendement tendant à remplacer le 1er alinéa de cet article par des dispositions relatives à l'intégration des greffiers dans la magistrature* (p. 1211) ; *son amendement tendant à insérer, après le 1er alinéa, un nouvel alinéa relatif à la prise en compte des services militaires pour la constitution du droit à pension* (p. 1211) ; le retire et se rallie au sous-amendement présenté par le Gouvernement (p. 1212) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa précisant que les facultés prévues à l'alinéa 1er seront ouvertes de plein droit aux employés des greffiers titulaires de charge ayant plus de dix années de services* (p. 1212) ; Art. 3 *ter : son amendement, à la fin du 2e alinéa, tendant à retenir également les services accomplis dans d'autres professions judiciaires* (p. 1212) ; Après l'article 3 *quater : amendement de Mme Cardot* (p. 1213) ; Art. 4 *bis* (nouveau) ; *son amendement tendant à insérer cet article relatif au paiement de la taxe spéciale sur les plus-values de cession* (p. 1213, 1214, 1215). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1330, 1331). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — ARTICLES ADDITIONNELS. — *Amendement de M. Pellenc* (p. 1811). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1901). — Intervient, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [18 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1950).

JUNG (M. LOUIS) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Question orale :

M. Louis Jung expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'il a enregistré avec beaucoup de satisfaction l'effort de propagande entrepris en faveur du dévelop-

pement de l'exportation. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait judicieux de commencer par réformer les conceptions et l'organisation des services dépendant de son ministère et notamment de l'administration des douanes, afin que ceux-ci deviennent de véritables soutiens de l'économie. Il lui demande plus précisément s'il n'estime pas souhaitable de simplifier les formalités et notamment d'autoriser les services des douanes à opérer les dédouanements dans les usines et non aux frontières [13 mai 1965] (n° 652). — Réponse [8 juin 1965] (p. 501, 502).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 652** (cf. *supra*) [8 juin 1965] (p. 502). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 8 : *son amendement tendant à compléter le paragraphe* 6, *alinéa b, par une disposition exonérant de la taxe les tracteurs et les matériels agricoles d'occasion* (p. 1101) ; Art. 13 : *son amendement tendant à compléter le paragraphe* b *de cet article par un alinéa soumettant au taux de* 6 p. 100 *les jus de fruits et de légumes* (p. 1112) ; Art. 14 : *son amendement tendant, au paragraphe* 1er, *à inclure les bières dans la liste des produits soumis à la taxe* de 12 p. 100 (p. 1117, 1118). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1622, 1623). — Observations ayant porté notamment sur la situation des régions de l'Est, l'Alsace en particulier ; sur les voies navigables et le port de Strasbourg. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III (p. 1627).

K

KAMIL (M. MOHAMED) [Côte française des Somalis].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

KAUFFMANN (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 480, 481). — Discussion des articles. — Art. 15 : observations sur le maintien des droits acquis des vétérinaires fonctionnaires et contractuels en service dans l'inspection des animaux et de la viande de boucherie dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (p. 492). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [24 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations sur l'application du système d'épargne-logement au cas des fonctionnaires logés en raison de leurs fonctions (p. 815). — **Discussion du projet de loi en nouvelle lecture** [30 juin 1965]. — Observations, à l'article 4, sur l'amendement de M. Bertaud tendant à inclure dans le champ d'application de la loi sur l'épargne-logement les caisses de crédit mutuel régies par l'article 5 de l'ordonnance du 15 octobre 1958 (p. 924). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *son amendement, au* 9e *alinéa du* § b *tendant à imposer le chocolat au lait au même taux que le chocolat à cuire et à croquer* (p. 1109). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1966]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1654, 1655). — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : observations sur les exportations de beurre vers la Sarre (p. 1674). — BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 1679, 1680), observations ayant porté notamment sur le régime d'assurances accidents obligatoires en vigueur dans les départements de l'Est et sur l'assurance vieillesse des exploitants.

KISTLER (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant diverses dispositions du code des douanes** [22 juin 1965]. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel* 2 bis *nouveau ayant pour objet de maintenir sur le Rhin le régime spécial applicable aux entrepôts français rhénans* (p. 765) ; le retire (p. 766). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1059 à 1061). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [6 novembre 1965]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 1426 à 1428). — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1585, 1586). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965] (p. 1934).

L

LACAZE (M. JEAN) [Tarn-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

LACHEVRE (M. ROGER) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [21 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [S. E. 23 décembre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion générale (p. 248, 249). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendements de MM. David et René Dubois* (p. 256). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à insérer, après le* § 2, *un* § 2 bis *ainsi rédigé : « Sont considérées comme affaires faites hors de France les opérations effectuées et les prestations fournies dans les ports maritimes pour les besoins des navires, des marchandises et des voyageurs, ainsi que les participations financières couvrant les investissements nécessaires à la satisfaction de ces besoins. »* ; (p. 1096, 1097). — **Suite de la discussion** [26 octobre 1965]. — (p. 1172). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [6 novembre 1965]. — Discussion générale : pose une question à M. Edgar Faure (p. 1412, 1413). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (marine marchande) à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 1600 à 1602).

LACHOMETTE (M. JEAN DE) [Haute-Loire].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

LAFAY (M. BERNARD) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 49 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme [4 mai 1965] (p. 151).

LAFLEUR (M. HENRI) [Nouvelle-Calédonie].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1745, 1746).

LA GONTRIE (M. PIERRE DE) [Savoie].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendements de MM. David, Monteil et Metayer tendant à ramener le service actif à une durée de douze mois* (p. 652). — **Suite de la discussion** [22 juin 1965]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet dans le texte proposé par la commission mixte paritaire (p. 740). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [26 octobre 1965] (p. 1172). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [28 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *soutient l'amendement de M. Raybaud tendant, à la fin du 1er alinéa, à remplacer les mots : « soixante-dix ans », par les mots : « soixante-quinze ans »* (p. 1209, 1210) ; *soutient l'amendement de M. Paumelle tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article spécifiant que les greffiers maintenus à titre provisoire en vertu de l'ordonnance du 22 décembre 1958 pourront bénéficier de la période transitoire prévue* (p. 1210). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [15 novembre 1965]. — Observations sur le retrait de son amendement n° 51 (p. 1808). — Observations sur les conditions dans lesquelles doit s'instaurer devant le Sénat, la discussion, en nouvelle lecture, du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 22 décembre 1965] (p. 2018).

LAGRANGE (M. ROGER) [Saône-et-Loire].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission d'information sur l'équipement sanitaire et social de l'U. R. S. S. (Enregistré à la présidence le 30 septembre 1965.) [2 octobre 1965] (n° 309).

Question orale :

M. Roger Lagrange demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre en faveur des victimes des récentes inondations en Bourgogne [2 octobre 1965] (n° 672). — Réponse [19 octobre 1965] (p. 1034 et suivantes).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 672** (*cf. supra*) [19 octobre 1965] (p. 1035, 1036). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [6 novembre 1965] — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 1428 à 1431). — Observations ayant porté notamment sur les problèmes du travail, de l'emploi et l'importation de la main-d'œuvre étrangère ; la politique des salaires ; la sécurité sociale et l'évolution des prestations sociales ; les problèmes intéressant les départements d'outre-mer.

LALLOY (M. MAURICE) [Seine-et-Marne].

Est nommé représentant titulaire du Sénat au sein du conseil supérieur de l'hydraulique [22 avril 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *son amendement tendant à compléter le § a par un § a bis stipulant que les prestations relatives à la fourniture de l'eau sont passibles de la taxe de 6 p. 100* (p. 1108). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [15 novembre 1965]. — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 67 *bis : sous-amendement de M. Descours Desacres* (p. 1807). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 11 *bis : amendement de M. Pellenc* (p. 1998, 1999).

LAMBERT (M. MARCEL) [Morbihan].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1535). — Observations ayant porté sur : la carte du combattant pour les anciens soldats ayant combattu en Afrique du Nord ; l'application du rapport constant; la levée des forclusions. — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — En remplacement de M. Soudant, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, présente ses observations sur le BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (p. 1677 à 1679). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1890).

LAMOUSSE (M. GEORGES) [Haute-Vienne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission effectuée du 12 au 22 octobre 1964 par une délégation de cette commission chargée de s'informer au Danemark et aux Pays-Bas des problèmes concernant l'enseignement agricole [15 juin 1965] (n° 200).

Question orale avec débat :

M. Georges Lamousse demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de vouloir bien définir la politique scolaire du Gouvernement, notamment en ce qui concerne les constructions scolaires, le ramassage, la réforme du baccalauréat et la réorganisation des études, l'enseignement supérieur, la carte scolaire, les bourses scolaires et d'une manière générale tout ce qui touche à l'enseignement [6 avril 1965]. — Réponse [8 juin 1965] (p. 506 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique scolaire du Gouvernement** [8 juin 1965] (p. 506 à 509). — Prend part à la discussion du **projet de loi**

de finances pour 1966 [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le cinéma et les théâtres nationaux, présente ses observations sur les problèmes qui se posent dans les deux domaines des théâtres nationaux et du cinéma français (p. 1558 à 1560). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1895, 1896).

LAPLACE (M. ADRIEN) [Tarn-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

LAURENS (M. ROBERT) [Aveyron].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

LAURENT-THOUVEREY (M. CHARLES) [Jura].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est élu délégué suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

LA VASSELAIS (M. GUY DE) [Eure-et-Loir].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

LAVY (M. ARTHUR) [Haute-Savoie].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1066 à 1069).

LE BASSER (M. FRANCIS) [Mayenne].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

LE BELLEGOU (M. EDOUARD) [Var].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les beaux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article L. 1er du code de la route [22 avril 1965] (n° 137).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant institution d'un code de justice militaire [18 mai 1965] (n° 162).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant l'article 23 du code pénal [20 mai 1965] (n° 166).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement [17 juin 1965] (n° 234).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou se font reconnaître la nationalité française [22 juin 1965] (n° 251).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation des juridictions pour enfants [22 juin 1965] (n° 252).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945, relative à l'enfance délinquante [22 juin 1965] (n° 253).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, portant institution d'un code de justice militaire [24 juin 1965] (n° 271).

Question orale avec débat :

M. Edouard Le Bellegou demande à *M. le ministre de l'intérieur* de vouloir bien lui préciser les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour assurer d'une manière équitable l'indemnisation des rapatriés et spoliés, victimes des événements politiques de ces dernières années [30 juin 1965].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi modifiant l'article L. 1er du code de la route** [22 avril 1965]. — Discussion générale (p. 95 à 98). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement, au premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article L. 1er du code de la route, tendant à supprimer le délit de tentative de conduite en état d'ivresse* (p. 99). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Discussion générale (p. 179 à 181). — Discussion des articles. ARTICLE 1er : Art. 214 du code civil : *amendement de M. Fosset* (p. 186) ; ARTICLE 2 : Art. 1402 du code civil : *amendement de M. Marcilhacy* (preuve entre époux de la propriété personnelle) ; Art. 1442 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article reportant l'effet de la dissolution de la communauté à l'époque où la cohabitation à pris fin* (p. 206). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant institution d'un code de justice militaire** [20 mai 1965]. — Discussion générale (p. 309 à 313). — Discussion des articles. — ARTICLE 2. — Art. 1er du code de justice militaire : *amendement de M. Namy* (p. 316) ; Art. 15 du code : *amendement de M. Namy* (p. 317, 318) ; Art. 16 du code : *son amendement tendant à modifier cet article afin de prévoir la composition du tribunal lorsque l'inculpé appartient aux services communs ou lorsqu'il est lui-même magistrat militaire* (*ibid.*) ; Art. 17 du code : *son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa relatif à la justification de l'empêchement d'un juge* (*ibid.*) ; Art. 62 du code : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article visant les mineurs de dix-huit ans* (p. 321) ; Art. 67 du code : *son amendement d'harmonisation* (p. 322) ; Art. 106 du code : *son amendement rédactionnel* (p. 324) ; Art. 121 du code : *son amendement tendant à une rédaction plus précise de ce texte* (p. 325) ; Art. 128 du code : *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 326) ; Art. 131 du code : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article reprenant la procédure du code pénal en ce qui concerne l'expertise* (p. 327) ; Art. 168 du code : *son amendement tendant à une rédaction plus complète de cet article concernant la demande de mise en liberté provisoire* (p. 329) ; Art. 187 du code : *son amendement tendant à modifier le dernier alinéa concernant le droit pour le prévenu de faire entendre ses témoins* (p. 331) ; Art. 204 du code : *son amendement de coordination* (p. 332) ; Art. 206 du code : *son amendement de coordination* (*ibid.*) ; Art. 214 du code : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la répression des manquements aux obligations résultant du serment des avocats* (p. 333, 334 et 335) ; Art. 272 du code : *son amendement rédactionnel* (p. 338) ; Art. 352 du code : *son amendement tendant à une rédaction plus précise du dernier alinéa de cet article* (p. 342) ; Art. 357 du code : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Pre-*

mier ministre (p. 343) ; Art. 367 du code : *son amendement tendant à modifier cet article afin de rendre la destitution facultative si les circonstances atténuantes sont admises* (p. 344) ; Art. 369 du code : *son amendement tendant à modifier cet article afin que, si la condamnation a été assortie du sursis, celui-ci puisse également s'appliquer à la perte du grade* (*ibid.*) ; Art. 409 du code : *son amendement tendant dans une nouvelle rédaction de cet article, à remplacer la peine de destitution par le maximum d'emprisonnement pour l'officier coupable de perte ou destruction de matériel par négligence* (p. 346) ; Art. 445 du code : *son amendement tendant à modifier cet article en ce qui concerne la désertion en présence de bande armée* (p. 349). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission de législation, dans la discussion du **projet de loi modifiant l'article 23 du code pénal (modalités de libération des condamnés)** [1er juin 1965] (p. 440). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [9 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Talamoni* (p. 551) ; Art. 4 : *amendement de M. Bouquerel* (p. 553). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'organisation des juridictions pour enfants** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 797, 798), dans la discussion du **projet de loi relatif à l'enfance délinquante** [23 juin 1965] (*ibid.*). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes naturalisées** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 810). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant institution d'un code de justice militaire** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 849, 850). — Discussion des articles. — Art. 2 : observations sur l'article 369 du code de justice militaire (p. 851, 852). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [26 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1180 à 1183). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR (BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS). — Discussion générale (p. 1368, 1369, 1370). — Observations ayant porté notamment sur le problème de l'indemnisation. — Discussion des articles. — TITRE III : *son amendement tendant à supprimer les crédits de ce titre afférents au ministère de l'intérieur (rapatriés) pour marquer l'hostilité du Sénat à la politique du Gouvernement à l'égard des rapatriés* (p. 1378, 1379). — Prend part à la discussion du **projet de loi autorisant l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [6 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1421 à 1423) ; explique son vote sur ce projet [9 novembre 1965] (p. 1518 ,1519). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [16 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 *bis* : *amendement de M. Garet tendant à modifier le 6e alinéa de cet article relatif aux employés de greffiers ayant plus de dix années de service* (p. 1825, 1826).

LEBRETON (M. MARCEL) (Seine-Maritime).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

LECANUET (M. JEAN) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

LEGOUEZ (M. MODESTE) [Eure].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

LEGROS (M. MARCEL) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1900, 1901).

LEMAIRE (M. MARCEL) [Marne].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est élu délégué suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1671, 1672).

LEMARIE (M. BERNARD) [Côtes-du-Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1451 à 1458). — Observations ayant porté notamment sur la situation du personnel hospitalier et sur la structure de notre équipement hospitalier.

LEONARD (M. ROGER), **Premier président de la Cour des Comptes.**

En cette qualité, dépose sur le bureau du Sénat, le rapport établi par la Cour des Comptes au cours de la présente année [10 juin 1965] (p. 565).

LE SASSIER-BOISAUNE (M. ETIENNE) [Orne].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

LEVACHER (M. FRANÇOIS) [Eure-et-Loir].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

LEVEQUE (M. PAUL) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

LIOT (M. ROBERT) [Nord].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

LONGCHAMBON (M. HENRI) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant approbation du plan de développement économique et social [10 novembre 1965] (n° 40).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (n° 73).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale, portant approbation du plan de développement économique et social [19 novembre 1965] (n° 76).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amen-*

dement tendant à compléter le 2e alinéa de l'article 2 afin d'étendre les dispositions envisagées aux « personnes de nationalité française qui n'ayant pas de résidence habituelle en France y ont désigné un représentant en application de l'article 165 du code général des impôts » (p. 382, 383). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse de certains Français de l'étranger** [1er juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 443). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR (BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS). — Discussion générale (p. 1365, 1366). — Observations sur la non-application de certaines dispositions de la loi de 1961 relative aux rapatriés et à l'indemnisation de leurs biens. — Observations à la suite de l'intervention de M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget (p. 1377). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1833 à 1838) ; (p. 1857). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1965]. — Discussion de l'article unique. — *Son amendement tendant à préciser, au début de cet article, que le Ve Plan est établi dans la perspective du développement normal de la communauté économique européenne* (p. 1907). — **Discussion en nouvelle lecture** [19 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1958). — Discussion de l'article unique : *présente à nouveau l'amendement proposé dans la séance du 17 novembre 1965 (cf supra)* (p. 1960).

LOSTE (M. HENRY) [Wallis et Futuna].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

LOUVEL (M. JEAN-MARIE) [Calvados].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion générale (p. 252, 253). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à assujettir à la T. V. A. les opérations portant sur les produits visés au tableau B de l'article 265 du code des douanes et réalisées après la mise à la consommation de ces produits* (produits pétroliers) (p. 1090, 1091) ; répond à M. Bajeux (augmentation du fuel domestique) (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1356, 1357). — Observations sur la répartition des crédits d'aide sociale, notamment dans les départements du Calvados et de la Manche. — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1727 à 1729). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1740 à 1742). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1899, 1900). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1920).

M

MARCILHACY (M. PIERRE) [Charente].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux [29 avril 1965] (n° 144).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service [3 juin 1965] (n° 131).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, portant réforme des régimes matrimoniaux [29 juin 1965] (n° 284).

Proposition de loi tendant à conférer une plus grande efficacité au rapport annuel de la Cour des comptes [5 octobre 1965] (n° 3).

Proposition de loi tendant à abroger l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, relatif au délit d'offense au Président de la République, et à modifier l'article 31 de la même loi [28 octobre 1965] (n° 27).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux [17 novembre 1965] (n° 65).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Discussion générale (p. 177, 178). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Namy* (p. 185) ; Articles du code civil : Art. 214 : *amendement de M. Fosset* (p. 185) ; *amendement de M. Namy* (ibid.) ; *amendement de M. Fosset* (p. 186) ; Art. 215 : *amendement de M. Namy* (p. 187) ; *amendement de M. Fosset* (ibid) ; répond à l'observation de M. Molle sur l'expression « logement de la famille » (p. 188) ; Art. 216 : *amendement rédactionnel de M. Molle* (p. 188) ; Art. 220-1 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article afin de mieux préserver les intérêts de la famille « si un époux met en péril » ces intérêts* (p. 188, 189) ; Art. 221 : *son amendement tendant à remplacer les mots « un compte de chèques » par les mots « tous comptes de chèques », afin de stipuler qu'aucune restriction ne pourra être opposée à une femme pour se faire ouvrir un compte auprès d'un établissement bancaire ou de chèques postaux* (p. 189) ; Art. 222 : *son amendement tendant, au premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « corporellement »* (p. 190) ; Art. 223 : observations (p. 191) ; *amendement de M. Namy tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'exercice d'une profession par l'un des époux sans le consentement de l'autre* (p. 191) ; ART. 2 : Art. 1387 du code civil : *son amendement rédactionnel* (p. 193) ; Art. 1388 : *amendement de M. Fosset* (p. 194) ; Art. 1390 : *son amendement tendant à modifier ce texte en ce qui concerne la date d'estimation pour la faculté d'attribution dans le partage* (p. 194) ; Art. 1392 : *son amendement tendant à modifier ce texte quant au délai de caducité de la faculté d'attribution dans le partage* (ibid.) ; Art. 1393 : *son amendement rédactionnel* (p. 195) ; Art. 1394 : *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 1396 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du premier alinéa de ce texte* (changements au contrat de mariage) (*ibid.*) ; *son amendeemnt, au même article, tendant, au deuxième alinéa, à supprimer une formule* (ibid.) ; Art. 1397 : *son amendement tendant, au premier alinéa de ce texte, à remplacer les mots « gravement préjudiciable » par le mot « contraire »* (mutabilité du régime matrimonial) (p. 196) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du dernier alinéa de ce texte relative à la révocation des donations faites sous condition de certaines conventions matrimoniales* (p. 196, 197) ; Art. 1400 : *son amendement tendant à supprimer la communauté établie par simple déclaration* (p. 197) ; Art. 1402 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa de cet article relatif à la preuve entre époux de la propriété personnelle* (p. 198, 199) ; Art. 1404 : *amendement rédactionnel* (p. 199) ; *amendement identique à l'art.* 1410 (*ibid.*) ; Art. 1416 : *son amendement tendant à supprimer les mots : « ainsi pour l'acquisition ou l'amélioration d'un bien propre »* (p. 200) ; Art. 1417 : *son amendement tendant à substituer aux mots : « indemnités auxquelles », les mots : « réparations et dépens »* (*ibid.*) ; Art. 1420 : *son amendement tendant, au deuxième alinéa, à supprimer les mots : « ou à son activité professionnelle »* (p. 201) ; Art. 1423 : *son amendement, au premier alinéa de cet article, tendant à disposer que « le legs fait par l'un ou l'autre des époux ne peut excéder sa part dans la communauté »* (ibid.) ; Art. 1424 : *son amendement, au premier alinéa, tendant à remplacer le mot : « vendre », par le mot : « aliéner »* (p. 201) ; *amendement de M. Fosset* (observations sur l'aliénation

par le mari de titres représentant la possession d'un bien meuble ou immeuble) (p. 202) ; *son amendement, au premier alinéa de ce même article, tendant à remplacer le mot : « le concours », par le mot : « l'accord »* (ibid.) ; *amendement de M. Fosset tendant à ajouter à cet article un nouvel alinéa faisant obligation au dépositaire de valeurs mobilières de renseigner l'époux sur les opérations effectuées* (p. 203) ; Art. 1425 : *amendement de M. Fosset* (ibid.) ; Art. 1429 : *son amendement tendant à aggraver la condition nécessaire à l'exercice de dessaisissement prévu à cet article* (p. 204) ; Art. 1434 : *son amendement tendant à remplacer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article par une disposition relative au remploi et à l'intention de le réaliser* (p. 205) ; Art. 1437 : *son amendement rédactionnel* (p. 205) ; *amendements d'harmonisation à l'art.* 1438 (p. 206) ; Art. 1441 : *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 1442 : *amendement de M. Le Bellegou tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article* (p. 206) ; Art. 1444 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de cet article, en ce qui concerne la nullité de la séparation de biens obtenue en justice* (p. 207) ; *amendement de M. Fosset tendant à renoncer à l'abrogation des articles* 1453 à 1466 (p. 207, 208) ; Art. 1467 : *son amendement tendant à une modification du premier alinéa de cet article relatif à la reprise des biens propres* (p. 209) ; Art. 1471 : *son amendement tendant, au premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « s'il existe des biens suffisants »* (p. 209) ; Art. 1474 : *son amendement rédactionnel* (p. 210) ; *amendement rédactionnel à l'art.* 1490 (p. 211) ; Art. 1491 : *amendement rédactionnel* (ibid.) ; *amendement rédactionnel à l'art.* 1497 (ibid.) ; Art. 1512 : *son amendement tendant à une rédaction plus précise de cet* article (p. 212) ; *son amendement d'harmonisation à l'art.* 1513 (ibid.) ; Art. 1525 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction des 1er et 2e alinéas de cet article relatifs à la stipulation de parts inégales et à la clause d'attribution intégrale* (p. 213) ; Art. 1530 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la preuve de la propriété exclusive d'un bien* (p. 214) ; Art. 1539 ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux obligations de l'époux qui administre les biens du conjoint* (p. 214) ; Art. 1540 : *amendement de M. Prélot tendant à supprimer les articles relatifs au régime dotal* (p. 215) ; ART. 1er ; Art. 223 du code civil (précédemment réservé) : observations (p. 215). — **Suite de la discussion** [11 mai 1965]. — ART. 2 : Art. 1569 du code civil : *amendement de M. Molle* (p. 229) ; Art. 1570 : *son amendement d'harmonisation* (ibid.) ; *amendement d'harmonisation à l'art.* 1572 (ibid.) ; Art. 1575 : *amendement rédactionnel* (p. 230) ; Art. 1576 : *amendement de M. Molle tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article relatif aux procédés de liquidation de la participation aux acquêts* (p. 230, 231) ; *amendement de M. Molle* (p. 231) ; Art. 1581 : *son amendement tendant à modifier cet article relatif aux clauses que les époux peuvent adopter en stipulant la participation aux acquêts* (p. 231) ; *amendement de M. Molle* (p. 232) ; ART. 3 ; Art. 2136 du code civil ; *son amendement tendant à compléter le 1er alinéa de cet article par les mots : « sauf convention contraire »* (ibid.) ; ART. 8 *bis ; son amendement tendant à insérer cet article additionnel étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions de la présente loi* (p. 235) ; *le retire* (ibid.) ; ART. 11 : *amendement de M. Prélot modifié par le sous-amendement de M. Molle* (p. 236) ; *amendement de M. Namy tendant à insérer un article additionnel* 24 *nouveau instituant une consultation juridique prénuptiale* (p. 237) : considérant que le texte délibéré par le Sénat marque un grand pas vers l'affranchissement de la femme mariée, souhaite qu'une forte majorité vote le projet de loi (p. 238). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** [10 juin 1965]. — Discussion générale (p. 565, 567, 568). — Intervient en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [29 juin 1965]. — Discussion générale (p. 901). — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur l'article 221 du code civil relatif à la libre disposition, pour chacun des époux, de tout compte de dépôt (p. 902) ; ART. 2 : *art.* 1397 *du code civil : son amendement tendant à reprendre pour le 1er alinéa de cet article relatif à la mutabilité du régime matrimonial après deux ans d'application, le texte adopté par le Sénat en première lecture* (p. 903) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article, afin de reprendre le texte de première lecture relatif aux donations sous condition de certaines conventions matrimoniales* (p. 904) ; *art.* 1421 *du code civil : observations* (ibid.) ; *art.* 1442 *du code civil* (p. 906) ; *art.* 1444 *du code civil* (ibid.) ; *art.* 1527 *du code civil* (p. 907) ; *art.* 1541 *du code civil : son amendement tendant à rédiger en ces termes le début de cet article : « l'un des époux n'est point garant du défaut d'emploi ou de remploi des biens de l'autre, à moins que... »* (ibid.) ; *art.* 1576 *du code civil ; son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article relatif au règlement en nature de la créance de participation* (p. 908) ; Art. 5 : *son amendement tendant à une modification de référence* (p. 909) ; Art. 11 : *son amendement tendant à remplacer le 1er alinéa de cet article par deux alinéas relatifs à la situation des époux ayant fait un contrat de mariage avant l'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 909) ; *sous-amendement de M. Molle* (p. 910) ; *son amendement tendant à une modification de forme du dernier alinéa de cet article* (p. 910) ; *observations sur l'ensemble du projet de loi* (p. 910, 911). — **Discussion du projet de loi en troisième lecture** [30 juin 1965] (p. 919) ; répond à M. Courrière (p. 920). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi tendant à compléter l'article 11 de la loi du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux** [18 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1935, 1936).

MARIE-ANNE (M. GEORGES) [Martinique].

Est nommé secrétaire du Sénat [5 octobre 1965]

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le cyclone qui a ravagé la Martinique le 23 septembre 1963 a fait subir aux plantations de cannes à sucre des dégâts considérables qui n'ont pu être connus avec précision qu'à la fin de la récolte en juillet 1964.

Alors que les investissements avaient été engagés en vue d'une récolte moyenne de 1.100.000 tonnes devant produire 92.000 tonnes de sucre, la récolte n'a été que de 730.000 tonnes de cannes qui ont produit 61.000 tonnes de sucre.

La perte qui en est résultée pour l'économie de la canne (sucre, rhum, mélasse), par ce déficit de production de 378.000 tonnes de cannes, s'élève à quelque 3 milliards d'anciens francs.

Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour sauver les producteurs de cannes de la Martinique d'une faillite imminente qui entraînerait la fermeture des usines à sucre et précipiterait ce département dans une crise économique aux répercussions insoupçonnables [14 décembre 1964] (n° 624). — Réponse [4 mai 1965] (p. 151).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la production de conserves d'ananas du département de la Martinique, qui est une production nationale, est éliminée progressivement du marché métropolitain par les conserves d'ananas de la République de Côte-d'Ivoire qui, par application des conventions particulières, ont libre accès au marché français, en franchise de droit de douane. Or, il y a entre ces deux productions une différence sensible de prix de revient résultant exclusivement du fait que dans le département de la Martinique, actuellement aligné sur la zone 6 métropolitaine, les charges de salaire direct et indirect sont cinq fois plus élevées qu'en Côte d'Ivoire. Au moment où s'ouvre la récolte 1965, il y a en stock à la Martinique un solde invendu de 2.866 tonnes de la récolte 1964. Il lui demande quelle mesure de sauvegarde il envisage de prendre pour remédier au trouble grave ainsi apporté à cette branche de l'économie nationale [11 avril 1965] (n° 640). — Réponse [4 mai 1965] (p. 156, 157).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales nos 624 et 640** (*cf. supra*) [4 mai 1965] (p. 151) ; (p. 156, 157). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 38 : observations sur le service militaire adapté dans les départements d'outre-mer (p. 662). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 6 : observations tendant à exclure les départements d'outre-mer des dispositions prévues à cet article (p. 1094) ; (p. 1095). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1315). — Observations sur la création d'un centre de chèques postaux aux Antilles et sur la modernisation des locaux de la poste centrale de Fort-de-France. — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1732 à 1734). — Intervient dans la discussion de la

proposition de loi relative à la fixation des loyers des locaux insalubres dans les départements d'outre-mer [18 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1937).

MAROSELLI (M. ANDRÉ) [Haute-Saône].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1064, 1065). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965] — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1496 à 1498). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1538, 1539). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 1638) (position du Gouvernement au sujet de la détaxation de l'essence).

MARRANE (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1326 à 1328).

MARTIN (M. LOUIS) [Loire].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

MARTIN (M. MARCEL) [Meurthe-et-Moselle].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [26 octobre 1965] (n° 24).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affairess** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 16 : *soutient l'amendement de M. Pellenc tendant à une nouvelle rédaction des paragraphes 2 et 3 précisant que : les assujettis sont autorisés à opérer globalement l'imputation de la taxe sur la valeur ajoutée* et que *la taxe déductible dont l'imputation n'a pu être opérée fait l'objet d'un remboursement* (p. 1122, 1123). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [28 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Le Bellegou soutenu par M. Courrière (p. 1206). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1380 à 1382). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1659 à 1661). — Observations ayant porté notamment sur le sort réservé à l'école nationale des eaux et forêts de Nancy et sur les crédits relatifs à l'information en matière agricole. — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture,** du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations sur la situation fiscale des produits agricoles (p. 2040).

MASSE (M. PIERRE), **Commissaire général du Plan.**

En cette qualité, intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [16 novembre 1965] — Discussion générale (p. 1851 à 1857). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1965] (p. 1878).

MASTEAU (M. JACQUES) [Vienne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Interventions :

Intervient, en remplacement de M. Ludovic Tron, rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation des amendements aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement** [28 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1203). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [28 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis (nouveau)* : *observations sur l'amendement de M. Garet relatif au paiement de la taxe spéciale sur les plus-values de cession* (p. 1214, 1215). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 22 : *explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif au fonds d'investissement routier* (p. 1278). — **Suite de la discussion** [5 novembre 1965]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente le budget du ministère de l'INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1342 à 1346). — Observations ayant porté notamment sur l'administration générale, les collectivités, la sécurité, le fonds spécial d'investissement routier. — Observations sur les transferts de charges (p. 1357).

MATHEY (M. PIERRE-RENÉ) [Haute-Marne].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

MENARD (M. JACQUES) [Deux-Sèvres].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Est élu questeur du Sénat [22 décembre 1965].

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section Air), à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1505, 1506).

MENU (M. ROGER) [Marne].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé président de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant approbation du Plan de développement économique et social [16 novembre 1965] (n° 58).

Intervention :

Prend part, en qualité de président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1847 à 1851).

MERIC (M. ANDRÉ) [Haute-Garonne].

Vice-président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

En cette qualité, préside la séance du 22 avril 1965 ; la séance du 27 avril 1965 ; la séance du 4 mai 1965 ; la séance du 18 mai 1965 ; la séance du 2 juin 1965 ; la séance du 3 juin 1965 ; la séance du 15 juin 1965 ; la séance du 17 juin 1965 ; la séance du 22 juin 1965 ; la deuxième séance du 29 juin 1965.

Est nommé représentant du Sénat au sein du conseil de la mutualité [22 avril 1965].

Elu vice-président du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

En qualité de vice-président du Sénat, préside la séance du 21 octobre 1965 ; la séance du 3 novembre 1965 ; la séance du 9 novembre 1965 ; la séance du 10 novembre 1965 ; la séance du 15 novembre 1965 ; la deuxième séance du 16 novembre 1965.

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission accomplie en Finlande, Norvège et Suède, par une délégation de la commission, pour étudier les solutions données dans ces pays aux problèmes des équipements sanitaires et sociaux [2 avril 1965] (n° 132).

Questions orales :

M. André Méric demande à *M. le ministre du travail* de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il a l'intention de prendre pour le reclassement définitif en métropole des agents des caisses algériennes de congés payés qui attendent ce reclassement depuis plus de trente mois [2 avril 1965] (n° 629). — Réponse [4 mai 1965] (p. 155).

M. André Méric attire l'attention de *M. le ministre des armées* sur le grave conflit qui oppose les techniciens du bureau d'études de Sud-Aviation à la direction générale de cette société depuis huit semaines. A ce jour, soixante débrayages ont eu lieu représentant 20.000 heures de grève ; il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour donner une suite favorable aux légitimes revendications de ces personnels [4 mai 1965] (n° 647). — Réponse [15 juin 1965] (p. 579, 580).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat au budget, à sa **question orale n° 629** (*cf. supra*) [4 mai 1965] (p. 155). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat au budget, à sa **question orale n° 647** (*cf. supra*) [15 juin 1965] (p. 580). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Carcassonne et Duclos concernant le **fonctionnement de l'O. R. T. F.** [22 juin 1965] (p. 733, 734). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1303, 1304) ; observations ayant porté sur le développement industriel de la région toulousaine et notamment sur l'activité de l'O. N. I. A. (Office national et industriel de l'azote) ; l'implantation, dans le cadre de la régionalisation du plan, d'une raffinerie à Toulouse ; la construction d'un atelier de fixation de l'ammoniac ; l'élargissement des voies de communication en particulier des routes et du canal du Midi. — Répond à M. Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (p. 1305, 1306). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1522, 1523). — Discussion des articles. — Art. 29 : *son amendement tendant à annuler les crédits destinés à la création de la force nucléaire stratégique* (p. 1529).

MESSAUD (M. LÉON) [Haute-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi de MM. André Armengaud, le général Antoine Béthouart, Maurice Carrier, Louis Gros, Henri Longchambon et Léon Motais de Narbonne, tendant à accorder aux Français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle salariée ou non salariée la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse [27 avril 1965] (n° 140).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion de la **proposition de loi relative à l'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse de certains Français de l'étranger** [1er juin 1965]. — Discussion générale (p. 440, 441, 442). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Henriet* (p. 443) ; Art. 3 : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 443). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1384, 1385). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1965]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 1432). — Observations ayant porté notamment sur les questions intéressant les mutilés du travail et les handicapés physiques. — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1565, 1566). — Observations ayant porté notamment sur la décentralisation des théâtres lyriques et sur les activités musicales.

METAYER (M. PIERRE) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1965].

Question orale avec débat :

M. Pierre Métayer appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur les conditions extrêmement pénibles dans lesquelles s'opérera la prochaine rentrée scolaire dans la plupart des départements ; lui signale que, dans la région parisienne en particulier, faute de locaux, d'instituteurs et de professeurs, de très nombreux établissements scolaires (primaires, secondaires, supérieurs et techniques) se trouvent dans une situation déplorable ; assure que, dès maintenant, de très nombreux élèves de divers ordres d'enseignement ne pourront de ce fait continuer des études générales ni apprendre le métier auquel leur vocation les destinait ; et lui demande les raisons pour lesquelles, une nouvelle fois, malgré les nombreuses promesses qui ont été faites, le Gouvernement n'a pas prévu ou n'a pas voulu prévoir les mesures nécessaires pour donner à la jeunesse française des conditions de formation matérielles et morales dignes d'une grande nation [5 octobre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [15 juin 1965]. — Discussion générale (p. 611 à 613). — **Suite de la discussion** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à ramener la durée du service actif à douze mois* (p. 651). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1572, 1573).

MINVIELLE (M. GÉRARD) [Landes].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Elu questeur du Sénat [5 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1311, 1312). — Observations ayant porté notamment sur les créations d'emplois prévues pour les 1er janvier et 1er octobre 1965 et reportées au 31 décembre 1965 ; sur la situation faite aux préposés ruraux ; la revalorisation des indemnités de mission et de tournée.

MISTRAL (M. PAUL) [Isère].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Question orale avec débat :

M. Paul Mistral demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* s'il a été complètement informé de l'état déplorable des routes nationales du Sud-Est alpin ; il a eu connaissance que des crédits d'urgence avaient été accordés, mais ceux-ci lui paraissent d'autant plus insuffisants que venant tardivement ils s'appliquent à une situation plus dégradée. Deux hivers particulièrement rigoureux ont ébranlé jusque dans leurs infrastructures, notamment les itinéraires Grenoble-Sisteron-Marseille ; Grenoble-Gap-Nice ; Grenoble-Briançon-Turin. L'intense circulation de poids lourds qu'il a fallu maintenir a complété les destructions naturelles. Or ces routes ne sont pas seulement pour les départements intéressés des artères vitales ; elles sont des voies qu'empruntent le grand tourisme et le tourisme local. Déjà leur tracé est devenu totalement insuffisant pour les besoins qui se manifestent, mais dans le présent leur état déplorable les rend si périlleuses que les courants de circulation s'en détournent ; il en résulte un trouble profond dans l'économie de toute la région. La population s'inquiète à bon droit. Tenant compte de cette situation, il lui demande : 1° quelles mesures sont envisagées pour la restauration des tracés actuels ; 2° quelles mesures sont prévues pour l'établissement d'itinéraires capables de faire face au développement du trafic et de ne pas gêner le développement économique des régions intéressées [24 juin 1965].

Intervention :

Intervient, en remplacement de M. Suran, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX (AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 1717, 1718, 1719).

MOLLE (M. MARCEL) [Ardèche].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [17 juin 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [15 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants [22 juin 1965] (n° 248).

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1966, adopté par l'Assemblée nationale [2 novembre 1965] (n° 36).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelle, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier ou à compléter les articles 1841, 1866 et 1868 du code civil et l'article 27 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 [*J. O.*, Lois et décrets du 31 décembre 1965. — Rattaché pour ordre au procès-verbal à la séance du 23 décembre 1965] (n° 89).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Discussion générale (p. 183, 184). — Discussion des articles. — ART. 1er. — Art. 215 du code civil : observations sur l'expression « logement de la famille » (p. 188) ; Art. 216 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition d'ordre rédactionnel* (p. 188) ; ART. 2 : Art. 1399 du code civil : *son amendement tendant à modifier ce texte en ce qui concerne les conventions matrimoniales de l'interdit* (p. 197) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 1417 : *son amendement tendant à la fin du second alinéa de cet article à remplacer les mots : « au préjudice des devoirs que lui imposait le mariage » par les mots : « en méconnaissance des obligations que lui imposait le mariage »* (p. 200) ; Art. 1424 : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 202) ; Art. 1426 : *son amendement rédactionnel* (p. 204) ; Art. 1469 : *son amendement tendant à une rédaction plus précise de ce texte* (p. 209) ; Art. 1472 : *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à compléter le 2e alinéa de cet article par une disposition précisant que le mari « peut, toutefois, se libérer par un paiement en argent »* (p. 210). — **Suite de la discussion** [11 mai 1965]. — Art. 1569 du code civil : *son amendement tendant à modifier le 1er alinéa et à supprimer le 3e alinéa du texte de cet article relatif au régime de la participation aux acquêts* (p. 228) ; Art. 1576 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article relatif aux procédés de liquidation de la participation aux acquêts* (p. 230) ; *son amendement tendant à modifier l'alinéa suivant relatif aux prélèvements et dations en paiement considérés comme opérations de partage* (p. 231) ; Art. 1581 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif à la faculté de prélèvement* (p. 232) ; ART. 8 : *son amendment tendant à compléter cet article par une disposition abrogeant certains textes relatifs à l'hypothèque légale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle* (p. 235) ; ART. 11 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Prélot tendant à permettre aux époux mariés sous le régime dotal, de se placer seulement sous le régime de la communauté légale ou sous le régime de la séparation de biens* (p. 235) ; ART. 17 : *son amendement tendant à compléter le 2e alinéa de cet article par une disposition relative à la mention sur la minute du contrat de mariage du changement de régime matrimonial* (p. 236). — Intervient dans la discussion du **projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis** [8 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Voyant, tendant à préciser, au dernier paragraphe, le rôle du syndic* (p. 525) ; Art. 15 : *soutient l'amendement de M. Raybaud tendant à compléter le second alinéa de cet article par une disposition précisant que tout copropriétaire peut déléguer son droit de vote à un mandataire ; chaque mandataire ne pouvant recevoir plus de trois délégations de vote* (p. 527, 528). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives**

aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 836 à 840). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [29 juin 1965]. — Discussion des articles. — ART. 2 : *art.* 1397 *du code civil : amendement de M. Marcilhacy* (p. 904) ; ART. 11 : *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de l'amendement de M. Marcilhacy relatif à la situation des époux ayant fait un contrat de mariage avant l'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 909, 910) ; ART. 2 : *son amendement de coordination (ibid.).* — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — JUSTICE. — *Discussion générale* (p. 1382 à 1383). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 55 *sexies : son amendement tendant à modifier cet article afin de prévoir une majoration de la patente comme sanction des déclarations inexactes relatives aux locations de vacances* (p. 1805). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 11 *ter : son amendement tendant à compléter cet article par une disposition modifiant l'article* 7, IV° *§ de la loi du* 8 *août* 1962 *(droit de préemption des S. A. F. E. R. (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)* (p. 2000) ; le retire (p. 2001).

MONICHON (M. MAX) [Gironde].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *son amendement, au § 1, tendant à compléter le 3e alinéa par une disposition précisant que le taux de* 12 *p.* 100 *soit appliqué à l'ensemble des bois qui acquittent la T. V. A. au taux de* 10 *p.* 100 (p. 1116, 1117). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 1676, 1677) ; (p. 1680). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — ARTICLES ADDITIONNELS : *son amendement tendant à insérer un article nouveau prorogeant le régime d'évaluation du revenu passible de l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices agricoles* (p. 1812).

MONNERVILLE (M. GASTON) [Lot].

Président du Sénat (élu le 2 octobre 1962).

En sa qualité de président du Sénat, préside la séance du 2 avril 1965 et déclare ouverte la 2e session ordinaire de 1964-1965 [2 avril 1965]. — Préside la séance du 6 avril 1965. — Prononce l'**éloge funèbre de M. Albert Boucher, sénateur de la Loire-Atlantique** [6 avril 1965] (p. 81, 82 et 83). — Préside la séance du 22 avril 1965 ; la séance du 29 avril 1965 ; la séance du 6 mai 1965 ; la séance du 13 mai 1965 ; la séance du 20 mai 1965 ; la séance du 9 juin 1965 ; la séance du 10 juin 1965 ; la séance du 17 juin 1965 ; la séance du 22 juin 1965; la séance du 25 juin 1965 ; la séance du 30 juin 1965 ; **à l'issue de cette séance prononce le discours de clôture de la 2e session ordinaire du Sénat pour 1964-1965 qui avait été ouverte le 2 avril 1965** [30 juin 1965] (p. 924, 925, 926).

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est élu président du Sénat [2 octobre 1965].

En qualité de président du Sénat, préside la séance du 2 octobre 1965 et déclare ouverte la première session ordinaire du Sénat pour 1965-1966. — Préside la séance du 5 octobre 1965. — **Son allocution à l'occasion de son installation au fauteuil présidentiel** [5 octobre 1965] (p. 1002, 1003). — Préside la séance du 6 octobre 1965 ; la séance du 7 octobre 1965 ; la 2e séance du 19 octobre 1965 ; la séance du 20 octobre 1965 ; la séance du 28 octobre 1965 ; la séance du 2 novembre 1965 ; la séance du 4 novembre 1965 ; la séance du 5 novembre 1965 ; la séance du 6 novembre ; la 2e séance du 9 novembre 1965 ; la séance du 12 novembre 1965 ; la séance du 14 novembre 1965. — Au cours de la discussion, **en seconde lecture, du projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures,** porte à la connaissance de l'Assemblée que 75 p. 100 des textes transmis par l'Assemblée nationale ont été adoptés conformes par le Sénat [14 novembre 1965] (p. 1725). — En qualité de président du Sénat, préside la séance du 15 novembre 1965 ; la 2e séance du 16 novembre 1965 ; la séance du 8 novembre 1965 ; la séance du 20 décembre 1965. — Déclare close la première session ordinaire du Sénat pour 1965-1966 qui avait été ouverte le 2 octobre 1965 [20 décembre 1965]. — Préside la séance du 21 décembre 1965 et déclare ouverte à partir de ce jour la session extraordinaire [21 décembre 1965]. — Préside la séance du 22 décembre 1965. — Prononce l'**éloge funèbre de M. Henri Paumelle, sénateur de la Seine-Maritime** [22 décembre 1965] (p. 2015). — En qualité de président du Sénat, préside la séance du 23 décembre 1965.

MONSARRAT (M. FRANÇOIS) [Tarn].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

MONT (M. CLAUDE) [Loire].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. Claude Mont rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* qu'aux termes des déclarations faites au cours de la discussion budgétaire de l'automne dernier : « Les charges globales des collectivités locales sont réduites à néant en ce qui concerne les dépenses de premier équipement en mobilier et matériel, étant donné notamment la prise en charge par l'Etat des dépenses de premier équipement des collèges d'enseignement général que l'Etat subventionnait seulement, dans le système antérieur, au taux de 50 p. 100. » Il lui demande si c'est par oubli ou par pénalisation que les dépenses en mobilier et matériel non incorporées au coût de la construction des C. E. G. du programme de 1963 ne sont aujourd'hui encore ni subventionnées à 50 p. 100, ni forfaitairement prises en charge par l'Etat et si, de ce fait, il doit y avoir des communes contraintes à se surimposer très lourdement [15 juin 1965] (n° 666).

M. Claude Mont expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que, depuis la visite dans la Loire de M. le délégué à l'aménagement du territoire et l'action régionale le 9 décembre 1964, il paraissait acquis que l'arrondissement de Roanne, particulièrement éprouvé par la crise de l'industrie de la cotonnade, serait à bon droit reclassé en zone III et peut-être même en zone II, prévues par le décret du 21 mai 1964 réorganisant les mesures d'aide de l'Etat à l'expansion industrielle, mais qu'une correspondance officielle du 27 septembre 1965 semble remettre en cause, sans raisons approfondies, l'espoir donné. Il lui demande de renouveler formellement l'assurance exprimée le 9 décembre 1964 d'une équitable et très prochaine revision du classement économique de l'arrondissement de Roanne [15 novembre 1965] (n° 683).

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1350, 1351). — Observations sur les rapports financiers entre le ministère de l'intérieur et les collectivités locales en 1966. — Observations sur les taux de subvention des travaux d'assainissement (p. 1358).

MONTALEMBERT (M. GEOFFROY DE) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : observations sur l'opposition de

l'article 40 à l'amendement de M. Bardol tendant à imposer la T. V. A. au taux de 6 p. 100 aux poissons et filets de poisson fumés (p. 1111). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 41 : *son amendement, au* § 1, *tendant, après les mots : « propriétés bâties », à insérer les mots : « ... ainsi qu'à concurrence de* 20 *p.* 100 *sur les propriétés non bâties... »* (p. 1157) ; Art. 50 *(nouveau) : amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 1164). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour l'habitat rural, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1651, 1652). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1901). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture**, du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965]. Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 2039, 2040).

MONTEIL (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi fixant les dispositions statutaires particulières au corps des professeurs de l'enseignement maritime [8 juin 1965] (n° 191).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi étendant les dispositions de l'article 30, deuxième alinéa, de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement aux élèves de certaines écoles militaires [8 juin 1965] (n° 192)

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'un corps de pharmaciens-chimistes des armées [8 juin 1965] (n° 193).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, portant création d'un corps de pharmaciens-chimistes des armées [24 juin 1965] (n° 269).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi fixant les dispositions statutaires particulières au corps des professeurs de l'enseignement maritime** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 624, 625) ; à la discussion du **projet de loi portant extension de la loi sur le recrutement aux élèves de certaines écoles militaires** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 626) ; à la discussion du **projet de loi portant création d'un corps de pharmaciens-chimistes des armées** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 629, 630, 631 et 632) ; demande un scrutin public sur l'ensemble du projet et regrettant que le vote bloqué fasse obstacle à l'adoption des amendements proposés, invite le Sénat à le rejeter (p. 632). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 642 à 645). Discussion des articles. Art. 3 : *son amendement tendant à ramener la durée du service actif à douze mois* (p. 651, 652) ; art. 8 : *son amendement relatif à la qualité de soutien de famille* (p. 655) ; art. 11 : *son amendement tendant à modifier cet article en ce qui concerne le droit de fixer chaque année le nombre des dispensés* (p. 655, 656) ; art. 15 *bis : son amendement tendant à définir la notion de soutien « indispensable » de famille et à supprimer le dernier alinéa de cet article relatif au décret qui doit déterminer chaque année les conditions d'application des dispenses* (p. 656) ; art. 16 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux exemptions d'ordre professionnel* (p. 657) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 21 bis *prévoyant que les jeunes gens volontaires pourraient servir dans la limite des obligations d'activité, par souscription d'engagement de deux ans* (p. 658) ; art. 26 : *son amendement tendant à laisser au Gouvernement la latitude de conserver temporairement sous les drapeaux, dans la limite des obligations légales d'activité, les hommes ayant accompli la durée du service actif* (p. 659, 660) ; art. 30 : *son amendement tendant à prévoir que la durée du service actif dans le corps de défense sera la même que celle du service militaire* (p. 661) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 664). — **Suite de la discussion** [22 juin 1965]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi dans le texte proposé par la commission mixte paritaire (p. 739). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 834). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. Discussion des articles. — Art. 8 : *observations sur l'amendement de M. Pellenc tendant à exonérer les mareyeurs de la T. V. A.* (p. 1100). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1468 à 1471). — Observations sur la politique étrangère suivie par le Gouvernement ; répond à M. Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères à propos de la politique de neutralisation de la France dans le Sud-Est asiatique (p. 1476) ; (p. 1478). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — DÉPENSES MILITAIRES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section marine), présente le budget de la marine. — Discussion générale (p. 1519 à 1521). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à annuler les crédits de paiement ouverts au titre III « moyens des armées et services » afin d'inviter le Gouvernement à améliorer la condition militaire* (p. 1527, 1528). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1903). — Discussion de l'article unique ; *son amendement tendant, après cet article, à insérer un article additionnel* 2 *nouveau disposant que le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris sera soumis à l'approbation du Parlement dans les mêmes conditions que le plan de développement économique et social* (p. 1910).

MONTIGNY (M. LUCIEN DE) [Mayenne].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés [21 octobre 1965] (n° 21).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi sur le reclassement des travailleurs handicapés** [28 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1218 à 1220). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant, dans le texte modificatif présenté pour l'article* 36 *de la loi du* 23 *novembre* 1957, *à rédiger comme suit la fin de* 2°, *à partir des mots : « ... par une publicité quelconque : » : « a) Soit que cet objet a été fabriqué ou conditionné par un ou des travailleurs handicapés ; « b) Soit que le produit de la vente bénéficie à des travailleurs handicapés ; »* (p. 1220) ; Art. 2 : *son amendement tendant à préciser que les dispositions du* 2° *et du* 3° *de l'article* 36 *de la loi du* 23 *novembre* 1957 *n'entreront en vigueur que le* 1er *janvier* 1967 (*ibid.*).

MONTPIED (M. GABRIEL) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

MOREVE (M. ROGER) [Indre].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 41 : *amendement de M. Pellenc ;* observations sur le terme « groupements » (p. 1155, 1156). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 22 : (p. 1276). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale (p. 1776).

MORICE (M. ANDRÉ) [Loire-Atlantique].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 7 : observations sur cet article traitant des affaires maritimes (p. 1141) ; Art. 38 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Pellenc tendant à introduire dans ce texte la notion de bonification d'intérêts* (p. 1146, 1147) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 41 : observations (p. 1159). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1881, 1882).

MOTAIS DE NARBONNE (M. LÉON) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR (BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS). — Discussion générale (p. 1363, 1364) ; observations ayant porté notamment sur le problème de l'indemnisation. — Discussion des articles. — TITRE III : *explique son vote sur l'amendement de M. Le Bellegou tendant à supprimer les crédits de ce titre pour marquer l'hostilité du Sénat à la politique du Gouvernement à l'égard des rapatriés* (p. 1379). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale. — Observations sur la situation des anciens fonctionnaires de la France d'outre-mer (p. 1709, 1710).

MOTTE (M. EUGÈNE) [Nord].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

MOUTET (M. MARIUS) [Drôme].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

En qualité de président d'âge, préside la séance du 2 octobre 1965 et déclare ouverte la session ordinaire du Sénat de 1965-1966 [2 octobre 1965].

Prononce l'éloge funèbre de **M. Maurice Charpentier, sénateur du Loiret,** décédé le 19 août 1965 [2 octobre 1965] (p. 972, 973).

Son allocution en qualité de président d'âge [2 octobre 1965] (p. 973, 974).

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Est élu délégué titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention consulaire, signée le 25 avril 1963, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache [22 juin 1965] (n° 242).

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de coopération économique et financière entre la France et le Cambodge, signé à Paris, le 4 juillet 1964 [22 juin 1965] (n° 243).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification des amendements aux articles 23, 27 et 61 de la charte des Nations Unies relatifs à la composition du conseil de sécurité et à celle du Conseil économique et social, adoptés le 17 décembre 1963 par l'assemblée générale des Nations Unies [22 juin 1965] (n° 246).

Question orale :

M. Marius Moutet rappelle à *M. le ministre des affaires étrangères* que l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale a voté quatre recommandations importantes lors de la sa dernière session : n° 110, sur l'état de la sécurité européenne, aspects de la stratégie occidentale ; n° 112, sur l'unité d'action, l'union politique et l'U. E. O. ; n° 113, sur le rôle de l'U. E. O. dans les rapports économiques entre la Grande-Bretagne et la Communauté économique européenne ; n° 114, sur l'avenir politique de l'O. T. A. N. Le groupe de travail de l'U. E. O. ayant transmis ces recommandations à la commission des affaires étrangères et des forces armées du Sénat, il lui demande de bien vouloir lui indiquer la position prise par le Gouvernement français sur ces diverses recommandations [22 avril 1965] (n° 638). — Réponse [11 mai 1965] (p. 224 à 226).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 638** (cf. *supra*) [11 mai 1965] (p. 224 à 226). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Armengaud et Edouard Bonnefous concernant le **financement des investissements privés et l'apport de capitaux étrangers** [18 mai 1965] (p. 291). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant institution d'un code de justice militaire** [20 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 214 du code de justice militaire : *amendement de M. Le Bellegou tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la répression des manquements aux obligations résultant du serment des avocats* (p. 334). — Explique son vote sur l'ensemble du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national,** dans le texte proposé par la commission mixte paritaire (p. 739, 740). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention consulaire avec la République malgache** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 779) ; dans la disucssion du **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération avec le Cambodge** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 781, 782). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi autorisant la ratification des amendements aux articles 23, 27 et 61 de la charte des Nations Unies** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 784 à 787) ; (p. 788, 789). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 863, 865 et 866). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [6 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE - AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 1401). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures** [6 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1407) ; (p. 1423 à 1425). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION PARITAIRE. — Discussion générale (p. 1938).

N

NAMY (M. Louis) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Est nommé secrétaire du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Question orale avec débat :

M. Louis Namy demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir donner au Sénat toutes informations : 1° sur les circonstances dans lesquelles le leader de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka a pu être enlevé au cœur de Paris, en plein midi, le vendredi 29 octobre 1965 ; 2° sur les raisons des retards apportés par la justice française dans la recherche du disparu ; 3° sur les suites qu'il entend donner à cette grave affaire qui soulève une vive émotion tant en France qu'au Maroc [14 novembre 1965].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965]. — Discussion générale (p. 181 à 183). — Discussion des articles. ART. 1er : *son amendement tendant à remplacer les articles* 213 *à* 226 *du Code civil par un article* 213 *disposant que les époux exercent conjointement la direction de la famille* (p. 184) ; Art. 214 du Code civil : *son amendement tendant à supprimer les* 2e *et* 3e *alinéas de cet article* (p. 183) ; Art. 215 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas de cet article relatif au choix de la résidence de la famille* (p. 187) ; Art. 223 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'exercice d'une profession par l'un des époux sans le consentement de l'autre* (p. 191). — **Suite de la discussion** [11 mai 1965]. — *Son amendement tendant à insérer un article* 24 *nouveau instituant une consultation juridique prénuptiale* (p. 237). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant institution d'un code de justice militaire** [20 mai 1965]. — Discussion générale (p. 313, 314). — Discussion des articles. — ART. 2. — Art. 1er du Code de justice militaire : *son amendement tendant à modifier cet article afin que la justice militaire soit rendue, en temps de paix, par les tribunaux de droit commun* (p. 316) : Art. 15 du code : *son amendement tendant à modifier cet article afin de faire entrer un simple soldat dans la composition du tribunal appelé à juger un simple soldat* (p. 317. — Prend part à la discussion du **projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires** [2 juin 1965]. — Discussion générale (p. 459, 460). — Intervient dans la discussion du **projet de loi tendant à assurer le bon emploi des prestations sociales** [18 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er (p. 713) ; Art. 7 : observations sur le sens à donner aux expressions « prestations familiales » et « prestations sociales » (p. 715). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [22 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *soutient l'amendement de M. Talamoni tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 750). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridiction civiles et pénales** [26 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1183). — **Suite de la discussion** [28 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : explique son vote sur l'amendement de M. Garet (p. 1209). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1349, 1350). — Observations sur la situation des personnels de préfecture et sur la situation des personnels de police. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1385, 1386). — Observations ayant porté notamment sur la situation pénitentiaire et l'administration pénitentiaire.

NATALI (M. Jean) [Oise].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

NAVEAU (M. Charles) [Nord].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'assemblée unique des communautés européennes [20 octobre 1965] - [17 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires écomiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 64-991 du 19 septembre 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'exportation applicable à la sortie du territoire douanier [29 avril 1965] (n° 142).

Questions orales :

M. Charles Naveau appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les conséquences graves qui découlent des dispositions prises par son administration au regard des impositions dont elle frappe les travailleurs frontaliers français travaillant à l'étranger ; il regrette d'avoir à lui signaler que les intéressés trouvent plus de compréhension lorsqu'ils s'adressent à l'administration fiscale étrangère pour le règlement de certains litiges qu'après des services français, notamment dans le cadre de leurs rapports avec la Suisse ; il appelle son attention, une nouvelle fois, sur le fait que le problème des frontaliers présente une grande importance, sur le plan économique et financier pour certaines régions ; qu'il évite dans pas mal de cas le chômage d'ouvriers français tout en permettant au commerce et à l'artisanat de ces pays de vivre ; qu'il rapporte au surplus des devises à notre pays ; il lui signale qu'il importe donc que des mesures soient prises pour éviter une imposition qui paraît excessive lorsque l'on sait que ces ouvriers ne bénéficient pas des allocations familiales, ni des allocations logement ; et tenant compte de ces faits il lui demande : 1° s'il ne pense pas que la suppression de l'imposition forfaitaire de 5 p. 100 qui les frappe serait déjà une mesure susceptible de rétablir une certaine justice dans leur sort ; 2° quelles mesures il entend prendre, d'une manière générale, pour qu'une solution satisfaisante à l'égard de nos frontaliers soit enfin prise sur le plan national [2 avril 1965] (n° 628). — Réponse [4 mai 1965] (p. 154).

M. Charles Naveau rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* la question écrite n° 4886 qu'il lui a posée le 13 janvier 1965, relative aux privilèges exorbitants que son administration accorde, sur le plan fiscal, aux fabricants de margarine, et à laquelle il n'a pas obtenu de réponse. Par cette question, il désirait connaître les raisons pour lesquelles : n'a pas été appliquée la taxe spéciale sur les huiles végétales d'importation votée par le Parlement au titre des exercices 1963-1964 et 1965 inscrite au budget pour le montant annuel de 80 millions de francs ; a été ouvert, au contraire, un contingent détaxé de 8.000 tonnes d'huile de baleine pour la margarinerie par arrêté du 28 décembre 1964 ; n'est pas perçue la taxe sur les huiles végétales prévue par la réglementation de la C. E. E. en faveur de l'organisation du marché européen des matières grasses. Il lui signale, en outre, que depuis et avec 18 mois de retard le Sénat a été invité à ratifier un décret du 29 novembre 1963 qui a baissé les droits de douane sur les huiles utilisées en margarinerie, et ce, sous l'alibi du plan dit de stabilisation monétaire. Considérant que les substantiels bénéfices réalisés par la société qui monopolise en France la margarinerie lui auraient permis de concourir à la stabilité du budget, sans pour autant devoir solliciter de dérogation au plan de stabilisation, qu'il s'agit d'un véritable favoritisme qui se traduit par d'importantes pertes de recettes pour le Trésor et pose de graves questions de principe en raison même de l'inquiétude grandissante des producteurs de lait et de beurre qui se rendent compte qu'ils ont été leurrés par le pouvoir du fait que leurs produits seront payés moins cher en 1965 qu'en 1964, que la hausse du lait n'était que théorique puisque les prix de soutien n'ont pas été relevés, qu'il en résulte une nouvelle baisse du revenu agricole. Il lui demande : s'il existe des lois obligatoires et des lois facultatives et en vertu de quels critères il est permis tant aux citoyens qu'aux ministres de se dérober aux dispositions qu'elles édictent ; s'il compte vraiment prendre des mesures prochainement pour que la loi

soit appliquée aux margariniers, et s'il entend par ailleurs défendre le marché d'exportation des produits laitiers. [23 juin 1965] (n° 668). — Réponse [12 octobre 1965] (p. 1022, 1023).

M. Charles Naveau expose à *M. le ministre de l'agriculture* l'émotion et la déception que soulèvent dans les milieux agricoles les dispositions des décrets n° 65-576 et n° 65-577 du 15 juillet 1965 relatifs aux différents modes de prêts que le crédit agricole mutuel peut consentir ; il lui signale : 1° que leur restriction et leur complexité vont à l'encontre des buts recherchés, et notamment en ce qui concerne les prêts à long terme devant permettre la réalisation de certaines opérations foncières et immobilières ; leur application mettra les preneurs préempteurs dans l'impossibilité de lutter à égalité avec des éventuels acquéreurs étrangers ; 2° que les superficies de références exigées selon les régions créent des inégalités criardes parmi les éventuels bénéficiaires et ne constituent pas des critères sérieux pour fixer la rentabilité des exploitations. Il lui demande de revoir dans les moindres délais ces dispositions en leur donnant une certaine élasticité, en permettant aux caisses de crédit agricole de disposer d'une certaine franchise de départ quant au montant et à la durée des prêts à accorder, conditions nécessaires aux agriculteurs pour la transformation de leurs méthodes de travail et de leurs techniques qu'exige la concurrence de nos partenaires européens [2 novembre 1965] (n° 682). — Réponse [16 novembre 1965] (p. 1828, 1829).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 628** (*cf. supra*) [4 mai 1965] (p. 154, 155). — Intervient dans la discussion du **projet de loi concernant les droits de douane sur le coprah et le palmiste** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 292). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi relatif aux droits de douane d'exportation sur certains déchets de peaux** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 293). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 475, 476). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 668** (*cf. supra*) [12 octobre 1965] (p. 1022, 1023). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à supprimer les crédits affectés à ce titre pour protester contre la politique extérieure du Gouvernement et notamment celle pratiquée à Bruxelles dans le domaine du Marché commun* (p. 1481). — Est entendu lors de la réponse de M. Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre à sa **question orale n° 682** (*cf. supra*) [16 novembre 1965] (p. 1828, 1829).

NAYROU (M. JEAN) [Ariège].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. Jean Nayrou expose à *M. le ministre de l'industrie* que la dernière entreprise industrielle de Foix a fermé ses portes le 2 janvier 1965. Que la direction a motivé sa décision par les « conditions économiques actuelles, blocage des prix de vente et augmentation des éléments de prix de revient ». Il lui fait observer combien l'événement est en contradiction avec la politique de soi-disant décentralisation industrielle qui n'a été qu'un leurre pour l'Ariège et lui demande s'il envisage sérieusement de prendre des mesures en faveur d'une région victime d'une crise dans diverses branches, textile et métallurgie notamment [18 décembre 1964] (n° 626). — Réponse [11 mai 1965] (p. 222, 223).

M. Jean Nayrou attire l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les conséquences de l'instruction n° 86 du 10 août 1964 concernant le régime d'imposition des frais de transport facturés par le vendeur à son client. Il paraît évident que l'application du texte précité aux fournitures faites aux services des ponts et chaussées par les exploitants de carrières va se traduire par une augmentation sensible des prix. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas souhaitable de maintenir en vigueur le régime antérieur [27 mars 1965] (n° 631). — Réponse [11 mai 1965] (p. 223).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administratives* sur le décret n° 65-375 du 19 mai 1965 relatif à la commission départementale d'équipement. Il lui fait part de l'émotion soulevée par le peu de place laissé aux conseillers généraux, seuls membres élus par leurs pairs, pour siéger à ladite commission, alors que les investissements dont elle aura à connaître ne manqueront pas d'avoir de graves répercussions sur les finances départementales. [25 mai 1965] (n° 659). — Réponse [15 juin 1965] (p. 580, 581).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n°s 626 et 631** (*cf. supra*) [11 mai 1965] (p. 222, 223). — Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** [2 juin 1965]. — Discussion générale (p. 458, 459). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 659** (*cf. supra*) [15 juin 1965] (p. 581). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1346 à 1349). — Observations ayant porté notamment sur l'aide apportée aux collectivités locales ; les crédits affectés à la police et à l'entretien de la voirie ; la situation des personnels locaux ; la diminution des transferts de charges (p. 1357, 1358).

NOURY (M. JEAN) [Ille-et-Vilaine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives [22 avril 1965] (n° 138).

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, adopté par l'Assemblée nationale [15 juin 1965] (n° 211).

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à réglementer la profession de professeur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession [19 novembre 1965] (n° 74).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives** [29 avril 1965]. — Discussion générale (p. 136 à 138). — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement, au premier alinéa de cet article, tendant après le mot : « peuvent », d'ajouter les mots : « à la demande d'un médecin agréé par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports »* (p. 139, 140). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [17 juin 1965]. — **Discussion générale** (p. 679 à 681 ; p. 689). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à prévoir l'avis des commissions départementales d'équipement pour la répartition des crédits* (p. 690) ; le retire (*ibid.*) ; *amendement de M. Richard* (p. 691) ; Art. 3 : *son amendement tendant à compléter cet article par deux alinéas précisant les éléments du rapport annuel sur l'exécution du programme d'équipement sportif et socio-éducatif* (ibid.) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 31 : *son amendement tendant à ajouter un paragraphe 4 portant de 5.000 à 15.000 francs les exemptions d'impôts prévues à l'article 1561, paragraphe a, du code général des impôts* (p. 1138). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la jeunesse et les sports, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. —

JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1576 à 1578). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion de la **proposition de loi portant réglementation de la profession de professeur de danse** [19 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1961, 1962). — Discussion des articles. — Art. 4 : observations sur la consommation d'alcools dans les cours de danse (p. 1964).

P

PAMS (M. GASTON) [Pyrénées-Orientales].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1351, 1352). — Observations sur la situation du département des Pyrénées-Orientales sinistré par des inondations successives. — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, présente ses observations sur le budget de l'AVIATION CIVILE (p. 1641 à 1643).

PARISOT (M. HENRI), [Vosges].

Est nommé secrétaire du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise [17 juin 1965] (n° 231).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 30 juin 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes [17 juin 1965] (n° 232).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 1er septembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de métrologie légale [17 juin 1965] (n° 233).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 777) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège conclu entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 777) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège relatif à l'organisation internationale de métrologie légale** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 778).

PASCAUD (M. GUY) [Charente].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

PATENOTRE (M. FRANÇOIS) [Aube].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

PATRIA (M. PIERRE) [Oise].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

PAULY (M. PAUL) [Creuse].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'éducation nationale, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1575, 1576).

PAUMELLE (M. HENRI) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Décédé le 17 décembre 1965. — Eloge funèbre prononcé par M. Gaston Monnerville, président du Sénat [22 décembre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales** [26 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1183, 1184).

PAUZET (M. MARC) [Gironde].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Question orale :

M. Marc Pauzet attire l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur la situation très critique de la viticulture, par suite de la mévente du vin, et notamment sur le fait que les mesures de soutien du prix des vins, concernant uniquement le vin rouge de consommation courante, ne permettent pas de défendre le cours du vin blanc. Il lui demande s'il envisage d'étendre les dispositions du décret n° 64-902 du 31 août 1964 (art. 6 à 10) et, à cet effet, de créer dans une région de production, Bordeaux par exemple, une place de cotation afin d'assurer le jeu des mécanismes d'intervention en faveur de cette catégorie de vin. [2 avril 1965] (n° 630). — Réponse [27 avril 1965] (p. 121, 122).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 630** (*cf. supra*) [27 avril 1965] (p. 121, 122). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 25 : *son amendement tendant à supprimer le 4e alinéa de cet article relatif au tarif du droit de circulation sur les vins* (p. 1135, 1136). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *son amendement tendant à compléter le paragraphe 1 par une disposition réduisant, pour les assujettis autres que les artisans, le taux de la taxe complémentaire de 6 à 4 p. 100* (p. 1259, 1260) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 14 : *son amendement au nom de la commission des affaires économiques tendant à supprimer cet article portant suppression de la taxe d'encouragement aux productions textiles* (p. 1265, 1266) ; le retire (p. 1267). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965] ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires

économiques, intervient dans la discussion générale du budget de l'AGRICULTURE (p. 1652 à 1654) ; (p. 1672). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture, du projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [19 novembre 1965]. — Discussion de l'article unique : *soutient l'amendement de M. Blondelle tendant à compléter cet article par une disposition relative aux objectifs de l'agriculture* (p. 1960). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 11 *ter* : observations, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, sur cet article relatif au droit de préemption des S. A. F. E. R. (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) (p. 1999) ; *amendement de M. Marcel Molle* (p. 2001).

PELLENC (M. MARCEL) [Vaucluse].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [20 mai 1965] (n° 167).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers [15 juin 1965] (n° 208).

Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en vue d'y étudier l'évolution des relations financières et commerciales entre la France et différents pays du Moyen-Orient [23 juin 1965] (n° 266).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [19 octobre 1965] (n° 12).

Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 27 juin au 4 juillet 1965, par une délégation de cette commission, sur les aspects financiers de l'aménagement du centre d'expérimentation du Pacifique [21 octobre 1965] (n° 18).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1966, adopté par l'Assemblée nationale [2 novembre 1965] (n° 31).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1965, adopté par l'Assemblée nationale [S. E. 21 décembre 1965] (n° 84).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 23 décembre 1965] (n° 86).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [S. E. 23 décembre 1965] (n° 88).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion générale (p. 357 à 362) ; (p. 379). — Discussion des articles. — Art. 3 : sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Armengaud (p. 384) ; Art. 6 : *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe 3 relatif à la situation de sociétés françaises émettant des obligations à l'étranger avec l'accord du ministre des finances* (p. 385, 386) ; Art 7 : *son amendement rédactionnel (ibid.)* ; Art. 9 : *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par les mots : « si, par contre, la différence entre le prix de cession et la valeur comptable des biens cédés est négative, elle sera considérée comme une moins-value à court terme »* (p. 386, 387) ; cet amendement est réservé ; Art. 11 : *son amendement tendant à permettre d'effectuer la compensation entre les plus-values et les moins-values à long terme sans aucune limitation de durée* (p. 389) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe 4 excluant du régime nouveau des moins-values les exploitations ayant leur siège dans un Etat de l'ancienne communauté* (p. 389, 390) ; Art. 12 : observations sur la procédure du vote « bloqué » demandée par le Gouvernement pour les articles 12, 13 et 14 (p. 390, 391) ; *son amendement tendant, au paragraphe 5 de cet article, à remplacer*, in fine, *le taux de 8 p. 100 par le taux de 5,20 p. 100* (p. 391) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe 6 relatif au fonctionnement du paiement des impôts (ibid.)* ; Art. 14 : *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe 6 donnant aux sociétés la possibilité d'opter pour l'imposition au taux de 10 p. 100 des plus-values afférentes à ses éléments amortissables ou non amortissables* (p. 393) ; observations sur la procédure du vote « bloqué » (p. 393) ; Art. 15 : *son amendement tendant à permettre au commissariat général du plan et de la productivité de donner son avis préalablement aux agréments qui seront donnés par M. le ministre des finances en ce qui concerne les scissions et les apports partiels d'actif des sociétés* (p. 394) ; Art. 16 ; *son amendement tendant au même objet que le précédent (ibid.)* ; *Art. 20 : son amendement au paragraphe 3 a tendant à réduire le chiffre de 20 millions à 5 millions de francs* (p. 395) ; *son amendement à l'alinéa b du paragraphe 3 tendant à maintenir à la société-mère les avantages fiscaux dont elle disposait (ibid.)* ; Art. 23 : *son amendement tendant à compléter cet article par un troisième alinéa excluant de l'application de l'article les exploitations ayant leur siège dans un état de l'ancienne communauté* (p. 396) ; Art. 27 : *son amendement tendant à modifier le premier alinéa de cet article relatif à l'amortissement des constructions entreprises sur le sol d'autrui* (p. 397) ; Art. 28 : *son amendement tendant, dans une nouvelle rédaction des quatre derniers alinéas, à soustraire à l'obligation des justifications les cadeaux et frais de réception (frais généraux) engagés dans l'intérêt direct de l'entreprise* (p. 398, 399, 401, 402) ; *son amendement au paragraphe 2, 2e alinéa, tendant à ajouter une disposition précisant que les dépenses ayant figuré sur le relevé des frais généraux pourront être réintégrées dans les bénéfices imposables dans la mesure où elles sont excessives « et où la preuve n'a pas été apportée qu'elles ont été engagées dans l'intérêt direct de l'entreprise »* (p. 403) ; Art. 30 : *son amendement tendant à la suppression de cet article relatif à la déductibilité des rémunérations allouées par les entreprises* (p. 403, 404) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 32 : *son amendement tendant à modifier le troisième alinéa de cet article en ce qui concerne le régime auquel doivent être soumis les dirigeants de certaines entreprises* (p. 404) ; Art. 33 : *son amendement relatif aux membres de la commission départementale des impôts représentant les contribuables et amendement de M. Tron tendant à modifier le quatrième alinéa de cet article relatif à la représentation des ingénieurs et cadres supérieurs* (p. 405) ; Art. 40 : *son amendement tendant, au paragraphe 1, 2e alinéa de cet article, à remplacer les mots : « toutefois l'administration peut désigner comme lieu d'imposition » par les mots : « toutefois, l'administration peut mettre en demeure le redevable de désigner comme lieu d'imposition »* (p. 407, 408) ; Art. 42 : *son amendement tendant à modifier le paragraphe 2 de cet article afin d'empêcher une société de personnes de revenir au régime fiscal des sociétés de capitaux avant le délai de cinq années* (p. 408, 409) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 45 : *son amendement tendant a adopter pour les produits qui sont exonérés de l'impôt sur les sociétés, en application de l'article 210 ter du code général des impôts, la même solution que celle adoptée pour les sociétés d'investissement* (p. 409, 410) ; Art. 46 : *son amendement tendant à compléter le paragraphe 2 de cet article par les mots : « en ce qui concerne l'application de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, la date du 1er janvier 1967 est substituée à celle du 1er janvier 1966* (p. 410) ; le retire

(p. 411). — **Discusssion en deuxième lecture** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 665). — Discusssion des articles. — Art. 9 : (p. 666) ; Art. 11 : *son amendement au paragraphe 2, 1er alinéa de cet article tendant à reprendre le texte voté en première lecture par le Sénat* (p. 667) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement, au paragraphe 4 tendant à reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture* (*ibid.*) ; le retire (p. 668) ; Art. 14 : observations (p. 669) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe 6 permettant à une société absorbée par une autre, en cas de fusion, d'opter pour l'imposition au taux de 10 p. 100 de toutes ses plus-values* (p. 670) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 27 : *sont amendement tendant à reprendre le premier alinéa de cet article concernant les constructions sur le sol d'autrui, dans le texte voté en première lecture* (p. 671) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 28 : *son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa du paragraphe 1 afin de préciser les conditions de communication à l'assemblée des actionnaires des dépenses énoncées au paragraphe 1er de cet article* (p. 672) ; Art. 33 : *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par : « après consultation des organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives »* (*ibid.*) ; Art. 34 : *son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (*ibid.*) ; Art. 45 : *son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 673) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 47 *ter : son amendement tendant à numéroter les deux premiers paragraphes de cet article et à compléter ce texte par une disposition visant certains profits de construction* (p. 674). — Interviert, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération avec le Cambodge** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 783). — Interviert, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion, en **troisième lecture**, du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 789, 790). — Discussion des articles. — Art. 33 : *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article ainsi qu'il suit : « après consultation des organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives »* (p. 791). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1041 à 1044). — **Suite de la discussion** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe fixant forfaitairement à 6 p. 100 la taxe sur la valeur ajoutée supportée par les opérations des exploitants agricoles* (p. 1084) ; *amendement de M. Bertaud* (p. 1086) ; Art. 4 : *son amendement tendant à compléter l'alinéa 1° du paragraphe 1 par une disposition exonérant de la T. V. A. ce que la coopérative cède, pour leurs besoins personnels, à ses adhérents* (p. 1088) ; *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à compléter l'alinéa 5° du paragraphe 1 par une disposition précisant que les opérations de préfabrication préalables à la construction immobilière seront exclues du champ d'application de la taxe* (p. 1089) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe 1 par un alinéa 9° prévoyant que soient assujetties à la T. V. A. les opérations portant sur les produits visés au tableau B de l'article 265 du code des douanes et réalisées après la mise à la consommation de ces produits* (produits pétroliers) (p. 1090, 1091) ; *son amendement tendant à préciser la rédaction du paragraphe 2 de cet article et à déterminer les caractéristiques des activités qui rendront les agriculteurs redevables de la T. V. A.* (p. 1091) ; Art. 5 : *son amendement tendant à rédiger comme suit le début de cet article : « Peuvent, sur leur demande, être assujettis... », laissant ainsi s'exercer librement toutes les facultés d'option* (p. 1092) ; *son amendement tendant à compléter le paragraphe 1 par un alinéa 7° étendant la faculté d'option aux entreprises qui effectuent des opérations sur des déchets neufs d'industrie ou sur les matières de récupération* (p. 1092) ; Art. 6 : *amendement de Mlle Rapuzzi relatif à l'incidence de la nouvelle législation sur les transports internationaux* (p. 1093, 1094) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe 2* (p. 1094) ; observations sur l'application de l'article 40 invoqué par le Gouvernement (*ibid.*) ; Art. 7 : *son amendement tendant à insérer, après le paragraphe 4, un paragraphe 4 bis exonérant de la taxe certains produits de luxe achetés par des personnes ayant leur domicile à l'étranger et qui effectuent leur paiement en devises* (p. 1098) ; demande que l'art. 7 soit réservé (*ibid.*) ; Art. 8 : *son amendement tendant, au paragraphe 1, après l'alinéa 4, à insérer un alinéa 4 bis exonérant les mareyeurs de la T. V. A.* (p. 1099) ; *son amendement, au paragraphe 1, alinéa 6° b, tendant à exonérer, sans aucune limitation de durée, la vente des véhicules automobiles d'occasion* (p. 1101) ; observations sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Bardol (p. 1103) ; *son amendement, au paragraphe 2, 2e alinéa, tendant à exonérer de la taxe les amendements calcaires* (p. 1104) ; Art. 13 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa du paragraphe b* (p. 1108) ; *son amendement, tendant à compléter cet article par une disposition rangeant dans la catégorie des produits passibles de la T. V. A. à 6 p. 100 les engrais et les produits similaires* (p. 1110) ; *son amendement, au dernier alinéa, tendant à imposer la T. V. A. au taux de 6 p. 100 aux poissons salés, congelés ou surgelés* (p. 1111) ; *son amendement tendant à classer le livre dans la liste des produits qui sont passibles de la taxe de 6 p. 100* (p. 1112) ; *son amendement tendant à placer les transports de voyageurs dans le champ d'application de l'art. 13* (*ibid.*) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à faire bénéficier du taux de 6 p. 100 les opérations de location de sacs destinés à l'emballage de céréales* (p. 1113) ; *son amendement de coordination tendant à supprimer les cinquième et sixième alinéas de l'art. 13* (p. 1115) ; Art. 14 : *son amendement tendant à imposer au taux de 12 p. 100 les opérations précédemment exonérées ou passibles de la taxe sur les prestations de service au taux ordinaire ou aux taux réduits, à l'exclusion de celles qui sont soumises au taux majoré et de celles qui sont visées dans l'art. 13* (p. 1119) ; Art. 16 : (p. 1123) ; *son amendement tendant à insérer, après le paragraphe 5, un paragraphe 5 bis stipulant que lorsqu'une collectivité publique locale établit des ouvrages dont elle remet l'exploitation à son concessionnaire de service public, la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé les dépenses d'établissement de ces ouvrages est remboursée par le concessionnaire à la collectivité et est déductible par celui-ci de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux opérations concernant le service public dont il assure la gestion* (p. 1124) ; Art. 17 : *son amendement, à la fin du dernier alinéa du paragraphe 1, tendant à supprimer la règle du prorata* (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 18 : demande que cet article soit réservé (p. 1132) ; Art. 19 : observations sur l'amendement de M. Louvel tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (p. 1133) ; art. 21 : *amendements de Mme Cardot et de M. Bardol* (p. 1134) ; *son amendement, après l'article 28 bis, tendant au rétablissement de l'article 29* (p. 1137) ; Art. 31 : *son amendement tendant à supprimer le § 3 de cet article* (p. 1138) ; Art. 34 : *son amendement tendant à compléter le § 1 par une disposition précisant que les opérations imposables, pour lesquelles l'art. 9 prévoit l'encaissement comme fait générateur de la taxe, doivent faire l'objet, au fur et à mesure de leur règlement, d'une facture mentionnant cette taxe* (p. 1139) ; le retire (*ibid.*) ; *art. 18* (précédemment réservé) : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du § 2 bis de cet article* (p. 1142) ; observations sur l'application de l'art. 40 à l'amendement de M. Jung soutenu par Mme Cardot (p. 1143) ; art. 38 : *amendement de M. Vallin tendant à porter de 3 p. 100 à 5 p. 100 la part du fonds d'action locale* (p. 1145) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du § 4 relatif au problème de la répartition des ressources affectées au fonds d'action locale à provenir de la taxe sur les salaires* (p. 1145, 1146), *sous-amendement de M. André Morice* (p. 1147) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi qu'il suit le § 3 de cet article : « un fonds d'action locale reçoit une fraction de la part locale de la taxe sur les salaires. Cette fraction, fixée à 3 p. 100 pour l'année 1967, augmente de sept dixièmes de point par année pendant dix ans. Il est géré par un comité comprenant en majorité des représentants élus des départements, des communes et de leurs groupements. Ce comité est tenu au courant des conditions d'application aux collectivités locales du présent titre III »* (p. 1147, 1148) ; Art. 40 : *amendement de M. Guy Petit, au § 2, tendant à instituer un minimum garanti pour les communes-dortoirs ou les communes d'accueil* (p. 1151, 1152) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa du § 4 prévoyant la réunion de la répartition des fonds provenant de la taxe sur les salaires* (p. 1152) ; *son amendement, au début du § 5, tendant à introduire un élément correctif qui tienne compte de l'augmentation de la population communale* (p. 1153) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe nouveau visant à retenir, pour le calcul des attributions locales, des chiffres résultant non pas de la population sédentaire recensée, mais, en partie, de la population saisonnière* (p. 1153, 1154) ; Art. 41 : *son amendement au 1er alinéa tendant à inclure dans le calcul de la part locale de la taxe sur les salaires la contribution foncière des propriétés bâties affectées à l'usage de la profession hôtelière* (p. 1154, 1155, 1156) ; *amendement de M. Descours Desacres* (p. 1159) ; Art. 41 *bis* (*nouveau*) : *son amendement au 1er alinéa du § 1 tendant à assurer aux communes le minimum garanti avant qu'une aide complémentaire du fonds d'action locale leur soit attribuée* (p. 1159) ; *le retire* (p. 1160) ; *son amendement, au 2e alinéa du § 1, précisant que l'indice de revalorisation applicable est égal au taux de progression de la part locale de la taxe sur les salaires* (p. 1160) ; Art. 41 *ter : son amendement tendant, au § 1 de l'amendement du Gouvernement, à substituer au pourcentage de 1 p. 100 celui de 2 p. 100* (p. 1161) ; Art. 42 : *son amendement rédaction-*

nel (p. 1162) ; Art. 48 : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 1163) ; Art. 49 : *son amendement de coordination* (p. 1163) ; *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 1163) ; Art. 50 *(nouveau)* : *amendement de M. de Broglie* (p. 1164). — **Suite de la discussion** [26 octobre 1965]. — Observations sur la demande de vote unique, présentée par le Gouvernement, sur les articles 12 et 37 (p. 1170, 1171, 1172) ; observations sur la demande de deuxième délibération de ce projet de loi (p. 1185, 1186). — Prend la parole, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, au cours du débat sur le **projet de loi de finances pour 1966** [2 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1229 à 1233). — **Suite de la discussion** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement, au § IV, tendant à proposer un texte qui porte à 80.000 francs le montant du revenu servant de base d'imposition à partir duquel le démi-décime sera applicable* (p. 1252, 1253) ; *amendement de M. Duclos ;* observations sur l'application de l'art. 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1255, 1256) ; Art. 2 : *son amendement tendant à compléter cet article par un § V décidant qu'à compter du 1er janvier 1966, chaque fois que l'indice général des taux de salaire horaire, calculé par l'I. N. S. E. E., aura progressé de 5 p. 100 le Parlement sera saisi de propositions tendant à aménager le barème de l'impôt* (p. 1257, 1258) ; Art. 5 : *son amendement tendant à compléter le § 1 de cet article par un alinéa relatif à l'allégement des droits de succession entre collatéraux* (p. 1260, 1261) ; Art. 7 : *son amendement tendant à compléter cet article par un § IV précisant qu'en aucun cas l'exonération prévue à cet article n'occasionnera un préjudice aux finances des collectivités locales* (p. 1263) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 8 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction plus précise du § 1 de cet article relatif à l'exonération de l'impôt sur le revenu des engagements d'épargne à long terme* (p. 1263, 1264) ; le retire (p. 1265) ; Art. 19 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la création d'une taxe sur le blé et l'orge reçus par les organismes stockeurs et affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 1271) ; Art. 22 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif au fonds d'investissement routier* (p. 1276, 1277, 1278). — **Suite de la discussion** [4 novembre 1965]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale. — Observations sur la campagne de presse et les accusations portées contre l'administration des P. et T. (p. 1316, 1317). — Discussion des articles. — Art. 69 *bis* : observations sur l'application de l'article 40 à l'amendement de la commission des finances (p. 1322). — CONSTRUCTION. — Discussion des articles. — Art. 45 : *amendement de la commission des finances tendant à supprimer cet article* relatif au programme d'habitations à loyer modéré (p. 1334). — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965] ; en remplacement de M. Georges Portmann, rapporteur spécial de la commission des finances, présente le budget du ministère des AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1438 à 1461). — Observations ayant porté notamment sur le chapitre des relations culturelles ; le rôle de l'alliance française ; le problème du livre, la coopération culturelle et technique. — Répond à M. Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (p. 1475). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — AFFAIRES ALGÉRIENNES *(suite)* : *amendement de M. Bruyneel* (p. 1516). — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE IV : *amendement de M. Raybaud tendant à réduire de 400.000 francs la dotation de ce titre relative à la subvention prévue en faveur du centre national de diffusion culturelle* (p. 1571) ; *son amendement tendant à ramener la réduction proposée ci-dessus à 200.000 francs, le reste, soit 200.000 francs, devant être affecté au développement de l'enseignement musical* (p. 1571, 1572). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE V : observations sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Pinton tendant à augmenter la dotation de ce titre de 50 millions pour la réalisation de la liaison Mer du Nord—Méditerranée (p. 1628). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — SERVICES FINANCIERS. — En remplacement de M. Carous, rapporteur spécial pour les services des affaires économiques, présente ses observations sur le budget des services financiers (p. 1694, 1695). — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE. — SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE. — GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES. — En remplacement de M. Richard, rapporteur spécial de la commission des finances, présente les budgets de ces trois services (p. 1722). — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Edouard Bonnefous* (service de liaison interministérielle) (p. 1755). — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 51 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux déclarations à souscrire par les propriétaires et usufruitiers en vue de la prochaine revision cadastrale des propriétés bâties* (p. 1798) ; Art. 55 : *son amendement tendant à modifier le 2e alinéa du paragraphe I relatif à la reconduction des impositions locales de l'année précédente* (p. 1799) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article aux termes duquel les dispositions prévues au paragraphe* 1er *prennent effet à compter du* 1er *janvier* 1965 (p. 1800) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 55 *quater : son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la publicité sur la voie publique* (p. 1801) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 55 *quinquies : son amendement tendant à supprimer l'alinéa b du paragraphe II qui prévoit le prélèvement de 25 p. 100 sur « les produits de placement désignés par un arrêté du ministre des finances »* (p. 1804) ; Art. 67 *bis : son amendement tendant à rédiger ainsi qu'il suit le paragraphe I de cet article : « les réseaux d'assainissement et les installations d'épuration publics sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial »* (p. 1805). — ARTICLES ADDITIONNELS : *amendement de M. Bruyneel* (p. 1810) ; *son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'emploi des excédents des ressources du fonds d'amortissement des charges d'électrification, au financement en capital des travaux de renforcement des réseaux d'électrification rurale réalisés par les collectivités locales* (p. 1810) ; le retire (p. 1811) ; *son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif à la dispense de renouvellement décennal des inscriptions de privilèges ou hypothèques prises par les entreprises de crédit différé* (p. 1811) ; le retire (*ibid.*). — Intervient, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 1991 à 1993). — Discussion des articles. — Art. 8 : *son amendement, au* 1er *alinéa du paragraphe I de cet article, tendant à porter à six mois le délai d'option aux fonctionnaires algériens de « statut de droit local » pour demander la nationalité française »* (p. 1997) ; *se rallie à la proposition de M. de Broglie, secrétaire d'Etat, tendant à porter ce délai à quatre mois* (*ibid.*) ; Art. 11 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'expropriation pour le compte de l'autorité militaire* (p. 1998) ; Art. 11 bis : *son amendement tendant, au* 1er *alinéa de cet article, à remplacer les mots : « épuration des eaux industrielles » par les mots : « épuration des eaux usées »* (p. 1998, 1999) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 11 quater A nouveau modifiant la loi du 27 juin 1964 portant statut de l'office de la radiodiffusion télévision française, afin de permettre à un membre de chaque assemblée du Parlement de présenter à la radio, après le Gouvernement, des observations motivées par l'exercice du contrôle parlementaire* (p. 2001) ; Art. 11 *quinquies : son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'intégration du chef du centre national de tir à la sûreté nationale* (p. 2002) ; observations sur le vote bloqué demandé par le Gouvernement (p. 2003). — Observations sur la date de discussion en nouvelle lecture du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et sur le programme des travaux du Sénat [S. E. 22 décembre 1965] (p. 2016). — Intervient, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 23 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 2026, 2027). — Intervient, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, dans la discussion, en **nouvelle lecture**, du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 2033 à 2036), (p. 2038).

PELLERAY (M. PAUL) [Orne].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 19 : *amendements de MM. Pellenc et Blondelle tendant à supprimer cet article portant création d'une taxe de 70 centimes par quintal de blé* (p. 1273). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 1934).

PERDEREAU (M. LUCIEN) [Loiret].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

PERIDIER (M. JEAN) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention consulaire et de ses annexes, signée le 7 février 1964, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie [17 juin 1965] (n° 227).

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad [17 juin 1965] (n° 228).

Question orale avec débat :

M. Jean Péridier demande à *M. le ministre de l'agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux viticulteurs de vendre leurs vins à un prix suffisamment rémunérateur, en application même du décret du 24 décembre 1964 organisant la campagne viticole [27 avril 1965].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention consulaire avec la République islamique de Mauritanie** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 779) ; dans la discussion du **projet de loi portant convention et accords avec la République du Tchad** [23 juin 1965]. — Discussion générale (p. 780). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1464 à 1466) ; sur l'ensemble (p. 1484).

PESCHAUD (M. HECTOR) [Cantal].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

PETIT (Général ERNEST) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965] — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1523, 1524).

PETIT (M. GUY) [Basses-Pyrénées].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Question orale avec débat :

M. Guy Petit rappelle à *M. le ministre de la santé publique et de la population* les multiples démarches par lesquelles il a attiré son attention et celle de son prédécesseur sur l'intérêt qu'il attachait à la publication du décret prévu par l'article 29 de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958, en ce qui concerne l'affectation des sommes dues au titre de la taxe locale par les organismes à caractère social ou philanthropique. Depuis plus de six ans, les collectivités locales sont frustrées de sommes qui leur sont dues alors que les dépenses obligatoires résultant du contingent d'aide sociale augmentent d'année en année. Malgré des interventions auprès de divers ministères intéressés : intérieur, finances, ce problème continue de faire l'objet d'études attentives sans qu'il y soit pour autant donné une solution. M. Guy Petit demande à M. le ministre de la santé publique et de la population de bien vouloir préciser les raisons qui s'opposent encore à ce jour à la réduction de ce décret et le délai nécessaire à sa publication [2 avril 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : observations (p. 1107). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 38 : *amendement de M. Vallin tendant à faire bénéficier les collectivités locales de la totalité du produit de la taxe sur les salaires* (p. 1144) ; observations sur l'ensemble de cet article (p. 1149) ; Art. 40 : *son amendement, au § 2, tendant à insérer, après l'alinéa a* un *alinéa a* bis *instituant un minimum garanti pour les communes dortoirs ou les communes d'accueil* (p. 1150, 1151 et 1152) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 1153) ; Art. 41 : *amendement de M. Pellenc ;* observations sur le terme « groupements » (p. 1156) ; explique son vote sur les amendements de MM. Héon, Verdeille et de Montalembert (p. 1158) ; Art. 41 *ter : son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa 2 de cet article spécifiant que « ces majorations sont imputées sur la dotation du fonds d'action locale sans que leur total puisse être inférieur à 0,75 p. 100 ni excéder 1 p. 100 de la ressource définie à l'article* 38 » (p. 1161). — Intervient dans la suite de la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [18 novembre 1965]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 1923, 1924, 1925). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion générale (p. 1995).

PHILIPPON (M. GUSTAVE) [Haute-Vienne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles.

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [21 octobre 1965].

PIALES (M. PAUL) [Cantal].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement des questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

PICARD (M. ANDRÉ) [Côte-d'Or].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

PINSARD (M. JULES) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

PINTON (M. AUGUSTE) [Rhône].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est élu délégué titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

Question orale avec débat :

M. Auguste Pinton attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur le problème suivant : la liaison fluviale à grand gabarit entre la mer du Nord et la Méditerranée préoccupe depuis longtemps l'opinion et le Parlement. Au cours de la discussion de IV[e] plan, en 1962, M. le Premier ministre avait pris, devant le Sénat, des engagements précis quant « à l'achèvement des études et à la procédure de réservation et d'acquisition des terrains ». Au cours des débats sur les options du V[e] plan, en 1964, il a évoqué, devant l'Assemblée nationale, « le développement coordonné des voies de communication, en particulier des liaisons fluviales, entre le bassin du Rhône et le bassin rhénan ». Sans se permettre, par respect pour l'article 20 de la Constitution, de citer les propos formels tenus par M. le Président de la République en 1961 à Marseille et en 1964 lors de l'inau-

guration de la Moselle navigable, M. Pinton pense que l'opinion était parfaitement fondée à conclure que la décision du Gouvernement était prise en faveur de l'aménagement d'une voie navigable à grand gabarit entre le bassin rhénan et la Méditerranée. Dans ces conditions, il tient à exprimer l'inquiétude que n'ont pas manqué de faire naître : 1° les paroles de M. le ministre des travaux publics et des transports le 1er décembre 1964, à Marseille, disant « n'être pas encore convaincu de la nécessité d'une voie fluviale » ; 2° le fait que les chambres de commerce des régions intérressées recevaient instruction de M. le ministre de l'industrie de supprimer les crédits qu'elles avaient inscrits à leurs budgets pour les travaux d'études et de recherches correspondant à la liaison fluviale en question. En présence de ces déclarations et de ces décisions apparemment contradctoires, M. Pinton demande à M. le Premier ministre : 1° quelles sont exactement les intentions du Gouvernement en la matière ; 2° la date exacte à laquelle il fera connaître ses décisions ; 3° les conséquences pratiques qu'ils compte tirer de celles-ci [22 avril 1965]. — Réponse [1er juin 1965] (p. 427 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 427 à 431) (p. 438). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [9 juin 1965]. — Discussion générale (p. 547, 548). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Bouquerel* (p. 553) ; Art. 5 : *amendement de M. Bouquerel* (p. 555) ; Art. 6 : *son amendement relatif au remboursement aux collectivités locales des sommes qui auraient été engagées dans des constructions d'H. L. M.* (p. 556). — **Discussion de la proposition de loi en deuxième lecture** [22 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 747, 748) ; présente ses observations sur la procédure du vote unique et demande au Sénat, par scrutin public, de rejeter l'article 1er (p. 751). — **Suite de la discussion** [29 juin 1965]. — Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 897). — **Discussion de la proposition de loi en nouvelle lecture** [30 juin 1965] (p. 922). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1475) ; explique son vote sur ce budget (p. 1484, 1485). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale (p. 1618, 1619). — Observations ayant porté notamment sur le programme routier ; le programme d'autoroutes et sur la liaison mer du Nord-Méditerranée. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE V : *son amendement tendant à augmenter la dotation de ce titre de 50 millions de francs pour la réalisation de la liaison mer du Nord-Méditerranée* (p. 1627). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1672). — Observations sur les conditions dans lesquelles doit s'instaurer devant le Sénat la discussion, en nouvelle lecture, du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 22 décembre 1965] (p. 2017).

PLAIT (M. ANDRÉ) [Yonne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes [9 juin 1965] (n° 198).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes** [18 juin 1965] (p. 710, 711). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1443 à 1445) ; au cours de son exposé sur ce budget rend hommage aux trois chercheurs prix Nobel, les professeurs Jacob, Lwoff et Monod.

POHER (M. ALAIN) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Est élu délégué représentant la France à l'Assemblée unique des Communautés européennes [17 novembre 1965].

Question orale avec débat :

« **M. Alain Poher** a pris connaissance avec intérêt de la déclaration faite devant l'Assemblée nationale par M. le ministre des affaires étrangères, en vertu de laquelle une revision d'ensemble du Marché commun s'impose pour définir les conditions normales de la coopération entre les Six avant que la France ne reprenne sa place dans les conseils des communautés européennes. Il demande à *M. le Premier ministre* de faire connaître au Sénat : 1° si le Gouvernement français a effectivement l'intention de ne plus participer aux négociations sur le financement de la politique agricole commune, tant qu'un nouvel accord politique n'aura pas été conclu avec les cinq autres gouvernements ; 2° si la position adoptée en la circonstance est compatible avec les prescriptions du Traité de Rome, traité qui porte la signature du Gouvernement de la France et a été en son temps dûment ratifié par le Parlement de notre pays ; 3° la politique européenne que le Gouvernement entendrait suivre dans le cas où nos partenaires de Bruxelles n'accepteraient pas de souscrire à une revision des traités de Rome et de Paris. » [26 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communaautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 864, 865) ; (p. 868).

POMMERY (M. JOSEPH DE) [Meurthe-et-Moselle].

Ne s'est pas présenté au 2e tour des élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

PONTBRIAND (M. MICHEL DE) [Loire-Atlantique].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

POROI (M. ALFRED) [Polynésie française].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. — Discussion générale. — Observations sur la création en Polynésie d'un organisme de recherches océanographiques (p. 1709). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1743 à 1745).

PORTMANN (M. GEORGES) [Gironde].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de coopération économique et financière entre la France et le Cambodge, signé à Paris le 4 juillet 1964 [17 juin 1965] (n° 223).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la Convention signée à Paris le 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu [29 juin 1965] (n° 292).

Interventions :

Intervient dans la discusison du **projet de loi portant création d'un corps de pharmaciens-chimistes des armées** [16 juin 1965]. — Discussion générale (p. 631, 632). — Intervient, au nom de la commission des finances, dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [16 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *soutient l'amendement de Mlle Rapuzzi tendant à modifier le premier alinéa de cet article afin de confirmer la prise en charge par l'Etat des*

dépenses résultant des travaux rendus nécessaires par une insuffisance d'entretien (p. 634, 635) ; le retire (*ibid.*). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-japonaise en matière d'impôts sur le revenu** [30 juin 1965] (p. 917).

POUDONSON (M. ROGER) [Pas-de-Calais].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

PRELOT (M. MARCEL) [Doubs].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, tendant à modifier les articles 2, 54 et 60 du règlement [15 juin 1965] (n° 210).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de MM. André Armengaud, le général Antoine Béthouart, Maurice Carrier, Louis Gros, Henri Longchambon et Léon Motais de Narbonne, tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs [15 juin 1965] (n° 218).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux** [6 mai 1965] — Discussion des articles. — ART. 2 : Art. 1540 du code civil : *son amendement tendant à supprimer cet article ainsi que les articles* 1541 *à* 1568 *relatifs au régime dotal* (p. 215). — **Suite de la discussion** [11 mai 1965]. — ART. 11 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa permettant aux époux mariés sous le régime dotal de se placer maintenant sous le régime de leur choix* (p. 235).

PRETRE (M. HENRI) [Haute-Saône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

R

RABOUIN (M. ETIENNE) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

RAPUZZI (Mlle IRMA) [Bouches-du-Rhône].

Est nommée membre de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les ports maritimes autonomes [11 mai 1965] (n° 157).

Question orale :

Mlle Irma Rapuzzi expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que la décision administrative prise à l'encontre de M. l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône a soulevé dans le département une intense émotion.

Tour à tour, les associations de parents d'élèves, les syndicats d'enseignants, la fédération des amis de l'instruction laïque, le comité départemental d'action laïque ainsi que de nombreuses municipalités, ont tenu à marquer leur émotion et leur désapprobation.

Il est indiscutable que la date à laquelle intervient cette décision ainsi que les conditions dans lesquelles elle a été prise, en dérogation, semble-t-il, des règles statutaires, ainsi que la nouvelle affectation assignée à ce fonctionnaire ont contribué à créer un malaise certain.

Faudra-t-il donc ajouter foi aux rumeurs selon lesquelles la mesure qui le frappe serait une suite de « l'affaire du bac » ?

S'il est indiscutable qu'il n'appartient qu'à l'administration de juger de « l'intérêt du service », il est permis de se demander si la mesure prise à l'encontre d'un haut fonctionnaire qui s'est attaché avec succès, depuis son arrivée dans le département, à pallier dans la plus large mesure possible les difficultés rencontrées par les municipalités, les chefs d'établissements et les familles, par suite de l'insuffisance des locaux où la pénurie d'enseignants de tous grades, est opportune.

C'est pourquoi elle lui demande s'il ne lui semble pas conforme aux traditions de l'Université française et à l'intérêt supérieur de l'éducation nationale que soit rapportée la décision précitée [2 avril 1965] (n° 627). — Réponse [27 avril 1965] (p. 120, 121).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 627** (*cf. supra*) [27 avril 1965] (p. 120-121). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi sur les ports maritimes autonomes** [13 mai 1965]. — Discussion générale (p. 246 à 248). — Discussion des articles. — Art. 10 : observations sur la situation du personnel contractuel journalier du port maritime en passe de devenir port autonome (p. 267, 268). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'incidence de la nouvelle législation sur les transports internationaux* (p. 1093, 1094) ; *observations sur l'amendement de M. Pellenc soutenu par M. Lachèvre* (p. 1097) ; Art. 8 : *son amendement, au* § 1, *tendant à compléter l'alinéa* 7° *par une disposition évitant que l'application de la nouvelle fiscalité n'entraîne une majoration importante du coût des transports en commun dans les grandes agglomérations* (p. 1101, 1102) ; cet amendement est déclaré irrecevable (*ibid.*) ; Art. 13 : *son amendement tendant à faire bénéficier les transports de voyageurs du taux de* 6 *p.* 100 (p. 1112). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1353). — Observations sur la situation des personnels de police. — BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 1371, 1372, 1373). — Observations ayant porté notamment sur le problème de l'indemnisation. — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale. — Observations sur la suppression du tarif quart de place accordé aux militaires voyageant dans les trains de la S. N. C. F. (p. 1520). — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. Affaires culturelles. — Discussion générale (p. 1563, 1564). — Observations ayant porté notamment sur la situation des théâtres lyriques de province. — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE. — Discussion générale (p. 1601) ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente ses observations sur la section « TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS » du budget du ministère des travaux publics et des transports. — Discussion générale (p. 1607 à 1609). — Observations ayant porté notamment sur les voies navigables et le réseau routier. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente les aspects du budget du tourisme pour 1966. — Discussion générale (p. 1628 à 1630) (p. 1636). — **Suite de la dis-**

cussion [15 novembre 1965]. — ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS. — Art. 67 *bis* : explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc (p. 1806).

RAYBAUD (M. JOSEPH) [Alpes-Maritimes].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses propositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Questions orales :

M. Joseph Raybaud attire l'attention de *M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles* sur la faiblesse du pourcentage d'admissibles au certificat d'aptitude à une formation artistique supérieure présenté par les élèves de l'Ecole nationale des arts décoratifs de Nice. En fait, le C. A. F. A. S. toujours considéré comme un examen, s'est, peu à peu, transformé en un concours difficile, ce qui a pour conséquence directe une importante élimination des candidats qui voient ainsi anéantis les résultats de trois ou même quatre années d'études. Il lui demande pour quelles raisons cet examen du C. A. F. A. S. a été transformé en fait en concours sans information préalable des élèves [6 mai 1965] (n° 648). — Réponse [1er juin 1965] (p. 424).

M. Joseph Raybaud rappelle à *M. le Premier ministre* que l'article 72 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 dispose que « le Gouvernement présentera au Parlement, pour son information, avant le 1er juillet 1965, un rapport d'ensemble sur les divers aspects des problèmes soulevés par l'application de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 ». Le rapport ainsi prévu, qui vient d'être distribué, dresse un bilan de l'action accomplie en faveur des rapatriés. Mais l'article 4, *in fine*, de ladite loi prévoit qu'« une loi distincte fixera, en fonction des circonstances, le montant et les modalités d'une indemnisation, en cas de spoliation et de perte définitivement établies... ». Il lui demande dans quel délai le Gouvernement compte déposer un projet de loi tendant à l'indemnisation des rapatriés, afin de répondre à un souci de stricte justice pour la mise en œuvre de la solidarité nationale, et, au surplus, respecter les obligations légales qui lui incombent [7 octobre 1965] (n° 677). — Réponse [26 octobre 1965] (n° 1174).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 648** (*cf. supra*) [1er juin 1965] (p. 424). — Est entendu lors de la réponse de M. Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 677** (*cf. supra*) [26 octobre 1965] (p. 1174). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1552 à 1555). — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE IV : *son amendement tendant à réduire de* 400.000 *francs la dotation de ce titre relative à la subvention prévue en faveur du centre national de diffusion culturelle* (p. 1571). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1657 à 1659). — Observations ayant porté notamment sur l'électrification rurale et sur les adductions d'eau.

REPIQUET (M. GEORGES) [La Réunion].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1732).

RESTAT (M. ETIENNE) [Lot-et-Garonne].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Question orale :

M. Etienne Restat demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir lui faire connaître si le mémorandum de la commission de la C. E. E., en date du 22 juillet 1965, sur le financement de la politique agricole commune, est considéré par le Gouvernement français comme un élément de nature à entraîner de nouveau sa participation aux travaux du conseil des ministres des Six [7 octobre 1965] (n° 678). — Réponse [26 octobre 1965] (p. 1175).

Question orale avec débat :

M. Etienne Restat rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que, près d'un an après la promulgation de la loi du 10 juillet 1964 organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, les textes d'application ne sont pas encore publiés, malgré les prescriptions fixées par la loi.

Il lui demande :

1° Quelles mesures peuvent envisager les agriculteurs qui sont déjà ou seront victimes de calamités au sens de la loi tant que les textes d'application ne seront pas publiés ;

2° Dans quel délai interviendra la publication de ces textes [3 juin 1965]. — Réponse [29 juin 1965] (p. 892, 893 et 894).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 8 : *son amendement tendant à insérer, entre le 1er et le 2e alinéa de cet article, un nouvel alinéa relatif à l'aide financière de l'Etat* (p. 488) ; Art. 11 *bis* : *amendement de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (problème des cotations) (p. 491). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à l'application **de la loi de garantie contre les calamités agricoles** [29 juin 1965] (p. 892, 893 et 894).

RIBEYRE (M. PAUL) [Ardèche].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *son amendement tendant à compléter le* § a *par une disposition assujettissant à la taxe de* 6 *p.* 100 *les logements en meublé et en garni ayant un caractère saisonnier* (p. 1107) ; Art. 14 : *son amendement, au* § 1, *tendant à imposer les eaux minérales et les boissons gazeuses au taux de* 12 *p.* 100 (p. 1118). — Prend part en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1440 à 1443). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1861, 1862).

RICHARD (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [15 juin 1965] (n° 207).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 676 à 679). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Noury* (p. 690) ; *son amendement tendant à porter à trois mois le délai de réponse des conseils municipaux consultés pour les demandes de subvention des organismes privés* (p. 690) ; le retire (p. 691) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un 2e alinéa relatif à la réévaluation des subventions en cas de hausse des prix* (p. 691). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 848, 849). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1069, 1070). — **Suite de la discussion** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *son amendement tendant à compléter l'alinéa 1er du § 1 en y incluant les coopératives d'approvisionnement* (p. 1087, 1088) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 34 : observations (p. 1139). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour la jeunesse et les sports, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1573 à 1575).

RITZENTHALER (M. EUGÈNE) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

ROMAINE (M. EUGÈNE) [Creuse].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

ROTINAT (M. VINCENT) [Indre].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [18 juin 1965].

Est nommé président de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national [22 juin 1965] (n° 249).

Interventions :

Intervient, en qualité de président de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Monteil* (p. 653). — **Suite de la discussion** [22 juin 1965]. — En qualité de président de la commission des affaires étrangères et rapporteur pour le Sénat de la commission paritaire, expose les conclusions du rapport de la commission sur ce projet de loi (p. 735). — Intervient en qualité de président de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 869). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [8 novembre 1965]. — En qualité de président de la commission des affaires étrangères intervient sur l'ensemble du budget du ministère des AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1484). — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965]. — En qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, présente ses observations sur le budget militaire (p. 1521, 1522).

ROUBERT (M. ALEX) [Alpes-Maritimes].

Est nommé membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [23 juin 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1966 [16 novembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur la mission effectuée dans divers pays européens sur le régime des ressources des collectivités locales [2 octobre 1965] (n° 310).

Interventions :

En qualité de président de la commission des finances, remercie M. Roger Léonard, premier président de la Cour des comptes, du dépôt, sur le bureau du Sénat, du rapport annuel de la Cour des comptes [10 juin 1965] (p. 565). — Intervient, en qualité de président de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [21 octobre 1965]. — Observations (p. 1164, 1165). — **Suite de la discussion** [26 octobre 1965]. — Demande au Sénat de se prononcer sur la demande d'une deuxième délibération du projet de loi (p. 1184, 1185).

ROUGERON (M. GEORGES) [Allier].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. Discussion générale (p. 1316).

ROY (M. LOUIS) [Aisne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

ROY (M. PIERRE) [Vendée].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

S

SAMBRON (M. MAURICE) [Loire].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

SAUVAGE (M. JEAN) [Maine-et-Loire].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

SCHLEITER (M. FRANÇOIS) [Meuse].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Question orale :

M. François Schleiter expose à *M. le ministre des armées* que des informations diverses et concordantes ont annoncé, dans les derniers jours, la fermeture prochaine de bases américaines importantes en France et, même, le transfert de l'O. T. A. N. dans des pays voisins. Il a l'honneur de lui demander de bien vouloir tenir le Parlement informé de tout changement important susceptible d'intervenir dans la politique militaire de la France, et appelle, au surplus, son attention sur les conséquences économiques et sociales que comporteraient de telles déterminations [19 octobre 1965] (n° 681). — Réponse [16 novembre 1965] (p. 1827, 1828).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion des articles ; Art. 2 : *son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa de cet article afin de réserver le bénéfice des dispositions du projet aux personnes tenues de comprendre les produits d'actions dans leur déclaration de revenus en France* (p. 381) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 3 bis *relatif à l'imposition des actionnaires des sociétés françaises ayant des filiales à l'étranger et notamment dans les Etats d'Afrique* (p. 384) ; le retire (*ibid.*). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Pinton relative à la **liaison fluviale merd du Nord-Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 435, 436) ; (p. 438, 439). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 3 : (p. 653). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des finances (dépenses ordinaires), à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [9 novembre 1965]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1498 à 1500). **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion des articles. — ETAT C, TITRE V : (p. 1627). — Est entendu lors de la réponse de M. Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 681** (*cf. supra*) [16 novembre 1965] (p. 1827, 1828). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social** [16 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1861). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1965] (p. 1901).

SCHMITT (M. ROBERT) [Moselle].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

SEMPE (M. ABEL) [Gers].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre de l'agriculture* de vouloir bien lui faire connaître le montant de l'aide qui sera consentie aux agriculteurs d'après les primes ou cotisations afférentes aux contrats d'assurance visés par la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 instituant un régime de garantie contre les calamités agricoles. Les agriculteurs sont actuellement sollicités par les compagnies d'assurance afin de couvrir les prochains risques-grêle, mais ces compagnies ne semblent pas être en mesure de leur indiquer si la remise qui leur est consentie la première année sera bien de 50 p. 100. Ils ne comprennent pas les raisons pour lesquelles ils doivent souscrire des contrats de sept ans alors que l'Etat, de son côté, n'a pas fixé le montant de son aide pour chacune de ces sept années ; l'amorce d'une assurance longue durée se trouve ainsi compromise. Il lui demande également s'il maintient toujours son opposition à un taux d'incitation de 50 p. 100 sur le montant des primes de l'espèce payables au cours des trois premières années de l'application de la loi susvisée et, dans ce cas, s'il ne craint pas que le fonctionnement du fonds national de garantie des calamités agricoles soit gravement compromis [4 mai 1965] (n° 645). — Réponse [1er juin 1965] (p. 422).

M. Abel Sempé demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* s'il n'envisage pas, dans un délai assez proche, de lever la forclusion édictée par la loi n° 57-1423 du 13 décembre 1957 en ce qui concerne les droits à la carte de combattant volontaire de la Résistance. Il lui signale le cas de l'un des anciens officiers du bataillon de l'Armagnac qui peut justifier d'une action résistante datant de 1942 et notamment de camouflages d'israëlites et de nombreux réfractaires, d'actions de parachutages, de camouflages d'armes et d'instructions militaires. Ce même volontaire s'est présenté le 6 juin 1944 au bataillon susmentionné avec plus de cent hommes recrutés par ses soins. Il lui signale en outre que dans le Sud-Ouest des cas semblables sont assez fréquents et qu'il serait souhaitable que la levée de la forclusion (ou en tout cas des mesures exceptionnelles) permette de rétablir dans leur droit ceux des combattants volontaires de la Résistance qui peuvent justifier d'activités incontestables [18 juin 1965] (n° 667). — Réponse [29 juin 1965] (p. 882, 883).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 645** (*cf. supra*) [1er juin 1965] (p. 422, 423). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 667** (cf. *supra*) [29 juin 1965] (p. 882, 883).

SINSOUT (M. CHARLES) [Dordogne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

SOLDANI (M. EDOUARD) [Var].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

SOUDANT (M. ROBERT) [Marne].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1965** [S. E. 21 décembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 11 *ter* : *amendement de M. Marcel Molle* (p. 2000).

SOUFFLET (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la prise de rang de certains élèves de l'école polytechnique dans les services publics de l'Etat [24 juin 1965] (n° 270).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 28 : *amendement de M. Pellenc* (justification et déductibilité des frais généraux) (p. 400). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 645, 646). — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Monteil (durée du service à douze mois) et amendement de M. de Chevigny tendant à porter la durée du service actif à seize mois* (p. 653). — **Suite de la discussion** [22 juin 1965]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi dans le texte proposé par la commission mixte paritaire (p. 739). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi relatif à la prise de rang de certains élèves de l'école polytechnique** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 836). — Intervient dans la discussion, **en nouvelle lecture, de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les loca-**

taires [30 juin 1965] (p. 922). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [26 octobre 1965]. — Deuxième délibération. — Art. 3 : (p. 1187). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [2 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1240, 1241). — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Explique son vote sur ce budget (p. 1485). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 1643). — Observations sur l'exploitation du *Nord 262*. — **Suite de la discussion** [15 novembre 1965]. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1769) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 1813).

STOESSEL (M. CHARLES) [Haut-Rhin].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1302, 1303). — Observations ayant porté notamment sur la situation économique du Haut-Rhin. — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1896, 1897).

SURAN (M. CHARLES) [Haute-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Question orale avec débat :

M. Charles Suran demande à *M. le ministre de l'agriculture*, en raison de l'émotion suscitée par les mesures récemment prises, de bien vouloir définir les objectifs de la réforme administrative des services dépendant de son ministère et notamment comment il croit, par cette réforme, atteindre les buts proposés à l'agriculture française par la loi d'orientation agricole [6 avril 1965]. — Réponse [25 mai 1965] (p. 372 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **réforme administrative du ministère de l'agriculture** [25 mai 1965] (p. 372 à 375). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [4 novembre 1965]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1324 à 1326). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1666, 1667). — Observations relatives aux travaux d'adduction d'eau (p. 1672). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation du Plan de développement économique et social** [17 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1885 à 1887).

SYMPHOR (M. PAUL) [Martinique].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

T

TAILHADES (M. EDGAR) [Gard].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1580 à 1582).

TALAMONI (M. LOUIS) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant modification du livre IV du code de l'administration communale** [18 mai 1965]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement, à l'art.* 493 *du code de l'administration communale, tendant à maintenir la législation actuellement en vigueur telle que la prévoit, dans son article* 2, *le décret du* 5 *mai* 1962 (p. 298) ; Art. 2 *bis : son amendement tendant à supprimer l'article* 519 *du code de l'administration communale* (p. 300) : explique son vote sur l'ensemble (p. 301). — Intervient dans la discussion du **projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis** [8 juin 1965]. — Discussion des articles. Art. 24 : *son amendement tendant à substituer à la double majorité la majorité simple des propriétaires habitant effectivement l'immeuble pour eux-mêmes, leurs ascendants ou descendants* (p. 530). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [8 juin 1965]. — Discussion générale (p. 541 à 544). — Discussion des articles. Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article réservant la possibilité d'acquisition aux locataires occupant les lieux depuis* 10 *ans, sans obligation de vente pour l'organisme d'H. L. M.* (p. 551) ; Art. 5 : *son amendement tendant à fixer, dans la loi, les modalités du règlement du prix de l'appartement par l'acquéreur* (p. 554, 555) ; Art. 6 : *son amendement tendant à garantir aux collectivités locales le remboursement de l'apport qu'elles auraient pu être amenées à faire dans la construction de logements* (p. 556) ; *son amendement tendant à ajouter un article* 9 *précisant que les dispositions de la présente loi prendront fin dès que le bduget de la construction prévoira une aide suffisante aux sociétés coopératives d'H. L. M. construisant en accession à la propriété* (p. 558) ; le retire (*ibid.*). — Explique son vote sur le **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [24 juin 1965] (p. 819). — **Suite de la discussion de la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [29 juin 1965]. — Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 897, 898, 899). — Explique son vote sur l'ensemble du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [26 octobre 1965] (p. 1189, 1190). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR (BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS). — Discussion générale (p. 1362, 1363). — Observations sur le logement et l'indemnisation des rapatriés. — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1564, 1565). — EDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1586). — Observations sur l'installation d'un ensemble sportif et socio-éducatif au Tremblay.

TELLIER (M. GABRIEL) [Pas-de-Calais].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

THIEBAULT (M. ROGER) [Seine-Maritime].

Devenu Sénateur le 18 décembre 1965 en remplacement de M. Henri Paumelle, décédé.

THOREZ-VERMEERSCH (Mme JEANNETTE) [Seine].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à obtenir la baisse des prix des produits pharmaceutiques et assimilés, par l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe sur les prestations de services frappant ces produits, et instituant un prélèvement compensatoire sur les bénéfices des sociétés [17 novembre 1965] (n° 66).

TINANT (M. RENÉ) [Ardennes].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Questions orales :

M. René Tinant demande à *M. le ministre de l'agriculture* de définir la politique betteravière du Gouvernement. Il lui demande notamment : 1° de donner les raisons pour lesquelles il n'a pas accepté le plan de maîtrise proposé par la profession correspondant à la production de 1.870.000 tonnes de sucre, sensiblement au même niveau que la production allemande,

les agriculteurs et les transformateurs acceptant de prendre en charge les frais occasionnés par l'exportation des betteraves excédentaires ; 2° pourquoi le Gouvernement veut instaurer le malthusianisme de la production betteravière française à la veille de la réalisation du plan sucrier du Marché commun ; 3° pourquoi il maintient le prix de la betterave à un niveau ridiculement bas, de 30 p. 100 inférieur à la moyenne européenne, interdisant tous investissements aux agriculteurs ; 4° pourquoi il fait assumer à des professionnels les dépenses de caractère politique, pour l'écoulement des sucres malgache et congolais [18 mai 1965] (n° 654). — Réponse [8 juin 1965] (p. 504, 505).

M. René Tinant signale à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* les difficultés résultant des nouvelles dispositions entrées en vigueur le 1er janvier 1965 pour le paiement des mandats-lettres ou chèques d'assignation adressés aux mairies en règlement de la taxe d'état civil lors de la délivrance des extraits de registre. Ces mandats doivent désormais être soit adressés au receveur municipal qui encaisse à son compte après tout une série d'écritures le montant de la taxe à percevoir et non celle du timbre postal pour la réexpédition des actes (le receveur municipal n'est pas tenu de prévenir le maire, si bien que celui-ci peut tout ignorer de la demande), soit être virés au compte d'une régie de recette qui serait ouverte si les opérations financières sont assez importantes, mais dont le montant n'est pas déterminé. Or, dans les petites communes, la recette annuelle des taxes d'état civil est très minime. Il lui demande d'envisager le retour au *statu quo ante* en abrogeant ces dispositions inutiles et tracassières [18 mai 1965] (n° 655). — Réponse [8 juin 1965] (p. 502, 503).

M. René Tinant demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il a l'intention de faire inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, pendant la présente session, la proposition de loi déposée le 9 décembre 1964 par M. Lalle, contresignée par beaucoup de ses collègues, et visant à instituer une régie commerciale et autonome de l'alcool. Tout retard en ce domaine serait préjudiciable à l'agriculture. Il insiste donc sur l'urgence de cette inscription, en raison, d'une part, de la désuétude et de l'inadaptation du régime actuel, d'autre part, de l'autorisation qui vient d'être donnée pour la production annuelle de un million d'hectolitres d'alcool de synthèse [18 mai 1965] (n° 656). — Réponse [8 juin 1965] (p. 505, 506).

M. René Tinant demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques :* 1° de bien vouloir préciser combien un producteur de 400 quintaux de blé a touché pour sa récolte, en 1952, en 1964, et combien, à qualité égale, il toucherait cette année ; 2° s'il y a réellement, pour le producteur, un rapprochement vers le prix moyen européen, ainsi que le Gouvernement l'a annoncé ; 3° s'il est vrai qu'il a écrit aux représentants des meuniers que ceux-ci ne paieraient pas le blé plus cher cette année que l'an passé, alors qu'il a largement fait diffuser l'annonce d'un prix du blé en hausse, et qu'en même temps s'insère entre le producteur et le consommateur une nouvelle taxe de 0,70 F ; 4° comment il justifie cette reprise de 0,70 F par quintal de blé et d'orge pour le budget annexe des prestations sociales agricoles [2 octobre 1965] (n° 670). — Réponse [12 octobre 1965] (p. 1023, 1024).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Armengaud et Edouard Bonnefous concernant le **financement des investissements privés et l'apport de capitaux étrangers** [18 mai 1965] (p. 285, 286). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Pinton relative à la **liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 438). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n° 655, 654 et 656** (cf. *supra*) [8 juin 1965] (p. 503) (p. 504, 505 et 506). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 670** (cf. *supra*) [12 octobre 1965] (p. 1024). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 4 : présente au nom de Mme Cardot des observations sur cet article (p. 1087). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [10 novembre 1965]. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS. — Discussion générale (p. 1588 à 1590). — Observations ayant porté notamment sur l'aménagement des structures de l'enseignement primaire dans les petits villages de campagne (p. 1593). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1663). — Observations ayant porté sur l'enseignement agricole et la vulgarisation.

TINAUD (M. JEAN-LOUIS) [Basses-Pyrénées].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est élu délégué suppléant représentant la France à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

TORIBIO (M. RENÉ) [Guadeloupe].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 38 : observations sur le service militaire adapté dans les départements d'outre-mer (p. 662). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [14 novembre 1965]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1729 à 1732).

TOURNAN (M. HENRI) [Gers].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant approbation du plan de développement économique et social [18 novembre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant un régime d'épargne-logement** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 813, 814). — Discussion des articles. — Art. 4 : *son amendement tendant à supprimer la disposition habilitant les banques et les organismes de crédit à recevoir les dépôts pour l'épargne-logement* (p. 816) ; Art. 5 : *son amendement tendant à supprimer les mots : « et avec les autres établissements intéressés »* (p. 817) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 6 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa précisant que la prime visée à cet article pourra, soit être versée immédiatement au moment de la réalisation du prêt, soit s'ajouter aux intérêts acquis par le compte d'épargne-logement pour la détermination du montant et de la durée du prêt* (p. 817, 818) ; *son amendement tendant à insérer un article 3 bis concernant la détermination du montant et de la durée des prêts* (p. 818) ; *le retire* (p. 819). — **Discussion du projet en deuxième lecture** [25 juin 1965]. — Discussion des articles. — Ar. 4 : *amendement de M. Bertaud tendant à limiter aux seules caisses d'épargne la possibilité de recevoir les dépôts d'épargne-logement* (p. 870). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1666 à 1668). — Observations ayant porté notamment sur l'application de la loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles.

TRON (M. LUDOVIC) [Hautes-Alpes].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers [24 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier [16 novembre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1965 [S. E. 22 décembre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation des amendements aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale [21 octobre 1965] (n° 20).

Question orale :

M. Ludovic Tron rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* les termes de sa question écrite n° 5251 en date du 17 juin 1965 et lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° quel est le coût du système actuel de la décote en matière d'I. R. P. P. ; 2° si l'abattement de 1958 avait été maintenu et adapté aux prix actuels, de quelle somme se trouveraient déchargés : les contribuables dans leur ensemble, les salariés [2 octobre 1965] (n° 671). — Réponse [12 octobre 1965] (p. 1024, 1025).

Questions orales avec débat :

M. Ludovic Tron appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur la disproportion croissante entre les recettes dont peuvent bénéficier les collectivités locales et les charges de plus en plus nombreuses qu'elles ont à supporter en raison de l'évolution économique, sociale et démographique du pays et lui demande quelles mesures il compte prendre pour établir au profit des collectivités locales une meilleure répartition du produit de l'ensemble des ressources fiscales [22 avril 1965].

M. Ludovic Tron demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir lui faire connaître : 1° si le Gouvernement admet que l'alignement de l'économie française sur celle des pays voisins exige des transformations, des regroupements, des modernisations, donc de gros investissements ; dans l'affirmative, s'il envisage que les entreprises françaises puissent ou doivent s'en tenir à des taux d'autofinancement sensiblement inférieurs à ceux des entreprises concurrentes et, dans ce cas, comment il espère pallier l'insuffisance de l'autofinancement ; 2° si le Gouvernement estime possible l'affrontement de l'économie française avec des économies qui n'ont pas les mêmes charges — notamment les dépenses d'armement atomique et les dépenses faites hors du territoire national ; 3° s'il estime satisfaisant que le secteur de l'automobile entretienne quatre réseaux de vente, quatre approvisionnements de rechanches, pour faire des voitures similaires ; quelles mesures il compte prendre ; s'il s'est préoccupé d'autres secteurs de l'économie qui présentent des situations identiques ; lesquels ; 4° dans l'hypothèse où la concurrence entraînerait une stagnation prolongée, voire une réelle récession et un certain chômage, quelles mesures envisage le Gouvernement pour soustraire les salariés aux répercussions d'une politique dans laquelle ils n'ont de toute évidence aucune responsabilité [5 octobre 1965].

M. Ludovic Tron demande à *M. le Premier ministre* s'il entend mettre fin à la pratique qui veut que les ministres s'abstiennent de se rendre personnellement aux séances du Sénat, à l'occasion des débats les concernant, et lui demande, dans le cas où cette absence devrait persister, quels sont les motifs qui, selon lui, la justifie [S. E. 23 décembre 1965].

Interventions :

Prend la parole, en remplacement de M. Courrière, lors de la discussion de la question orale, dont ce dernier est l'auteur, relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [4 mai 1965] (p. 158 à 162) ; déplore, à cette occasion, l'absence du ministre des finances. — Prend part à la discussion du **projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers** [25 mai 1965]. — Discussion générale (p. 365 à 368). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 671** (*cf. supra*) [12 octobre 1965] (p. 1024, 1025). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1051 à 1053). — **Suite de la discussion** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 13 : observations sur l'exonération des gîtes ruraux (p. 1107). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Art. 40 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1154). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [2 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1234 à 1237) ; (p. 1243). — **Suite de la discussion** [8 novembre 1965]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1480, 1481). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1965]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente ses observations sur le budget des charges communes. — (p. 1686, 1687). — SERVICES FINANCIERS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente le budget des services financiers. — Observations ayant porté notamment sur le régime de la prévision économique et sur les conditions de travail de la direction générale des impôts (p. 1693, 1694). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en nouvelle lecture, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [S. E. 23 décembre 1965] (p. 2046 à 3048).

V

VADEPIED (M. RAOUL) [Mayenne].

Elu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [13 novembre 1965]. — AGRICULTURE. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE IV : observations sur la subvention accordée au F. O. R. M. A. (fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles) et sur les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'affectation au monde rural des crédits distribués par le F. E. O. G. A. (fonds européen de garantie) (p. 1673).

VALLIN (M. CAMILLE) [Rhône].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à l'application de droit à tous les agents titulaires des communes des échelles de traitements et des indices fixés par le ministre de l'intérieur pour les emplois communaux [2 avril 1965] (n° 125).

Proposition de loi tendant à donner un droit de préemption en matière de mutation immobilière aux collectivités locales pour leurs programmes sociaux de construction de logements [17 novembre 1965] (n° 68).

Questions orales :

M. Camille Vallin appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur les déclarations récentes d'une importante personnalité du comité international olympique, que toute la presse française a rapportées. Il ressort de ces déclarations que la prochaine session du comité international olympique qui se réunira au mois d'octobre prochain à Madrid, reconnaîtra probablement officiellement le comité olympique de la République démocratique allemande. Si ces prévisions étaient effectivement confirmées, il en résulterait la participation de deux équipes allemandes aux jeux olympiques d'hiver de Grenoble. Or, le refus apporté jusqu'à ce jour par le Gouvernement français de délivrer des visas aux sportifs de la République démocratique allemande, s'il était maintenu, amènerait le comité olympique international à retirer à Grenoble l'organisation des jeux d'hiver de 1968. Déjà, et dans cette éventualité, une ville canadienne s'est mise sur les rangs pour organiser ces jeux. Cette perspective a soulevé une vive émotion et provoqué une grande inquiétude parmi tous les Français qui s'étaient réjouis de la désignation de Grenoble comme ville olympique. Aussi, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour apporter aux sportifs français les apaisements qu'ils attendent en donnant l'assurance que le Gouvernement français délivrera les visas nécessaires aux athlètes de la République démocratique allemande. Il se permet de lui faire observer que toute autre attitude de la part du Gouvernement français serait contraire à l'esprit olympique dont un grand Français Pierre de Coubertin s'était fait le champion, qui voyait dans les jeux un moyen de rapprochement entre tous les peuples. Une attitude négative du Gouvernement porterait en outre un grave préjudice au prestige de notre pays à travers le monde [22 avril 1965] (n° 644). — Réponse [11 mai 1965] (p. 227, 228).

M. Camille Vallin attire l'attention de *M. le ministre des postes et télécommunications* sur la situation des ouvrières et des ouvriers d'état des P. T. T. qui sont les seuls à ne pas avoir

bénéficié d'un reclassement et se trouvent de ce fait défavorisés par rapport à leurs homologues des secteurs public, nationalisé et privé. Il lui rappelle que depuis 1963 la situation de ce personnel a été évoquée soit auprès du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, soit auprès du conseil supérieur de la fonction publique et que ses services ont même proposé un projet de reclassement à M. le ministre des finances, bien que les organisations syndicales intéressées n'aient pas été consultées. En conséquence, il lui demande : 1° si les réformes souhaitées par ce personnel — changement d'appellation, titularisation des auxiliaires, élargissement de l'échelle indiciaire, diminution de la durée des divers échelons — verront bientôt le jour ; 2° s'il a l'intention de faire inscrire au budget des P. T. T. pour 1966 les crédits nécessaires à cette réforme [13 mai 1965] (n° 651). — Réponse [1er juin 1965] (p. 426, 427).

M. Camille Vallin expose à *M. le Premier ministre* que les conséquences tragiques des inondations dont ont été victimes les populations de la région de Montceau-les-Mines rendent indispensable l'intervention de l'Etat en faveur des sinistrés. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour : 1° assurer aux mineurs l'intégralité de leur salaire, jusqu'à remise en état complète des puits et installations ; 2° indemniser les salariés de toutes corporations des heures de travail perdues ; 3° indemniser les sinistrés des dommages subis ; 4° suspendre le recouvrement des impôts dus par toutes les victimes du sinistre à quelque titre que ce soit, afin d'examiner tous les cas susceptibles de bénéficier d'allègements ou d'exonération ; 5° attribuer des crédits exceptionnels aux collectivités locales en vue de leur permettre la reconstruction rapide des logements détruits, la réfection des routes, des canalisations et la réalisation des travaux d'urbanisme qui s'imposent. Il lui demande enfin quelles dispositions il compte prendre pour réaliser les travaux nécessaires sur le cours de la Bourbince afin d'éviter le retour de pareilles catastrophes [5 octobre 1965] (n° 674). — Réponse [19 octobre 1965] (p. 1034 et suivantes).

Questions orales avec débat :

M. Camille Vallin appelle l'attention de *M. le ministre de la construction* sur l'aggravation continue de la crise du logement.

Tandis que l'accroissement démographique se poursuit et que nous arrivons au moment où la forte natalité des années d'après guerre va se traduire sur le plan de la nuptialité, toutes les mesures prises par le Gouvernement tendent à réduire la construction de logements sociaux : H. L. M., Logécos, accession à la propriété.

Non seulement les prêts consentis pour la construction de ces logements ne couvrent qu'une partie de plus en plus faible du coût de la construction, mais la fixation par le M. R. L. de prix plafonds, qui sont loin de correspondre au coût réel des travaux, aggrave la situation et rend impossible la réalisation de nombreux projets. Dans le même temps se développe la construction d'appartements à haut standing, source de spéculation et de loyers exorbitants.

Il lui demande s'il n'entend pas, autrement que par la publication de statistiques dont la réalité dément l'optimisme, prendre enfin les mesures qui s'imposent pour promouvoir la construction massive de logements sociaux (H. L. M., logements primés, accession à la propriété) et mettre ainsi un terme, dans les moindres délais, à une situation intolérable et de plus en plus dramatique pour des millions de familles françaises [6 avril 1965]. — Réponse [15 juin 1965] (p. 593, 594, 595).

M. Camille Vallin expose à *M. le Premier ministre* que les collectivités locales, malgré le fardeau fiscal de plus en plus lourd qu'elles sont contraintes d'imposer aux contribuables, éprouvent des difficultés grandissantes à faire face aux charges qui leur incombent et notamment aux dépenses nécessitées par leurs travaux d'équipement.

Il lui demande les mesures envisagées par le Gouvernement pour faire droit aux revendications depuis bien longtemps formulées par tous les administrateurs locaux, à savoir :

— réforme démocratique des finances locales ;

— augmentation des subventions et facilités de prêts, notamment par la création d'une caisse nationale de prêt et d'équipement ;

— prise en charge par l'Etat des dépenses qui lui incombent et qui sont actuellement supportées par les budgets locaux [27 avril 1965].

Interventions :

Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Pinton relative à la **liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée** [1er juin 1965] (p. 434). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique du logement** [15 juin 1965] (p. 593, 594, 595). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux zones d'aménagement différé** [24 juin 1965]. — Discussion générale (p. 822, 823). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas du texte proposé pour l'article* 11 bis *de la loi du* 26 *juillet* 1962 *visant à accorder le droit de préemption prévu par la loi aux collectivités locales qui ont pris l'initiative d'une Z. A. D.* (p. 825, 826). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 674** (cf. *supra*) [19 octobre 1965] (p. 1036, 1037). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1053 à 1056). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 38 : *son amendement au* § 2, *tendant à faire bénéficier les collectivités locales de la totalité du produit de la taxe sur les salaires* (p. 1143) ; *son amendement tendant, au* § 2, *à supprimer le dernier alinéa de façon à faire verser au fonds de garantie le produit de la taxe sur les salaires due par l'Etat pour ses fonctionnaires et ses agents* (p. 1144) ; *son amendement, au* § 3, 1er *alinéa, tendant à porter de* 3 *p.* 100 *à* 5 *p.* 100 *la part du fonds d'action locale* (p. 1144, 1145) ; le retire (*ibid.*) ; observations sur l'ensemble de l'article 38 (p. 1149) ; Art. 40 : *amendement de M. Pellenc tendant à une revision de la répartition de la fraction de la part locale de la taxe sur les salaires* (p. 1152) ; Art. 41 : *amendement de M. Pellenc :* observations sur le terme « groupements » (p. 1156) ; *amendements de MM. Héon, Verdeille et de Montalembert* (p. 1158) ; Art. 46 : *son amendement tendant à supprimer cet article de façon à laisser à la charge de l'Etat les frais d'assiette et de recouvrement de la taxe sur les salaires* (p. 1162). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1352, 1353). — Observations sur la politique du ministère de l'intérieur à l'égard des collectivités locales et départementales. — **Suite de la discussion** [10 novembre 1965]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1566). — Observations sur la construction de la maison de la culture à Lyon. — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Discussion générale. — Observations sur la situation du personnel dépendant du ministère des travaux publics (p. 1616). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en nouvelle lecture, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** (S. E. 23 décembre 1965] (p. 2048).

VANRULLEN (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

N'a pas été réélu aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

VASSOR (M. JACQUES) [Indre-et-Loire].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères et de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965. — Discussion générale (p. 647).

VERDEILLE (M. FERNAND) [Tarn].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public [6 mai 1965] (n° 154).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion en **deuxième lecture** du **projet de loi relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [18 mai 1965]. — Discussion générale (p. 293, 294 et 295). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Descours Desacres* (p. 296, 297). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [19 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1056 à 1059). — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965]. — Discussion

des articles. — Observations sur l'ensemble de l'article 38 (p. 1148) ; art. 41 : *amendement de M. Pellenc ;* observations sur le terme « Groupements » (p. 1156) ; *son amendement, au paragraphe 1, tendant après les mots : « sur les propriétés bâties » à insérer les mots : « et sur les propriétés foncières non bâties »* (p. 1157, 1158). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [15 novembre 1965]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur le fonds routier (p. 1776 à 1778) ; répond à M. Boulin, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (p. 1779). — Discussion des articles. — Art. 34 : *son amendement tendant à réduire la dotation crédits de paiement de 200 millions de francs (fonds d'investissement routier)* (p. 1780). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1965]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1930, 1931) ; (p. 1934).

VÉRILLON (M. MAURICE) [Drôme].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 684). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art 13 : observations sur l'amendement de M. Bardol tendant à ajouter à la nomenclature des produits bénéficiant du taux de 6 p. 100, les produits pharmaceutiques (p. 1114). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [12 novembre 1965]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 1632, 1633). — Observations ayant porté notamment sur la création des structures touristiques dans les communes rurales et sur l'orientation du tourisme social.

VERNEUIL (M. JACQUES) [Charente-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

VIGIER (M. JEAN-LOUIS) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [5 novembre 1965]. — INTÉRIEUR (BUDGET DU SERVICE DES RAPATRIÉS). — Discussion générale (p. 1370, 1371). — Observations ayant porté notamment sur le problème de l'indemnisation (p. 1378).

VIGNON (M. ROBERT) [Guyane].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** [2 juin 1965]. — Discussion générale (p. 459). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national** [17 juin 1965]. — Discussion des articles. — Art. 38 : observations sur le service militaire adapté dans les départements d'outre-mer (p. 662). — Intervient, au nom de M. Prélot, rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi relative aux règles d'élection des Sénateurs représentant les Français à l'étranger** [17 juin 1965] (p. 692, 693).

VILLOUTREYS (M. PIERRE DE) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un régime d'épargne-logement [29 juin 1965].

Ne s'est pas représenté aux élections sénatoriales du 26 septembre 1965.

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au transport des produits chimiques par canalisations [9 juin 1965] (n° 195).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi relatif au transport des produits chimiques par canalisations** [18 juin 1965]. — Discussion générale (p. 707, 708). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant, au 1er alinéa, après le mot « canalisations » à ajouter le mot « souterraines »* (p. 708) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 2 : *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 4 : *son amendement tendant à modifier la première phrase de cet article afin de faire référence pour la définition de l'expropriation à l'article 11 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958* (p. 709) ; Art. 5 : *ses amendements rédactionnels* (ibid) ; *son amendement, à la fin du 3e alinéa de cet article, tendant à remplacer le mot : « bénéficiaires », par le mot : « transporteurs »* (ibid.).

VOYANT (M. JOSEPH) [Rhône].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [22 juin 1965].

Est nommé secrétaire du Sénat [5 octobre 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis [1er juin 1965] (n° 178).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrages universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis [17 juin 1965] (n° 236).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant extension des dispositions des articles 41 à 43 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon [22 juin 1965] (n° 254).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis** [8 juin 1965]. — Discussion générale (p. 518 à 520). — Discussion des articles. — Art. 2 *bis : son amendement tendant à une rédaction plus précise du deuxième alinéa de cet article* (p. 520) ; Art. 3 : *son amendement tendant à préciser que les parties communes peuvent l'être à certains copropriétaires seulement* (p. 521) ; Art. 3 *bis : son amendement tendant à établir avec précision la quote-part des parties communes de chaque lot qui est proportionnelle au rapport entre la valeur de chaque partie privative et l'ensemble des valeurs des parties privatives* (p. 521) ; demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre la signification de l'expression « consistance d'un lot » (*ibid.*) ; Art. 5 : *amendement de M. Bertaud* (p. 522) ; Art. 6 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article visant à répartir les charges en fonction des lots* (p. 522) ; *son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas ayant pour objet de préciser que la répartition des*

charges ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des copropriétaires (ibid.) ; Art. 7 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article permettant à tout nouvel acquéreur d'un lot d'exercer l'action en revision de la répartition des charges dans un délai de deux ans à compter de l'acquisition* (p. 523) ; Art. 8 : *son amendement tendant à réintroduire dans cet article la disposition précisant que le règlement de copropriété obligeait les copropriétaires et leurs ayants droit à titre universel (ibid.)* ; Art. 11 : *son amendement rédactionnel* (p. 524) ; *son amendement, au dernier alinéa, tendant à préciser que l'acquisition doit être liée nécessairement à l'objet que poursuit le syndicat* (p. 524) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par une disposition précisant que le « syndicat ne dispose pas de voix en assemblée générale au titre des parties privatives acquises par lui* (p. 524) ; Art. 12 : *son amendement rédactionnel (ibid.)* ; Art. 13 : *son amendement tendant à remplacer le premier alinéa de cet article par des dispositions définissant le rôle du syndic* (p. 525) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article (ibid.)* ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 13 spécifiant que la carence ou l'empêchement du syndic peuvent être constatés à la demande de l'un des copropriétaires par le président du tribunal civil qui désignera un administrateur provisoire* (p. 525) ; pose une question à M. le secrétaire d'Etat (*ibid.*) ; Art. 14 : *son amendement, au premier alinéa, tendant à préciser les cas dans lesquels le syndic peut inscrire l'hypothèque légale visée à cet article* (p. 526) ; *son amendement rédactionnel (ibid.)* ; *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par une disposition précisant que les créances visées à l'alinéa 1er peuvent être également recouvrées dans les conditions déterminées par la loi du 4 juillet 1957* (p. 526) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 14 *bis : (nouveau)* : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article permettant au syndic de la copropriété, en cas de mutation d'un lot, de faire opposition au paiement du prix pour obtenir le versement des charges de copropriété dues par l'ancien copropriétaire* (p. 527) ; Art. 15 : *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article (ibid.)* ; Art. 16 : *amendement de M. Raybaud, soutenu par M. Molle* (p. 527, 528) ; Art. 19 : *son amendement tendant à suprimer l'alinéa f de cet article (ibid.)* ; *son amendement rédactionnel (ibid.)* ; Art. 20 : *son amendement tendant à suprimer l'alinéa d de cet article* (p. 529) ; art. 22 : *son amendement, au premier alinéa de cet article, tendant à remplacer la mention : « à l'article 20 », par : « à l'article 19 » (ibid.)* ; *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition relative à la représentation du syndicat secondaire au conseil syndical du syndicat principal* (p. 529) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article qui prévoit que les copropriétaires, membres du syndicat secondaire, sont représentés par leur syndic aux assemblées générales du syndicat principal (ibid.)* ; Art. 23 : *son amendement au premier alinéa tendant à remplacer les mots : « à la double majorité prévue à l'article 20 », par les mots : « à la majorité prévue à l'article 19 »* (p. 530) ; *son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots : « ..notamment par une association syndicale de propriétaires fonciers régie par la loi du 21 juin 1865 » (ibid.)* ; Art. 23 *bis : son amendement tendant à supprimer le mot : « coopératif » rendant ainsi le texte applicable à tous les syndicats de copropriétaires, sans distinction (ibid.)* ; Art. 24 : *amendement de M. Talamoni* (p. 530) ; *son amendement, au premier alinéa, tendant à préciser que les travaux envisagés doivent être conformes à la destination de l'immeubles* (p. 531) ; *son amendement tendant, après le troisième alinéa, à insérer un alinéa nouveau relatif au rôle du tribunal en cas de contestation par un copropriétaire des répartitions de frais d'amélioration* (p. 531) ; *son amendement tendant à modifier le dernier alinéa de cet article relatif à l'autorisation, donnée par le tribunal à un copropriétaire, d'exécuter des travaux d'amélioration (ibid.)* ; *sous-amendement de M. Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (p. 532) ; Art. 27 : *son amendement tendant à modifier le premier alinéa de cet article relatif au paiement de la part du coût des travaux par les copropriétaires qui n'ont pas donné leur accord (ibid.)* ; Art. 30 : *son amendement tendant, au premier alinéa de cet article, après le mot : « temporaire » d'insérer les mots : « soit de dégradations »* (p. 533) ; Art. 36 : *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « qui leur est faite à la diligence du syndic » (ibid.)* ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif au rôle du tribunal pour la répartition des charges (ibid.)* ; *son amendement tendant à insérer un article 37 ter nouveau relatif au délai pendant lequel peut être intentée l'action en revision de la répartition des charges* (p. 534). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [22 juin 1965]. — Discussion générale (p. 740). — Discussion des articles. — Art. 7 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition précisant que « si l'action est reconnue fondée, le tribunal procède à la nouvelle répartition des charges »* (p. 741) ; Art. 8 : observations (*ibid.*) ; Art. 13 : *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une disposition stipulant que les pouvoirs du syndic s'exercent dans les conditions éventuellement prévues par un règlement d'administration publique* (p. 742) ; Art. 14 *bis : son amendement tendant à subordonner l'inscription de l'hypothèque à une notification au syndic et à l'écoulement d'un délai lui permettant d'inscrire l'hypothèque légale* (p. 742, 743) ; Art. 19 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa b précisant que les travaux autorisés à la majorité des voix de tous les copropriétaires doivent être conformes à la destination de l'immeuble* (p. 743) ; Art. 24 : *son amendement, au premier alinéa, tendant à reprendre le texte voté en première lecture par le Sénat* (p. 743, 744) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par une disposition précisant que l'usage des installations financées par certains copropriétaires ne sera accordé aux autres que lorsqu'ils en auront payé leur quote-part (ibid.)* ; Art. 27 : *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une disposition précisant que les charges, dues par les copropriétaires payant par annuités, sont calculées par référence au taux d'intérêt légal en matière civile lorsque aucun emprunt n'a été contracté par le syndicat (ibid.)* ; Art. 36 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition mentionnant que les dispositions de cet article sont applicables aux contestations relatives aux répartitions visées à l'article 24* (p. 745). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif aux règles d'expropriation applicables à l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 856).

W

WACH (M. PAUL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est élu délégué titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

WAZIERES (M. RAYMOND DE) [Somme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires** [20 octobre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 8 : *son amendement, au § 1, tendant à compléter l'alinéa 6 par une disposition précisant que cette exonération ne s'applique pas aux biens dans la commercialisation desquels elle provoque des distorsions d'imposition. La liste de ces biens est établie par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques, après accord avec les professions intéressées* (p. 1100).

Y

YVER (M. MICHEL) [Manche].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire, concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie [16 novembre 1965].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la modernisation du marché de la viande** [3 juin 1965]. — Discussion générale (p. 478).

YVON (M. JOSEPH) [Morbihan].

Réélu Sénateur le 26 septembre 1965.

Est élu délégué suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1965].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1966** [3 novembre 1965]. — Discussion des articles. — Art. 12 : *son amendement tendant à étendre à l'armement à la pêche le bénéfice des mesures prévues par cet article* (p. 1265) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [12 novembre 1965]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — I. — MARINE MARCHANDE. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1602, 1603). — Observations ayant porté notamment sur la politique suivie par le Gouvernement à l'égard des pêches maritimes. — Discussion des articles. — ETAT B, TITRE III : observations sur la situation des secrétaires administratifs et des syndics des gens de mer (p. 1607). — II. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les questions intéressant les ports maritimes, présente ses observations sur les crédits affectés à cette section du budget des travaux publics (p. 1615, 1616).

Z

ZUSSY (M. MODESTE) [Haut-Rhin].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 avril 1965].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1965].

Est élu délégué suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales [17 novembre 1965].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des X^e^ Jeux olympiques d'hiver à Grenoble en 1968 [15 juin 1965] (n° 215).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de Mme Marie-Hélène Cardot et M. René Tinant, tendant à modifier l'article 175 du code pénal [15 juin 1965] (n° 217).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la Convention d'extradition signée le 24 juin 1964 entre la France et l'Iran [21 octobre 1965] (n° 19).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la fixation des loyers des locaux insalubres à usage d'habitation dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane [17 novembre 1965] (n° 64).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des X^es^ Jeux olympiques d'hiver à Grenoble en 1968** [17 juin 1965]. — Discussion générale (p. 692). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier l'article 175 du code pénal** [25 juin 1965]. — Discussion générale (p. 799). — Discussion des articles. — *Son amendement rédactionnel au dernier alinéa de l'article* 1^er^ (*ibid.*). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Iran** [28 octobre 1965]. — Discussion générale (p. 1204). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi relative à la fixation des loyers des locaux insalubres dans les départements d'outre-mer** [18 novembre 1965]. — Discussion générale (p. 1936, 1937).

TABLE ANALYTIQUE

A

ACADEMIE DES BOUCHES-DU-RHONE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 627.

ACCORDS. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

AGRICULTURE (NEGOCIATIONS DE BRUXELLES). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 140.

AIDE SOCIALE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 636.

ALCOOLISME (HAUT COMITE D'ETUDE ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME). — Voy. : BUDGET DE 1966. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

ALGERIE (FONCTIONNAIRES). — Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1965, art. 8.

ALLOCATIONS FAMILIALES DES ARTISANS RURAUX

Proposition de loi, présentée par M. Daniel BENOIST, *sénateur*, **tendant à l'unification de la cotisation des artisans ruraux pour le versement à une seule caisse d'allocations familiales** [18 décembre 1964, *J. O.* du 2 avril 1965] (I., n° 130). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ALLOCUTIONS PRONONCEES AU SENAT

Allocution par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat, à l'occasion de la fin de la 2e session ordinaire de 1964-1965 et intervention de M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre [30 juin 1965] (p. 924 et suiv.).

Allocution par M. Marius MOUTET, président d'âge, à l'occasion de l'ouverture de la première session ordinaire de 1965-1966 [2 octobre 1965] (p. 973 et 974, I., n° 1).

Allocution par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat, lors de l'installation du bureau définitif pour la session ordinaire de 1965-1966 [5 octobre 1965] (p. 1002 et 1003, I., n° 2).

AMENAGEMENT DU LITTORAL LANGUEDOC-ROUSSILLON

Projet de loi, présenté par M. Jacques MAZIOL, *ministre de la construction*, **portant extension des dispositions des articles 41 à 43 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, aux opérations d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1392, 1444, 367. — **Transmission au Sénat** [22 juin 1965] (I., n° 241). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Joseph Voyant [22 juin 1965] (I., n° 254). — **Discussion** [25 juin 1965] (p. 856 et 857). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Joseph Voyant, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière. — *Article unique* (p. 857). — ADOPTION (n° 131). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-304 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 1er juillet 1965).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 143.

AMNISTIE

Proposition de loi, présentée par M. Jacques DUCLOS, *sénateur*, **portant amnistie à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion** [18 décembre 1964, *J. O.* du 2 avril 1965] (I., n° 126). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Scrutin pour l'élection de six délégués titulaires et de six délégués suppléants représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [21 octobre 1965] (p. 1131, 1140 et 1167).

ASSEMBLEE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (RECOMMANDATIONS). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 638.

ASSEMBLEE UNIQUE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Election d'un délégué représentant la France [20 octobre 1965] (p. 1083, 1097 et 1126). — Est élu : M. Charles Naveau, en remplacement de M. Emile Vanrullen.

Election de douze délégués représentants la France [17 novembre 1965] (p. 1883, 1892 et 1913). — Sont élus : MM. Jean Berthoin ; Roger Carcassonne ; Charles Naveau ; Yves Estève ; André Dulin ; André Armengaud ; André Colin ; Alain Poher ; René Blondelle ; Julien Brunhes ; Jean-Eric Bousch et Léon Jozeau-Marigné.

ASSURANCES (CONTROLE DE L'ETAT)

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **portant aménagement de certaines dispositions des titres IV et V du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances.** [18 décembre 1964, *J. O.* du 2 avril 1965] (I., n° 127). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Etienne Dailly [1er juin 1965] (I., n° 175). — **Discussion** [10 juin 1965] (p. 562 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Abel Durand ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Articles* (p. 564). — Sur l'ensemble (*ibid*). — ADOPTION (n° 83). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en première lecture, le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1447, 1517, 407. — **Transmission au Sénat**

(Deuxième lecture) [30 juin 1965] (I., n° 295). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Etienne Dailly [30 juin 1965] (I., n° 299). — **Discussion** [30 juin 1965] (p. 921). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, au nom de M. Etienne Dailly, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 921). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 145). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-571 du 13 juillet 1965 (*J. O.* du 14 juillet 1965).

ASSURANCES (ORGANISTATION DE L'INDUSTRIE DES). — Voy. : ASSURANCES (CONTROLE DE L'ETAT).

ASSURANCE VOLONTAIRE DE LA « TIERCE PERSONNE »

Proposition de loi, présentée par M. René CASSAGNE, *député*, **tendant à étendre le bénéfice des avantages vieillesse et sociaux aux conjoints, ascendants et descendants ou autres parents remplissant ou ayant rempli un rôle effectif de tierce personne d'un ayant droit à l'allocation ou pension servie à cet effet** [13 février 1963] (I., n° 156, A. N.). — Proposition de loi présentée par M. Jacques HÉBERT, *député*, **relative à l'admission à l'assurance volontaire (assurance sociale) du conjoint ou du membre de la famille du grand invalide remplissant bénévolement auprès de ce dernier le rôle de tierce personne** [30 juin 1964] (I., n° 1059, A. N.). — Après discussion commune, adoption d'une proposition par l'Assemblée nationale le 28 juin 1965, avec le *nouvel intitulé* suivant : **Proposition de loi relative à l'admission à l'assurance volontaire du conjoint ou du membre de la famille du grand invalide remplissant ou ayant rempli bénévolement auprès de ce dernier le rôle de « tierce personne ».** Voy. Impressions n°s 156 et 342 (1963), 1330, 1431, 387. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1965] (I., n° 282). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Grand [30 juin 1965] (I., n° 300). — **Discussion** [12 octobre 1965] (p. 1027 et 1028). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Grand, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 1028). — ADOPTION (n° 1). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-883 du 20 octobre 1965 (*J. O.* du 21 octobre 1965).

ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE (FRANÇAIS DE L'ETRANGER)

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, *sénateur*, **tendant à accorder aux Français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle salariée ou non salariée, la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse** [12 novembre 1964] (I., n° 28). — *Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.* Rapport par M. Léon Messaud [27 avril 1965] (I., n° 140). **Discussion** [1er juin 1965] (p. 440 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Messaud, rapporteur, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 442 et suiv.). — Ar. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Henriet tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article afin d'ajouter aux bénéficiaires les personnes « percevant un traitement au titre d'agent contractuel dans une administration française » (*ibid.*), observations, retrait (p. 443). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à remplacer les mots : « à racheter leurs droits à l'assurance vieillesse » par les mots : « leur affiliation » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (p. 444). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à remplacer les mots : « à racheter leurs droits à l'assurance vieillesse » par les mots : « leur affiliation », adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Henriet ; Henri Longchambon ; Léon Messaud, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 444). — ADOPTION (n° 77). — Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1965. — Voy : Impressions n°s 1403, 1441, 388.

Promulgation : loi n° 65-555 du 10 juillet 1965 (*J. O.* du 11 juillet 1965).

AUTOFINANCEMENT DES ENTREPRISES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 119.

AUTOMOBILE (RESEAUX DE VENTE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 142.

AVANTAGES SOCIAUX DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 632.

AVORTEMENT

Proposition de loi, présentée par Mme Jeannette THOREZ-VERMEERSCH, *sénateur*, **relative à l'abrogation des lois réprimant l'avortement et la propagande anticonceptionnelle et à la réglementation de la commercialisation des moyens anticonceptionnels** [19 novembre 1965, *J. O.* 20 décembre 1965] (I., n° 82). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

B

BAILLEURS ET LOCATAIRES DE LOCAUX D'HABITATION DANS LES DEPARTEMENTS DE LA REUNION, DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUYANE. — Voy. : LOYERS DE LOCAUX INSALUBRES DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE

Projet de loi présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **autorisant l'approbation des amendements aux statuts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de la Société financière internationale.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 5 octobre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1481, 1592, 416. — **Transmission au Sénat** [7 octobre 1965] (I., n° 7). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Ludovic Tron [21 octobre 1965] (I., n° 20). — **Discussion** [28 octobre 1965] (p. 1203). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jacques Masteau au nom de M. Ludovic Tron, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 4). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-957 du 12 novembre 1965 *J. O.* du 13 novembre 1965).

BASES AMERICAINES EN FRANCE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 681.

BAUX A LOYER D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL

Proposition de loi, présentée par M. Michel HOGUET, *député*, tendant à **modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux, à usage commercial, industriel ou artisanal.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 25 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 927, 1020, 246. — **Transmission au Sénat** [26 juin 1964] (I., n° 302). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande* [7 octobre 1964] (I., n° 2). — **Discussion** [22 octobre 196] (p. 1141 et suiv.). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 6). — *Adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 18 novembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1139, 1168, 1221, 283.*

Deuxième transmission au Sénat [9 décembre 1964] (I., n° 67). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande* [16 décembre 1964] (I., n° 99). — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2395 et suiv.). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 42). — DEUXIÈME LECTURE. — *Adoptée avec modifications en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1964.* — Voy. : Impressions n°s 1262, 1265, 310.

Troisième transmission au Sénat [18 décembre 1964] (I., n° 117). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande* [18 décembre 1964] (I., n° 119). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2452 et 2453). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 59). — TROISIÈME LECTURE. — *Adoptée avec modifications en quatrième lecture par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1293, 1294, 315.*

Quatrième transmission au Sénat [18 décembre 1964] (I., n° 122). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande* [18 décembre 1964] (I., n° 123). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2471 et 2472). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 62). — QUATRIÈME LECTURE.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [2 avril 1965] (p. 34). — Election des membres de la commission [22 avril 1965] (p. 95 et 101). — Rapport par M. Jacques Delalande [29 avril 1965] (I., n° 143). — **Discussion** [29 avril 1965] (p. 140 et 141). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jacques Delalande, rapporteur. — *Article* (p. 141). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 65). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-356 du 12 mai 1965 (*J. O.* du 13 mai 1965). — Adoptée par l'Assemblée nationale le 29 avril 1965. — Voy. : impressions n°s 1297, 1344, 324.

BOURSES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 663.

BUDGET DE 1966

Projet de loi de finances pour 1966, présenté par M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques.* — Adopté par l'Assemblée nationale le 28 octobre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1577, 1588, 1589, 1596, 1612, 1613, 1614, 1615, 1619, 1620, 1631, 1632, 1634, 1636, 1594, 1606, 1611, 1618, 1633, 1609, 1616, 1627, 1621, 1628, 1629, 423. — **Transmission au Sénat** [2 novembre 1965] (I., n° 30). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; et pour avis, sur leur demande : à la commission des affaires économiques et du plan, à la commission des affaires culturelles, à la commission des affaires sociales, à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, et à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [2 novembre 1965] (I., n° 31). — Avis par M. Charles Fruh, rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles [2 novembre 1965] (I., n° 32). — Avis par M. Raymond Brun, rapporteur au nom de la commission des affaires économiques et du plan [2 novembre 1965] (I., n° 33). — Avis par M. le général Antoine Béthouart, rapporteur au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [2 novembre 1965] (I., n° 34). — Avis par Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur au nom de la commission des affaires sociales [2 novembre 1965] (I., n° 35). — Avis par M. Marcel Molle, rapporteur au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [2 novembre 1965] (I., n° 36). — **Discussion** [2 novembre 1965] (p. 1226 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Antoine Courrière ; René Blondelle ; Ludovic Tron ; Jacques Duclos ; Yvon Coudé du Foresto ; Jacques Soufflet.

Suite de la discussion [3 novembre 1965] (p. 1250 et suiv.). — *Discussion des articles* (p. 1251 et suiv.). — PREMIÈRE PARTIE. — Articles 1 à 24 (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Observations sur l'imposition des pensions et retraites des Français à l'étranger (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Descours-Desacres tendant à modifier le 1er alinéa du § II de cet article afin que les cotisations dues par les contribuables ne soient pas perçues lorsque leur montant n'excède pas 160 francs par part (p. 1252), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le § IV de l'article 2, afin de porter à 80.000 francs au lieu de 50.000 francs le montant du revenu servant de base d'imposition à partir duquel la majoration exceptionnelle de 5 p. 100 (demi-décime) sera applicable (*ibid.*), observations, adoption (p. 1253). — Amendement par M. Jacques Duclos tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi avant le 31 mars 1966 qui, en augmentant les taux de l'impôt sur les sociétés, aménagerait en contrepartie le barème de l'impôt général sur le revenu, tout en diminuant le taux de la taxe à la valeur ajoutée sur les produits de grande consommation (*ibid.*), observations, l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances est invoqué par le Gouvernement (p. 1255) et reconnu applicable par la commission des finances (p. 1256). — Amendement par M. Maurice Carrier tendant à compléter l'article 2 par un § V prévoyant la déductibilité des intérêts payés sur les prêts accordés par l'Etat français aux agriculteurs français de Tunisie ayant cédé leurs terres (*ibid.*), observations, retrait (p. 1257). — Amendement par M. André Colin tendant à compléter l'article 2 par un § V prévoyant une revision des tranches du barème de l'impôt général sur le revenu à chaque hausse de 5 p. 100 de l'indice général des taux de salaires horaires (*ibid.*) et amendement semblable par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (*ibid.*), observations, retrait du premier amendement, adoption du second (p. 1258) par scrutin public (n° 4). — Art. 3 (p. 1258). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à fixer à 65 ans au lieu de 75 ans l'âge des personnes bénéficiant de l'exonération et de la décote (p. 1259), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à réduire pour les assujettis autres que les artisans le taux de la taxe complémentaire de 6 p. 100 à 4 p. 100 (*ibid.*), observations, retrait (p. 1260). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, relatif à l'allégement des droits de succession entre collatéraux (*ibid.*), observations, adoption (p. 1261). — Art. 7 (*ibid.*). — Observations sur l'exonération de la contribution foncière des propriétés bâties, des titulaires de l'allocation supplémentaire allouée au titre du fonds national de solidarité (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange tendant au § 1, à remplacer le mot « complémentaire » par le mot « supplémentaire » (p. 1262), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'article 7 par un § IV disposant que l'extension de l'exonération d'office de la contribution foncière des propriétés bâties en faveur des titulaires de l'allocation complémentaire du fonds national de solidarité ne pourra en aucun cas entraîner de pertes de recettes pour les collectivités locales (*ibid.*), observations, retrait (p. 1263). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une nouvelle rédaction plus précise du § I de cet article relatif à l'exonération de l'impôt sur le revenu des engagements d'épargne à long terme (*ibid.*), observations, retrait (p. 1265). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Yvon tendant à étendre à l'armement à la pêche le bénéfice des mesures prévues par l'article 12 (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à supprimer cet article qui fait disparaître la taxe d'encouragement à la production textile (*ibid.*), observations, retrait (p. 1267). — Art. 15 (*ibid.*). — Observations sur le carburant détaxé pour l'agriculture (*ibid.*). — Art 16 (p. 1268). — Amendement par M. Victor Golvan tendant à compléter le § IV de cet article prorogeant l'attribution possible aux communes ayant construit un abattoir inscrit au plan national de la part du produit de la taxe sanitaire qui devrait être versée à l'Etat (p. 1269), observations, retrait (p. 1270). — Art. 19 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif à la création d'une taxe sur le blé et l'orge reçus par les organismes stockeurs affectée au budget annexe des prestations sociales agricoles (p. 1271), observations, amendement par M. René Blondelle tendant également à supprimer l'article 19 (p. 1272), observations, adoption des amendements (p. 1274) par scrutin public (n° 5). — Art. 22 (p. 1275). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif au fonds d'investissement routier (*ibid.*), observations, adoption (p. 1279) par scrutin public (n° 6). — Etat A et article 24 (p. 1280 et suivantes), adoption (p. 1292) par scrutin public (n° 7).

Suite de la discussion [4 novembre 1965] (p. 1298 et suivantes). — DEUXIÈME PARTIE, MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES (*ibid.*).

INDUSTRIE (*ibid.*). *Sont entendus :* MM. Gustave Alric, rapporteur spécial ; René Jager, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires économiques et du plan ; Michel Darras ; Léon David ; Charles Stoessel ; André Méric ; Yvon Coudé du Foresto ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Crédits* (p. 1307). — Explication de vote : M. Antoine Courrière (*ibid.*).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1307). — *Sont entendus :* MM. Bernard Chochoy, rapporteur spécial ; Joseph Beaujannot, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires économiques et du plan ; Maurice Coutrot ; Gérard Minvielle ;

Jean Bardol ; Léon David ; René Jager ; Georges Marie-Anne ; Roger Carcassonne ; Georges Rougeron ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Crédits et article* (p. 1321). — Crédits, explications de vote : MM. Jean Bardol et Marcel Champeix. — Art. additionnel 69 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer, après l'article 69 un article additionnel 69 *bis* nouveau disposant que « Le budget général concourt aux charges d'exploitation et d'équipement du service des chèques postaux par le moyen d'un remboursement forfaitaire au budget annexe des postes et télécommunications fixé annuellement par la loi de finances » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1322).

CONSTRUCTION (p. 1322 et suivantes). — *Sont entendus :* MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial ; Charles Suran, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires économiques et du plan ; Georges Marrane ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Léon Jozeau-Marigné. — *Crédits et article* (p. 1331 et suiv.). — TITRE IV DE L'ÉTAT B. — Observations sur les logements sociaux. — Art. 45 (p. 1333). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à la suppression de cet article relatif aux programmes d'habitations à loyer modéré (*ibid.*), observations, retrait (p. 1335). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

Suite de la discussion [5 novembre 1965] (p. 1337 et suiv.).

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION (p. 1337 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Paul Chevallier, rapporteur spécial ; Marcel Darou ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1340).

MONNAIES ET MÉDAILLES (p. 1340 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Paul Chevallier, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1342).

INTÉRIEUR (p. 1342 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jacques Masteau, rapporteur spécial ; Jean Nayrou, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Roger Delagnes ; Louis Namy ; Claude Mont ; Gaston Pams ; Camille Vallin ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Robert Boulin, secrétaires d'Etat au budget ; Jean-Marie Louvel ; Henri Cornat. — *Crédits et articles* (p. 1358).

INTÉRIEUR (SERVICE DES RAPATRIÉS) (p. 1358 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Louis Talamoni ; Léon Motais de Narbonne ; Maurice Carrier ; Henri Longchambon ; Louis Gros ; Edouard Le Bellegou ; Jean-Louis Vigier ; Mlle Irma Rapuzzi ; M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1378 et suiv.). — ETAT B, TITRE III. — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à supprimer les crédits du titre III de l'état B relatifs à l'indemnisation des rapatriés (*ibid.*), observations, adoption (p. 1380) par scrutin public (n° 8). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Etienne Dailly ; Edouard Le Bellegou ; Léon Motais de Narbonne.

JUSTICE (p. 1380 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Marcel Martin, rapporteur spécial ; Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Léon Messaud ; Louis Namy ; Roger Carcassonne ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1387 et 1388).

Suite de la discussion [6 novembre 1965] (p. 1393 et suiv.).

SERVICE DU PREMIER MINISTRE, AFFAIRES ALGÉRIENNES (p. 1354 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes ; André Armengaud, au nom de M. Georges Portmann, rapporteur spécial ; Raymond Guyot ; Marius Moutet ; Etienne Dailly ; Edgar Faure. — Le vote sur les crédits est reporté au 9 novembre 1965 (p. 1426).

TRAVAIL (p. 1426 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Michel Kistler, rapporteur spécial ; Roger Lagrange, rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires sociales ; Jacques Henriet ; Léon Messaud ; Adolphe Dutoit ; Yvon Coudé du Foresto ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Crédits* (p. 1438).

Suite de la discussion [8 novembre 1965] (p. 1440 et suiv.).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1140 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Paul Ribeyre, rapporteur spécial ; André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Mme Suzanne Crémieux ; MM. Lucien Grand ; Jacques Henriet ; Daniel Benoist ; Raymond Bossus ; Bernard Lemarié ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Crédits* (p. 1456 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Bernard Chochoy ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1458 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général au nom de M. Georges Portmann, rapporteur spécial ; Vincent Delpuech, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; le général Antoine Béthouart, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Jean Péridier ; Raymond Guyot ; André Monteil ; Roger Carcassonne ; Maurice Bayrou ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Auguste Pinton ; André Armengaud ; Ludovic Tron. — *Crédits* (p. 1481). — ETAT B. — TITRE III. — Amendement par M. Charles Naveau, tendant à supprimer les crédits du titre III pour protester contre la politique extérieure du Gouvernement (*ibid.*), observation, l'amendement est réservé (*ibid.*). — TITRE IV (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer la dotation de 43 millions de francs, destinée à l'aide militaire au Laos et au Cambodge (p. 1482), observations, retrait (p. 1483). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation du titre IV de 35 millions de francs destinée à l'aide militaire au Maroc afin de hâter le règlement du contentieux franco-marocain (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Edouard Bonnefous ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Charles Naveau, Marcel Pellenc, rapporteur général. — Vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, 7e alinéa, du règlement du Sénat (*ibid.*). — *Explications de vote :* MM. Pierre Garet ; Jean Péridier ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Auguste Pinton ; Jacques Soufflet ; Roger Carcassonne ; Etienne Dailly. — Scrutin public (n° 9). — Rejet (p. 1486).

COOPÉRATION (p. 1486 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. André Fosset, rapporteur spécial ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Crédits* (p. 1490).

Suite de la discussion [9 novembre 1965] (p. 1496 et suiv.).

DÉPENSES MILITAIRES (p. 1496 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. André Maroselli, rapporteur spécial (dépenses en capital) ; François Schleiter, rapporteur spécial (dépenses ordinaires) ; André Colin, au nom de M. Antoine Courrière, rapporteur spécial (service des essences) ; André Colin, rapporteur spécial (service des poudres) ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis (section commune) ; Pierre de Chevigny, rapporteur pour avis (section terre) ; Jacques Ménard, rapporteur pour avis (section air).

AFFAIRES ALGÉRIENNES (suite et fin). — *Crédits et articles* (p. 1514 et suiv.). — Amendement par M. Robert Bruyneel, tendant, après l'article 68, à ajouter un article additionnel 68 *bis* nouveau disposant qu'« aucune aide sous quelque forme que ce soit ne sera fournie aux Etats qui n'assurent pas la protection de la vie, de la liberté ou des biens des ressortissants français ou qui ne respectent pas strictement les traités et accords signés avec la France » (*ibid.*), observations, retrait (p. 1516). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à insérer un article additionnel 69 *bis* nouveau disposant que : « les préjudices pouvant résulter, pour les personnes physiques ou morales françaises, de l'application de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures du 29 juillet 1965, feront l'objet d'une indemnisation » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution. — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes ; Robert Bruyneel ; Etienne Dailly ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

DÉPENSES MILITAIRES (suite et fin, p. 1519 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de la discussion :* M. André Monteil, rapporteur pour avis (section marine) ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; André Méric, le général Ernest Petit ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 1526 et suiv.). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. André Monteil, rapporteur pour avis, tendant à supprimer l'augmentation des crédits de paiement applicables au titre III « Moyens des armées et services » afin d'attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de relever la rémunération des personnels militaires (p. 1527),

observations, adoption (p. 1529) par scrutin public (n° 11). — Art. 29 (p. 1529). — Amendement par M. André Méric tendant à supprimer les crédits du titre V (force nucléaire stratégique) (p. 1529), observations, adoption (*ibid.*), par scrutin public (n° 12). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Méric ; André Monteil ; rapporteur pour avis ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées.

ESSENCES. *Crédits* (p. 1529).

POUDRES. *Crédits* (ibid.).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (p. 1530 et suiv.). — *Sont entendus :* M. Martial Brousse, rapporteur spécial ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; MM. Pierre Bouneau ; Marcel Lambert ; Marcel Darou ; Paul Chevallier ; Raymond Bossus ; André Maroselli ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, 7e alinéa, du règlement du Sénat (p. 1541). — *Crédits et articles (ibid.).* — ETAT A. — TITRES III ET IV. — Amendements par Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis, tendant à réduire les crédits des titres III et IV afin de souligner l'insuffisance des nouvelles mesures prévues (p. 1542). — Après l'article 59 (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis, tendant à insérer un article additionnel 59 A nouveau visant à la suppression des forclusions (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Darou tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif au rapport constant entre les pensions des anciens combattants et victimes de guerre et les traitements des fonctionnaires (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Darou tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif à l'application de l'article 55 de la loi de finances [cet amendement supprimé par erratum, *J. O.* du 13 novembre 1965, p. 1646]. — Amendement par M. Marcel Darou tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif aux droits des déportés et internés politiques (p. 1543). — Amendement par M. Marcel Darou tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif au droit à la carte de combattant des anciens combattants de la guerre d'Algérie (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif aux droits des anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Darou tendant à insérer un article additionnel nouveau prévoyant notamment la levée de toutes les forclusions et l'établissement d'un 8 mai férié (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel nouveau prévoyant que toutes les forclusions s'appliquant aux droits des anciens combattants et victimes de guerre sont levées (*ibid*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif à la commémoration de la victoire du 8 mai 1945 (*ibid*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif au renforcement et à l'extension des activités de l'office national des anciens combattants (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif au reclassement des fonctionnaires de l'office national (*ibid.*). — *Ont pris par à la discussion :* MM. Raymond Bossus ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis ; Marcel Darou. — *Explications de vote :* Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis ; Michel Darras ; Raymond Bossus. — Rejet (p. 1544) par scrutin public (n° 13).

Suite de la discussion [10 novembre 1965] (p. 1552 et suiv.).

AFFAIRES CULTURELLES (p. 1552 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial ; Edouard Bonnefous, rapporteur spécial (cinéma) ; Charles Fruh, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (arts et lettres) ; Georges Lamousse, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtres nationaux) ; Jean de Bagneux, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (monuments historiques) ; Michel Durafour ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Louis Talamoni ; Léon Messaud ; Camille Vallin ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Jacques Henriet. — *Crédits et articles* (p. 1571 et suiv.). — ETAT C. — TITRE IV. — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire la dotation du titre IV de 400.000 francs destinés à la subvention en faveur du centre national de diffusion culturelle (*ibid.*) ; observations, rejet (p. 1572).

EDUCATION NATIONALE (JEUNESSE ET SPORTS) (p. 1572 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Pierre Métayer, rapporteur spécial ; Bernard Chochoy ; Jacques Richard, rapporteur spécial (jeunesse et sports) ; Paul Pauly, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (éducation nationale) ; Jean Noury, rapporteur pour avis (jeunesse et sports) ; Jacques Henriet ; Michel Durafour ; Edgar Tailhades ; Georges Cogniot ; Michel Kistler ; Jean Bardol ; Louis Talamoni ; René Tinant ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly. — *Crédits et articles* (p. 1595 et suiv). — ETAT B, TITRE IV. — Observations sur la fédération sportive et gymnique du travail (p. 1595). — Amendement par M. Michel Chauty tendant à insérer un article additionnel 60 *bis* nouveau prévoyant que les crédits scolaires destinés aux zones à urbaniser en priorité (Z. O. P.) feront l'objet d'une présentation spéciale (p. 1596), observations, adoption (p. 1597).

Suite de la discussion [12 novembre 1965] (p. 1600 et suiv.).

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE (p. 1600 et suiv.). — *Sont entendus :* M. Roger Lachèvre, rapporteur spécial ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Joseph Yvon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Jean Bardol ; Henri Claireaux ; Léon David ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Crédits* (p. 1607). — Observations sur les secrétaires administratifs et les syndics des gens de mer ; le personnel des écoles d'apprentissage maritime. *Ont pris part à la discussion :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 1607 et suiv.). — *Sont entendus :* Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial ; MM. Antoine Courrière, rapporteur spécial (Société nationale des chemins de fer français ; Régie autonome des transports parisiens) ; Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (routes et voies navigables) ; Auguste Billiemaz, rapporteur pour avis (Société nationale des chemins de fer français ; Régie autonome des transports parisiens) ; André Dulin ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis (ports maritimes) ; Camille Vallin ; Marcel Boulangé ; Louis Guillou ; Auguste Pinton ; Roger Delagnes ; Raymond Bossus ; Adolphe Dutoit ; Léon David ; Louis Jung ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Crédits* (p. 1626 et suiv.). — ETAT C. — TITRE V (p. 1627). — Amendement par M. Auguste Pinton tendant à augmenter la dotation du titre V de 50 millions de francs (liaison mer du Nord—Méditerranée) ; observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1628). — *Ont pris part à la discussion :* M. Auguste Billiemaz ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Dutoit ; Louis Jung ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; François Schleiter.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME (p. 1629 et suiv.). — *Sont entendus :* Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial ; MM. Adolphe Dutoit ; Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Maurice Vérillon ; Léon David ; Jacques Henriet ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Edouard Bonnefous ; André Maroselli. — *Crédits* (p. 1638).

AVIATION CIVILE (p. 1638 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Edouard Bonnefous ; Gaston Pams, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Raymond Bossus ; Jacques Soufflet ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Crédits* (p. 1645).

Suite de la discussion [13 novembre 1965] (p. 1647 et suiv.).

AGRICULTURE (p. 1648 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Paul Driant, rapporteur spécial ; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial (habitat rural) ; Marc Pauzet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Michel Kauffmann ; Victor Golvan ; Martial Brousse ; Joseph Raybaud ; Marcel Martin ; Marcel Brégégère ; Léon David ; René Tinant ; Roger Carcassonne ; Yvon Coudé du Foresto ; Daniel Benoist ; Emile Durieux ; Charles Suran ; Henri Tournan ; Antoine Courrière ; Léon-Jean Grégory ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Lemaire ; Michel Darras ; Auguste Pinton. — *Crédits et articles* (p. 1672 et suiv.). — ETAT B. — TITRE III. (*ibid.*). — Amendement par M. Léon David tendant à une majoration de la réduction de crédit du titre III (personnel d'exécution, enseignement agricole), observations, retrait (*ibid.*). — TITRE IV. — Observations sur l'encouragement aux amendements calcaires (*ibid.*). — Amendement par M. Martial Brousse tendant à une réduction des crédits du titre IV (crédits de vulgarisation), observations, adoption (p. 1675). — Observations

sur les rachats de forêts par des communes de l'Est de la France (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Marcel Boulangé ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Martial Brousse ; Etienne Dailly ; Léon David ; Claudius Delorme ; Paul Driant, rapporteur spécial ; Emile Durieux ; Paul Guillard ; Michel Kauffmann ; Raoul Vadepied.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (p. 1676 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Max Monichon, rapporteur spécial ; Marcel Lambert au nom de M. Robert Soudant, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Jacques Henriet ; Michel Kauffmann ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Durand. — *Crédits* (p. 1681).

Suite de la discussion [14 novembre 1965] (p. 1686 et suiv.).

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — I. — CHARGES COMMUNES (p. 1686 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial ; Marcel Boulangé ; Raymond Bossus ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 1691 et suiv.). — Observations sur les allocations aux veuves de guerre âgées, sur la situation des fonctionnaires français retraités des caisses locales d'Afrique du Nord et de la France d'outre-mer, sur l'aide du budget aux projets prévus dans les zones à urbaniser en priorité (p. 1691). — Amendement par M. André Armengaud, tendant à insérer un article additionnel 61 *ter* nouveau relatif à la prise en compte pour les retraites du temps de service passé par un fonctionnaire dans un organisme international (p. 1692), observations, irrecevabilité aux termes de la l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Auguste Billiemaz ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Antoine Courrière ; Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — II. — SERVICES FINANCIERS (p. 1693 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial ; Marcel Pellenc, rapporteur général au nom de M. Pierre Carous, rapporteur spécial (services des affaires économiques) ; Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1698).

IMPRIMERIE NATIONALE (p. 1698 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean Bardol, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1700).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ; SERVICES GÉNÉRAUX ; DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS ; CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (p. 1701 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Roger Houdet, rapporteur spécial (recherche atomique, recherche spatiale, etc.) ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Michel Champleboux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (commissariat à l'énergie atomique) ; Yvon Coudé du Foresto ; Alfred Poroï ; Léon Motais de Narbonne ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Jacques Henriet ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Crédits* (p. 1714).

SERVICES GÉNÉRAUX (suite et fin) ; AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ; COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (p. 1714 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. André Dulin, rapporteur spécial ; Paul Mistral, au nom de M. Charles Suran, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière. — *Crédits* (p. 1721). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Houdet.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE ; SERVICE DE DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE ; GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES (p. 1721 et 1722). — *Est entendu :* M. Marcel Pellenc, rapporteur général, au nom de M. Jacques Richard, rapporteur spécial. — *Crédits* (p. 1722).

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (p. 1727 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial ; René Toribio ; Georges Repiquet ; Georges Marie-Anne ; Lucien Bernier ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. *Crédits* (p. 1740).

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (p. 1740 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial ; Henri Claireaux ; Alfred Poroï ; Henri Lafleur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Crédits* (p. 1748).

Suite de la discussion [15 novembre 1965] (p. 1750 et suiv.).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ; INFORMATION (p. 1750 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Edouard Bonnefous, rapporteur spécial ; Jean Fleury, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Roger Carcassonne ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1754). — ETAT B, TITRE III. — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une réduction de crédits (service de liaison interministérielle) (*ibid.*), observations, adoption (p. 1755). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Edouard Bonnefous, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Dulin ; Marcel Pellenc, rapporteur général.

OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 1755 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Edouard Bonnefous, rapporteur spécial ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Auguste Pinton ; Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; Pierre de La Gontrie ; Jean Fleury, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Roger Carcassonne ; Mme Renée Dervaux ; MM. André Diligent ; Edouard Bonnefous ; Jacques Soufflet : *ligne* 123 *de l'Etat E annexé à l'article* 41 (p. 1773). — Amendement par M. Roger Carcassonne tendant à supprimer la ligne 123 (redevance pour droit d'usage des appareils de radio et télévision), observations, adoption (p. 1774) par scrutin public (n° 15).

ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS (p. 1774).

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (p. 1774 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jacques Descours-Desacres, rapporteur spécial ; Fernand Verdeille ; Roger Morève ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Articles* (p. 1779 et suiv.). — Art. 34 (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à réduire la dotation-crédits de paiement de 200 millions de francs (fonds d'investissement routier) (*ibid.*), observations, adoption (p. 1780). — Art. 63 (*ibid.*). — L'article (compte de prêts aux gouvernements de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie) est supprimé (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial ; Fernand Verdeille.

ARTICLES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI DE FINANCES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS (p. 1781 et suiv.). — *Art.* 41, *Etat E, Taxes parafiscales* (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à ajouter à l'Etat E une ligne 43 *sexies* « Cotisations versées par les producteurs et par les acheteurs pour la régularisation du marché de la noix de Grenoble » (p. 1794), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 51 (p. 1798). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif aux déclarations à souscrire par les propriétaires et usufruitiers en vue de la prochaine revision cadastrale des propriétés bâties, observations, rejet (*ibid*). — Art. 55 (p. 1799). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le deuxième alinéa du § 1 de cet article, relatif à la reconduction des impositions locales de l'année précédente (*ibid*), observations, adoption de l'amendement modifié (p. 1800). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le § 2 de l'article 55 relatif à la prise d'effet au 1er janvier 1965 du même article (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 55 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Yvon Coudé du Foresto, tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant la possibilité de déduire de l'impôt sur le revenu le montant des grosses réparations résultant de certaines calamités (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 55 *quater* (p. 1801). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif au droit de timbre applicable aux affiches visibles d'une voie publique (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 55 *quinquies* (*ibid.*). — Observations sur la collecte de ressources par le Crédit agricole (p. 1802). — Amendement par M. Etienne Dailly relatif aux bons de caisse (*ibid.*), observations, rejet (p. 1804). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer l'alinéa b du § II de l'article 55 *quinquies* qui prévoit le prélèvement de 25 p. 100 sur « les produits de placement désignés par un arrêté du ministre des finances » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1805). — Art. 55 *sexies* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à modifier cet article afin de prévoir une majoration de la patente comme sanction des déclarations inexactes relatives aux locations de vacances (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 67 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à rédiger ainsi qu'il suit le § I de cet article : « Les réseaux d'assainissement et les installations d'épuration publics sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial » (*ibid.*), et sous-amendement par M. Jacques Descours Desacres tendant à

ajouter : « ainsi que les services d'enlèvement des ordures ménagères » (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement (p. 1806), retrait du sous-amendement (p. 1807). — Amendement d'harmonisation par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, au § III de l'article 67 *bis*, adoption (*ibid.*). — Articles additionnels (p. 1809 et suiv.). — Amendement par M. Robert Bruyneel tendant à ajouter un article additionnel nouveau disposant qu'aucune aide ne sera fournie aux Etats « qui n'assurent pas la protection de la vie, de la liberté et des biens des ressortissants français ou qui ne respectent pas strictement les traités et accords signés avec la France » (*ibid.*), observations, retrait (p. 1810). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel nouveau prévoyant l'emploi de l'excédent des ressources du fonds d'amortissement des charges d'électrification, au financement en capital des travaux de renforcement des réseaux d'électrification rurale réalisés par les collectivités locales (*ibid.*), observations, retrait (p. 1811). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionel nouveau relatif à la dispense de renouvellement décennal des inscriptions de privilèges ou hypothèques prises par les entreprises de crédit différé (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon, tendant à ajouter un article additionnel nouveau prorogeant le régime d'évaluation du revenu passible de l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices agricoles (*ibid*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la constitution (p. 1812). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Octave Bajeux ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Robert Bruyneel ; Yvon Coudé du Foresto ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Marcel Darou ; Jacques Descours Desacres ; Paul Driant ; Léon Jozeau-Marigné ; Pierre de La Gontrie ; Maurice Lalloy ; Marcel Molle ; Max Monichon ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Mlle Irma Rapuzzi. — *Explications de vote :* MM. Jean Bardol ; Jacques Soufflet ; André Dulin ; Antoine Courrière. — Sur l'ensemble (p. 1815). — Adoption (*ibid.*) par scrutin public (n° 16). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 14).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (articles 45, alinéa 2, et 47 de la Constitution, article 39 de la loi organique relative aux lois de finances) [15 novembre 1965] (p. 1815). — Election des membres de la commission [16 novembre 1965] (p. 1830 et 1838). — Rapport par M. Yvon Coudé du Foresto [17 novembre 1965] (I., n° 61). — Adoption par l'Assemblée nationale le 17 novembre 1965. — Voy. : Impressions n° 1670, 1673, 442. — **Discussion** [18 novembre 1965] (p. 1918 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur ; Jean-Marie Louvel ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; André Dulin ; André Monteil ; Guy Petit ; Jacques Descours Desacres ; Joseph Beaujannot. — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa du règlement du Sénat, sur les conclusions modifiées de la commission mixte paritaire, dans le texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 1925). — *Crédits et articles* (p. 1925 et suiv.). — *Explications de vote :* MM. Fernand Verdeille ; André Colin ; Michel Durafour ; Jean Bardol ; Michel Kistler ; Paul Pelleray. — Rejet (p. 1935) par scrutin public (n° 18). — REJET (n° 18). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 18 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1676, 443.

Deuxième transmission au Sénat (nouvelle lecture) [18 novembre 1965] (I., n° 71). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Yvon Coudé du Foresto (I., n° 72). — **Discussion** [18 novembre 1965] (p. 1942 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 1943 et suiv.). — Art. 55 *quinquies* (p. 1948). — Observations sur le régime des bons de caisse émis par les entreprises (*ibid*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat ; Etienne Dailly. — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, 7e alinéa, du règlement du Sénat, sur le texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 1950). — Rejet (p. 1951) par scrutin public (n° 20). — REJET (n° 22) NOUVELLE (DEUXIÈME) LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 19 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1683, 1684, 446.

Promulgation : loi n° 65-997 du 29 novembre 1965 (*J. O.* du 30 novembre 1965. — Rectif. *J. O.* du 5 décembre 1965).

BULL (ENTREPRISE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 49, 52.

C

CAISSES ALGERIENNES DE CONGES PAYES (RECLASSEMENT DES AGENTS). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 629.

CALAMITES AGRICOLES

Voy. : QUESTIONS ORALES, 673, 674.
Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1965, art. 12.

CALAMITES AGRICOLES (APPLICATION DU REGIME DE GARANTIE)

Voy. : QUESTIONS ORALES, 643.
Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 135.

CAMPAGNE ELECTORALE PRESIDENTIELLE

Voy. : BUDGET DE 1966. — INFORMATION.
Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 147, 149.

CAMPAGNE VITICOLE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 132.

CAPITAUX MOBILIERS. — Voy. : IMPOSITION DES ENTREPRISES ET DES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS.

CARREFOURS DE VOIES PUBLIQUES ET DE CHEMINS PRIVES (PRIORITE). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 660.

CARTE DE COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RESISTANCE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 667.

CERTIFICAT D'APTITUDE A UNE FORMATION ARTISTIQUE SUPERIEURE (C. A. F. A. S.). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 648.

CHEMINS PRIVES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 660.

CHARTE DES NATIONS UNIES. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

CODE CIVIL (ART. 1841, 1866 ET 1868)

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant ou complétant les articles 1841 et 1868 du code civil, les articles 614-15, 614-16 et 614-17 du code de commerce et la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 11 juin 1965, avec le *nouvel intitulé suivant :* « **Projet de loi tendant à modifier ou à compléter les articles 1841, 1866 et 1868 du code civil et l'article 27 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947.** — Voy. : Impressions n°s 1004, 1429, 355. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1965] (I, n° 279). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle [*J. O.* lois et décrets, 31 décembre 1965, p. 12010, rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1965] (I, n° 89).

CODE CIVIL (SUCCESSIONS)

Proposition de loi, présentée par M. Léon JOZEAU-MARIGNÉ, *sénateur,* **tendant à modifier certaines dispositions du code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants** [*J. O.* lois et décrets, 22 janvier 1964, p. 808, rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1963] (I., n° 110). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Marcel Molle [22 juin 1963] (I., n° 248). — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 836 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Molle, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Léon Jozeau-Marigné ; Antoine Courrière. — *Articles* (p. 830 et suiv.). — Sur l'ensemble (p. 842). — ADOPTION (n° 127).

CODE DE COMMERCE (ART. 85)

Projet de loi, présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports*, **complétant l'article 85 du code de commerce en ce qui concerne les courtiers d'assurances maritimes** [2 avril 1965] (I., n° 134). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [11 mai 1965] (I., n° 161). — **Discussion** [1er juin 1965] (p. 439 et 440). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Abel-Durand, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 440). — ADOPTION (n° 75). — Adopté par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1415, 1518, 406.

Promulgation : loi n° 65-546 du 8 juillet 1965 (*J. O.* du 9 juillet 1965).

CODE DE JUSTICE MILITAIRE

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **portant institution d'un code de justice militaire** [18 décembre 1964, J. O. du 2 avril 1965] (I., n° 129). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [29 avril 1965]. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [13 mai 1965] (I., n° 162). — Avis par M. Edgar Faure [20 mai 1965] (I., n° 164). — **Discussion** [20 mai 1965] (p. 308 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Julien Brunhes, au nom de M. Edgar Faure, rapporteur pour avis ; Louis Namy. — *Discussion des articles* (p. 314 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — *Art. 1er du code de justice militaire* (p. 316). — Amendement par M. Louis Namy tendant à modifier cet article afin que la justice militaire soit rendue, en temps de paix, par les tribunaux de droit commun (*ibid.*), observations, rejet (p. 317). — *Art. 15 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy tendant à modifier cet article afin de faire entrer un simple soldat dans la composition du tribunal appelé à juger un simple soldat (*ibid.*), observations, rejet (p. 318). — *Art. 16 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à modifier cet article afin de prévoir la composition du tribunal quand l'inculpé appartient aux services communs, quand il n'a pas la qualité de militaire ou quand il est lui-même magistrat militaire (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 17 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à compléter cet article par un alinéa relatif à la justification de l'empêchement d'un juge, observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 62 du code* (p. 321). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article visant les mineurs de dix-huit ans (*ibid.*) et sous-amendement par M. Edgar Faure tendant à supprimer la deuxième phrase de l'amendement donnant compétence aux tribunaux des forces armées à l'égard des mineurs de dix-huit ans lorsque ceux-ci sont ressortissants d'un Etat occupé ou d'un Etat ennemi à l'époque des faits reprochés (*ibid.*), rejet du sous-amendement et adoption de l'amendement (*ibid.*). — *Art. 67 du code* (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, observations, adoption (p. 322). — *Art. 106 du code* (p. 324). — Amendement rédactionnel par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, adoption (*ibid.*). — *Art. 121 du code* (p. 325). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise, observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 128 du code* (p. 326). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 128 relatif à une dérogation à l'assistance d'un conseil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 131 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article reprenant la procédure du code pénal en ce qui concerne l'expertise (p. 327), observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 168 du code* (p. 329). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à une rédaction plus complète de cet article concernant la demande de mise en liberté provisoire (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 187 du code* (p. 330). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à modifier le dernier alinéa de cet article concernant le droit pour le prévenu de faire entendre ses témoins, observations, adoption (p. 331). — *Art. 204 du code* (p. 332). — Amendement de coordination par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, adoption (*ibid.*). — *Art. 206 du code* (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur (*ibid.*) — *Art. 214 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la répression des manquements aux obligations résultant du serment des avocats (*ibid.*), observations, adoption (p. 335). — *Art. 272 du code* (p. 338). — Amendement rédactionnel par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, adoption (*ibid.*). — *Art. 351 du code* (p. 342). — Amendement rédactionnel par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, adoption (*ibid.*). — *Art. 352 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise du dernier alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (p. 243). — *Art. 357 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à porter de cinquante à soixante ans la prescription en matière d'insoumission ou de désertion (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 367 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à modifier cet article afin de rendre la destitution facultative si les circonstances atténuantes sont admises (p. 344), observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 369 du code* (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à modifier cet article afin que, si la condamnation a été assortie du sursis, celui-ci puisse également s'appliquer à la perte du grade (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 409 du code* (p. 346). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant, dans une nouvelle rédaction de cet article, à remplacer la peine de destitution par la peine maximum d'emprisonnement pour l'officier coupable de perte ou destruction de matériel par négligence (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Art. 421 du code* (p. 347). — Amendement rédactionnel par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, adoption (*ibid.*). — *Art. 445 du code* (p. 349). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à modifier cet article en ce qui concerne la désertion en présence de bande armée (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Julien Brunhes, au nom de M. Edgar Faure, rapporteur pour avis ; Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Marius Moutet ; Louis Namy. — Sur l'ensemble (p. 351). — ADOPTION (n° 73). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1384, 1465, 369.

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [22 juin 1965] (I., n° 256). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [24 juin 1965] (I., n° 271). — **Discussion** [25 juin 1965] (p. 849 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 850 et suiv.). — *Ont pris part à la discudsion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Edouard Le Bellegou, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 852). — ADOPTION (n° 129). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-542 du 8 juillet 1965 (*J. O.* du 9 juillet 1965).

CODE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE

Proposition de loi présentée par M. Michel JAMOT, *député*, **tendant à compléter et à modifier les dispositions du livre IV du code de l'administration communale.** — Adoptée par l'Assemblée nationale, le 19 novembre 1964. — Voy. : Impressions nos 408, 1133, 276. — **Transmission au Sénat** [20 novembre 1964] (I., n° 39). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* — Rapport par M. Emile Dubois [6 mai 1965] (I., n° 155). — **Discussion** [18 mai 1965] (p. 297 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Emile Dubois, rapporteur. — *Discussion des articles.* — Art. 1er (p. 298). — Amendement par M. Louis Talamoni, tendant à modifier les deux premiers alinéas du texte proposé pour l'article 493 du code de l'administration communale, afin de maintenir la législation actuellement en vigueur (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Emile Dubois, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction des troisième et quatrième alinéas du texte proposé pour l'article 493 du code de l'administration communale relatifs au recrutement et à la gestion des agents intercommunaux (*ibid.*), observations, adoption (p. 300). — Art. 2. — Amendement par M. Emile Dubois, rapporteur, tendant à rétablir cet article relatif au personnel à temps incomplet (p. 300), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 2 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni, tendant à supprimer cet article relatif à l'avancement d'échelon, observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Emile Dubois, rapporteur, ten-

dant à une nouvelle rédaction de cet article visant à uniformiser la durée des carrières et la durée de séjour dans chaque échelon (*ibid.*), observations ; sous-amendement par M. Lucien Bernier tendant à prévoir le contre-seing du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer pour les départements intéressés (p. 301), observations ; adoption de l'amendement modifié par le sous-amendement (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; Lucien Bernier ; Jean Bertaud ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière ; Jacques Descours-Desacres ; Emile Dubois, rapporteur ; Louis Talamoni. — *Explication de vote :* M. Louis Talamoni. — ADOPTION MODIFIÉE (n° 72). — Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n^{os} 1373, 1527, 403.

Promulgation : loi n° 65-560 du 10 juillet 1965 (*J. O.* du 11 juillet 1965).

CODE DE LA ROUTE (ART. L 1er)

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant l'article L 1er du code de la route.** — *Adopté par l'Assemblée nationale le* 18 *décembre* 1964. — Voy. : Impressions n^{os} 1797, 1249, 1251, 309. — **Transmission au Sénat** [18 décembre 1964] (I., n° 120). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [22 avril 1965] (I., n° 137). — **Discussion** [22 avril 1965] (p. 95 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Discussion des articles* (p. 99 et suiv.). — Art. 1er (p. 99). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant, au premier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article L 1er du code de la route, à supprimer les mots : « ... ou tenté de conduire... » (*ibid.*), observations, adoption (p. 100). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Edouard Le Bellegou, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 100). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 63). — Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 6 mai 1965. — Voy. : Impressions n^{os} 1336, 1352, 331.

Promulgation : loi n° 65-373 du 18 mai 1965 (*J. O.* du 20 mai 1965).

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Proposition de loi présentée par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail,* **tendant à compléter les articles L 328 et L 329 du code de la sécurité sociale.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 9 novembre 1965. — Voy. : Impressions n^{os} 1176, 1458, 427. — **Transmission au Sénat** [9 novembre 1965] (I., n° 39). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Marcel Lambert [19 novembre 1965] (*J. O.* du 20 décembre 1965) (I., n° 79).

CODE DES DEBITS DE BOISSONS

Proposition de loi, présentée par M. Bernard LAFAY, *sénateur,* **tendant à compléter l'article L 49 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme** [4 mai 1965] (I., n° 151). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE DES DOUANES

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **modifiant diverses dispositions du code des douanes.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juin 1965. — Voy. : Impressions n^{os} 1300, 1367, 352. — **Transmission au Sénat** [15 juin 1965] (I., n° 209). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [17 juin 1965] (I., n° 229). — **Discussion** [22 juin 1965] (p. 759 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Discussion des articles* (p. 763 et suiv.). — Art. additionnel 2 *bis* nouveau (p. 765). — Amendement par M. Michel Kistler, tendant à insérer un article additionnel 2 *bis* nouveau maintenant le régime spécial applicable aux entrepôts français rhénans (*ibid.*), observations, retrait (p. 766). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, rapporteur, tendant, à la fin du paragraphe 2 du texte proposé par l'article 82 *bis* du code des douanes, à supprimer les mots : « qu'en agrée l'emplacement, la construction, l'aménagement » (*ibid.*) et amendement par M. Jean Bertaud, rapporteur, tendant à modifier le paragraphe 3 du texte proposé pour l'article 82 *bis* du code des douanes afin de prévoir un décret en Conseil d'Etat pour la procédure de création et les conditions de fonctionnement des magasins et aires de dédouanement (p. 767), observations, retrait des deux amendements (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Michel Kistler. — Sur l'ensemble (p. 767). — ADOPTION (n° 105). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-525 du 3 juillet 1965 (*J. O.* du 4 juillet 1965).

CODE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Projet de loi, présenté par M. Jacques MARETTE, *ministre des postes et télécommunications,* **complétant le code des postes et télécommunications en ce qui concerne le délai de recevabilité des réclamations relatives aux envois postaux.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 20 avril 1965. — Voy. : Impressions n^{os} 1078, 1310, 318. — **Transmission au Sénat** [22 avril 1965] (I., n° 139). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Joseph Beaujannot [6 mai 1965] (I., n° 152). — **Discussion** [18 mai 1965] (p. 293). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Joseph Beaujannot, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Abel-Durand. — *Article unique* (p. 293). — ADOPTION (n° 70). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-395 du 25 mai 1965 (*J. O.* du 26 mai 1965).

CODE DU TRAVAIL (ART. 178 ET 179 DU LIVRE II)

Projet de loi, présenté par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail,* **étendant aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre les dispositions des articles 178 et 179 du livre II du code du travail** [21 avril 1964] (I., n° 151). — *Renvoi à la commission des affaires sociales.* — *Rapport par M. Léon Messaud* [3 juin 1964] (I., n° 210). — ADOPTION (n° 138). — Adopté par l'Assemblée nationale le 6 mai 1965. — Voy. : Impressions n^{os} 1043, 1346, 330.

Promulgation : loi n° 65-370 du 18 mai 1965 (*J. O.* du 19 mai 1965).

CODE DU TRAVAIL MARITIME

Proposition de loi, présentée par M. Amédée BROUSSET, *député,* **tendant à étendre à certains territoires d'outre-mer les dispositions du code du travail maritime.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n^{os} 1515, 1543, 394. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1965] (I., n° 287). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

CODE ELECTORAL

1. — Proposition de loi, présentée par M. Edouard BONNEFOUS, *sénateur,* **tendant à modifier certains articles du code électoral concernant la répartition des sièges des sénateurs et la désignation des délégués des conseils municipaux qui participent à l'élection des sénateurs, en vue d'assurer aux départements et aux communes une représentation équitable** [12 novembre 1965] (I., n° 54). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

2. — Proposition de loi organique, présentée par M. Edouard BONNEFOUS, *sénateur,* **tendant à modifier certains articles du code électoral relatifs à la composition et au renouvellement du Sénat** [12 novembre 1965] (I, n° 55). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE PENAL (ART. 23, LIBERATION DES CONDAMNES)

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant l'article 23 du code pénal.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 28 avril 1965. — Voy. :

Impressions, n°s 1172, 1333, 322. — **Transmission au Sénat** [4 mai 1965] (I, n° 149). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [20 mai 1965] (I, n° 166). — **Discussion** [1er juin 1965] (p. 440). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 440). — ADOPTION (n° 76). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-423 du 4 juin 1965 (*J.O.* du 6 juin 1965).

CODE PENAL (ART. 175, ELUS LOCAUX)

Proposition de loi, présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT, *sénateur*, **tendant à modifier l'article 175 du code pénal** [2 juin 1964] (I., n° 207). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.* — Rapport par M. Modeste Zussy [15 juin 1965] (I., n° 217). — **Discussion** [23 juin 1965]. — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Modeste Zussy, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — ADOPTION (n° 118).

CODE RURAL (ART. 37)

Projet de loi présenté par M. Edgard PISANI, *ministre de l'agriculture*, **modifiant le champ d'application de l'article 37 du code rural relatif aux échanges d'immeubles ruraux.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 5 octobre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1085, 1434, 420. — **Transmission au Sénat** [7 octobre 1965] (I., n° 11). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

CODE RURAL (ART. 841)

Proposition de loi, présentée par M. Edmond THORAILLER, *député*, **tendant à relever de forclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du code rural.** — *Adopté par l'Assemblée nationale, le 14 novembre* 1961. — Voy. : Impressions, n°s 508 (1959), 1387, 1516, 332 (1961). — **Transmission au Sénat** [16 novembre 1961] (I., n° 63). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné* [13 décembre 1962] (I., n° 22). — **Discussion** [9 mai 1963] (p. 1039 et suiv.). Adoptée avec modifications en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 16 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 232, 1400, 438.

Deuxième transmission au Sénat [16 novembre 1965] (I., n° 59). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

COLLEGES D'ENSEIGNEMENT GENERAL (DEPENSES EN MOBILIER ET MATERIEL). — Voy : QUESTIONS ORALES, 666.

COMITES D'ENTREPRISE

Projet de loi présenté par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail*, **modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1348, 1448, 1506, 399. — **Transmission au Sénat** [30 juin 1965] (I., n° 298). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Roger Menu [19 novembre 1965, *J. O.* 20 décembre 1965] (I., n° 80).

COMMEMORATION ANNUELLE DU 8 MAI 1945. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 676.

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE. — Voy : BUDGET DE 1966, SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

COMMISSION NATIONALE DE CONTROLE (ELECTIONS PRESIDENTIELLES). — Voy. : BUDGET DE 1966, INFORMATION.

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES D'EQUIPEMENT. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 639, 659.

COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Lettre de M. Jacques CHABAN-DELMAS, *président de l'Assemblée nationale*, donnant la composition du bureau définitif de cette assemblée, élu le 2 avril 1965 [6 avril 1965] (p. 83).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Avis du dépôt d'une contestation des élections sénatoriales dans le département de la Moselle le 26 septembre 1965 [2 octobre 1965] (p. 975 et 978).

Avis du dépôt de contestations des élections sénatoriales dans le département de la Meurthe-et-Moselle, le 26 septembre 1965 [12 octobre 1965] (p. 1022 et 1030).

Avis du dépôt de contestations des élections sénatoriales dans le département de la Meuse et dans le territoire de la Côte française des Somalis le 26 septembre 1965 [19 octobre 1965] (p. 1034 et 1075). — Avis de rejet de la requête portant contestation des élections sénatoriales dans le département de la Meuse [19 octobre 1965] (p. 1034 et 1075).

Avis du rejet des requêtes portant contestation des élections sénatoriales dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle [8 novembre 1965] (p. 1473 et 1492).

Avis du rejet de la requête portant contestation des élections sénatoriales dans le territoire de la Côte française des Somalis [17 novembre 1965] (p. 1893 et 1913).

CONSEIL DE L'EUROPE. — Voy. : ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE.

CONSEIL GENERAL A SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Projet de loi présenté par M. Louis JACQUINOT, *ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer*, **portant modification de l'article 2 du décret n° 46-2380 du 25 octobre 1946 portant création d'un conseil général à Saint-Pierre et Miquelon.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 15 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1361, 1445, 362. — **Transmission au Sénat** [17 Janvier 1965] (I., n° 226). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Gustave Héon [17 juin 1965] (I., n° 235). — **Discussion** [25 juin 1965] (p. 860 et 861). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, au nom de M. Gustave Héon, rapporteur. — *Article unique* (p. 861). — ADOPTION (n° 133). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-506 du 30 juin 1965 (*J. O.* du 1er juillet 1965).

CONSERVES D'ANANAS DE LA MARTINIQUE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 640.

CONTROLE SANITAIRE AUX FRONTIERES

Projet de loi présenté par M. Raymond MARCELLIN, *ministre de la santé publique et de la population*, **relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 20 mai 1965. — Voy. : Impressions n°s 1089, 1362, 334. — **Transmission au Sénat** [25 mai 1965] (I., n° 170). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. André Plait [9 juin 1965] (I., n° 198). — **Discussion** [18 juin 1965] (p. 710 et 711). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Plait, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Articles* (p. 711). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 99). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 65-510 du 1er juillet 1965 (*J. O.* du 2 juillet 1965).

COPRAH ET PALMISTE (IMPORTATION). — Voy. : DROITS DE DOUANE, 1.

COPROPRIETE. — Voy. : SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION.

COPROPRIETE DES IMMEUBLES BATIS

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 22 avril

1965. — Voy. : Impressions n°s 1074, 1311 et 319. — **Transmission au Sénat** [30 avril 1965] (I., n° 145). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Joseph Voyant [1er juin 1965] (I., n° 178). — **Discussion** [8 juin 1965] (p. 517 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Joseph Voyant, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 520 et suiv.). — Art. 2 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à une meilleure présentation du texte du 2e alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 3 (p. 521). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à préciser que les parties communes peuvent l'être à certains copropriétaires seulement, adoption (*ibid.*). — Art. 3 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à modifier le début de cet article relatif à l'établissement des quotes-parts des parties communes de chaque lot (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif aux conditions d'exécution des travaux nécessaires à la sécurité et la salubrité de parties privatives par un des copropriétaires (*ibid.*), observations, adoption (p. 522). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à remplacer le 1er alinéa de cet article par des dispositions relatives à la répartition des charges en fonction des lots (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter cet article par deux alinéas relatifs à la modification de la répartition des charges (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'action en revision de la répartition des charges (*ibid.*) et amendement par M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre tendant à modifier le dernier alinéa de cet article afin de limiter l'exercice de l'action en revision dans le délai de deux années à compter de la première mutation à titre onéreux (p. 523), observations, adoption partielle de l'amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, et adoption de l'amendement par M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise de cet article relatif à la force obligatoire du règlement de copropriété (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 11 (p. 524). — Amendement rédactionnel par M. Joseph Voyant, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant dans le dernier alinéa de cet article, après les mots : « ... parties privatives », d'insérer les mots : « nécessaires à son objet », observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter le dernier alinéa par une disposition prévoyant que le syndicat ne dispose pas de voix en assemblée générale au titre des parties privatives acquises par lui (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à une modification de forme (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à remplacer le 1er alinéa de cet article par des dispositions définissant le rôle du syndic (*ibid.*) et sous-amendement par M. Marcel Molle tendant à compléter le texte de l'amendement par une disposition relative aux pouvoirs du syndic (p. 525), observations ; le sous-amendement et l'amendement sont adoptés (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant pour harmonisation, à supprimer le 3e alinéa de l'article 13, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 13 afin de préciser que la carence ou l'empêchement du syndic peuvent être constatés à la demande d'un des copropriétaires par le président du tribunal civil qui désignera un administrateur provisoire (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14 (p. 526). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à modifier le Ier alinéa de cet article afin de préciser dans quels cas le syndic peut inscrire l'hypothèque légale qui garantit le recouvrement des créances du syndicat (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à une modification de forme du 2e alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter le 4e alinéa de cet article par une référence au recouvrement des petites créances civiles impayées de la loi du 4 juillet 1957 (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 14 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'opposition qui permet au syndic, en cas de mutation d'un lot, d'obtenir le versement des charges de copropriété dues par l'ancien propriétaire (p. 527), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article pour coordination avec l'article 39 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 16 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud tendant à compléter le second alinéa de cet article par une disposition relative à la représentation du copropriétaire à l'assemblée générale (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (p. 528). — Art. 19 (*ibid*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à supprimer le § *f*) de cet article, pour harmonisation avec l'article 6 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid*). — Amendement rédactionnel par M. Joseph Voyant, rapporteur, au dernier alinéa de cet article, adoption (*ibid.*). — Art. 20 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à supprimer le § *d*) de cet article, relatif à la modification des bases de répartition des charges (p. 529), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 22 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant, au 1er alinéa de cet article, à faire référence à l'article 19 au lieu de l'article 20 pour la création d'un syndicat secondaire (*ibid*), observations, adpotion (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par une disposition prévoyant la représentation du syndicat secondaire au conseil syndical du syndicat principal (*ibid.*) ; observations, adoption (*ibid*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article qui prévoit que les copropriétaires membres du syndicat secondaire sont représentés par leur syndic aux assemblées générales du syndicat principal (*ibid*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 23 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant, au premier alinéa de cet article, à faire référence à la majorité prévue à l'article 19 au lieu de la double majorité prévue à l'article 20 pour la scission des copropriétés (p. 530), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par les mots : « ces... notamment par une association syndicale de propriétaires fonciers régie par la loi du 21 juin 1865 », observations, adoption (*ibid.*). — Art. 23 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à supprimer le mot « coopératifs », observations, adoption (*ibid.*). — Art. 24 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni, tendant à rectifier le premier alinéa de cet article afin de remplacer, pour les améliorations des immeubles, la double majorité prévue à l'article 20 par « la majorité des propriétaires habitant l'immeuble » (*ibid.*), observations, rejet (p. 531). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à modifier le premier alinéa de cet article afin de préciser que les travaux d'amélioration envisagés doivent être conformes à la destination de l'immeuble, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant, après le troisième alinéa, à insérer un alinéa nouveau relatif au rôle du tribunal en cas de contestation par un copropriétaire des répartitions de frais d'amélioration, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à modifier le dernier alinéa de cet article relatif à l'autorisation donnée par le tribunal à un copropriétaire d'exécuter des travaux d'amélioration (*ibid.*) et sous-amendement par M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à compléter l'amendement précédent par une disposition laissant au tribunal le soin d'apprécier dans quelles mesures les autres copropriétaires pourront utiliser les installations réalisées (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (p. 532). — Art. 26 (*ibid.*). — Amendement par M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant, pour harmonisation, à supprimer les deux derniers alinéas de cet article, adoption (*ibid.*). — Art. 27 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à modifier le premier alinéa de cet article relatif au paiement de leur part du coût des travaux par les copropriétaires qui n'ont pas donné leur accord (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 30 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant, au premier alinéa de cet article, relatif au préjudice causé par l'exécution des travaux, à insérer, après le mot : « temporaire » les mots : « soit de dégradations » (p. 533), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 36 (*ibid.*). — Amendement par M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à une modification de forme pour coordination, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « qui leur est faite à la diligence du syndic », observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant rapporteur, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif au rôle du tribunal pour la répartition des charges (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 37 *ter* nouveau (p. 534). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à insérer un article 37 *ter* nouveau relatif au délai pendant lequel peut être intentée l'action en revision de la répar-

tition des charges (*ibid.*) et amendement identique par M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel Durand ; Jean Bertaud ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Molle ; Joseph Voyant, rapporteur ; Louis Talamoni. — Sur l'ensemble (p. 534). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 80). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, le 25 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1437, 1454, 360.

Deuxième transmission au Sénat [17 juin 1965] (I., n° 224). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Joseph Voyant [17 juin 1965] (I., n° 236). — **Discussion** [22 juin 1965] (p. 740 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Joseph Voyant, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 740 et suiv.). — Art. 7 (p. 741). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter le premier alinéa par une disposition selon laquelle « si l'action est reconnue fondée, le tribunal procède à la nouvelle répartition des charges » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Observations sur l'établissement d'un état descriptif de division pour les immeubles anciens (*ibid.*). — Art. 13 (p. 742). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter le premier alinéa de cet article par : « dans les conditions qui seront éventuellement définies par le règlement d'administration publique prévu à l'article 39 ci-dessous » et à supprimer en conséquence le cinquième alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction comportant suppression du deuxième alinéa concernant la constitution de l'hypothèque (p. 743), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 19 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à préciser, à l'alinéa *b*, que les travaux autorisés à la majorité des voix doivent être conformes à la destination de l'immeuble (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 24 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant, au premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « ... peut décider toute amélioration de l'immeuble » par les mots : « ... peut, à condition qu'elle soit conforme à la destination de l'immeuble, décider toute amélioration » (*ibid.*), observations, adoption (p. 744). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 24 par une disposition précisant que, lorsque cela est possible, l'usage des installations financées par certains copropriétaires ne sera accordé aux autres que lorsqu'ils auront payé leur quote-part (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 27 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une disposition relative aux charges financières dues par les copropriétaires payant par annuités (*ibid*), observations, adoption (p 745). — Art. 36 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Voyant, rapporteur, tendant à compléter cet article par une disposition selon laquelle l'article 36 est bien applicable aux contestations relatives aux répartitions visées à l'article 24 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Joseph Voyant, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 745). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 101). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 26 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1498, 1521, 384.

Promulgation : loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 (*J. O.* du 11 juillet 1965).

COUR DES COMPTES (RAPPORT ANNUEL)

1. — Proposition de loi, présentée par M. Pierre MARCILHACY, *sénateur*, **tendant à conférer une plus grande efficacité au rapport annuel de la Cour des comptes** [5 octobre 1965] (I., n° 3). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

2. — Dépôt d'un rapport annuel [10 juin 1965] (p. 565).

COURTIERS D'ASSURANCES MARITIMES. — Voy. : CODE DE COMMERCE (ART. 85).

CREDIT AGRICOLE MUTUEL. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 682.

CRIMES ET DELITS SUR DES ENFANTS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 669.

D

DECHETS DE PEAUX (EXPORTATION). — Voy. : DROITS DE DOUANE, 2.

DECISION ADMINISTRATIVE A L'ENCONTRE DE L'INSPECTEUR D'ACADEMIE DES BOUCHES-DU-RHONE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 627.

DECLARATIONS DE RECONNAISSANCE DE LA NATIONALITE FRANÇAISE

Projet de loi, présenté par M. Raymond MARCELLIN, *ministre de la santé publique et de la population*, **relatif aux déclarations de reconnaissance de la nationalité française souscrites en application de l'ordonnance n° 62-825 du 21 juillet 1962.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1497, 1537, 393. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1965] (I., n° 289). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Gustave Héon [30 juin 1965] (I., n° 293). — **Discussion** [30 juin 1965] (p. 921 et 922). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Gustave Héon, rapporteur. — *Articles* (p. 921). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 144). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 65-558 du 10 juillet 1965 (*J. O.* du 11 juillet 1965).

DEPENDANCES DOMANIALES ET VOIES PRIVEES

Projet de loi présenté par M. Roger FREY, *ministre de l'intérieur*, **relatif à certains déclassements, classements et transferts de propriété de dépendances domaniales et de voies privées.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1385, 1443, 364. — **Transmission au Sénat** [22 juin 1965] (I., n° 245). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [22 juin 1965] (I., n° 247). — **Discussion** [22 juin 1965] (p. 753 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Fosset, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Discussion des articles* (p. 754 et suiv.). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 3e alinéa de cet article précisant qu' « en cas d'opposition des propriétaires » interviennent un décret en Conseil d'Etat (*ibid.*), observations, retrait (p. 755). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Fosset, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 755). — ADOPTION (n° 103). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 65-503 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 1er juillet 1965).

DOMMAGES SUBIS PAR LES FRANÇAIS RAPATRIES D'OUTRE-MER

Proposition de loi, présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT, *sénateur*, **tendant à faciliter l'évaluation, en vue de leur indemnisation, des dommages subis par les Français rapatriés d'outre-mer en cas de spoliation et de pertes définitivement établies des biens leur appartenant** [*J. O.*, débats 2 octobre 1965, p. 978. — Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1965] (I., n° 306). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

DOUANES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 652.

DROITS DE DOUANE

1. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-1186 du 29 novembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — *Adopté par l'Assemblée nationale, le 15 décembre 1964.* — Voy. : Impressions, n°s 703, 1244, 299. — **Transmission au Sénat** [16 décembre 1964] (I., n° 97). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Jean Bertaud [29 avril

1965] (I., n° 141). — **Discussion** [18 mai 1965] (p. 292 et 293). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Charles Naveau ; André Dulin. — *Article unique* (p. 293). — REJET (n° 68).

2. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 64-991 du 19 septembre 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'exportation applicable à la sortie du territoire douanier.** — *Adopté par l'Assemblée nationale, le 15 décembre 1964.* — Voy. : Impressions, n°s 1088, 1243, 300. — **Transmission au Sénat** [16 décembre 1964] (I., n° 98). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Charles Naveau [29 avril 1965] (I., n° 142). — **Discussion** [18 mai 1965] (p. 293). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Charles Naveau, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Article unique (p. 293). — ADOPTION (n° 69). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-394 du 25 mai 1965 (*J. O.* du 26 mai 1965).

DROITS D'ENREGISTREMENT (CESSION DE DROITS DE PLANTATION DES VIGNES). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 662.

DROITS D'UNE PERSONNE BLESSEE AU COURS D'UN SAUVETAGE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 635.

E

ECHANGES D'IMMEUBLES RURAUX. — Voy. : CODE RURAL (ART. 37).

ECOLE NATIONALE DES EAUX ET FORETS DE NANCY. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 658.

ECONOMIE FRANÇAISE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 142.

ELECTIONS (FRAUDES DANS LES TERRITOIRES ET DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 152.

ELECTIONS SENATORIALES. — Voy. : SÉNAT, élections.

ELEVES DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE DANS LES SERVICES PUBLICS DE L'ETAT

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **relatif à la prise de rang de certains élèves de l'école polytechnique dans les services publics de l'Etat.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. : Impressions, n°s 1159, 1463, 374. — **Transmission au Sénat** [23 juin 1965] (I., n° 259). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jacques Soufflet [24 juin 1965] (I., n° 270). — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 836). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jacques Soufflet, rapporteur. — *Articles* (p. 836). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 126). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-518 du 2 juillet 1965. (*J.O.* du 3 juillet 1965).

EMPLOIS COMMERCIAUX

Proposition de loi, présentée par M. Camille VALLIN, *sénateur,* **tendant à l'application de droit à tous les agents titulaires des communes des échelles de traitements et des indices fixés par le ministre de l'intérieur pour les emplois communaux** [18 décembre 1964, *J.O.* du 2 avril 1965] (I., n° 125 rect.). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ENFANCE DELINQUANTE

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **complétant l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1965, relative à l'enfance délinquante.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1386, 1449, 366. — **Transmission au Sénat** [22 juin 1965] (I., n° 240). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [22 juin 1965] (I., n° 253). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 798). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. — *Article unique* (p. 798). — ADOPTION (n° 117). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-511 du 1er juillet 1965 (*J.O.* du 2 juillet 1965).

ENLEVEMENT DE M. BEN BARKA. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 146, 149.

ENSEIGNEMENT. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 141, 144.

ENSEIGNEMENT (DEUXIEME DEGRE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 127.

ENSEIGNEMENT MARITIME

Projet de loi, présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports,* **fixant les dispositions statutaires particulières au corps des professeurs de l'enseignement maritime** [7 décembre 1964] (I. n° 65). — *Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.* — Rapport par M. André Monteil [8 juin 1965] (I., n° 191). — **Discussion** [16 juin 1965] (p. 624 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Monteil, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 625). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 85). — Adopté par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1461, 1469, 370.

Promulgation : loi n° 65-505 du 30 juin 1965 (*J. O.* du 1er juillet 1965).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 127.

ENVOIS POSTAUX. — Voy. : CODE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS.

EPARGNE-LOGEMENT

Projet de loi présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **instituant un régime d'épargne-logement.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 15 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1397, 1439, 357. — **Transmission au Sénat** [17 juin 1965] (I., n° 221). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [22 juin 1965] (I., n° 250). — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 811 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Pierre Garet ; Henri Tournan ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Discussion des articles* (p. 815 et suiv.). — Art. additionnel 3 *bis* nouveau (p. 815). — Amendement par M. Henri Tournan, tendant à insérer un article additionnel 3 *bis* nouveau relatif au calcul du montant et de la durée du prêt (*ibid.*), observations, réservé (p. 816). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Henri Tournan tendant à supprimer de cet article la disposition qui habilite les banques à recevoir les dépôts pour l'épargne-logement (*ibid.*), observations, adoption (p. 817). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Henri Tournan tendant à supprimer les mots : « avec les autres établissements intéressés », (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Henri Tournan, tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant deux modalités de versement de la prime d'épargne (*ibid.*), observations, adoption (p. 818). — Amendement par M. Henri Tournan, tendant à insérer un article additionnel 3 *bis* nouveau (précédemment réservé), observations (p. 818), retrait (p. 819). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Bernard Chochoy ; Antoine Courrière ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Michel Kauffmann ; Henri Tournan. — *Explications de vote :* MM. Bernard Chochoy ; Louis Talamoni ; Pierre Garet. — Sur l'ensemble (p. 820). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 120). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, le 25 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1522, 1523, 382.

Deuxième transmission au Sénat [25 juin 1965] (I., n° 276). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [25 juin 1965] (I., n° 277). —

Discussion [25 juin 1965] (p. 869 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 870 et 871). — Art. 4 (p. 870). — Amendement par M. Jean Bertaud, rapporteur, tendant à limiter aux seules caisses d'épargne la possibilité de recevoir les dépôts d'épargne-logement (*ibid.*), observations, adoption (p. 871). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Henri Tournan. — Sur l'ensemble (p. 871). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 135). — DEUXIÈME LECTURE.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (article 45, alinéa 2 de la Constitution) [25 juin 1965] (p. 871). — Election des membres de la commission [29 juin 1965] (p. 876). — Rapport par M. Jean Bertaud [29 juin 1965] (I., n° 286). — Adoption par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy.: Impressions n°s 1547, 398. — **Discussion** [29 juin 1965] (p. 900 et 901). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM Jean Bertaud, rapporteur, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Bernard Chochoy ; Pierre Garet. — *Art.* 4 (p. 901). — Rejet (*ibid.*). — REJET (n° 139). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Adopté avec modifications en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 30 juin 1965. — Voy : Impressions n°s 1538, 1539, 411.

Troisième transmission au Sénat (nouvelle lecture) [30 juin 1965] (I., n° 302). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [30 juin 1965] (I., n° 304). — **Discussion** [30 juin 1965] (p. 923 et 924). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 924). — Art. 4 (*ibid.*). — Rejet de la 2e partie de l'article concernant l'extension aux banques et organismes de crédit (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, rapporteur, tendant à compléter l'article 4 par une disposition prévoyant que les caisses de crédit mutuel pourront recevoir les dépôts d'épargne-logement (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 147). — TROISIÈME (NOUVELLE) LECTURE. — Adoption définitive en quatrième lecture par l'Assemblée nationale le 30 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1565, 1567, 414.

Promulgation : loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 (*J. O.* du 11 juillet 1965).

EPARGNE-LOGEMENT. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 680.

EPURATION DES EAUX INDUSTRIELLES. — Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1966, art. 11 *bis*.

EQUIPEMENT SPORTIF ET SOCIO-EDUCATIF

Projet de loi de programme, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **relative à l'équipement sportif et socio-éducatif.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 2 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1372, 1399, 1401, 340. — **Transmission au Sénat** [8 juin 1965] (I., n° 183). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des affaires culturelles [10 juin 1965]. — Rapport par M. Jacques Richard [15 juin 1965] (I., n° 207). — Avis par M. Jean Noury [15 juin 1965] (I., n° 211). — **Discussion** [17 juin 1965] (p. 676 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Jacques Richard, rapporteur ; Jean Noury, rapporteur pour avis ; Jean Bardol ; Maurice Vérillon ; Jacques Henriet ; Antoine Courrière. — *Discussion des articles* (p. 690 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Noury, rapporteur pour avis, tendant à prévoir l'avis des commissions de développement économique régional et des commissions départementales d'équipement pour la répartition des crédits (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Richard, rapporteur, tendant à porter à trois mois le délai de réponse des conseils municipaux consultés pour les demandes de subvention des organismes privés (*ibid.*), observations, retrait (p. 691). — Amendement par M. Jacques Richard, rapporteur, tendant à compléter l'article 2 par un deuxième alinéa relatif à la réévaluation des subventions en cas de hausse des prix (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Noury, rapporteur pour avis, tendant à compléter cet article par deux alinéas précisant les éléments du rapport annuel sur l'exécution du programme d'équipement sportif et socio-éducatif (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Jean Noury, rapporteur pour avis ; Jacques Richard, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 691). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 93). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 24 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1487, 1502. 380.

Deuxième transmission au Sénat [24 juin 1965] (I., n° 272). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — **Discussion** [25 juin 1965] (p. 848 et 849). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Richard, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Bernard Chochoy. — *Articles* (p. 849). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 128). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-517 du 2 juillet 1965 (*J. O.* du 3 juillet 1965).

ESSENCE AGRICULTURE. — Voy. : BUDGET DE 1966. — OBSERVATIONS, art. 25 [3 novembre 1965] (p. 1267).

EUROPE. — Voy. : ASSEMBLÉE.

EXPROPRIATION

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 22 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1426, 1485, 377. — **Transmission au Sénat** [23 juin 1965] (I., n° 263). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [24 juin 1965] (I., n° 273). — **Discussion** [25 juin 1965] (p. 857 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jacques Delalande, rapporteur. *Discussion des articles* (p. 858 et suiv.). — Art. 3 (p. 858). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une modification rédactionnelle touchant à l'appréciation de la valeur des biens (p. 859), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à modifier la façon dont serait décompté le délai durant lequel les déclarations des intéressés et les évaluations fiscales sont opposables aux propriétaires antérieurement expropriés (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à ajouter une disposition afin que les déclarations au fisc faites unilatéralement par un copropriétaire indivis puissent être opposables aux autres copropriétaires (*ibid.*), observations, retrait (p. 860). — Art. additionnel 3 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à insérer un article additionnel 3 *bis* nouveau, disposant que l'article 21 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 modifié par la présente loi sera applicable aux expropriations pour lesquelles le transfert de propriété est postérieur au 1er juillet 1965 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 5 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 5 nouveau relatif aux modalités d'application de la présente loi (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Delalande, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 860). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 132). — Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1534, 1549, 400.

Promulgation : loi n° 65-559 du 10 juillet 1965 (*J. O.* du 11 juillet 1965).

EXPROPRIATION (AMENAGEMENT DU LITTORAL LANGUEDOC—ROUSSILLON). — Voy. : AMÉNAGEMENT DU LITTORAL LANGUEDOC—ROUSSILLON.

F

FETE DU 8 MAI, JOUR FERIE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 676.

FINANCES LOCALES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 126, 128, 131.

FONCTIONNAIRES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER. — Voy. : BUDGET DE 1966. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

FONCTIONNAIRES (STATUT GENERAL)

Projet de loi présenté par M. Louis JOXE, *ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,* **modifiant l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 28 avril 1965. — Voy. : Impressions nos 1258, 1332, 323. — **Transmission au Sénat** [4 mai 1965] (I., n° 150). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Etienne Dailly [1er juin 1965] (I., n° 177). —**Discussion** [2 juin 1965] (p. 452 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly, rapporteur ; Jean Nayrou ; Robert Vignon ; Louis Namy. — *Discussion des articles* (p. 460 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à supprimer cet article modifiant les règles d'avancement dans la fonction publique (*ibid.*), observations, adoption (p. 462). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article afin de valider les statuts comportant des dispositions dérogatoires aux articles 26 et 28 du statut général des fonctionnaires (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à supprimer le 1er alinéa pour harmonisation, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à supprimer, au 2e alinéa de l'article 3, les mots : « et justifient en outre de qualités professionnelles et de services rendus » (*ibid.*), observations, adoption (p. 463). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à la nomination des administrateurs civils parmi les attachés d'administration (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** », adoption (p. 463). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 463). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 78). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 10 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1419, 1428, 346.

Deuxième transmission au Sénat [15 juin 1965] (I., n° 201). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Etienne Dailly [15 juin 1965] (I., n° 216). — **Discussion** [18 juin 1965] (p. 704 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 705 et suiv.). — Art. 1er (p. 705). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à supprimer cet article modifiant les règles d'avancement dans la fonction publique (*ibid.*), observations, adoption (p. 706). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article afin de valider les statuts comportant des dispositions dérogatoires aux articles 26 et 28 du statut général des fonctionnaires (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à supprimer pour harmonisation le premier alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé du projet de loi, adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi validant les statuts particuliers de la fonction publique dérogeant aux articles 26 et 28 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.** » — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Maurice Bayrou ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 706). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 96). — DEUXIÈME LECTURE.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [18 juin 1965] (p. 706). — Election des membres de la commission [22 juin 1965] (p. 735 et 752). — Rapport par M. Etienne Dailly [24 juin 1965] (I., n° 267). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle (troisième) lecture le 24 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1473, 1504, 381.

Troisième transmission au Sénat (nouvelle lecture) [25 juin 1965] (I., n° 274). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Etienne Dailly [25 juin 1965] (I., n° 275). — **Discussion** [25 juin 1965] (p. 853 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Etienne Dailly, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 854 et suiv.). — Art. 1er (p. 854). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article afin d'exclure la possibilité d'avancement par sélection exclusivement opérée par voie d'examen et aussi la possibilité de concours en vue de dresser le tableau qui, après avis de la commission administrative paritaire, permettra le choix (*ibid.*), observations, adoption (p. 855). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Etienne Dailly, rapporteur, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, rapporteur, tendant à une harmonisation rendue nécessaire par l'adoption de l'article 1er (*ibid.*), observations, retrait (p. 856). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 856). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 130). — NOUVELLE (TROISIÈME) LECTURE. — Adoption définitive en quatrième lecture par l'Assemblée nationale le 26 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1535, 1540, 385.

Promulgation : loi n° 65-538 du 7 juillet 1965 (*J. O.* du 8 juillet 1965. — Rectif. *J. O.* du 14 septembre 1965).

FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER

Voy. : BUDGET DE 1966 : 1° TRAVAUX PUBLICS ; 2° COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; 3° ART. 22.

FONDS NATIONAL DE COMPENSATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES DES COLLECTIVITES LOCALES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 637.

FRAIS DE TRANSPORT FACTURES AU CLIENT (IMPOSITION). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 631.

FRAIS GENERAUX (CADEAUX, RECEPTION). — Voy : IMPOSITION DES ENTREPRISES ET DES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS, art. 28.

FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Observations sur l'imposition des pensions et retraites des Français de l'étranger. — Voy. : BUDGET DE 1966, ART. 2.

FRANÇAIS RAPATRIES

Proposition de loi, présentée par M. Edgar FAURE, *sénateur,* **portant modification de la loi n° 63-1218 du 11 décembre 1963 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés** [22 décembre 1965] (I., n° 85). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution, de demander la nomination d'une commission spéciale.

FRANCISATION DES NOMS ET PRENOMS

Projet de loi présenté par M. Raymond MARCELLIN, ministre, **relatif à la francisation des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou se font reconnaître la nationalité française.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 15 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1402, 1450, 361. — **Transmission au Sénat** [17 juin 1965] (I., n° 225). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [22 juin 1965] (I., n° 251). — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 810 et 811). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Sur l'ensemble (p. 811). — ADOPTION (n° 119). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-526 du 3 juillet 1965 (*J. O.* du 4 juillet 1965).

FRONTIERE FRANCO-LUXEMBOURGEOISE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

G

GARANTIE DES CALAMITES AGRICOLES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 645.

GENDARMERIE NATIONALE

Proposition de loi, présentée par M. Antoine COURRIÈRE, *sénateur*, **tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives à la nomination des chefs d'escadron de la gendarmerie nationales** [18 décembre 1964, *J. O.* du 2 avril 1965] (I., n° 128). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

GREFFES DES JURIDICTIONS CIVILES ET PENALES

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 30 juin 1965. — Voy. : Impressions, n°s 1383, 1551, 412. — **Transmission au Sénat** [*J.O.* débats 2 octobre 1965, p. 978. — Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1965] (I., n° 307). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [12 octobre 1965]. — Rapport par M. Pierre Garet [26 octobre 1965] (I., n° 23). — Avis par M. Marcel Martin [26 octobre 1965] (I., n° 24). — **Discussion** [26 octobre 1965] (p. 1177 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Garet, rapporteur ; Pierre Carous au nom de M. Marcel Martin, rapporteur pour avis ; Edouard Le Bellegou ; Louis Namy ; Henri Paumelle. — *Discussion des articles* [28 octobre 1965] (p. 1204 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à compléter le 3e alinéa de cet article afin de préciser que le coefficient pour la fixation de l'indemnité ne pourra être inférieur au chiffre retenu lors de la dernière évaluation (p. 1205), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant, dans la 2e phrase du 3e alinéa, à remplacer le coefficient 5 par le coefficient 6 (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant, au 4e alinéa, après les mots : « en déduisant des produits bruts du greffe » à insérer les mots : « déclarés pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1206). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, tendant à compléter le 4e alinéa de cet article par une disposition prévoyant que « pour les greffiers permanents ayant racheté obligatoirement un ou plusieurs greffes, il sera déduit 75 p. 100 du montant des salaires et des charges sociales pour le calcul du produit demi-net » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant, au début du 5e alinéa de cet article, à préciser que l'indemnité est fixée « à la demande du greffier titulaire de charge » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant, au même alinéa, à préciser que la commission centrale est présidée par un magistrat « du siège » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à remplacer, au 6e alinéa, les mots « pourra continuer à gérer... » par le mot : « gérera » (p. 1207), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, tendant à ajouter au 8e alinéa la phrase suivante : « Toutefois l'indemnité due aux greffiers titulaires de charges, qui ne pourront être intégrés à raison de leur âge, sera payée en totalité en numéraire » (*ibid.*), observations, adoption modifiée (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, tendant, après le 8e alinéa de cet article, à insérer un alinéa nouveau disposant qu' « une indemnité de remploi de 25 p. 100 sera en outre allouée aux greffiers visés par le présent article » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1208). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, tendant à insérer, entre le 9e et le 10e alinéa, un alinéa nouveau disposant que « les indemnités seront acquises par les intéressés en franchise d'impôts et de toutes taxes » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à porter, au 1er alinéa de cet article, la période transitoire de dix années à quinze années (p. 1209), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à repousser la limite d'âge de soixante-dix à soixante-quinze ans (*ibid.*), observations, rejet (p. 1210). — Amendement par M. Henri Paumelle, tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa de cet article : « Les greffiers maintenus à titre provisoire en vertu de l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 pourront bénéficier de la période transitoire définie ci-dessus » (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant au troisième alinéa, à préciser les émoluments qui seront perçus pendant la période transitoire (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Garet, rapporteur, au quatrième alinéa de cet article (*ibid.*), adoption (p. 1211). — Art. 3 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article relatif à l'intégration des greffiers dans la fonction publique (*ibid.*), observations, adoption modifiée (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa visant à la prise en compte des services militaires et des charges de famille pour l'évaluation de la pension (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à une nouvelle rédaction de la disposition relative à la prise en considération des services militaires (p. 1212), observations, retrait de l'amendement et adoption du sous-amendement (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif à l'accès des employés des greffiers à certaines fonctions publiques (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*) — Art. 3 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, après les mots : « sur les services accomplis par eux », à insérer les mots : « tant dans d'autres professions judiciaires que dans un greffe » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Après l'article 3 *quater* (p. 1213). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot, tendant à insérer un article additionnel 3 *quinquies* nouveau relatif à l'intégration des anciens greffiers de la France d'outre-mer (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. additionnel 4 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau tendant à modifier l'article 200 du code général des impôts en ce qui concerne le paiement de la taxe spéciale sur les plus-values de cession (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié, limité à l'application de la présente loi sans modification de l'article 200 du code général des impôts (p. 1215). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière ; Mme Marie-Hélène Cardot ; Léon Jozeau-Marigné, au nom de M. Pierre Garet, rapporteur ; Pierre de La Gontrie ; Marcel Martin, rapporteur pour avis ; Jacques Masteau ; Louis Namy. — ADOPTION MODIFIÉE (n° 6). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, le 9 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1646, 1650, 429.

Deuxième transmission au Sénat [10 novembre 1965] (I., n° 44). Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Garet [15 novembre 1965] (I., n° 57). — **Discussion** [16 novembre 1965] (p. 1822 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Pierre Garet, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 1822 et suiv.). — Art. 3 *bis* (p. 1823). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à supprimer les mots : « sans préjudice de l'application des dispositions réglementant l'accès à la magistrature... » au début de l'article 3 *bis* qui règle le problème du reclassement des greffiers et de leurs personnels (*ibid.*), observations, adoption (p. 1824). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à insérer pour harmonisation un alinéa nouveau, après le premier alinéa de l'article 3 *bis* (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Garet, rapporteur, au début du deuxième alinéa de l'article 3 *bis* (*ibid.*), observations, adoption modifiée (p. 1825). — Amendement par M. Pierre Garet, rapporteur, tendant à modifier le sixième alinéa de l'article 3 *bis* relatif aux employés de greffiers ayant plus de dix années de service (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (p. 1827). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales ; Pierre Garet, rapporteur ; Edouard Le Bellegou. — Sur l'ensemble (p. 1827). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 15). — DEUXIÈME LECTURE.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (article 45, alinéa 2 de la Constitution) [16 novembre 1965] (p. 1844). — Election des membres de la commission [17 novembre 1965] (p. 1883 et 1893). —

Adoption par l'Assemblée nationale le 16 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1671, 1682, 444. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [18 novembre 1965] (I., n° 70). — **Discussion** [18 novembre 1965] (p. 1950 et 1951). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Art.* 3 bis (p. 1951). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 21). — TEXTE DÉFINITIF. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE.

Promulgation : loi n° 65-1002 du 30 novembre 1965 (*J. O.* du 2 décembre 1965).

H

HABITATIONS A LOYER MODERE (ACQUISITION)

Proposition de loi, présentée par M. Achille PERETTI, *député*, **tendant à modifier les articles 186 et 187 du code de l'urbanisme et de l'habitation** [24 novembre 1964] (I. n° 1231 A. N.). — Proposition de loi, présentée par M. Henri REY, *député*, **relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** [17 décembre 1964] (I., n° 1288 A. N.). — Adoption le 29 avril 1965, après discussion commune, d'une proposition de loi, par l'Assemblée nationale, portant le *nouvel intitulé* suivant : « **Proposition de loi relative à l'acquisition d'habitations à loyer modéré à usage locatif par les locataires** ». Voy. : Impressions n°s 1231, 1288, 1337, 325. — **Transmission au Sénat** [4 mai 1965] (I., n° 146). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Amédée Bouquerel [3 juin 1965] (I., n° 179). — **Discussion** [9 juin 1965] (p. 540 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Amédée Bouquerel, rapporteur ; Louis Talamoni ; Bernard Chochoy ; Maurice Coutrot ; Auguste Pinton ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales. — *Discussion des articles* (p. 551 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Duclos tendant à une nouvelle rédaction de cet article réservant la possibilité d'acquisition aux locataires occupant les lieux depuis dix ans, sans obligation de vente pour l'organisme d'habitation à loyer modéré (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (p. 552). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à supprimer cet article rappelant les dispositions de droit commun concernant les ventes (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une disposition prévoyant qu' « en cas de contestation sur le prix, le différend est porté devant la juridiction d'expropriation » et amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article disposant que « le prix de vente ne peut être inférieur aux sommes dues aux institutions, collectivités et établissements prêteurs pour la construction du logement » (*ibid.*), observations, retrait du premier amendement (p. 553), rejet du second amendement (p. 554). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux modalités de règlement du prix d'achat (*ibid.*), et amendement par M. Jacques Duclos tendant à une nouvelle rédaction de cet article fixant dans la loi même les modalités de règlement du prix de l'appartement par l'acquéreur (*ibid.*), observations, rejet du dernier amendement (p. 555), adoption du premier amendement (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Duclos tendant à modifier cet article afin de garantir aux collectivités locales le remboursement de l'apport qu'elles auraient pu être amenées à faire dans la construction de logements (*ibid.*) ; amendement par M. Auguste Pinton, tendant à une nouvelle rédaction de cet article tenant compte des intérêts des collectivités locales (*ibid.*) ; amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction prévoyant un droit de réservation au profit des collectivités locales (p. 556), observations, rejet du premier amendement par M. Jacques Duclos (*ibid.*), adoption du second amendement par M. Auguste Pinton (*ibid.*), retrait du troisième amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, devenu sans objet (*ibid.*). — Art. additionnel 6 *bis* nouveau (p. 557). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur tendant à insérer un article additionnel 6 *bis* nouveau relatif aux fonctions de syndic tant que l'organisme vendeur reste propriétaire de logements (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant au 1er alinéa de cet article, à remplacer les mots : « déclarée à » par les mots : « préalablement autorisée par » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise de la dernière phrase du premier alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article regroupant l'ensemble des dispositions qui subordonnent tout changement d'affectation du logement à l'autorisation de l'organisme H.L.M. (*ibid.*), observations, adoption modifiée (p. 558). — Art. 7 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à supprimer cet article pour coordination, adoption (*ibid.*). —Après l'art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Duclos tendant à insérer un article 9 prévoyant que « les dispositions de la présente loi prendront fin dès que le budget de la construction prévoira une aide suffisante aux sociétés coopératives d'H.L.M. construisant en accession à la propriété » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Amédée Bouquerel, rapporteur ; Maurice Coutrot ; Edouard Le Bellegou ; Auguste Pinton ; Louis Talamoni. — Sur l'ensemble (p. 558). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 82). — Adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 15 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1435, 1453, 359.

Deuxième transmission au Sénat [17 juin 1965] (I., n° 220). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Amédée Bouquerel [17 juin 1965] (I., n° 230). — **Discussion** [22 juin 1965] (p. 745 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Amédée Bouquerel, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 745 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Observations sur le principe et les conditions dans lesquels les locataires d'habitations à loyer modéré pourront acquérir leur logement (p. 745 à 750). — Amendement par M. Jacques Duclos, tendant à reprendre le texte adopté en première lecture pour l'article 1er (*ibid.*), observations, vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 2, 7e alinéa, du règlement du Sénat sur l'article 1er dans le texte voté par l'Assemblée nationale en 2e lecture (p. 751), observations, scrutin public (n° 48), rejet (p. 751). — Vote unique à la demande du Gouvernement sur les articles encore en discussion et sur l'ensemble de la proposition de loi, à l'exclusion de tous amendements (p. 752), rejet (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Amédée Bouquerel, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Bernard Chochoy ; Maurice Coutrot ; Léon Jozeau-Marigné ; Louis Namy ; Auguste Pinton. — REJET (n° 102). — DEUXIÈME LECTURE.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE [art. 45, al. 2, de la Constitution] [23 juin 1965] (p. 777). — Election des membres de la commission [24 juin 1965] (p. 809 et 820). — Rapport par M. Amédée Bouquerel [29 juin 1965] (I., n° 285). — Adoption par l'Assemblée nationale, le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1546, 396. — **Discussion** [29 juin 1965] (p. 897 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Amédée Bouquerel, rapporteur ; Auguste Pinton ; Bernard Chochoy ; Louis Talamoni ; Jean Bertaud, président de la commission mixte paritaire. — *Articles* (p. 899), rejet (*ibid.*). — REJET (n° 138). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en troisième lecture le 30 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1494, 1558 et 410.

Troisième transmission au Sénat (nouvelle lecture) [30 juin 1965] (I., n° 301). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Amédée Bouquerel [30 juin 1965] (I., n° 303). — **Discussion** [30 juin 1965] (p. 922 et 923). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Amédée Bouquerel, rapporteur ; Bernard Chochoy ; Auguste Pinton ; Jacques Soufflet. — *Articles* (p. 923). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — REJET (n° 146). — NOUVELLE (TROISIÈME) LECTURE. — Adoption définitive par l'Assemblée nationale en quatrième lecture, le 30 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1564, 1566, 413.

Promulgation : loi n° 65-556 du 10 juillet 1965 (*J. O.* du 11 juillet 1965).

HAUTE COUR DE JUSTICE

Scrutin pour l'élection de douze juges titulaires de la Haute Cour de justice [21 octobre 1965] (p. 1131, 1140 et 1167).

Scrutin (2e tour) pour l'élection de quatre juges titulaires de la Haute Cour de justice [3 novembre 1965] (p. 1250 et 1256).

Scrutin (3e tour) pour l'élection de quatre juges titulaires de la Haute Cour de justice [15 novembre 1965] (p. 1765 et 1798).

HYDROCARBURES D'ALGERIE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

I

IMPOSITION DES ENTREPRISES ET DES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS

Projet de loi présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 13 mai 1965. — Voy. : Impressions n°s 1309, 1349, 333. — **Transmission au Sénat** [18 mai 1965] (I., n° 163). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [20 mai 1965] (I., n° 167). — **Discussion** [25 mai 1965] (p. 356 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement ; Jean Bardol ; Ludovic Tron ; Marc Desaché ; André Armengaud ; Yvon Coudé du Foresto. — *Discussion des articles* (p. 381 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. François Schleiter tendant à modifier le 2e alinéa de cet article afin de réserver le bénéfice des dispositions du projet aux personnes tenues de comprendre les produits d'actions dans leur déclaration de revenus en France (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à compléter le 2e alinéa de l'article 2 par une disposition étendant les dispositions envisagées en faveur des actionnaires métropolitains français aux Français résidant à l'étranger réellement établis en territoire étranger (*ibid.*). — Amendement par M. Henri Longchambon, tendant à compléter le 2e alinéa de l'article 2 afin d'étendre les dispositions envisagées aux personnes de nationalité française qui n'ayant pas de résidence habituelle en France y ont désigné un représentant en application de l'article 165 du code général des impôts (*ibid.*), observations ; irrecevabilité des 3 amendements aux termes de l'article 40 de la constitution (p. 383). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à compléter la premiere phrase du 1er alinéa de cet article afin d'exclure du champ d'application du précompte les dividendes attachés aux actions émises à l'occasion d'augmentations de capital agréées (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la constitution (p. 384). — Après l'article 3 (*ibid.*). — Amendement par M. François Schleiter tendant à insérer un article additionnel 3 *bis* relatif à l'imposition des actionnaires des sociétés françaises ayant des filiales à l'étranger et notamment dans les Etats d'Afrique (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à excepter des dispositions de l'article 4 « les Français résidant à l'étranger régulièrement immatriculés dans les consulats et produisant une attestation du consul certifiant leur établissement effectif en territoire étranger » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 385) ; amendement par M. Henri Longchambon, tendant à compléter le 1er alinéa de cet article afin d'étendre les dispositions envisagées aux « personnes de nationalité française qui, n'ayant pas de résidence habituelle en France, y ont désigné un représentant en application de l'article 165 du code général des impôts » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*) ; amendement par M. François Schleiter tendant à compléter l'article par un § 5 prévoyant un crédit d'impôt supplémentaire en faveur des bénéficiaires de revenus mobiliers astreints à comprendre ces revenus dans leur déclaration d'impôts (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*) — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article par un § 3 relatif à la situation de sociétés française émettant des obligations à l'étranger avec l'accord du ministre des finances (*ibid.*), observations, adoption (p. 386). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une précision de forme, adoption (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le § 2 de cet article par les mots : « Si, par contre, la différence entre le prix de cession et la valeur comptable des biens cédés est négative, elle sera considérée comme une moins-value à court terme » (*ibid.*), observations, le § 2 de l'article 9 est réservé ainsi que l'amendement (p. 387). — Amendement par M. André Armengaud tendant à ajouter au § 3 de l'article 9 un alinéa relatif aux plus-values provenant de cession de brevets (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à compléter l'article 9 par un § 5 relatif aux plus-values réalisées à l'occasion d'une cession pour cause d'utilité publique (p. 388), observations, irrécevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*). — § 2 de l'art. 9 (précédemment réservé), adoption (p. 388) ; l'amendement modifié par M. Marcel Pellenc, rapporteur général est adopté sous la forme d'un § 3 *bis* définissant le régime des moins-values à court terme et le régime des moins-values à long terme (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au paragraphe 2, 1er alinéa *in fine,* à remplacer les mots : « au cours des dix exercices suivants » par les mots : « au cours des exercices suivants » (p. 389), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'article 11 par un paragraphe 4 excluant du régime nouveau des moins values les exploitations ayant leur siège dans un Etat de l'ancienne Communauté (*ibid.*), observations, adoption (p. 390). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au paragraphe 5 de cet article, à remplacer *in fine* le taux de « 8 p. 100 » par le taux de « 5,20 p. 100 », observations (p. 391) ; amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'article 12 par un paragraphe 6 relatif au fractionnement du paiement des impôts (*ibid.*), observations (*ibid.*) ; amendement par M. Etienne Dailly, relatif au régime fiscal des sociétés de famille entre ascendants et descendants (p. 392), observations (*ibid.*). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à ajouter un paragraphe 6 disposant que la société absorbée peut opter pour l'imposition au taux réduit de 10 p. 100 des plus values afférentes à ses éléments amortissables ou non amortissables, observations (*ibid.*) ; vote unique à la demande du Gouvernement sur les articles 12, 13 et 14, en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution, et du paragraphe 7 de l'article 42 du règlement du Sénat (p. 393), adoption (*ibid.*). — Art. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le § 1 *in fine* par les mots : « ... après avis du commissariat général du plan et de la productivité. », observations, adoption (*ibid.*). — Art. 16 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le § 2 *in fine* par les mots : « .... après avis du commissariat général du plan et de la productivité », observations, adoption (*ibid.*). — Art. 20 (p. 395). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au § 3 *a* de l'article 20, à remplacer les mots : « excède 20 millions de francs », par les mots : « excède 5 millions de francs », observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, à la fin de l'alinéa *b* du § 3 de l'article 20, à supprimer les mots : « et que le prix de revient de cette dernière atteint au moins 2 millions de francs (régime fiscal de la « société-mère »), observations (*ibid.*), rejet (p. 396). — Art. 23 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article par un 3e alinéa excluant de l'application de l'article les exploitations ayant leur siège dans un Etat de l'ancienne Communauté (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 27 (p. 397). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le 1er alinéa relatif à l'amortissement des constructions édifiées sur le sol d'autrui (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, dans une nouvelle rédaction des quatre derniers alinéas de cet article, à soustraire à l'obligation des justifications, les cadeaux et frais de réception (frais généraux) exposés « dans l'intérêt direct de l'entreprise » (p. 398), observations, adoption modifiée (p. 403). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au § 2, 2e alinéa *in fine,* à ajouter une disposition précisant que les dépenses ayant figuré sur le relevé des frais généraux pourront être réintégrées dans les bénéfices imposables dans la mesure où elles seront excessives « et où la preuve n'a pas été apportée qu'elles ont été engagées dans l'intérêt direct de l'entreprise » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 30 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif à la déductibilité des rémunérations allouées par les entreprises (*ibid.*), observations, retrait (p. 404). — Art. 32 (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le 3e alinéa de cet article, en ce qui concerne le régime auquel doivent être soumis les dirigeants de certaines entreprises (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 33 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, relatif aux membres de la commission départementale des impôts représentant les contribuables et amendement, par M. Ludovic Tron, tendant à modifier le 4e alinéa de cet article relatif à la représentation des ingénieurs et cadres supérieurs (p. 405), observations, adoption des deux amendements (*ibid.*). — Art. 34 (*ibid.*). — Amendement, par M. André Fosset, tendant à compléter le 2e alinéa du § 1er de cet article par une disposition aux termes de laquelle les sociétés qui distribuent des actions à leur personnel, ne peuvent, pour chaque exercice, dépasser le montant des dividendes distribués (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par

M. Jean-Eric Bousch, tendant à compléter *in fine* le § 1er de cet article par un 3e alinéa précisant le terme de « société » (*ibid.*), observations, retrait (p. 406). — Art. 36 (*ibid.*). — Amendement, par M. Marc Desaché, tendant à une harmonisation avec le code général des impôts (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Marc Desaché, tendant à étendre les dispositions de l'article 36 aux opérations de remploi effectuées à la suite d'une cession pour cause d'utilité publique (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 40 (p. 407). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au § 1er, 2e alinéa de cet article, à remplacer les mots : « Toutefois l'administration peut désigner comme lieu d'imposition », par les mots : « Toutefois l'administration peut mettre en demeure le contribuable de désigner comme lieu d'imposition » (*ibid.*), observations, rejet (p. 408). — Art. 42 (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le § 2 de cet article afin d'empêcher une société de personnes de revenir au régime fiscal des sociétés de capitaux avant le délai de cinq années (*ibid.*), observations, retrait (p. 409). — Art. 45 (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à ajouter aux « régimes spéciaux » les sociétés qui bénéficient de l'article 210 *ter* du code général des impôts (*ibid.*), observations, adoption (p. 410). — Art. 46 (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le § 2 de cet article par les mots : « en ce qui concerne l'application de l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, la date du 1er janvier 1967 est substituée à celle du 1er janvier 1966 (*ibid.*), observations, retrait (p. 411). — Article additionnel 47 *ter* (*ibid.*). — Amendement, par M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, tendant à insérer un article additionnel 47 *ter* nouveau relatif au tarif de l'impôt sur les opérations de bourse applicable aux opérations de report (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Jean Bardol ; général Antoine Béthouart ; Jean-Eric Bousch ; Yvon Coudé du Foresto ; Etienne Dailly ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement ; Max Fléchet ; Pierre Garet ; Henri Longchambon ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; François Schleiter ; Jacques Soufflet. — *Explication de vote* : M. Jean Bardol. — Sur l'ensemble (p. 412). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 74). — Adopté aux modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 3 juin 1965. — Voy. : Impressions n° 1393, 1417, 342.

Deuxième transmission au Sénat [8 juin 1965] (I., n° 185). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [15 juin 1965] (I., n° 208). — **Discussion** [17 juin 1965] (p. 665 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marcel Pellenc, rapporteur général. — *Discussion des articles* (p. 665 et suiv.). — Art. 9 *bis* (p. 666). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au § 1° de cet article, à supprimer les mots : « et limites » pour l'application de l'article 9 en ce qui concerne les plus-values découlant de cessions de brevets ou de techniques (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au § 2, 1er alinéa *in fine* de cet article, à reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture (p. 667), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à reprendre le texte du § 4 voté en première lecture (*ibid.*), observations, retrait (p. 668). — Art. 14 (p. 669). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article par un § 6 permettant à une société absorbée par une autre, en cas de fusion, d'opter pour l'imposition au taux de 10 p. 100 de toutes ses plus-values (p. 670), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 23 (p. 671). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à reprendre le troisième alinéa adopté en première lecture (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Art. 27 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à reprendre le premier alinéa de cet article dans le texte voté en première lecture (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter l'avant dernier alinéa du § 1er de cet article afin de préciser les conditions de communication à l'assemblée des actionnaires des dépenses énoncées au § 1er de l'article 28 (p. 672), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 33 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par : « ... après consultation des organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 34 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à reprendre le texte voté en première lecture (*ibid.*), observations, adoption (p. 673). — Art. 45 (*ibid*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à reprendre le texte voté en première lecture (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 47 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à numéroter les deux premiers paragraphes de cet article et à compléter le texte par une disposition visant certains profits de construction (p. 674), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Jean Bardol ; Bernard Chochoy ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Pellenc, rapporteur général. — Sur l'ensemble (p. 674). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 92). — DEUXIÈME LECTURE. — Adopté avec modifications en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 22 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1477, 1488, 378.

Troisième transmission au Sénat [23 juin 1965] (I., n° 261). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 789 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marcel Pellenc, rapporteur général. — *Discussion des articles* (p. 790). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa du § 1er de cet article relatif à la communication des frais généraux exposés par les sociétés à l'assemblée des actionnaires (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*), par scrutin public (n° 54). — Art. 33 (p. 791). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter *in fine* le troisième alinéa de cet article par les mots : « après consultation des organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Marcel Pellenc, rapporteur général. — Sur l'ensemble (p. 791). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 114). — TROISIÈME LECTURE.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [23 juin 1965] (p. 791). — Election des membres de la Commission [24 juin 1965] (p. 820 et 833). — Rapport par M. André Armengaud [29 juin 1965] (I., n° 283). — Adoption par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1548, 397. — **Discussion** [29 juin 1965] (p. 895 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Armengaud, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 896). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à une nouvelle rédaction de synthèse de cet article relatif à la communication des relevés de frais généraux (*ibid*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre de Villoutreys. — Sur l'ensemble (p. 896). — ADOPTION (n° 137). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 (*J. O.* du 13 juillet 1965).

IMPOTS (CHARGES FISCALES). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 120.

IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES (DECOTE). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 671.

INCIDENT EXPOSITION DEPORTES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 646.

INDEMNISATION DES « SINISTRES QUALITATIFS AGRICOLES ».

Proposition de loi, présentée par M. Antoine COURRIÈRE, *sénateur*, **tendant à permettre l'indemnisation des « sinistres qualitatifs agricoles »** [10 novembre 1965] (I., n° 45). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

INDEMNITE DE RESIDENCE (PENSIONS). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 661.

INFRACTIONS A LA LEGISLATION ECONOMIQUE

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répres-**

sion des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963, ainsi que l'article 49 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix. — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1105, 1366, 353. — **Transmission au sénat** [15 juin 1965] (I., n° 214). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [22 juin 1965] (I., n° 244). — **Discussion** [22 juin 1965] (p. 756 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Discussion des articles* (p. 757 et suiv.). — Art. A (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une modification rédactionnelle du premier alinéa de cet article (*ibid.*), observation, adoption (*ibid.*). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une modification rédactionnelle du premier alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant, à la fin du 2° du texte proposé pour l'article 6 de l'ordonnance du 30 juin 1945, à remplacer les mots : « ... directeur général des prix et des enquêtes économiques », par les mots : « ... directeur général du commerce intérieur et des prix », observations, adoption (*ibid.*). — Art. 5 (p. 758). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à modifier le paragraphe II de cet article afin que le paiement du montant de la transaction soit effectué dans le mois de sa date (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 40 de l'ordonnance du 30 juin 1965, à remplacer la somme de 200.000 francs par la somme de un million de francs (*ibid.*), observations, rejet (p. 759). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 41 de l'ordonnance du 30 juin 1945, à remplacer la somme de 400.000 francs par la somme de 1.500.000 francs (*ibid.*) ; observations, rejet (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jacques Delalande, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 759). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 104). — Adoption définitive en seconde lecture par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1499, 1503, 408.

Promulgation : loi n° 65-549 du 9 juillet 1965 (*J. O.* du 10 juillet 1965).

INONDATIONS EN BOURGOGNE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 672.

INONDATIONS MONTCEAU-LES-MINES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 674.

INSPECTION SANITAIRE DES ANIMAUX. — Voy. : MARCHÉ DE LA VIANDE (art. A).

INSTITUT DE FRANCE (PERSONNEL). — Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1965 (art. 3).

INSTITUT DE NEURO-CHIMIE DE STRASBOURG. — Voy. : BUDGET DE 1966. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

INTENDANCE MILITAIRE

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **portant fusion de l'intendance militaire métropolitaine et de l'intendance militaire des troupes de marine.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 6 mai 1965. — Voy. : Impressions n°s 1198, 1347, 327. — **Transmission au Sénat** [11 mai 1965] (I., n° 158). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Ganeval [3 juin 1965] (I., n° 180). — **Discussion** [16 juin 1965] (p. 626 et 627). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. le général Ganeval, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 627). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 87). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-476 du 24 juin 1965 (*J. O.* du 25 juin 1965).

INVESTISSEMENTS PUBLICS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 639.

J

JEUX OLYMPIQUES

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **tendant à accélérer la mise en œuvre de travaux nécessaires à l'organisation des Xe jeux olympiques d'hiver à Grenoble, en 1968.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 2 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1382, 1405, 339. — **Transmission au Sénat** [8 juin 1965] (I., n° 182). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [15 juin 1965] (I., n° 215). — **Discussion** [17 juin 1965] (p. 691 et 692). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Zussy, rapporteur. — *Articles* (p. 692). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 94). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-496 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 30 juin 1965).

JEUX OLYMPIQUES DE GRENOBLE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 644.

JURIDICTION ADMINISTRATIVE (DELAIS)

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **relatif à certains délais de recours devant la juridiction administrative.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1299, 1474, 405. — **Transmission au Sénat** [30 juin 1965] (I., n° 297). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par Mme Marie-Hélène Cardot [6 octobre 1965] (I., n° 5). — **Discussion** [12 octobre 1965] (p. 1028 et 1029). — *Sont entendus dans la discussion générale :* Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur ; M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 1028 et 1029). — ADOPTION (n° 2). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-882 du 20 octobre 1965 (*J. O.* du 21 octobre 1965).

JURIDICTIONS POUR ENFANTS

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **modifiant l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 relative à l'organisation des juridictions pour enfants.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1380, 1442, 365. — **Transmission au Sénat** [22 juin 1965] (I., n° 239). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [22 juin 1965] (I., n° 252). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 797 et 798). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Edouard Le Bellegou, rapporteur. — *Articles* (p. 798). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 116). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-509 du 1er juillet 1965 (*J. O.* du 2 juillet 1965).

L

LIAISON FLUVIALE MER DU NORD-MEDITERRANEE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 125.

LIBERATION DES CONDAMNES. — Voy. : CODE PÉNAL (art. 23).

LIBERTE DE LA PRESSE

Proposition de loi, présentée par M. Pierre MARCILHACY, *sénateur*, **tendant à abroger l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, relatif au délit d'offense au Président de la République et à modifier l'article 31 de la même loi** [28 octobre 1965] (I., n° 27). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

LOCAUX OCCUPES PAR DES FRANÇAIS RESIDANT HORS DE FRANCE

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, *sénateur*, **relative aux modalités d'occupation de locaux par les Français résidant temporairement hors de France métropolitaine** [4 octobre 1965] (I., n° 4). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

LOGEMENT (CRISE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 124.

LOGEMENTS SOCIAUX. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 124.

LOI DE FINANCES POUR 1966. — Voy. : BUDGET DE 1966.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1965

Projet de **loi de finances rectificative pour 1965** présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*. — Adopté par l'Assemblée nationale le 20 décembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1667, 1700, 448. — **Transmission au Sénat** [21 décembre 1965] (I., n° 83). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation et pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [21 décembre 1965] (I., n° 84). — **Discussion** [21 décembre 1965] (p. 1991 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Antoine Courrière ; Bernard Chochoy ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Guy Petit. — *Discussion des articles* (p. 1995 et suiv.). — Art. 3 (p. 1996). — Amendement par M. Jacques Descours Desacres tendant à remplacer « pourront être » par « seront » dans le début de cet article relatif à l'intégration dans le corps de l'administration universitaire du personnel administratif de l'Institut de France (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à porter à 6 mois au lieu de 2 le délai d'option imparti aux fonctionnaires algériens « de statut de droit local » pour demander la nationalité française (p. 1997), observations, adoption de l'amendement modifié afin de porter le délai à 4 mois (*ibid.*). — Art 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une nouvellle rédaction de cet article relatif à l'expropriation pour le compte de l'autorité militaire (p. 1898), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 11 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « épuration des eaux industrielles » par les mots : « épuration des eaux usées » (*ibid.*), observations, retrait (p. 1999). — Art. 11 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc tendant à compléter cet article par une disposition modifiant l'article 7, quatrième paragraphe, de la loi du 8 août 1962 (droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [S. A. F. E. R.]) (p. 1999), observations, retrait (p. 2001). — Vote unique à la demande du Gouvernement sur les articles 11 *quater*, 11 *quinquies*, 11 *sexies* et sur l'amendement par M. Etienne Dailly introduisant un article additionnel 11 *septies* (*ibid.*). — Art. additionnel 11 *quater* A nouveau (p. 2002). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 11 *quater* A nouveau modifiant la loi n° 64-621 du 27 juin 1964 portant statut de l'office de la radiodiffusion-télévision française afin de permettre à un membre de chaque assemblée du Parlement de présenter à la radio, après le Gouvernement, des observations motivées par l'exercice du contrôle parlementaire (*ibid.*). — Art. 11 *quinquies* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif à l'intégration du chef du centre national de tir de la sûreté nationale (*ibid.*). — Art. additionnel 11 *septies* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant à insérer un article additionnel 11 *septies* nouveau relatif à la perception de la taxe du budget annexe des prestations sociales agricoles sur les betteraves (*ibid*), observations (*ibid.*). — Vote unique précédemment demandé par le Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa, du règlement du Sénat (p. 2003) ; rejet par scrutin public (n° 22). — Art. 12 (p. 2003). — Observations sur la subvention au fonds national de garantie des calamités agricoles (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Bardol ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Jacques Descours Desacres ; André Dulin ; Maurice Lalloy ; Marcel Molle, Marc Pauzet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Marcel Pellenc, rapporteur général, Robert Soudant. — *Explication de vote :* M. Jean Bardol. — Sur l'ensemble (p. 2008). — Adoption (*ibid.*) par scrutin public (n° 23). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 25).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (articles 45, alinéa 2, et 47 de la Constitution, article 39 de la loi organique relative aux lois de finances) [21 décembre 1965] (p. 2008). — Election des membres de la commission [22 décembre 1965] (p. 2015). — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [23 décembre 1965] (I., n° 86). — Adoption par l'Assemblée nationale, le 22 décembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1704, 1706, 450. — **Discussion** [23 décembre 1965] (p. 2026 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Vote unique à la demande du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire (p. 2027). — *Articles* (p. 2028). — Art. 11 *sexies* (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à compléter cet article par diverses dispositions concernant le recouvrement et les modalités de perception de la taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles sur le prix des betteraves (ancien amendement présenté par M. Etienne Dailly sous forme d'article 11 *septies*) (p. 2002), adoption (p. 2028). — Sur l'ensemble (*ibid.*) et par scrutin public (n° 24). — ADOPTION (n° 26). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-1154 du 30 décembre 1965 (*J. O.* du 31 décembre 1965).

LOYERS DE LOCAUX INSALUBRES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Proposition de loi présentée par M. Michel DEBRÉ, *député*, **relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 10 novembre 1965 avec le *nouvel intitulé* suivant : « Proposition de loi **relative à la fixation des loyers des locaux insalubres à usage d'habitation dans les départements de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane.** — Voy. IMPRESSIONS n°s 1643, 1659, 434. — **Transmission au Sénat** [10 novembre 1965] (I., n° 46). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [17 novembre 1961] (I., n° 64). — **Discussion** [18 novembre 1965] (p. 1936 et 1937). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Modeste Zussy, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Marie-Anne. — *Article unique* (p. 1937). — ADOPTION (n° 19). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-1003 du 30 novembre 1965 (*J. O.* du 2 décembre 1965).

M

MAIRES DE PARIS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 633.

MARCHE COMMUN (REVISION). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 145.

MARCHE DE LA VIANDE

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **relatif au marché de la viande et à l'inspection sanitaire des denrées animales ou d'origine animale.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 5 mai 1965, avec le *nouvel intitulé* suivant : « **Projet de loi relatif aux conditions nécessaires à la modernisation du marché de la viande** ». — Voy. : Impressions n°s 1292, 1343, 326. — **Transmission au Sénat** [11 mai 1965] (I., n° 156). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Victor Golvan [25 mai 1965] (I., n° 172). — **Discussion** [3 juin 1965] (p. 468 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Victor Golvan, rapporteur ; Léon David ; Jean Errecart ; Charles Naveau ; Daniel Benoist ; Michel Yver ; Paul Driant ; Michel Kauffmann. —

Discussion des articles (p. 482 et suiv.). — Art. A (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à supprimer, dans le texte proposé pour l'article 258 du code rural, à l'alinéa 1°, les mots « et qualitative » après « l'inspection sanitaire » (p. 483), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à modifier le texte proposé pour l'article 259 du code rural, afin de permettre à des agents contractuels d'exercer les fonctions de l'inspection sanitaire (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 2 *bis* (p. 484). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à supprimer cet article modifiant l'article 256 du code rural relatif à l'inspection à la charge des communes, des foires et marchés, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Victor Golvan, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à compléter cet article par un alinéa relatif à la perception de la taxe de visite et de poinçonnage et de la taxe sanitaire d'Etat (*ibid.*), observations, adoption (p. 485). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Errecart, tendant, au 1er alinéa de cet article, à remplacer les mots : « de découpage et de désossage », par les mots : « de découpage, de désossage et de conditionnement » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 5 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 5 *bis* nouveau relatif à la substitution de l'Etat à la commune pour la création ou la modernisation d'un abattoir public (*ibid.*), observations, l'irrecevabilité invoquée par le Gouvernement aux termes de l'article 40 de la Constitution, n'est pas reconnue, l'amendement est adopté (p. 486). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article relatif aux modalités de gestion des abattoirs publics (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Errecart tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 6 par une disposition relative à l'inclusion dans le cahier des charges de clauses permettant aux agriculteurs organisés de disposer d'un certain nombre de voix dans le comité de gestion (p. 487), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Errecart tendant à compléter l'article 6 par un nouvel alinéa prévoyant l'octroi d'une priorité aux groupements de producteurs (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (*ibid.*). — Art. 7 *bis* (p. 488). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à supprimer cet article prévoyant la substitution à la taxe unique de circulation sur les viandes d'une taxe *ad valorem* (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, tendant à insérer, entre le 1er et le 2e alinéa de cet article, un nouvel alinéa relatif à l'aide financière de l'Etat pour la constitution ou la modernisation d'abattoirs (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à une modification rédactionnelle du dernier alinéa de l'article 8 (*ibid.*), observations, adoption (p. 489). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Victor Golvan, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à modifier le 2e alinéa de cet article relatif à la suppression des abattoirs non conformes aux normes (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à modifier le 2e alinéa de cet article relatif à l'indemnisation des communes pour frais d'étude de projets de construction d'abattoirs (p. 490), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement de M. Jean Errecart tendant, au premier alinéa, après les mots : « harmoniser ces méthodes », à insérer les mots : « sur le plan national et », et amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant, au premier alinéa du même article, à remplacer les mots : « ... dans le cadre des échanges extérieurs », par les mots : « ... dans le cadre de la Communauté économique européenne et des échanges extérieurs » (*ibid*), observations, retrait de l'amendement par M. Jean Errecart (*ibid.*), adoption de l'amendement par M. Victor Golvan, rapporteur (p. 491). — Art. 11 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la cotation des animaux vivants et des viandes (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Errecart tendant à la suppression de cet article relatif au périmètre de protection autour des marchés de gros (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à réduire à deux années le délai de dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation des professions chargées de la commercialisation de la viande (*ibid*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Victor Golvan, rapporteur, tendant à prévoir, avant le 1er janvier 1966, le dépôt d'un projet de loi sur l'élevage (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (p. 492). — Art. 14 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à harmoniser cet article avec la législation existante, observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean-Eric Bousch ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Paul Driant, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; Jean Errecart ; Victor Golvan, rapporteur ; Michel Kauffmann ; Etienne Restat. — Sur l'ensemble (p. 492). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 79). — Adopté avec modifications en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. : Impressions, nos 1421, 1432, 368.

Deuxième transmission au Sénat [22 juin 1965] (I., n° 235). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Victor Golvan [22 juin 1965] (I., n° 257). — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 826 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Victor Golvan, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 826 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Maurice Bayrou ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Victor Golvan, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 829). — ADOPTION (n° 122). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-543 du 8 juillet 1965 (*J. O.* du 9 juillet 1965).

MARGARINE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 668.

MARQUES DE FABRIQUE, DE COMMERCE OU DE SERVICE. — Proposition de loi, présente par M. Jean-Paul PALEWSKI, *député*, **relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 20 mai 1965, avec le *nouvel intitulé* suivant : « **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** ». — Voy. : Impressions nos 1329, 1369, 335. — **Transmission au Sénat** [25 mai 1965] (I. n° 168). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [3 juin 1965] (I., n° 181). — **Discussion** [10 juin 1965] (p. 565 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; André Armengaud ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Article unique* (p. 568). — ADOPTION (n° 84). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-472 du 23 juin 1965 (*J. O.* du 24 juin 1965).

MASSEUR KINESITHERAPEUTE, PEDICURE, OPTICIEN-LUNETIER DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Projet de loi présenté par M. Raymond MARCELLIN, *ministre de la santé publique et de la population*, **portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions relatives à l'exercice des professions de masseur kinésithérapeute, de pédicure et d'opticien-lunetier.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 28 avril 1965. —Voy. : Impressions nos 1083, 1331, 321. — **Transmission au Sénat** [4 mai 1965] (I., n° 148). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Bernier [20 mai 1965] (I., n° 165). — **Discussion** [18 juin 1965] (p. 709 et 710). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Bernier, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Articles* (p. 710). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 98). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-497 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 30 juin 1965).

METROLOGIE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

MONUMENTS HISTORIQUES OUTRE-MER. — Voy. : PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS HISTORIQUES OUTRE-MER.

MOYENS ANTICONCEPTIONNELS. — Voy. : AVORTEMENT.

MUSIQUE DES ARMEES

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **relatif aux corps des chefs et sous-chefs de musique de l'armée de terre et au statut des chefs et sous-chefs de musique des armées.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 novembre 1965. — Voy. : Impressions nos 1480, 1655, 432. — **Transmission au Sénat** [12 novembre 1965] (I., n° 50). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

MUTATION IMMOBILIERE

Proposition de loi, présentée par M. Camille VALLIN, *sénateur*, **tendant à donner un droit de préemption en matière de mutation immobilière aux collectivités locales pour leurs programmes sociaux de construction de logements** [17 novembre 1965] (I., n° 68). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

0

OFFENSE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. — Voy. : LIBERTÉ DE LA PRESSE.

OFFICE DE RADIOTELEVISION FRANÇAISE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 129, 130.

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 675.

OFFICIERS D'ADMINISTRATION DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **portant création d'un corps d'officiers d'administration du service de santé des armées.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 6 mai 1965. — Voy. : Impressions n°s 1200, 1342, 328. — **Transmission au Sénat** [11 mai 1965] (I., n° 159). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Jean Ganeval [9 juin 1965] (I., n° 196). — **Discussion** [16 juin 1965] (p. 627 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. le général Jean Ganeval, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 628 et 629). — Art. 5 (p. 628). — Amendement par M. le général Jean Ganeval, rapporteur tendant à compléter cet article afin que les sous-lieutenants d'administration du service de santé se recrutent pour un cinquième parmi les sous-officiers du service de santé, terre, marine et air (*ibid.*), observations, adoption (p. 629). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; le général Jean Ganeval, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 629). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 88). — Adopté aux modifications en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1462, 1483, 375.

Deuxième transmission au Sénat [23 juin 1965] (I., n° 260). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Jean Ganeval [24 juin 1965] (I., n° 268). — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 833 et 834). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. le général Jean Ganeval, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 834). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. le général Jean Ganeval, rapporteur, tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de cet article : « ... pour un cinquième parmi les sous-officiers du service de santé des armées », observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par : « ... et parmi les officiers mariniers et les sous-officiers de l'armée de l'air remplissant les conditions qui seront fixées par décret », adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; le général Jean Ganeval, rapporteur ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Sur l'ensemble (p. 834). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 124). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 28 juin 1965. — Voy : Impressions n°s 1529, 1541, 390.

Promulgation : loi n° 65-569 du 13 juillet 1965 (*J. O.* du 14 juillet 1965).

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **portant réorganisation de certains cadres d'officiers et de sous-officiers de l'armée de terre.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 10 novembre 1965. — Voy : Impressions n°s 1495, 1608, 431. — **Transmission au Sénat** [12 novembre 1965] (I., n° 49). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

OPTICIEN-LUNETIER. — Voy. : MASSEUR KINÉSITHÉRAPEUTE.

ORGANISMES A CARACTERE SOCIAL OU PHILANTHROPIQUE (AFFECTATION DES SOMMES DUES AU TITRE DE LA TAXE LOCALE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 117.

PARTAGE D'ASCENDANTS. — Voy. : CODE CIVIL.

PECHE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, *ministre de l'agriculture*, **relatif aux droits de passage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [26 avril 1960] (I., n° 148). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Fernand Verdeille* [5 juillet 1961] (I., n° 300). — **Discussion** [11 juillet 1961] (p. 770 à 775). — ADOPTION (n° 115). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public.** » — Adopté par l'Assemblée nationale le 14 mai 1964. — Voy. : Impressions n°s 211, 891, 182.

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [19 mai 1964] (I., n° 180). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* — Rapport par M. Fernand Verdeille [6 mai 1954] (I., n° 154). — **Discussion** [18 mai 1965]. — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Fernand Verdeille, rapporteur ; Antoine Courrière ; Jacques Descours Desacres ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 295). Amendement par M. Jacques Descours Desacres, au 1er alinéa du texte proposé pour l'article 424 du code rural tendant à reprendre le texte adopté par le Sénat en première lecture (p. 296), observations, rejet (p. 297). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière ; Louis Courroy ; Jacques Descours Desacres ; Fernand Verdeille, rapporteur. — ADOPTION (n° 71). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-409 du 28 mai 1965 (*J. O.* du 30 mai 1965).

PEDICURE — Voy. : MASSEUR KINÉSITHÉRAPEUTE, etc.

PERMIS DE CONSTRUIRE

Projet de loi présenté par M. Jacques MAZIOL, *ministre de la construction*, **relatif à la répression des infractions en matière de permis de construire.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 novembre 1965. — Voy. : impressions n°s 1574, 1657, 435. — **Transmission au Sénat** [12 novembre 1965] (I., n° 52). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

PETITS CONTRIBUABLES (CHARGES FISCALES). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 120.

PHARMACIENS CHIMISTES DES ARMEES

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **portant création d'un corps de pharmaciens chimistes des armées.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 6 mai 1965. — Voy. : Impressions n°s 1201, 1341, 329. — **Transmission au Sénat** [11 mai 1965] (I., n° 160). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [8 juin 1965] (I., n° 193). — **Discussion** [16 juin 1965] (p. 629 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Monteil, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Portmann. — Vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat (p. 632). — *Articles* (p. 633). — Sur l'ensemble et par scrutin public (n° 40). — REJET (n° 89). — Adopté avec modifications en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1464, 1484, 372.

Deuxième transmission au Sénat [23 juin 1965] (I., n° 258). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des formes armées. — Rapport par M. André Monteil [24 juin

1965] (I., n° 269). — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 834 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Monteil, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 835). — Art. 5 (*ibid*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à compléter cet article par une disposition relative à l'avancement, jusqu'au 1er janvier 1969, au grade de pharmacien chimiste commandant et aux grades supérieurs (*ibid*), observations, adoption (*ibid*). — Sur l'ensemble (p. 835). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 125). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 28 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1519, 1542, 391.

Promulgation : loi n° 65-548 du 9 juillet 1965 (*J. O.* du 10 juillet 1965).

PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de loi présenté par M. Georges POMPIDOU, *Premier* ministre, **portant approbation du Plan de développement économique et social.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 5 novembre 1965. — Voy. : Impressions nos 1617, 1618, 1637, 1644, 424. — **Transmission au Sénat** [6 novembre 1965] (I., n° 38). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan et pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, et à la commission des affaires culturelles. — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales [12 novembre 1965]. — Rapport par M. Henri Longchambon [10 novembre 1965] (I., n° 40). — Avis par M. André Armengaud, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [10 novembre 1965] (I., n° 41). — Avis par M. Louis Gros, au nom de la commission des affaires culturelles [14 novembre 1965] (I., n° 56). Avis par M. Roger Menu, au nom de la commission des affaires sociales [16 novembre 1965] (I., n° 58). — **Discussion** [16 novembre 1965] (p. 1830 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; Henri Longchambon, rapporteur ; André Armengaud, rapporteur pour avis ; Louis Gros, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Roger Menu, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Pierre Massé, commissaire général au Plan ; Pierre Garet ; René Blondelle ; René Jager ; François Schleiter ; Paul Ribeyre ; Jean-Eric Bousch ; Georges Cogniot. — **Suite de la discussion** [17 novembre 1965] (p. 1870 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Bernard Chochoy ; Antoine Courrière ; Pierre de La Gontrie ; Edgar Faure ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Massé, commissaire général au Plan ; André Colin ; André Morice ; Julien Brunhes ; Léon David ; Charles Suran ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. André Dulin ; Marcel Lambert ; Raymond Bossus ; Roger Delagnes ; Yvon Coudé du Foresto ; Georges Lamousse ; Charles Stoessel ; Joseph Beaujannot ; Lucien Bernier ; Jean-Marie Louvel ; Marcel Legros ; Geoffroy de Montalembert ; Léon Jozeau-Marigné ; François Schleiter ; André Monteil ; André Armengaud ; Maurice Coutrot. — **Lettre portant rectification** à la rédaction du Plan économique et social : « A la page 26, 3e alinéa, après les mots : « applica- « tion d'une politique agricole », insérer un renvoi ainsi libellé : « les incidences, dans ce domaine, de l'évolution de « la situation de la Communauté économique européenne feront « l'objet d'un compte rendu particulier dans le rapport annuel « d'exécution du Plan annexé au projet de loi de finances. » (p. 1905). — *Discussion de l'article unique* (p. 1906 et suiv.). — Amendement par M. Henri Longchambon, rapporteur, tendant à préciser au début de l'article unique, que le Ve Plan est établi dans la perspective du développement normal de la Communauté économique européenne (*ibid.*), observations. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, 7e alinéa du règlement du Sénat sur l'article unique du projet de loi dans le texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 1907), observations. — Amendement par M. René Blondelle tendant à compléter l'article unique par une disposition relative aux objectifs de l'agriculture (p. 1908), observations. — Amendement par M. André Monteil, tendant après l'article unique, à insérer un article additionnel 2 nouveau, disposant que « le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris sera soumis à l'approbation du Parlement dans les mêmes conditions que le plan de développement économique et social » (p. 1910), observations. — *Ont pris part à la discussion :* MM. René Blondelle ; Raymond Bossus ; Etienne Dailly ; Michel Darras ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Henri Longchambon, rapporteur ; André Monteil. — Rejet de l'article unique (p. 1911) par scrutin public (n° 17). — REJET (n° 16).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [17 novembre 1965] (p. 1911). — Election des membres de la commission [18 novembre 1965] (p. 1935 et 1941). — Rapport par M. Henri Longchambon [19 novembre 1965] (I., n° 74). — Adopté avec modifications, en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale, le 19 novembre 1965. — Voy. : Impressions nos 1765, 1687, 445.

Deuxième transmission au Sénat (nouvelle lecture) [19 novembre 1965] (I., n° 75). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Longchambon [19 novembre 1965] (I., n° 76). — **Discussion** [19 novembre 1965] (p. 1958 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Henri Longchambon, rapporteur ; Jacques Henriet ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Article unique* (p. 1960). — Amendement par M. Henri Longchambon, rapporteur, tendant à préciser au début de l'article unique que le Ve Plan est « établi dans la perspective du développement normal de la Communauté économique européenne » (*ibid*) et amendement par M. René Blondelle tendant à compléter l'article unique par une disposition relative aux objectifs de l'agriculture (*ibid.*). — *Est entendu :* M. Marc Pauzet. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, 7e alinéa, du règlement du Sénat, sur le texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture (p. 1960). — Rejet (*ibid.*), par scrutin public (n° 21). — REJET (n° 23). — NOUVELLE (DEUXIÈME) LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 19 novembre 1965. — Voy. : Impressions nos 1688, 1689, 447.

Promulgation : loi n° 65-1001 du 30 novembre 1965 (*J. O.* du 1er décembre 1965).

PLAN DE STABILISATION. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 116, 137.

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 678.

POLITIQUE BETTERAVIERE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 654.

POLITIQUE DU LOGEMENT. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 134.

POLITIQUE ECONOMIQUE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 116.

POLITIQUE ECONOMIQUE (CONCURRENCE INTERNATIONALE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 118, 142.

POLITIQUE ETRANGERE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 139.

POLITIQUE MILITAIRE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 681.

POLITIQUE SCOLAIRE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 123.

PORTS MARITIMES AUTONOMES

Projet de loi présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports,* **sur les ports maritimes autonomes.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1965. — Voy. Impressions nos 1080, 1304, 317. — **Transmission au Sénat** [22 avril 1965] (I., n° 136). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 mai 1965]. — Rapport par M. Raymond Brun [6 mai 1965] (I., n° 153). — Avis par Mlle Irma Rapuzzi [11 mai 1965] (I., n° 157). — **Discussion** [13 mai 1965] (p. 244 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Raymond Brun, rapporteur ; Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur pour avis ; MM. Roger Lachèvre ; Léon David ; Abel-Durand ; Jean-Marie Louvel ; Vincent Delpuech ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Discussion des articles* (p. 254 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, tendant à reprendre les trois notions contenues dans le texte de l'Assemblée nationale, relatives à : 1° la création par décret en Conseil d'Etat des ports autonomes ; 2° la nature des ports autonomes, à côté des groupements de ports de l'article 15 ; 3° la nécessité d'une « ges-

tion au moindre coût de revient pour la nation » (p. 255), observations, amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant, au 3e alinéa de l'article 1er, à supprimer l'expression « au moindre coût de revient pour la nation » (*ibid.*), observations, retrait de ce dernier amendement (p. 256) ; l'amendement par M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, est pris en considération, mais les mots : « au moindre coût de revient pour la nation » sont réservés (*ibid.*). — Amendement par M. Léon David, tendant, au début du 1er alinéa de cet article, après les mots : « Par décret en Conseil d'Etat », à insérer les mots : « après enquête » (*ibid.*), observations ; amendement identique par M. René Dubois (*ibid.*), observations ; maintien de l'amendement par M. Léon David et retrait de l'amendement par M. René Dubois (*ibid.*), observations, rejet de l'amendement par M. Léon David (p. 257). — Amendement par M. André Dulin tendant, au 1er alinéa de l'article 1er, à supprimer les mots : « dont l'importance justifie l'adoption de ce régime » (*ibid.*), observations, retrait (p. 258). — Adoption de l'amendement par M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, précédemment pris en considération, les mots : « au moindre coût de revient pour la nation », précédemment réservés, étant repoussés, observations (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. René Dubois, tendant, au 3e alinéa de cet article, après les mots : « Elle peut », à insérer les mots : « sous réserve de l'application des dispositions de l'article 15 » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). —Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise du 1er alinéa de cet article (p. 259), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant à modifier le 1er alinéa de cet article afin de confirmer la prise en charge par l'Etat des dépenses résultant des travaux rendus nécessaires par une insuffisance d'entretien (*ibid.*), et amendement identique par Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur pour avis (*ibid.*), observations, adoption (p. 260). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la participation de l'Etat aux dépenses résultant des opérations de modernisation (*ibid.*), observations, adoption (p. 261). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à la reconstruction des ouvrages détruits par les faits de la guerre 1939-1945, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Raymond Brun, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de cet article relative aux sommes versées par le port autonome au titre du service des emprunts (p. 262), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 7 A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 7 A nouveau relatif à la reconstruction des ouvrages détruits par la guerre de 1939-1945 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 7 *bis* (*ibid*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant, après l'article 7 *bis*, à insérer un article additionnel 7 *ter* nouveau prévoyant la possibilité pour l'Etat d'accorder un concours supplémentaire en cas de situation exceptionnelle (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant, après l'article 7 *bis*, à insérer un article additionnel 7 *quater* nouveau, tendant à réserver des dotations budgétaires aux ports non autonomes (*ibid*), observations, irrecevabilité invoquée par le Gouvernement aux termes des articles 34 et 41 de la Constitution (p. 263). — Amendement par M. André Dulin, tendant à insérer un article additionnel 7 *quinquiès* nouveau fixant au moins à 50 p. 100 la participation de l'Etat aux dépenses concernant les ports secondaires (*ibid.*), observations, retrait (p. 264). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Léon David tendant à modifier la composition du conseil d'administration des ports (*ibid.*), observations, rejet (p. 265). — Amendement par M. Léon David, tendant à une modification du dernier alinéa de l'article 9 relatif au choix des représentants du personnel (*ibid.*) et amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant, au dernier alinéa de l'article 9, à remplacer les mots : « une liste établie par les organisations syndicales », par les mots : « des listes établies par chacune des organisations syndicales » (*ibid.*), observations ; rejet de l'amendement par M. Léon David et adoption de l'amendement par M. Raymond Brun, rapporteur (*ibid.*). — Art. 10 (p. 266). — Amendement rédactionnel par M. Raymond Brun, rapporteur, au 1er alinéa de l'article 10, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant à compléter cet article par des dispositions relatives aux garanties à accorder au personnel contre les préjudices que pourrait lui causer le nouveau statut des ports autonomes (*ibid.*), observations, irrecevabilité invoquée par le Gouvernement aux termes des articles 34 et 41 de la Constitution (p. 268). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Léon David, tendant à étendre les dispositions de l'article au personnel auxiliaire (*ibid.*), observations, rejet (p. 269). Art. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, rapporteur, tendant, au dernier alinéa de l'article 15, à supprimer la disposition par laquelle le décret établissant une fusion des ports « fixe notamment les règles de financement des travaux et de l'exploitation de tout port non autonome fusionné avec un port autonome » (*ibid.*), observations, adoption (p. 270). — Après l'art. 19 (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Bernier, tendant à insérer un article additionnel 19 *bis* nouveau relatif à l'application de la présente loi dans les territoires d'outre-mer (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; Lucien Bernier ; Raymond Brun, rapporteur ; Henri Cornat ; Léon David ; Roger Delagnes ; René Dubois ; André Dulin ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Roger Lachèvre ; Geoffroy de Montalembert ; Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur pour avis. — *Explications de vote :* MM. Léon David ; Bernard Chochoy. — Sur l'ensemble (p. 270). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 67). — Adopté avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 3 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1370, 1404, 341.

Deuxième transmission au Sénat [8 juin 1965] (I., n° 184). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [9 juin 1965]. — Rapport par M. Raymond Brun [9 juin 1965] (I., n° 194). — **Discussion** [16 juin 1965] (p. 633 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Raymond Brun, rapporteur ; André Dulin ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Discussion des articles* (p. 634 et suiv.). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendements identiques par M. Raymond Brun, rapporteur, et par Mlle Irma Rapuzzi, tendant à modifier le 1er alinéa de cet article afin de confirmer la prise en charge par l'Etat des dépenses résultant des travaux rendus nécessaires par une insuffisance d'entretien (*ibid.*), observations, retrait (p. 635). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Raymond Brun, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Georges Portmann, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Sur l'ensemble (p. 636). — ADOPTION (n° 90). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-491 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 30 juin 1965).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (AGENTS DES INSTALLATIONS) — Voy. : QUESTIONS ORALES, 649.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (CONTROLEURS DES INSTALLATIONS ELECTROMECANIQUES). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 650.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (OUVRIERES ET OUVRIERS D'ETAT). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 651.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (RETRAITES). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 679.

POUVOIRS D'ENQUETE ET MISSIONS D'INFORMATION

I. — DEMANDES.

1. — Lettre par laquelle M. Raymond BONNEFOUS, *président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner **une mission d'information pour s'enquérir du fonctionnement des installations particulières au territoire de la Nouvelle-Calédonie** [25 mai 1965] (p. 356). — Octroi de l'autorisation demandée [16 juin 1965] (p. 624).

2. — Lettre par laquelle M. Louis GROS, *président de la commission des affaires culturelles,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier en U. R. S. S. les problèmes de la recherche scientifique et technique, l'enseignement et la vulgarisation dans le domaine agricole** [3 juin 1965] (p. 475). — Octroi de l'autorisation demandée [16 juin 1965] (p. 624).

3. — Lettre par laquelle M. Roger MENU, *président de la commission des affaires sociales,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation d'envoyer une **mission d'information en Israël pour y étudier les solutions apportées aux problèmes posés par la formation professionnelle accélérée et la formation sociale** [8 juin 1965] (p. 535). — Octroi de l'autorisation demandée [30 juin 1965] (p. 917).

4. — Lettre par laquelle M. Vincent ROTINAT, *président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée de visiter et d'étudier les installations du centre d'expérimentation du Pacifique** [15 juin 1965] (p. 579). — Octroi de l'autorisation demandée [16 juin 1965] (p. 624).

5. — Lettre par laquelle M. Alex ROUBERT, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier les aspects financiers de l'aménagement du centre d'expérimentation du Pacifique** [15 juin 1965] (p. 579). — Octroi de l'autorisation demandée [16 juin 1965] (p. 624).

6. — Lettre par laquelle M. Jean BERTAUD, *président de la commission des affaires économiques et du Plan,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier les problèmes économiques, industriels et agricoles dans les Etats membres de la Communauté économique européenne** [20 décembre 1965] (p. 1969). — Octroi de l'autorisation demandée [22 décembre 1965] (p. 2016).

7. — Lettre par laquelle M. Vincent ROTINAT, *président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information pour étudier l'évolution de la situation politique en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Roumanie, en Hongrie et en Autriche** [21 décembre 1965] (p. 1990). — Octroi de l'autorisation demandée [22 décembre 1965] (p. 2016).

II. — RAPPORTS.

1. — Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission accomplie en **Finlande, Norvège et Suède,** par une délégation de la commission, pour étudier les **solutions données dans ces pays aux problèmes d'équipements sanitaire et sociaux.** — Par M. André MÉRIC, *sénateur* (*J. O.,* Débats, 2 avril 1965, p. 36). — Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 18 décembre 1964) (I., n° 132).

2. — Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, à la suite de la mission effectuée du 10 au 20 février 1965 par une délégation de la commission chargée d'étudier les **conditions d'application de la réforme foncière dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique.** — Par M. Marcel CHAMPEIX, *sénateur* [2 avril 1965] (I., n° 135).

3. — Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 17 mars 1965 au 8 avril 1965 en **Polynésie française,** en **Nouvelle-Calédonie** et aux **Nouvelles-Hébrides.** — Par M. YVON COUDÉ DU FORESTO, *sénateur* [1er juin 1965] (I., n° 173).

4. — Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée par une délégation de la commission sur le fonctionnement du **service des télécommunications en République fédérale d'Allemagne et à Berlin-Ouest.** — Par M. André PLAIT, *sénateur* [9 juin 1965] (I., n° 197).

5. — Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission effectuée du 12 au 22 octobre 1964 par une délégation de cette commission chargée de s'informer au **Danemark** et aux **Pays-Bas** des **problèmes concernant l'enseignement agricole.** — Par M. Georges LAMOUSSE, *sénateur* [15 juin 1965] (I., n° 200).

6. — Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur l'**évolution des problèmes de formation professionnelle et d'emploi dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique.** — Par M. Pierre GARET, *sénateur* [23 juin 1965] (I., n° 265).

7. — Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en vue d'y étudier l'**évolution des relations financières et commerciales entre la France et différents pays du Moyen-Orient.** — Par M. Marcel PELLENC, *rapporteur général* [23 juin 1965] (I., n° 266).

8. — Rapport d'information fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à la suite de la **mission effectuée par une délégation de cette commission en Nouvelle-Calédonie** du 7 au 19 juillet 1965. — Par M. Raymond BONNEFOUS, *sénateur* (*J. O.,* Débats, 2 octobre 1965, p. 978. — Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1965) (I., n° 308).

9. — Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une **mission d'information sur l'enseignement sanitaire et social de l'U. R. S. S.** — Par M. Roger LAGRANGE, *sénateur* (*J. O.,* Débats, 2 octobre 1965, p. 978. — Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1965) (I., n° 309).

10. — Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation sur la **mission effectuée dans divers pays européens sur le régime des ressources des collectivités locales.** — Par M. Alex ROUBERT, *sénateur* (*J. O.,* Débats, 2 octobre 1965, p. 978). — Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1965) (I., n° 310).

11. — Rapport d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 27 juin au 4 juillet 1965, par une délégation de cette commission, sur les **aspects financiers de l'aménagement du centre d'expérimentation du Pacifique.** — Par M. Marcel PELLENC, *rapporteur général* [21 octobre 1965] (I., n° 18).

PRESTATIONS FAMILIALES ET ALLOCATIONS

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale.** — *Adopté par l'Assemblée nationale, le 13 mai 1964.* — Voy. : Impressions nos 548, 852, 857, 179. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 179). — *Renvoi à la commission des affaires sociales.* — Rapport par M. Lucien Grand [8 juin 1965] (I., n° 189). — **Discussion** [18 juin 1965] (p. 711 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Grand, rapporteur ; Raymond Bossus ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Discussion des articles* (p. 712 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article afin de supprimer l'énumération des allocations et avantages vieillesse, de préciser que c'est le juge qui peut décider si l'allocation sera versée au tuteur « aux prestations sociales » (*ibid.*), observations (p. 713) ; amendement par M. Raymond Bossus, tendant, au premier alinéa, à supprimer les mots : « ou lorsqu'en raison de son état mental ou d'une déficience physique... » (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*) ; amendement par M. Raymond Bossus tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de l'article 1er, observations, rejet (*ibid.*) ; adoption de l'amendement par M. Lucien Grand, rapporteur (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à supprimer cet article faisant double emploi (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à supprimer le début du texte présenté par l'article L. 551 du code de la sécurité sociale (*ibid.*), observations, rejet (p. 714). — Amendement rédactionnel par M. Lucien Grand, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à compléter le texte présenté pour l'article L. 523 du code de la sécurité sociale par un alinéa disposant que le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale ne pourra prendre une décision inverse de celle du juge si celui-ci a refusé dans les six mois qui précèdent d'instituer une tutelle (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 5 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 5 *bis* nouveau qui ouvre la possibilité de confier à un tuteur la gestion de la partie de la rente servie en application des articles L. 454 et L. 460 du code de la sécurité sociale aux descendants d'une victime d'un accident du travail (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Lucien Grand, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (p. 715). — Amendement rédactionnel par M. Lucien

Grand, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant notamment à harmoniser l'article L. 168-1 du code de la famille et de l'aide sociale avec la législation actuelle (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 10 nouveau (p. 716). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 10 nouveau précisant qu'au cas où un tuteur aura déjà été nommé, il recevra de plein droit la gestion des bourses d'études dont pourrait bénéficier la famille placée sous tutelle (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 11 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à insérer un articles additionnel 11 nouveau disposant que : « au cas où un tuteur aux prestations sociales aurait déjà été nommé, celui-ci reçoit de plein droit les majorations pour enfants de l'allocation aux familles dont les soutiens indispensables effectuent leur service militaire » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 12 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 12 nouveau précisant à qui incombera la charge des frais de tutelle (*ibid.*), observations. — Retrait du projet de loi de l'ordre du jour (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [29 juin 1965] (p. 894 et 895). — Art. additionnel 12 nouveau (p. 894). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 12 nouveau précisant à qui incombera la charge des frais de tutelle (*ibid.*) (précédemment réservé), observations, adoption (p. 894). — Art. additionnel 13 nouveau (p. 895). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 13 nouveau relatif à la prescription des actions relatives aux frais de tutelle, aux prestations sociales (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 14 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 14 nouveau précisant les points sur lesquels devra porter le règlement d'administration publique d'application (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé du projet de loi, adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif à la tutelle aux prestations sociales** ». *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Raymond Bossus, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Yvon Coudé du Foresto ; Lucien Grand, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Louis Namy. — Sur l'ensemble (p. 895). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 136).

PRIVILEGES FISCAUX AUX FABRICANTS DE MARGARINES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 668.

PRIX AGRICOLES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 137.

PRIX DU BLE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 670.

PRIX DU VIN. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 132.

PRODUCTEURS AGRICOLES SINISTRES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 673.

PRODUCTION LAITIERE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 665.

PRODUCTION MARAICHERE DANS LE MIDI DE LA FRANCE (CRISE). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 642.

PRODUITS CHIMIQUES (TRANSPORT)

Projet de loi présenté par M. Michel MAURICE-BOKANOWSKI, *ministre de l'industrie*, **relatif au transport des produits chimiques par canalisations.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 20 mai 1965. — Voy. : Impressions n°s 1338, 1378, 336. — **Transmission au Sénat** [25 mai 1965] (I., n° 171). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [9 juin 1965] (I., n° 195). — **Discussions** [18 juin 1965] (p. 707 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre de Villoutreys, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Discussion des articles* (p. 708 et 709). — Art. 1er (p. 708). Amendement par M. Pierre de Villoutreys, rapporteur, tendant, au premier alinéa de cet article, à ajouter, après le mot : « canalisations », le mot : « souterraines » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre de Villoutreys, rapporteur, tendant à une modification rédactionnelle, adoption (*ibid.*). — Art. 4. (p. 709). — Amendement par M. Pierre de Villoutreys, rapporteur, tendant à modifier la première phrase de cet article, afin de faire référence pour la définition de l'indemnité d'expropriation, à l'article 11 de l'ordonnance n° 53-997 du 23 octobre 1958 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Deux amendements rédactionnels par M. Pierre de Villoutreys, rapporteur, au premier alinéa de cet article, adoption des deux amendements (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre de Villoutreys, rapporteur, tendant au troisième alinéa de cet article, à remplacer le mot : « bénéficiaires », par le mot : « transporteurs » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre de Villoutreys, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé du projet de loi ; retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Pierre de Villoutreys, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 709). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 97). — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1479, 1482, 376.

Promulgation : loi n° 65-498 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 30 juin 1965).

PRODUITS PHARMACEUTIQUES (PRIX)

Proposition de loi, présentée par Mme Jeannette THOREZ-VERMEERSCH, *sénateur*, **tendant à obtenir la baisse des prix des produits pharmaceutiques et assimilés, par l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe sur les prestations de services frappant ces produits, et instituant un prélèvement compensatoire sur les bénéfices des sociétés** [17 novembre 1965] (I., n° 66). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

PROFESSEURS DE DANSE

Proposition de loi, présentée par M. Charles LE GOASGUEN, *député*, **tendant à réglementer la profession de professeur de danse ainsi que les établissements où s'exerce cette profession.** — Adoptée par l'Assemblée nationale, le 16 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1070, 1457, 1664, 439. — **Transmission au Sénat** [16 novembre 1965] (I., n° 60). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jean Noury [19 novembre 1965] (I., n° 74). — **Discussion** [19 novembre 1965] (p. 1961 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Noury, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Adolphe Chauvin, vice-président de la commission des affaires culturelles. — *Discussion des articles* (p. 1963 et 1964). — Amendement par M. Jean Noury tendant à insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau relatif à l'interdiction de la consommation des alcools dans les cours de danse (p. 1964), observations, retrait (*ibid.*). — *Est entendu :* M. Jean Noury, rapporteur. — ADOPTION (n° 24). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-1004 du 1er décembre 1965. (*J. O.* du 2 décembre 1965).

PROFESSIONS PARAMEDICALES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : MASSEUR KINÉSITHÉRAPEUTE.

PROTECTION DES PLANTES. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS HISTORIQUES OUTRE-MER

Proposition de loi, présentée par M. Michel DEBRÉ, *député*, **visant à étendre aux départements d'outre-mer le champ d'application de plusieurs lois relatives à la protection des sites et des monuments historiques.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 15 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1281, 1389, 356). — **Transmission au Sénat** [15 juin 1965] (I., n° 219). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Alfred Isautier [28 octobre 1965] (I., n° 26). — **Discussion** [28 octobre 1965] (p. 1220 et 1221). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Alfred Isautier, rapporteur ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 1221). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n °11). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-947 du 10 novembre 1965 (*J. O.* du 11 novembre 1965).

Q

QUESTIONS ORALES

624. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le cyclone qui a ravagé la Martinique le 23 septembre 1963 a fait subir aux plantations de canne à sucre des dégâts considérables qui n'ont pu être connus avec précision qu'à la fin de la récolte en juillet 1964. Alors que les investissements avaient été engagés en vue d'une récolte moyenne de 1.100.000 tonnes devant produire 92.000 tonnes de sucre, la récolte n'a été que de 730.000 tonnes de canne qui ont produit 61.000 tonnes de sucre. La perte qui en est résultée pour l'économie de la canne (sucre, rhum, mélasse) par ce déficit de production de 378.000 tonnes de canne s'élève à quelque 3 milliards d'anciens francs. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour sauver les producteurs de **canne de la Martinique** d'une faillite imminente qui entraînerait la fermeture des usines à sucre et précipiterait ce département dans une crise économique aux répercussions insoupçonnables [14 décembre 1964]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 151). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Marie-Anne.

626. — M. Jean NAYROU expose à *M. le ministre de l'industrie* que la dernière entreprise industrielle de Foix ferme ses portes à partir du 2 janvier prochain ; que la direction a motivé sa décision par « les conditions économiques actuelles, blocage des prix de vente et augmentation des éléments de prix de revient » ; il lui fait observer combien l'événement est en contradiction avec la politique de soi-disant décentralisation industrielle qui n'a été qu'un leurre pour l'**Ariège** et lui demande s'il envisage sérieusement de prendre des mesures en faveur d'une région **victime d'une crise dans diverses branches, textile et métallurgie notamment** [18 décembre 1964]. — **Réponse** [11 mai 1965] (p. 222 et 223). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

627. — Mlle Irma RAPUZZI expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que le **décision administrative prise à l'encontre de M. l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône** a soulevé dans le département une intense émotion. Tour à tour, les associations de parents d'élèves, les syndicats d'enseignants, la fédération des amis de l'instruction laïque, le comité départemental d'action laïque ainsi que de nombreuses municipalités, ont tenu à marquer leur émotion et leur désapprobation. Il est indiscutable que la date à laquelle intervient cette décision ainsi que les conditions dans lesquelles elle a été prise, en dérogation, semble-t-il, des règles statutaires, ainsi que la nouvelle affectation assignée à ce fonctionnaire ont contribué à créer un malaise certain. Faudra-t-il donc ajouter foi aux rumeurs selon lesquelles la mesure qui le frappe serait une suite de « l'affaire du bac » ? S'il est indiscutable qu'il n'appartient qu'à l'administration de juger de « l'intérêt du service », il est permis de se demander si la mesure prise à l'encontre d'un haut fonctionnaire qui s'est attaché avec succès, depuis son arrivée dans le département, à pallier dans la plus large mesure possible les difficultés rencontrées par les municipalités, les chefs d'établissements et les familles, par suite de l'insuffisance des locaux ou la pénurie d'enseignants de tous grades, est opportune. C'est pourquoi elle lui demande s'il ne lui semble pas conforme aux traditions de l'Université française et à l'intérêt supérieur de l'éducation nationale que soit rapportée la décision précitée [9 février 1965]. — **Réponse** [27 avril 1965] (p. 120 et 121). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mlle Irma Rapuzzi.

628. — M. Charles NAVEAU appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les conséquences graves qui découlent des dispositions prises par son administration au regard des **impositions** dont elle frappe les **travailleurs frontaliers français travaillant à l'étranger ;** il regrette d'avoir à lui signaler que les intéressés trouvent plus de compréhension lorsqu'ils s'adressent à l'administration fiscale étrangère pour le règlement de certains litiges qu'auprès des services français, notamment dans le cadre de leurs rapports avec la Suisse ; il appelle son attention, une nouvelle fois, sur le fait que le problème des frontaliers présente une grande importance, sur le plan économique et financier pour certaines régions ; qu'il évite dans pas mal de cas le chômage d'ouvriers français tout en permettant au commerce et à l'artisanat de ces pays de vivre ; qu'il rapporte au surplus des devises à notre pays ; il lui signale qu'il importe donc que des mesures soient prises pour éviter une imposition qui paraît excessive lorsque l'on sait que ces ouvriers ne bénéficient pas des allocations familiales, ni des allocations logement ; et tenant compte de ces faits il lui demande : 1° s'il ne pense pas que la suppression de l'imposition forfaitaire de 5 p. 100 qui les frappe serait déjà une mesure susceptible de rétablir une certaine justice dans leur sort ; 2° quelles mesures il entend prendre, d'une manière générale, pour qu'une solution satisfaisante à l'égard de nos frontaliers soit enfin prise sur le plan national [2 avril 1965]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 154 et 155). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Naveau.

629. — M. André MÉRIC demande à *M. le ministre du travail* de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il a l'intention de prendre pour le **reclassement définitif en métropole des agents des caisses algériennes de congés payés** qui attendent ce reclassement depuis plus de trente mois [2 avril 1965]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 155). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Méric.

630. — M. Marc PAUZET attire l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur la situation très critique de la **viticulture,** par suite de la mévente du vin, et notamment sur le fait que les mesures de soutien du **prix des vins,** concernant uniquement le vin rouge de consommation courante, ne permettent pas de défendre le cours du vin blanc. Il lui demande s'il envisage d'étendre les dispositions du décret n° 64-902 du 31 août 1964 (art. 6 à 10) et, à cet effet, de créer dans une région de production, Bordeaux par exemple, une place de cotation afin d'assurer le jeu des mécanismes d'intervention en faveur de cette catégorie de vin [2 avril 1965]. — **Réponse** [27 avril 1965] (p. 121 et 122). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marc Pauzet.

631. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les conséquences de l'instruction n° 86 du 10 août 1964 concernant le régime d'**imposition des frais de transport facturés par le vendeur à son client.** Il paraît évident que l'application du texte précité aux fournitures faites aux services des ponts et chaussées par les exploitants de carrières va se traduire par une augmentation sensible des prix. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas souhaitable de maintenir en vigueur le régime antérieur [2 avril 1965]. — **Réponse** [11 mai 1965] (p. 223). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

632. — M. Lucien BERNIER, constatant que le décret relatif à certains **avantages sociaux dans les départements d'outre-mer,** dont *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* avait annoncé, à la séance du 1er décembre 1964, la publication imminente au *Journal officiel,* n'a pas encore été publié à ce jour, lui demande de bien vouloir lui faire connaître les raisons de ce retard. Il lui demande également de bien vouloir lui indiquer quel est l'état actuel de l'étude entreprise pour l'extension aux départements d'outre-mer de la notion métropolitaine d'enfant à charge ouvrant droit au bénéfice des allocations familiales [6 avril 1965]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 157). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Lucien Bernier.

633. — M. Raymond BOSSUS fait connaître à *M. le ministre de l'intérieur* que très nombreux sont les citoyennes et citoyens électeurs de Paris à être étonnés qu'à la suite du résultat des élections municipales de mars il n'y ait pas de changement dans l'affectation des postes de **maires et maires adjoints des arrondissements de Paris.** Cet étonnement est d'autant plus fort que dans certains arrondissements de Paris des maires adjoints récemment désignés en raison de leur appartenance politique ont fait acte de candidature en utilisant le titre qui leur fut donné par le Gouvernement. Tenant compte de ces observations et en attendant une véritable réforme démocratique du statut de Paris, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin que dans les 1er, 2e, 3e, 4e, 11e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements, soient désignés des maires et maires adjoints qui pourront être proposés par les élus des listes d'union démocratique qui ont recueilli la confiance des électeurs et électrices de ces arrondissements [6 avril 1965]. — **Réponse** [27 avril 1965] (p. 122 et 123). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

634. — M. Raymond BOSSUS expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* le mécontentement justifié des sages-femmes exerçant leur profession dans les hôpitaux publics dont un bon nombre doit effectuer quatre-vingt-quatre heures et cent quarante-quatre heures de présence par semaine. Une commission de travail devait être créée et devait examiner la possibilité de revision des conditions de travail, de la hiérarchisation de la profession et des indices. Devant la gravité de la situation, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° si la commission a été constituée et, en ce cas, quelle est sa

composition et le bilan de ses travaux ; 2° quelles mesures il compte prendre pour que satisfaction soit donnée aux légitimes revendications des **sages-femmes des hôpitaux publics** [6 avril 1965]. — **Réponse** [27 avril 1965] (p. 123 et 124). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

635. — M. Léon DAVID demande à *M. le ministre de la justice* quels sont les **droits d'une personne blessée au cours du sauvetage** d'une autre personne en danger de mort. Son intervention ayant eu lieu en dehors des heures de travail, elle ne peut être considérée comme mutilée du travail. La sécurité sociale prend en charge les soins et les médicaments, mais l'intéressé perd le bénéfice de ses journées de travail et en cas de mutilation ne peut prétendre à pension. Attendu qu'une personne peut être poursuivie pour non-assistance à personne en danger, il est anormal et injuste qu'il n'existe aucune législation pour la préserver en cas d'accident [6 avril 1965]. — **Réponse** [27 avril 1965] (p. 124). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Léon David.

636. — M. Lucien BERNIER expose à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* que, depuis le 1er janvier 1965, le S. M. I. G. Antilles-Guyane est aligné sur celui de la zone 6 p. 100 et doit désormais bénéficier de toutes les mesures de contraction de zones à intervenir en métropole ; que, cependant, dans le domaine de l'**aide sociale** et notamment en ce qui concerne la fixation des taux et des plafonds de ressources, les **départements d'outre-mer** continuent à subir un régime discriminatoire absolument incompatible avec leur statut institutionnel. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à ces discriminations injustifiables et réaliser la parité de traitement entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer [6 avril 1965]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 157 et 158). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Lucien Bernier.

637. — M. Lucien BERNIER, se référant à la réponse qui lui a été faite à sa question écrite n° 2654 du 10 mai 1962, demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir lui faire savoir quand sera enfin publié le projet de décret annoncé devant étendre aux **départements d'outre-mer** les dispositions du décret du 29 juillet 1939 qui a créé le **fonds national de compensation des allocations familiales des collectivités locales** et du règlement d'administration publique du 15 avril 1940 qui le régit [6 avril 1965]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 156). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Lucien Bernier.

638. — M. Marius MOUTET rappelle à *M. le ministre des affaires étrangères* que l'**assemblée de l'union de l'Europe occidentale** a voté quatre **recommandations** importantes lors de sa dernière session : n° 110, sur l'état de la sécurité européenne, aspects de la stratégie occidentale ; n° 112, sur l'unité d'action, l'union politique et l'U. E. O. ; n° 113, sur le rôle de l'U. E. O. dans les rapports économiques entre la Grande-Bretagne et la Communauté économique européenne ; n° 114, sur l'avenir politique de l'O. T. A. N. Le groupe de travail de l'U. E. O. ayant transmis ces recommandations à la commission des affaires étrangères et des forces armées du Sénat, il lui demande de bien vouloir lui indiquer la position prise par le Gouvernement français sur ces diverses recommandations [22 avril 1965]. — **Réponse** [11 mai 1965] (p. 224 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marius Moutet.

639. — M. André COLIN rappelle à *M. le Premier ministre* que le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 dispose : « en ce qui concerne les investissements, il est créé une commission départementale unique... Un décret fixera les modalités d'application de cette disposition ». Il constate que plus d'un an s'est écoulé et que le décret permettant la création des **commissions départementales d'équipement** n'a pas encore paru alors que sont mises en œuvre les dispositions relatives à l'organisation des services de l'Etat dans les circonscriptions d'action régionale et qu'ont été constituées les commissions de développement économique régional. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas urgent d'assurer la création des commissions départementales d'équipement étant donné notamment que suivant l'article 5 du décret n° 64-251 du 14 mars 1964, le préfet de la région est chargé de la préparation de la tranche régionale du plan et qu'il rassemble à cet effet les informations qui lui sont transmises par les préfets des départements de sa circonscription après avis des commissions départementales d'équipement ; 2° comment, à défaut des commissions départementales d'équipement, sont régulièrement élaborés les programmes départementaux d'investissements publics [22 avril 1965]. — **Réponse** [1er juin 1965] (p. 420 et 421). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Colin.

640. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la production de **conserves d'ananas** du département de la Martinique, qui est une production nationale, est éliminée progressivement du marché métropolitain par les conserves d'ananas de la République de Côte-d'Ivoire qui, par application des conventions particulières, ont libre accès au marché français, en franchise de droit de douane. Or, il y a entre ces deux productions une différence sensible de prix de revient résultant exclusivement du fait que dans le département de la Martinique, actuellement aligné sur la zone 6 métropolitaine, les charges de salaire direct et indirect sont cinq fois plus élevées qu'en Côte-d'Ivoire. Au moment où s'ouvre la récolte 1965, il y a en stock à la Martinique un solde invendu de 2.866 tonnes de la récolte 1964. Il lui demande quelle mesure de sauvegarde il envisage de prendre pour remédier au trouble grave ainsi apporté à cette branche de l'économie nationale [22 avril 1965]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 156). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Marie-Anne.

641. — M. Roger DELAGNES expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la ville des **Saintes-Maries-de-la-Mer** reçoit chaque année plus d'un million de visiteurs qui y accèdent par la route nationale 570 Arles—Saintes-Maries ; cette voie se caractérise par le mauvais état de sa chaussée, par l'insuffisance de la largeur (5,50 m) et par la défectuosité du tracé ; son trafic atteint les jours de pointe plus de 8.000 véhicules par jour ; elle est très nettement insuffisante et, malgré quelques aménagements partiels, il reste beaucoup à faire ; M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de Marseille a proposé cette opération au titre du Ve plan (1966-1970). Il lui demande s'il est décidé à procéder à cette inscription et à améliorer ainsi une voie qui conditionne le développement touristique de la Camargue [22 avril 1965]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 150 et 151). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Delagnes.

642. — M. Léon DAVID expose à *M. le ministre de l'agriculture* qu'une nouvelle **crise qui concerne la production maraîchère dans le Midi de la France** frappe durement les exploitations familiales agricoles de la basse vallée du Rhône et de la vallée de la Durance. Cette crise se manifeste en début de saison par l'affaissement des prix et la mévente de la salade laitue et des choux pointus, notamment, ce qui laisse supposer qu'elle s'aggravera si des mesures immédiates ne sont pas prises. A titre d'exemple : le mardi 13 avril, dans les Bouches-du-Rhône, sur le marché d'Eyragues, la laitue s'est vendue de 0,20 F à 0,40 F le kilo, les choux pointus de 0,05 F à 0,08 F, indépendamment d'un important tonnage d'invendus. La situation a été identique à Saint-Rémy-de-Provence et à peu près équivalente à Châteaurenard où le tonnage d'invendus a été également lourd. Dans le même temps, les importations en provenance d'Italie les 20, 22 et 23 mars ont atteint 213 tonnes de laitues et, les 5 et 6 avril, 527 tonnes en provenance de Belgique, de Hollande et d'Italie ont été réparties dans diverses villes de France. Quant aux exportations en direction de l'Allemagne durant la période du 19 au 22 mars, elles ont été de 11 tonnes pour la France alors qu'elles ont atteint 1.202 tonnes pour l'Italie. En conséquence, il lui demande s'ils compte prendre des mesures immédiates en vue d'arrêter les importations, de maintenir des prix moyens sur les marchés de production, de diminuer les prix d'expédition, et de supprimer l'interdiction du réemploi et la T. V. A. sur les emballages [22 avril 1965]. — **Réponse** [4 mai 1965] (p. 151 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Léon David.

643. — M. Daniel BENOIST demande à *M. le ministre de l'agriculture* pour quelles raisons la loi du 10 juillet 1964, instituant un **régime de garantie contre les calamités agricoles,** n'est pas encore entrée **en application.** Considérant, en effet, les difficultés de nombreux exploitants agricoles, dues à l'anarchie de la plupart des marchés et, en 1964, à une sécheresse très importante, il désirerait connaître les raisons pour lesquelles jusqu'à ce jour la commission nationale des calamités agricoles, ayant notamment pour mission : l'information du fonds national de garanties, en ce qui concerne la prévention des risques et la détermination de prises en charge des calamités agricoles ; la présentation de propositions aux ministres compétents, en ce qui concerne le taux de la contribution additionnelle et les conditions d'indemnisation ; la connaissance des textes d'application de la présente loi, n'a pas été mise en place par le règlement d'administration publique qui doit fixer la composition de ladite commission, ainsi que ses comités départementaux d'expertises, Il lui demande enfin la mise au point dans les meilleurs délais des différents textes d'application prévus et, en priorité, du décret relatif à l'incitation à l'assurance ainsi que l'inscription au prochain budget de la nation, d'un complément de crédits nécessaires pour le respect des dispositions financières prévues par la loi du 10 juillet 1964 pour l'alimentation du fonds national

de garantie [22 avril 1965]. — **Réponse** [1er juin 1965] (p. 421 et 422). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Daniel Benoist.

644. — M. Camille VALLIN appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur les déclarations récentes d'une importante personnalité du comité international olympique, que toute la presse française a rapportées. Il ressort de ces déclarations que la prochaine session du comité international olympique qui se réunira au mois d'octobre prochain à Madrid, reconnaîtra probablement officiellement le comité olympique de la République démocratique allemande. Si ces prévisions étaient effectivement confirmées, il en résulterait la participation de deux équipes allemandes aux **jeux olympiques d'hiver de Grenoble.** Or, le refus apporté jusqu'à ce jour par le Gouvernement français de délivrer des visas aux sportifs de la République démocratique allemande, s'il était maintenu, amènerait le comité olympique international à retirer à Grenoble l'organisation des jeux d'hiver de 1968. Déjà, et dans cette éventualité, une ville canadienne s'est mise sur les rangs pour organiser ces jeux. Cette perspective a soulevé une vive émotion et provoqué une grande inquiétude parmi tous les Français qui s'étaient réjouis de la désignation de Grenoble comme ville olympique. Aussi, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour apporter aux sportifs français les apaisements qu'ils attendent en donnant l'assurance que le Gouvernement français délivrera les visas nécessaires aux athlètes de la République démocratique allemande. Il se permet de lui faire observer que toute autre attitude de la part du Gouvernement français serait contraire à l'esprit olympique dont un grand Français Pierre de Coubertin s'était fait le champion, qui voyait dans les jeux un moyen de rapprochement entre tous les peuples. Une attitude négative du Gouvernement porterait en outre un grave préjudice au prestige de notre pays à travers le monde [22 avril 1965]. — **Réponse** [11 mai 1965] (p. 227 et 228). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Bardol au nom de M. Camille Vallin.

645. — M. Abel SEMPÉ demande à *M. le ministre de l'agriculture* de vouloir bien lui faire connaître le montant de l'aide qui sera consentie aux agriculteurs d'après les primes ou cotisations afférentes aux contrats d'assurance visés par la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 instituant un régime de garantie contre les calamités agricoles. Les agriculteurs sont actuellement sollicités par les compagnies d'assurance afin de couvrir les prochains risques-grêle, mais ces compagnies ne semblent pas être en mesure de leur indiquer si la remise qui leur est consentie la première année sera bien de 50 p. 100. Ils ne comprennent pas les raisons pour lesquelles ils doivent souscrire des contrats de sept ans alors que l'Etat, de son côté, n'a pas fixé le montant de son aide pour chacune de ces sept années ; l'amorce d'une assurance longue durée se trouve ainsi compromise. Il lui demande également s'il maintient toujours son opposition à un taux d'incitation de 50 p. 100 sur le montant des primes de l'espèce payables au cours des trois premières années de l'application de la loi susvisée et, dans ce cas, s'il ne craint pas que le fonctionnement du fonds national de **garantie des calamités agricoles** soit gravement compromis [4 mai 1965]. — **Réponse** [1er juin 1965] (p. 422 et 423). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Abel Sempé.

646. — M. Roger CARCASSONNE demande à *M. le ministre des armées* quelle suite il compte donner à **l'incident** extrêmement douloureux et grave qui s'est produit le 25 avril 1965, à seize heures, **dans une allée des Invalides, menant à une exposition des déportés,** incident provoqué par un capitaine de l'armée française qui s'est écrié subitement : « Heil Hitler », et devant l'explication demandée a répété par deux fois : « Oui, j'aime Hitler » [4 mai 1965]. — **Réponse** [1er juin 1965] (p. 423 et 424). *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Carcassonne.

647. — M. André MÉRIC attire l'attention de *M. le ministre des armées* sur le grave conflit qui oppose les techniciens du bureau d'études de **Sud-Aviation** à la direction générale de cette société depuis huit semaines. A ce jour, soixante débrayages ont eu lieu représentant 20.000 heures de grève ; il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour donner une suite favorable aux légitimes revendications de ces personnels [4 mai 1965]. — **Réponse** [15 juin 1965] (p. 579 et 580). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Méric.

648. — M. Joseph RAYBAUD attire l'attention de *M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles* sur la faiblesse du pourcentage d'admissibles au **certificat d'aptitude à une formation artistique supérieure** présenté par les élèves de l'Ecole nationale des arts décoratifs de Nice. En fait, le C. A. F. A. S. toujours considéré comme un examen, s'est, peu à peu, transformé en un concours difficile, ce qui a pour conséquence directe une importante élimination des candidats qui voient ainsi anéantis les résultats de trois ou même quatre années d'études. Il lui demande pour quelles raisons cet examen du S. A. F. A. S. a été transformé en fait en concours sans information préalable des élèves [6 mai 1965]. — **Réponse** [1er juin 1965] (p. 424). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Joseph Raybaud.

649. — M. Jean BARDOL attire l'attention de *M. le ministre des postes et télécommunications* sur la situation des 3.000 agents des installations, jeunes pour la plupart, dont le corps a été supprimé il y a deux ans. Les **emplois d'agents des installations** ont été transformés soit en emplois d'ouvriers d'état électro-mécaniciens, soit en emplois de contrôleurs des installations électro-mécaniques. Cette deuxième solution, la plus juste, est actuellement beaucoup trop limitée, puisque 200 places sont seulement mises au concours interne tous les ans. Il faudrait donc, dans le meilleur des cas, plus de quinze ans pour que tous ces jeunes agents puissent obtenir satisfaction. Par ailleurs, la voie offerte pour l'inscription au tableau d'avancement n'offre qu'un nombre de places très limité et il faut au moins avoir atteint l'âge de quarante ans pour y être inscrit. Il lui demande, en conséquence : 1° d'intégrer purement et simplement tous les agents des installations, titulaires et stagiaires au 1er octobre 1949, qui avaient reçu la promesse de devenir contrôleurs des installations électromécaniques ; 2° de nommer contrôleurs des installations électromécaniques les autres agents et de leur faire suivre le cours de formation professionnelle afin de parachever leur formation [11 mai 1965] (p. 425 et 426). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Bardol.

650. — M. Jean BARDOL attire l'attention de *M. le ministre des postes et télécommunications* sur une catégorie particulièrement défavorisée de son personnel : les **contrôleurs des installations électromécaniques.** A ce personnel recruté après un concours difficile, il est fait au P. T. T. une situation qui est loin de correspondre à celle du personnel analogue des secteurs public, nationalisé et privé, tant au point de vue rémunération que du point de vue avancement. En conséquence il lui demande : 1° qu'un statut particulier soit élaboré pour ce personnel, après consultation des comités techniques paritaires des P. T. T., lui garantissant une échelle indiciaire allant de 270 à 500, une carrière se déroulant en quinze années, et des débouchés ; 2° que la prime mensuelle de technicité soit portée à 100 francs ; 3° que les crédits nécessaires à ce reclassement soient inscrits au budget des P. T. T. pour 1966 [13 mai 1965]. — **Réponse** [1er juin 1965] (p. 424 et 425). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Bardol.

651. — M. Camille VALLIN attire l'attention de *M. le ministre des postes et télécommunications* sur la situation des **ouvrières et des ouvriers d'Etat des P. T. T.** qui sont les seuls à ne pas avoir bénéficié d'un reclassement et se trouvent de ce fait défavorisés par rapport à leurs homologues des secteurs public, nationalisé et privé. Il lui rappelle que depuis 1963 la situation de ce personnel a été évoqué soit auprès du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, soit auprès du conseil supérieur de la fonction publique et que ses services ont même proposé un projet de reclassement à M. le ministre des finances, bien que les organisations syndicales intéressées n'aient pas été consultées. En conséquence, il lui demande : 1° si les réformes souhaitées par ce personnel — changement d'appellation, titularisation des auxiliaires, élargissement de l'échelle indiciaire, diminution de la durée des divers échelons — verront bientôt le jour ; 2° s'il a l'intention de faire inscrire au budget des P. T. T. pour 1966 les crédits nécessaires à cette réforme [13 mai 1965]. — **Réponse** [1er juin 1965] (p. 426 et 427). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Bardol au nom de M. Camille Vallin.

652. — M. Louis JUNG expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'il a enregistré avec beaucoup de satisfaction l'effort de propagande entrepris en faveur du développement de l'exportation. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait judicieux de commencer par réformer les conceptions et l'organisation des services dépendant de son ministère et notamment de l'administration des douanes afin que ceux-ci deviennent de véritables soutiens de l'économie. Il lui demande plus précisément s'il n'estime pas souhaitable de simplifier les **formalités** et notamment d'autoriser les **services des douanes** à opérer les dédouanements dans les usines et non aux frontières [13 mai 1965]. — **Réponse** [8 juin 1965] (p. 501 et 502). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Louis Jung.

653. — M. Maurice CHARPENTIER demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles sont les raisons qui s'opposent à ce que soit discuté devant le Sénat le texte de la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale le 17 juillet 1962 relative à la **réparation des dommages causés aux cultures par les sangliers.** Les sénateurs n'ont pas été appelés à se prononcer sur ce texte en

séance publique puisque celui-ci a fait l'objet d'un retrait de l'ordre du jour, à la demande du Gouvernement, le 22 juillet 1963, et depuis cette date n'a jamais été réinscrit. Or, nombreux sont les agriculteurs qui se plaignent des dégâts causés à leurs cultures par les sangliers ; ils attendent l'approbation définitive de ce texte déjà adopté par l'Assemblée nationale [13 mai 1965]. — **Réponse** [8 juin 1965] (p. 503 et 504). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Charpentier.

654. — M. René TINANT demande à *M. le ministre de l'agriculture* de définir la **politique betteravière** du Gouvernement. Il lui demande notamment : 1° de donner les raisons pour lesquelles il n'a pas accepté le plan de maîtrise proposé par la profession correspondant à la production de 1.870.000 tonnes de sucre, sensiblement au même niveau que la production allemande, les agriculteurs et les transformateurs acceptant de prendre en charge les frais occasionnés par l'exportation des betteraves excédentaires ; 2° pourquoi le Gouvernement veut instaurer le malthusianisme de la production betteravière française à la veille de la réalisation du plan sucrier du Marché commun ; 3° pourquoi il mantient le prix de la betterave à un niveau ridiculement bas, de 30 p. 100 inférieur à la moyenne européenne, interdisant tous investissement aux agriculteurs ; 4° pourquoi il fait assumer à des professionnels les dépenses de caractère politique, pour l'écoulement des sucres malgaches et congolais [18 mai 1965]. — **Réponse** [8 juin 1965] (p. 504 et 505). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; René Tinant.

655. — M. René TINANT signale à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* les difficultés résultant des nouvelles dispositions entrées en vigueur le 1er janvier 1965 pour le paiement des mandats-lettres ou chèques d'assignation adressés aux mairies en **règlement de la taxe d'état civil** lors de la délivrance des extraits de registre. Ces mandats doivent désormais être soit adressés au receveur municipal qui encaisse à son compte après toute une série d'écritures le montant de la taxe à percevoir et non celle du timbre postal pour la réexpédition des actes (le receveur municipal n'est pas tenu de prévenir le maire, si bien que celui-ci peut tout ignorer de la demande), soit être virés au compte d'une régie de recette qui serait ouverte si les opérations financières sont assez importantes, mais dont le montant n'est pas déterminé. Or, dans les petites communes, la recette annuelle des taxes d'état civil est très minime. Il lui demande d'envisager le retour au *statu quo ante* en abrogeant ces dispositions inutiles et tracassières [18 mai 1965]. — **Réponse** [8 juin 1965] (p. 502 et 503). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; René Tinant.

656. — M. René TINANT demande à *M. le ministre de l'agriculture,* s'il a l'intention de faire inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, pendant la présente session, la proposition de loi déposée le 9 décembre 1964 par M. Lalle, contresignée par beaucoup de ses collègues, et visant à instituer une **régie commerciale et autonome de l'alcool.** Tout retard en ce domaine serait préjudiciable à l'agriculture. Il insiste donc sur l'urgence de cette inscripiton, en raison, d'une part, de la désuétude et de l'inadaptation du régime actuel, d'autre part, de l'autorisation qui vient d'être donnée pour la production annuelle de un million d'hectolitres d'alcools de synthèse [18 mai 1965]. — **Réponse** [8 juin 1965] (p. 505 et 506). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; René Tinant.

657. — M. ABEL-DURAND expose à *M. le Premier ministre* que, en exécution d'instructions signées conjointement par M. le ministre des finances et des affaires économiques et M. le ministre des travaux publics, la perception de la **taxe locale afférente à la construction des bâtiments de mer soumis à francisation** et bénéficiant de l'allocation prévue par la loi du 24 mai 1951 est suspendue dans la mesure où la construction est effectuée en exécution de marchés conclus entre le 16 novembre 1964 et le 11 décembre 1965 : que les allocations d'aide à la construction navale seront réduites à concurrence de la perte de recettes résultant pour les collectivités locales de cette suppression. Il lui demande de lui faire connaître comment la perte de recettes ainsi subie par ces collectivités sera compensée dans les budgets communaux et départementaux affectés par la mesure ainsi prise en dehors de toute procédure législative ou réglementaire, à l'encontre à la fois de la législation sur la fiscalité locale et la loi d'aide à la construction navale et qui, intervenant au cours d'un exercice budgétaire, prive les collectivités locales intéressées de ressources sur lesquelles elles étaient en droit de compter [18 mai 1965]. — **Réponse** [8 juin 1965] (p. 503). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Abel-Durand.

658. — M. Robert GRAVIER demande à *M. le ministre de l'agriculture* s'il est exact qu'à la faveur d'une fusion en un corps unique des eaux et forêts et du génie rural, le transfert de **l'école nationale des eaux et forêts de Nancy** soit envisagé dans la banlieue parisienne. Devant l'émotion suscitée par un tel projet, les parlementaires, reflétant l'opinion unanime de la région, s'étonnent qu'une telle mesure puisse être prise à une époque où les efforts du Gouvernement se portent de plus en plus vers la décentralisation et que soient anéantis un siècle et demi d'efforts et de traditions qui ont permis à l'école de Nancy d'étendre son rayonnement au-delà même des frontières [18 mai 1965]. — **Réponse** [29 juin 1965] (p. 879 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Robert Gravier.

659. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative* sur le décret n° 63-375 du 19 mai 1965 relatif à la **commission départementale d'équipement.** Il lui fait part de l'émotion soulevée par le peu de place laissé aux conseillers généraux, seuls membres élus par leurs pairs, pour siéger à ladite commission, alors que les investissements dont elle aura à connaître ne manqueront pas d'avoir de graves répercussions sur les finances départementales [25 mai 1965]. — **Réponse** [15 juin 1965] (p. 580 et 581). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

660. — M. Jacques DELALANDE attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur l'accroissement du nombre des accidents de circulation survenant aux **carrefours de voies publiques non classées à grande circulation et des chemins privés** desservant à la campagne des exploitations agricoles ou des propriétés privées. En l'absence de signalisation, ces carrefours sont souvent difficiles à déceler à temps et les usagers de la voie publique sont excusables de les ignorer. A tout le moins, il est impossible à ces usagers de savoir si le chemin privé dont ils ont pu déceler l'existence est ouvert à la « circulation générale », critère jurisprudentiel actuel, sujet à interprétation et à controverses, de l'application des règles de la priorité. Il en résulte souvent des accidents graves, souvent mortels pour les usagers habituels des chemins privés, notamment des enfants, abordant la voie publique en bicyclette ou en vélomoteur, et aussi des poursuites pénales parfois imméritées contre les automobilistes circulant sur la voie publique. Il lui demande, en conséquence, de compléter sur ce point le code de la route par des règles précises, et il préconise que les règles de la priorité soient applicables aux seules sorties de **chemins privés** comportant une signalisation du carrefour et que, d'une façon générale, tous les carrefours comportant l'application des règles de la priorité, quelle que soit la nature des voies, fassent l'objet d'une signalisation [2 juin 1965]. — **Réponse** [22 juin 1965] (p. 721 et 722). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre : Jacques Delalande.

661. — M. Raymond BOSSUS demande à *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative :* 1° si, dans le cadre de l'action continue que le Gouvernement mène depuis plusieurs années pour améliorer la situation des **retraités de l'Etat** (déclaration de M. le ministre des finances et des affaires économiques à la séance du 6 octobre 1964 de l'Assemblée nationale), le Gouvernement envisage d'inscrire une mesure nouvelle : l'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension, étant donné que, depuis l'application du décret n° 51-618 du 24 mai 1951, ladite indemnité a le caractère d'un véritable complément de traitement ; 2° dans l'affirmative, à quelle date et selon quelles modalités [2 juin 1965]. — **Réponse** [15 juin 1965] (p. 581 et 582). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

662. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de vouloir bien indiquer la nature et le montant des **droits d'enregistrement applicables aux cessions de droits de plantation des vignes** et, dans le cas où ces droits seraient ceux perçus en matière de mutations immobilières, de bien vouloir définir les conséquences qui en résultent sur le plan de la publicité foncière [3 juin 1965]. — **Réponse** [29 juin 1965] (p. 882). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière.

663. — M. Jean DE BAGNEUX expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* les faits suivants : dans sa réponse n° 12905 à M. Pleven au sujet des bourses attribuées dans le département des Côtes-du-Nord, le ministre a précisé que sur les 6.781 demandes présentées pour l'année scolaire 1965-1966, la commission départementale en avait agréé 5.263, soit 78 p. 100, le ministère n'en retenant finalement que 4.887, soit 72 p. 100, taux qu'il avait lui-même fixé sans qu'il soit tenu compte ni du nombre des postulants, ni de leur situation de famille. Il lui demande quelles réformes il compte entreprendre pour remédier

à l'état de choses actuel, très défectueux sur les points suivants : plafonds des ressources trop bas ; insuffisance du nombre des bourses accordées aux enfants d'agriculteurs ; mode de calcul injuste du revenu à prendre en compte pour les agriculteurs. Il lui demande, en outre, s'il n'estime pas que les demandes de **bourses** devraient être examinées par des commissions restreintes où siégeraient les maires [3 juin 1965]. — **Réponse** [15 juin 1965] (p. 582 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean de Bagneux.

664. — M. Roger DELAGNES signale à *M. le ministre de l'intérieur* que depuis quelques années, les **stations balnéaires de la côte méditerranéenne** sont envahies, à l'époque des vacances, par des **bandes de jeunes gens et jeunes filles,** en majorité de nationalités étrangères, presque toujours dénués de ressources, **subsistant** donc **de larcins, de rapines et de prostitution,** à peine vétus de quelques haillons, de cheveux longs et de barbes hirsutes, couchant dehors ou dans des blockhaus abandonnés, insulte permanente aux bonnes mœurs, danger pour la santé et la tranquillité publiques, spectacle honteux d'une jeunesse désœuvrée et gêne sensible au développement touristique des stations balnéaires. Il lui demande quels moyens il envisage de mettre en œuvre pour interdire à de tels éléments l'accès du territoire ou éventuellement pour les en expulser [8 juin 1965]. — **Réponse** [15 juin 1965] (p. 584 et 585). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Delagnes.

665. — M. André DULIN expose à *M. le Premier ministre* que dans un discours prononcé à Coutances, il a déclaré que le Gouvernement avait donné des instructions au F. O. R. M. A. en faveur de l'aide à la **production laitière.** Il lui demande quelles sont les mesures prises en faveur de cette production qui intéresse particulièrement les exploitations familiales [10 juin 1965]. — **Réponse** [29 juin 1965] (p. 881 et 882). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Dulin.

666. — M. Claude MONT rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* qu'aux termes des déclarations faites au cours de la discussion budgétaire de l'automne dernier : « Les charges globales des collectivités locales sont réduites à néant en ce qui concerne les dépenses de premier équipement en mobilier et matériel, étant donné notamment la prise en charge par l'Etat des dépenses de premier équipement des collèges d'enseignement général que l'Etat subventionnait seulement, dans le système antérieur, au taux de 50 p. 100 ». Il lui demande si c'est par oubli ou par pénalisation que les **dépenses en mobilier et matériel** non incorporées au coût de la construction **des C. E. G.** du programme de 1963 ne sont aujourd'hui encore ni subventionnées à 50 p. 100, ni forfaitairement prises en charge par l'Etat et si, de ce fait, il doit y avoir des communes contraintes à se surimposer très lourdement [15 juin 1965].

667. — M. Abel SEMPÉ demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* s'il n'envisage pas, dans un délai assez proche, de lever la forclusion édictée par la loi n° 57-1423 du 13 décembre 1957 en ce qui concerne les droits à la **carte de combattant volontaire de la Résistance.** Il lui signale le cas de l'un des anciens officiers du bataillon de l'Armagnac qui peut justifier d'une action résistante datant de 1942 et notamment de camouflage d'israëlites et de nombreux réfractaires, d'actions de parachutages, de camouflages d'armes et d'instructions militaires. Ce même volontaire s'est présenté le 6 juin 1944 au bataillon susmentionné avec plus de cent hommes recrutés par ses soins. Il lui signale en outre que dans le Sud-Ouest des cas semblables sont assez fréquents et qu'il serait souhaitable que la levée de la forclusion (ou en tout cas des mesures exceptionnelles) permette de rétablir dans leur droit ceux des combattants volontaires de la Résistance qui peuvent justifier d'activités incontestables [18 juin 1965]. — **Réponse** [29 juin 1965] (p. 882 et 883). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Abel Sempé.

668. — M. Charles NAVEAU rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* la question écrite n° 4886 qu'il lui a posé le 13 janvier 1965, relative aux **privilèges** exorbitants que son administration accorde, sur le plan fiscal, aux **fabricants de margarine,** et à laquelle il n'a pas obtenu de réponse. Par cette question, il désirerait connaître les raisons pour lesquelles : n'a pas été appliquée la taxe spéciale sur les huiles végétales d'importation votée par le Parlement au titre des exercices 1963-1964 et 1965 inscrite au budget pour le montant annuel de 80 millions de francs ; il a été ouvert, au contraire, un contingent détaxé de 8.000 tonnes d'huile de baleine pour la margarine par arrêté du 28 décembre 1964 ; n'est pas perçue la taxe sur les huiles végétales prévue par la réglementation de la C. E. E. en faveur de l'organisation du marché européen des matières grasses. Il lui signale, en outre, que depuis et avec 18 mois de retard le Sénat a été invité à ratifier un décret du 29 novembre 1963 qui a baissé les droits de douane sur les huiles utilisées en margarine, et ce sous l'alibi du plan dit de stabilisation monétaire. Considérant que les substantiels bénéfices réalisés par la société qui monopolise en France la margarinerie lui auraient permis de concourir à la stabilité du budget, sans pour autant devoir solliciter de dérogation au plan de stabilisation, qu'il s'agit d'un véritable favoritisme qui se traduit par d'importantes pertes de recettes pour le Trésor et pose de graves questions de principe en raison même de l'inquiétude grandissante des producteurs de lait et de beurre qui se rendent compte qu'ils ont été leurrés par le pouvoir du fait que leurs produits seront payés moins cher en 1965 qu'en 1964, que la hausse du lait n'était que théorique puisque les prix de soutien n'ont pas été relevés, qu'il en résulte une nouvelle baisse du revenu agricole. Il lui demande : s'il existe des lois obligatoires et des lois facultatives et en vertu de quels critères il est permis tant aux citoyens qu'aux ministres de se dérober aux dispositions qu'elles édictent ; s'il compte vraiment prendre des mesures prochainement pour que la loi soit appliquée aux margariniers, et s'il entend par ailleurs défendre le marché d'exportation des produits laitiers [23 juin 1965]. — **Réponse** [12 octobre 1965] (p. 1022 et 1023). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Naveau.

669. — M. Roger CARCASSONNE demande à *M. le ministre de la justice* si, devant la multiplication des cas de mauvais traitements infligés à des enfants, il n'envisage pas d'adresser aux parquets une nouvelle circulaire recommandant aux magistrats du ministère public de poursuivre avec la plus grande fermeté les **crimes et délits commis sur des enfants** et de requérir l'application effective des lourdes peines prévues par l'article 312 du code pénal [23 juin 1965]. — **Réponse** [12 octobre 1965] (p. 1025 à 1027). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Carcassonne.

670. — M. René TINANT demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques :* 1° de bien vouloir préciser combien un producteur de 400 quintaux de blé a touché pour sa récolte, en 1952, en 1964, et combien, à qualité égale, il toucherait cette année ; 2° s'il y a réellement, pour le producteur, un rapprochement vers le prix moyen européen, ainsi que le Gouvernement l'a annoncé ; 3° s'il est vrai qu'il a écrit aux représentants des meuniers que ceux-ci ne paieraient pas le blé plus cher cette année que l'an passé, alors qu'il a largement fait diffuser l'annonce d'un **prix de blé** en hausse, et qu'en même temps s'insère entre le producteur et le consommateur une nouvelle taxe de 0,70 F ; 4° comment il justifie cette reprise de 0,70 F par quintal de blé et d'orge pour le budget annexe des prestations sociales agricoles [2 octobre 1965]. — **Réponse** [12 octobre 1965] (p. 1023 et 1024). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; René Tinant.

671. — M. Ludovic TRON rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* les termes de sa question écrite n° 5251 en date du 17 juin 1965 et lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° quel est le coût du système actuel de la **décote en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques ;** 2° si l'abattement de 1958 avait été maintenu et adapté aux prix actuels, de quelle somme se trouveraient déchargés : les contribuables dans leur ensemble, les salariés [2 octobre 1965]. — **Réponse** [12 octobre 1965] (p. 1024 et 1025). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Ludovic Tron.

672. — M. Roger LAGRANGE demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre en faveur des victimes des récentes **inondations en Bourgogne** [2 octobre 1965]. — **Réponse** [19 octobre 1965] (p. 1034 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Lagrange, Camille Vallin (réponse commune aux questions 672 et 674).

673. — M. Martial BROUSSE expose à *M. le ministre de l'agriculture* que des dégâts considérables ont été causés aux producteurs agricoles, notamment dans les régions céréalières, par les intempéries de l'été 1965. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour indemniser les producteurs sinistrés et dans quelles conditions la loi du 10 juillet 1964 sur les **calamités agricoles** permettra la réparation des pertes subies [5 octobre 1965]. — **Réponse** [19 octobre 1965] (p. 1037 et 1038). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Martial Brousse.

674. — M. Camille VALLIN expose à *M. le Premier ministre* que les conséquences tragiques des **inondations** dont ont été victimes les populations **de la région de Montceau-les-Mines** rendent indispensable l'intervention de l'Etat en faveur des sinistrés. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour : 1° assurer aux mineurs l'intégralité de leur salaire, jusqu'à remise en état complète des puits et installations ; 2° indemniser les salariés de toutes corporations des heures de

travail perdues ; 3° indemniser les sinistrés des dommages subis : 4° suspendre le recouvrement des impôts dus par toutes les victimes du sinistre à quelque titre que ce soit, afin d'examiner tous les cas susceptibles de bénéficier d'allégements ou d'exonération ; 5° attribuer des crédits exceptionnels aux collectivités locales en vue de leur permettre la reconstruction rapide des logements détruits, la réfection des routes, des canalisations et la réalisation des travaux d'urbanisme qui s'imposent. Il lui demande enfin quelles dispositions il compte prendre pour réaliser les travaux nécessaires sur le cours de la Bourbince afin d'éviter le retour de pareilles catastrophes [5 octobre 1965]. — **Réponse** [19 octobre 1965] (p. 1084 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Lagrange ; Camille Vallin (réponse commune aux questions 672 et 674).

675. — M. Raymond Bossus a pris connaissance des réponses faites par *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* à plusieurs parlementaires qui se sont faits les interprètes des milieux **anciens combattants** au sujet de la réduction du budget de **l'office national** et des menaces de liquidation de cet organisme, tenant compte des besoins d'aide et des réalisations sociales nécessaires aux anciens combattants des dernières guerres (1914-1918, 1939-1945, Algérie), considérant également que l'ensemble du monde combattant réclame la levée de forclusion qui touche toutes les victimes de guerre (et plus particulièrement les anciens déportés, internés, prisonniers de guerre, etc.) afin que soient accordés les droits aux ayants-cause, il lui demande s'il ne pense pas qu'il lui incombe de défendre l'existence de l'office national, de lui accorder ainsi qu'aux offices ou services départementaux tous les moyens de bon fonctionnement en évitant de faire glisser ces responsabilités sur les services préfectoraux et à la charge des départements et communes [7 octobre 1965]. — **Réponse** [26 octobre 1965] (p. 1173). — *Sont entendus :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

676. — M. Raymond Bossus a été informé de l'avis unanime des associations d'anciens combattants et victimes de guerre qui viennent de renouveler solennellement, au cours de leurs assises nationales, leur désir d'obtenir que la date du **8 mai (fin des hostilités de la guerre 1939-1945)** soit reconnue, au même titre que le 11 novembre, comme jour férié, chômé et payé. En rappelant les promesses de *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* et à M. le secrétaire d'Etat aux finances ses déclarations du 24 novembre 1964, informant le Sénat que cette question serait examinée au moment des prochaines lois de finances, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les propositions et décisions du Gouvernement au sujet de cette légitime demande des différentes générations d'anciens combattants [7 octobre 1965]. — **Réponse** [26 octobre 1965] (p. 1173 et 1174). — *Sont entendus :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

677. — M. Joseph Raybaud rappelle à *M. le Premier ministre* que l'article 72 de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 dispose que « le Gouvernement présentera au Parlement, pour son information, avant le 1er juillet 1965, un rapport d'ensemble sur les divers aspects des problèmes soulevés par l'application de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 ». Le rapport ainsi prévu, qui vient d'être distribué, dresse un bilan de l'action accomplie en faveur des rapatriés. Mais l'article 4, *in fine*, de ladite loi prévoit qu' « une loi distincte fixera, en fonction des circonstances, le montant et les modalités d'une indemnisation, en cas de spoliation et de perte définitivement établies... ». Il lui demande dans quel délai le Gouvernement compte déposer un projet de loi tendant à l'**indemnisation des rapatriés,** afin de répondre à un souci de stricte justice pour la mise en œuvre de la solidarité nationale, et, au surplus, respecter les obligations légales qui lui incombent [7 octobre 1965]. — **Réponse** [26 octobre 1965] (p. 1174). — *Sont entendus :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Joseph Raybaud.

678. — M. Etienne Restat demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir lui faire connaître si le mémorandum de la commission de la C. E. E., en date du 22 juillet 1965, sur le financement de la **politique agricole commune,** est considéré par le Gouvernement français comme un élément de nature à entraîner de nouveau sa participation aux travaux du conseil des ministres des Six [7 octobre 1965]. — **Réponse** [26 octobre 1965]. — *Sont entendus :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Gustave Héon au nom de M. Etienne Restat.

679. — M. Bernard Chochoy expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'à sa connaissance, aucune mesure n'a été encore prise pour l'extension aux retraités des postes et télécommunications des assimilations déjà décidées en faveur de certaines catégories homologues de retraités relevant de la direction générale des impôts ; que toutefois l'administration des postes et télécommunications a effectivement transmis au ministère des finances, le 29 avril 1963, un projet de décret modifiant certaines assimilations établies par le décret n° 60-858 du 6 août 1960, afin de les mettre en harmonie avec celles résultant du décret n° 62-1432 du 27 novembre 1962 concernant des catégories homologues de fonctionnaires de la direction générale des impôts ; que les homologues des retraités des postes et télécommunications ayant appartenu aux services extérieurs du cadastre et à ceux de la direction générale des douanes ont obtenu le redressement de leur situation par décret n°s 64-1238 et 64-1239 du 11 décembre 1964 parus au *Journal officiel* du 16 décembre 1964, pages 11198 et 11199. Cette assimilation en faveur des personnels retraités des services dépendant du ministère des finances et des affaires économiques rend plus aigu le sentiment d'injustice éprouvé par le **personnel retraité des postes et télécommunications** et plus nécessaires et urgentes les mesures similaires qui doivent intervenir en faveur de ces derniers. Il lui demande les raisons qui s'opposent à ce qu'une suite favorable soit donnée au projet de décret du ministre des postes et télécommunications [12 octobre 1965]. — **Réponse** [26 octobre 1965] (p. 1175 et 1176). — *Sont entendus :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Bernard Chochoy.

680. — M. Pierre Garet rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la loi sur **l'épargne-logement** a été promulguée le 10 juillet 1965. Il lui demande pourquoi, à la date de ce jour, les textes d'application ne sont pas encore parus, ce qui met les caisses d'épargne dans une situation impossible vis-à-vis de leurs déposants, le Gouvernement, très soucieux de tout ce qui peut, dans l'opinion, servir son crédit, n'ayant point manqué de porter à la connaissance du public le résultat de ses initiatives, mais se gardant bien de dire aussi qu'il est seul responsable de la non-application pratique du texte depuis le 10 juillet dernier [19 octobre 1965]. — **Réponse** [26 octobre 1965] (p. 1176 et 1177). — *Sont entendus :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Garet.

681. — M. François Schleiter expose à *M. le ministre des armées* que des informations diverses et concordantes ont annoncé, dans les derniers jours, la fermeture prochaine de **bases américaines importantes en France** et, même, le transfert de l'O. T. A. N. dans des pays voisins. Il a l'honneur de lui demander de bien vouloir tenir le Parlement informé de tout changement important susceptible d'intervenir dans la **politique militaire de la France,** et appelle, au surplus, son attention sur les conséquences économiques et sociales que comporteraient de telles déterminations [19 octobre 1965]. — **Réponse** [16 novembre 1965] (p. 1827 et 1828). — *Sont entendus :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; François Schleiter.

682. — M. Charles Naveau expose à *M. le ministre de l'agriculture* l'émotion et la déception que soulèvent dans les milieux agricoles les dispositions des décrets n° 65-576 et n° 65-577 du 15 juillet 1965 relatifs aux différents modes de prêts que le **crédit agricole mutuel** peut consentir ; il lui signale : 1° que leur restriction et leur complexité vont à l'encontre des buts recherchés, et notamment en ce qui concerne les prêts à long terme devant permettre la réalisation de certaines opérations foncières et immobilières ; leur application mettra les preneurs préempteurs dans l'impossibilité de lutter à égalité avec des éventuels acquéreurs étrangers ; 2° que les superficies de références exigées selon les régions créent des inégalités criardes parmi les éventuels bénéficiaires et ne constituent pas des critères sérieux pour fixer la rentabilité des exploitations. Il lui demande de revoir dans les moindres délais ces dispositions en leur donnant une certaine élasticité, en permettant aux caisses de crédit agricole de disposer d'une certaine franchise de départ quant au montant et à la durée des prêts à accorder, conditions nécessaires aux agriculteurs pour la transformation de leurs méthodes de travail et de leurs techniques qu'exige la concurrence de nos partenaires européens. [2 novembre 1965]. — **Réponse** [16 novembre 1965] (p. 1828 et 1829). — *Sont entendus :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Naveau.

683. — M. Claude Mont expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que, depuis la visite dans la Loire de M. le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale le 9 décembre 1964, il paraissait acquis que l'arrondissement de Roanne, particulièrement éprouvé par la crise de l'industrie de la cotonnade, serait à bon droit reclassé en zone III et peut-être même en zone II, prévues par le décret du 21 mai 1964 réorganisant les mesures d'aide de l'Etat à l'expansion industrielle, mais qu'une correspondance officielle du 27 septembre 1965 semble remettre en cause, sans raisons approfondies, l'espoir donné. Il lui demande de renouveler formellement l'assurance exprimée le 9 décembre 1964 d'une équitable et très prochaine **revision du classement économique de l'arrondissement de Roanne** [15 novembre 1965].

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

49. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien lui définir les conditions dans lesquelles l'Etat envisage de renflouer l'**affaire Bull.** Il lui demande notamment : s'il est exact que des fonds vont être versés et des garanties accordées, sans autorisation préalable du Parlement ; si l'autonomie de la caisse des dépôts et consignations est respectée dans les mesures envisagées ; si certaines affaires nationalisées, telle la S. N. C. F., vont être éventuellement tenues de participer financièrement à l'opération de renflouement et avec quels crédits — tant donné leur déficit constant — elles pourront faire ces versements ; si les participations qui seraient exigées des banques de dépôt nationalisées ne sont pas contraires à la loi de nationalisation ; quel serait le montant des sommes nécessaires dans le présent et dans l'avenir pour assurer le succès de l'opération envisagée ; et s'il ne pense pas, étant donné l'intérêt que présente l'affaire en question et la nécessité d'élargir son marché, qu'il eût été préférable de s'orienter pour son renflouement vers une solution de caractère européen [2 avril 1964] (*question transmise à M. le ministre des finances et des affaires économiques*). **Discussion** [29 juin 1965] (p. 883 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Raymond Bossus, n° 52). *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Antoine Courrière ; Raymond Bossus ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

52. — M. Raymond BOSSUS expose à *M. le Premier ministre :* l'inquiétude justifiée des ouvrières et ouvriers, cadres techniques et ingénieurs de l'**entreprise Bull** qui prennent connaissance par la presse d'informations concernant l'avenir de l'entreprise qui est devenue, grâce à leurs recherches et leurs efforts, une entreprise de renommée mondiale dans le secteur de l'électronique ; que durant des années, la presse financière a publié des bilans tranduisant une augmentation du chiffre d'affaires et des profits ; que les travailleurs de l'entreprise Bull — tous syndicats unis — agissent pour le respect de leur droit au travail, l'utilisation de leurs compétences, de meilleures conditions de vie. Il lui demande : *a*) quels ont été les bénéfices avoués par l'entreprise Bull, et la part consacrée aux investissements de 1958 à 1963 ; *b*) quel est le montant des commandes passées à l'entreprise Bull, durant cette même période, par les différents services publics et entreprises nationalisées ; *c*) quel est le montant des commandes passées à l'I. B. M. et autres firmes de fabrications électroniques, durant la même période, par les services publics nationalisés ; *d*) quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour s'opposer aux licenciements des travailleurs de l'entreprise Bull et exiger qu'il soit fait droit aux revendications du personnel de cette entreprise ; *e*) quelles sont les clauses exactes du protocole d'accord qui a été signé entre la compagnie Bull et les sociétés et banques liées à la finance internationale qui ont été chargées de renflouer l'usine Bull ; *f*) quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas nationaliser l'entreprise Bull, ce qui aurait amorcé la nationalisation de l'ensemble de l'industrie électronique dans l'intérêt du développement et des perspectives de cette branche moderne de la production, comme le préconise une proposition de loi déposée par les parlementaires communistes [2 avril 1964]. (*Question transmise à M. le ministre des finances et des affaires économiques*). — **Discussion** [29 juin 1965] (p. 883 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Antoine Courrière, n° 49, cf. *supra*).

88. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux **traitements et salaires** du secteur public et parapublic, ainsi qu'aux retraites et prestations sociales, de rattraper leur retard sur le secteur privé et sur le coût de la vie, en constante et réelle augmentation. Il lui demande également la politique qu'il compte promouvoir pour permettre aux **prix agricoles** de s'aligner, conformément à la loi, sur les prix industriels, et pour donner à la paysannerie française les moyens de vivre dignement [7 octobre 1964]. (*Question transmise à M. le ministre des finances et des affaires économiques*). — **Discussion** [4 mai 1965] (p. 158 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Edouard Bonnefous, n° 116, et Jacques Duclos, n° 120). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Ludovic Tron, au nom de MM. Antoine Courrière, Edouard Bonnefous, Jacques Duclos, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

114. — M. Louis COURROY demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de bien vouloir préciser si la réforme prévue et qui supprime l'**examen probatoire** (ancienne première partie du **baccalauréat**) sera appliquée en 1965. Le conseil supérieur de l'éducation nationale vient de repousser le projet ministériel de décret qui lui était soumis par 36 voix contre 8 et 10 abstentions en précisant que s'il n'était pas hostile à cette suppression, il s'opposait à ce que cette mesure soit prise en 1965. Ces contradictions sont préjudiciables à la sérénité qui doit présider aux études et placent les élèves et les familles devant des incertitudes qui doivent être dissipées [14 décembre 1964]. — **Discussion** [8 juin 1965] (p. 506 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Georges Lamousse, n° 123, et Georges Cogniot, n° 127). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Lamousse, Georges Cogniot, Louis Courroy, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

115 — M. Georges COGNIOT expose à *M. le ministre des affaires culturelles* la légitime émotion de l'opinion nationale devant la **vente à l'étranger des « Grandes Baigneuses » de Paul Cézanne,** avec autorisation de sortie donnée par le ministère des affaires culturelles. L'évasion d'une toile d'aussi grande valeur paraît difficilement s'accorder avec la politique de prestige dont ce ministère fait état à tout propos. Il demande si une telle atteinte portée au patrimoine culturel de la nation provient d'une appréciation négative qui aurait été arbitrairement formulée sur le tableau en question ou si l'événement s'explique tout simplement par le fait que le ministère chargé en théorie de la sauvegarde de nos œuvres d'art ne dispose pas de crédits nécessaires pour exercer le droit de préemption, la régime se privant délibérément des moyens élémentaires de pratiquer une politique artistique [2 avril 1965]. — **Discussion** [27 avril 1965] (p. 124 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Cogniot, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

116. — M. Edouard BONNEFOUS demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir expliquer au Sénat les raisons d'une **politique économique** qui refuse l'augmentation des salaires au nom du plan de stabilisation, interdit aux industriels et commerçants les hausses de prix, mais ne cesse de leur faire subir de nouvelles augmentations alourdissant leurs frais généraux en autorisant ou en décrétant des hausses de tarifs des entreprises dépendant de l'Etat. Non seulement de telles décisions sont en opposition absolue avec la politique de stabilisation, mais également en opposition avec les déclarations gouvernementales constamment répétées qui vantent la prospérité de la trésorerie, les plus-values fiscales, le budget en équilibre [2 avril 1965]. — **Discussion** [4 mai 1965] (p. 158 et suiv.) (commune avec les questions posées par M. Antoine Courrière, n° 88, cf. *supra*, et par M. Jacques Duclos, n° 120).

117. — M. Guy PETIT rappelle à *M. le ministre de la santé publique et de la population* les multiples démarches par lesquelles il a attiré son attention et celle de son prédécesseur sur l'intérêt qu'il attachait à la publication du décret prévu par l'article 29 de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958, en ce qui concerne l'**affectation des sommes dues au titre de la taxe locale par les organismes à caractère social ou philantropique.** Depuis plus de six ans, les collectivités locales sont frustrées de sommes qui leur sont dues alors que les dépenses obligatoires résultant du contingent d'aide sociale augmentent d'année en année. Malgré des interventions auprès de divers ministères intéressés : intérieur, finances, ce problème continue de faire l'objet d'études attentives sans qu'il y soit pour autant donné une solution. M. Guy Petit demande à M. le ministre de la santé publique et de la population de bien vouloir préciser les raisons qui s'opposent encore à ce jour à la rédaction de ce décret et le délai nécessaire à sa publication [2 avril 1965].

118. — M. André ARMENGAUD appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur le fait que la politique économique du Gouvernement est fondée sur un plan de stabilisation lancé il y a dix-huit mois et qu'à cet égard le moment est venu de savoir si, en matière de concurrence internationale, les avantages qu'ont pu tirer les entreprises du ralentissement des hausses de coûts ne sont pas désormais contrebattus par les inconvénients découlant d'une réduction de leur capacité d'investissements et de leurs budgets de recherche. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier aux risques considérés dans l'optique d'un marché européen totalement unifié dans moins de deux ans [2 avril 1965]. — **Discussion** [18 mai 1965] (p. 276 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Edouard Bonnefous, n° 119). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Armengaud, Edouard Bonnefous, Yvon Condé du Foresto, René Tinant, Adolphe Dutoit, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marius Moutet.

119. — M. Edouard BONNEFOUS appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les difficultés rencontrées par les entreprises industrielles privées en matière de financement de leurs équipements neufs. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accroître les possibilités d'**autofinancement des entreprises** et pour amener l'épargne liquide à investir à long terme. Il lui demande, en outre, dans quelle mesure et à quelles conditions il estime utile une

participation des capitaux étrangers à l'accroissement du potentiel économique national [6 avril 1965]. — **Discussion** [18 mai 1965] (p. 276 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. André Armengaud, n° 118, cf. *supra*).

120. — M. Jacques DUCLOS expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques :* que des charges fiscales de plus en plus lourdes pèsent sur la population laborieuse à tel point que 2 millions de Français qui, avant 1958, ne payaient pas l'impôt sur le revenu en raison de la modicité de leurs ressources, sont maintenant assujettis à cet impôt, sans que leur pouvoir d'achat ait été accru ; que, par contre, les grandes sociétés capitalistes bénéficient de privilèges à la faveur desquels leurs charges fiscales sont considérablement allégées. Il lui demande s'il ne pense pas que des mesures devraient être prises pour réduire les **charges fiscales frappant les petits contribuables** en portant le taux d'exonération à la base à 5.000 francs (500.000 anciens francs) et pour mettre un terme aux faveurs dont bénéficient les grandes sociétés capitalistes [6 avril 1965]. — **Discussion** [4 mai 1965] (p. 158 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par M. Antoine Courrière, n° 88, cf. *supra* et par M. Edouard Bonnefous, n° 116).

121. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux **communes** l'égalité devant les **subventions** auxquelles elles peuvent prétendre et les moyens qu'il compte mettre à leur disposition pour qu'elles puissent obtenir des caisses prêteuses les crédits indispensables à la réalisation des travaux qui s'imposent à elles [6 avril 1965].

122. — M. Charles SURAN demande à *M. le ministre de l'agriculture,* en raison de l'émotion suscitée par les mesures récemment prises, de bien vouloir définir les objectifs de la **réforme administrative des services dépendant de son ministère** et notamment comment il croit, par cette réforme, atteindre les buts proposés à l'agriculture française par la loi d'orientation agricole [6 avril 1965]. — **Discussion** [25 mai 1965] (p. 372 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Charles Suran ; Léon David ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

123. — M. Georges LAMOUSSE demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de vouloir bien définir la **politique scolaire du Gouvernement,** notamment en ce qui concerne les constructions scolaires, le ramassage, la réforme du baccalauréat et la réorganisation des études, l'enseignement supérieur, la carte scolaire, les bourses scolaires et d'une manière générale tout ce qui touche à l'enseignement [6 avril 1965]. — **Discussion** [8 juin 1965] (p. 506 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Louis Courroy, n° 114, cf. *supra,* et Georges Cogniot, n° 127).

124. — M. Camille VALLIN appelle l'attention de *M. le ministre de la construction* sur l'aggravation continue de la **crise du logement.** Tandis que l'accroissement démographique se poursuit et que nous arrivons au moment où la forte natalité des années d'après-guerre va se traduire sur le plan de la nuptialité, toutes les mesures prises par le Gouvernement tendent à réduire la construction de logements sociaux : H. L. M., Logécos, accession à la propriété. Non seulement les prêts consentis pour la construction de ces logements ne couvrent qu'une partie de plus en plus faible du coût de la construction, mais la fixation par le M. R. L. de prix plafonds, qui sont loin de correspondre au coût réel des travaux, aggrave la situation et rend impossible la réalisation de nombreux projets. Dans le même temps se développe la construction d'appartements à haut standing, source de spéculation et de loyers exorbitants. Il lui demande s'il n'entend pas, autrement que par la publication de statistiques dont la réalité dément l'optimisme, prendre enfin les mesures qui s'imposent pour promouvoir la construction massive de logements sociaux (H. L. M., logements primés, accession à la propriété) et mettre ainsi un terme, dans les moindres délais, à une situation intolérable et de plus en plus dramatique pour des millions de familles françaises [6 avril 1965]. — **Discussion** [15 juin 1965] (p. 593 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Bernard Chochoy, n° 134). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Camille Vallin ; Bernard Chochoy ; André Fosset ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

125. — M. Auguste PINTON attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur le problème suivant : la **liaison fluviale** à grand gabarit entre la **mer du Nord** et la **Méditerranée** préoccupe depuis longtemps l'opinion et le Parlement. Au cours de la discussion du IV° plan, en 1962, M. le Premier ministre avait pris, devant le Sénat, des engagements précis quant « à l'achèvement des études et à la procédure de réservation et d'acquisition des terrains ». Au cours des débats sur les options du V° plan, en 1964, il a évoqué, devant l'Assemblée nationale, « le développement coordonné des voies de communication, en particulier des liaisons fluviales, entre le bassin du Rhône et le bassin rhénan ». Sans se permettre, par respect pour l'article 20 de la Constitution, de citer les propos formels tenus par M. le Président de la République en 1961 à Marseille et en 1964 lors de l'inauguration de la Moselle navigable, M. Pinton pense que l'opinion était parfaitement fondée à conclure que la décision du Gouvernement était prise en faveur de l'aménagement d'une voie navigable à grand gabarit entre le bassin rhénan et la Méditerranée. Dans ces conditions, il tient à exprimer l'inquiétude que n'ont pas manqué de faire naître : 1° les paroles de M. le ministre des travaux publics et des transports, le 1er décembre 1964, à Marseille, disant « n'être pas encore convaincu de la nécessité d'une voie fluviale » ; 2° le fait que les chambres de commerce des régions intéressées recevaient instruction de M. le ministre de l'industrie de supprimer les crédits qu'elles avaient inscrits à leurs budgets pour les travaux d'études et de recherches correspondant à la liaison fluviale en question. En présence de ces déclarations et de ces décisions apparemment contradictoires, M. Pinton demande à M. le Premier ministre : 1° quelles sont exactement les intentions du Gouvernement en la matière ; 2° la date exacte à laquelle il fera connaître ses décisions ; 3° les conséquences pratiques qu'il compte tirer de celles-ci [22 avril 1965]. — **Discussion** [1er juin 1965] (p. 427 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Auguste Pinton ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. René Jager ; Camille Vallin ; Roger Carcassonne ; François Schleiter ; Julien Brunhes ; Abel-Durand ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; René Tinant.

126. — M. Jean ERRECART attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur la situation particulièrement difficile des départements et des communes. L'insuffisance des ressources procurées par la fiscalité locale, ainsi que la façon très inégale dont elles sont réparties, ne permet pas aux collectivités locales de faire face aux charges de plus en plus lourdes qui leur incombent. Il est notamment démontré que l'expérience honnêtement tentée des syndicats intercommunaux à vocation multiple ne permet pas de résoudre le problème. Il lui demande de préciser ses intentions en ce qui concerne : 1° la réforme des **finances locales ;** 2° la refonte des procédures d'octroi de prêts et de subvention ; 3° le problème des transferts de charges, l'Etat demandant de plus en plus aux collectivités locale de prendre à leur compte des dépenses qui, normalement, lui incombent. Il lui demande plus particulièrement comment il envisage ces différentes questions au regard des problèmes posés par le déséquilibre régional et par la politique d'aménagement du territoire [22 avril 1965].

127. — M. Georges COGNIOT demande à *M. le ministre de l'éducation nationale :* 1° à quelle date sera effectivement appliquée la prolongation de la **scolarité obligatoire** jusqu'à seize ans et pour quelles raisons cette date a été choisie ; 2° quelles sont ses intentions relativement à la réforme du **deuxième degré de l'enseignement** et à l'organisation de l'orientation ; 3° quelles seront les modalités de réforme de l'**enseignement supérieur** [22 avril 1965]. — **Discussion** [8 juin 1965] (p. 506 et suiv.). (Commune avec la discussion des questions posées par MM. Louis Courroy, n° 114, cf. *supra,* et Georges Lamousse, n° 123.)

128. — M. Ludovic TRON appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur la disproportion croissante entre les recettes dont peuvent bénéficier les collectivités locales et les charges de plus en plus nombreuses qu'elles ont à supporter en raison de l'évolution économique, sociale et démographique du pays et lui demande quelles mesures il compte prendre pour établir au profit des **collectivités locales** une meilleure répartition du produit de l'ensemble des **ressources fiscales** [22 avril 1965].

129. — M. Roger CARCASSONNE demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien préciser : 1° les raisons pour lesquelles, au mépris des règles essentielles de la démocratie, il a cru devoir réserver aux seuls membres de la majorité l'utilisation des antennes radiophoniques, lors de la dernière consultation électorale ; 2° les motifs qui l'ont poussé à se priver de certains collaborateurs de l'**O. R. T. F.** ou à modifier certaines émissions de télévision très appréciées du public [22 avril 1965]. — **Discussion** [22 juin 1965] (p. 722 et suiv.). (Commune avec la discussion de la question posée par M. Jacques Duclos, n° 130.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Carcassonne ; Jacques Duclos ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Méric.

130. — M. Jacques DUCLOS demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures il compte prendre pour mettre fin aux scandales auxquels l'**O. R. T. F. donne lieu** [22 avril 1965]. — **Discussion** [22 juin 1965] (p. 722 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Roger Carcassonne, n° 129, cf. *supra*).

131. — M. Camille VALLIN expose à *M. le Premier ministre* que les collectivités locales, malgré le fardeau fiscal de plus en plus lourd qu'elles sont contraintes d'imposer aux contribuables, éprouvent des difficultés grandissantes à faire face aux charges qui leur incombent et notamment aux dépenses nécessitées par les travaux d'équipement. Il lui demande les mesures envisagées par le Gouvernement pour faire droit aux revendications depuis bien longtemps formulées par tous les administrateurs locaux, à savoir : réforme démocratique des **finances locales ;** augmentation des subventions et facilités de prêts, notamment par la création d'une caisse nationale de prêt et d'équipement ; prise en charge par l'Etat des dépenses qui lui incombent et qui sont actuellement supportées par les budgets locaux [27 avril 1965].

132. — M. Jean PÉRIDIER demande à *M. le ministre de l'agriculture* les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux viticulteurs de vendre leurs vins à un prix suffisamment rémunérateur, en application même du décret du 24 décembre 1964 organisant la **campagne viticole** [27 avril 1965].

133. — M. Edouard BONNEFOUS demande à *M. le ministre de la construction :* 1° à quelles perspectives correspondent les **projets de création de zones d'aménagement différé,** notamment dans la région de Versailles, dont ont été saisis de nombreux maires de Seine-et-Oise le 14 avril dernier ; 2° si la création de cette Z. A. D. est rendue nécessaire par l'implantation de villes nouvelles que des rumeurs disent importantes, et qui seraient actuellement envisagées ; 3° si ces projets d'urbanisme seront soumis aux collectivités locales intéressées avant l'achèvement des études en cours ; 4° si, en cas d'implantation de villes nouvelles, il est envisagé de leur donner un statut administratif particulier ou si elles doivent s'intégrer dans le cadre communal traditionnel [25 mai 1965]. **Discussion** [15 juin 1965] (p. 585 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Edouard Bonnefous, Adolphe Chauvin, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly, Maurice Coutrot.

134. — M. Bernard CHOCHOY expose à *M. le ministre de la construction* que le récent congrès national des H. L. M. a mis l'accent sur : la nécessité de promouvoir une **politique du logement** qui puisse répondre en quantité et en qualité à l'importance et à la nature des besoins de l'ensemble de la population française de condition modeste ; l'état d'urgence ouvert face à l'accroissement rapide du nombre des demandes, tant du fait de la crise présente que de l'aggravation que celle-ci ne manquera pas de prendre avec l'augmentation du nombre des jeunes ménages, conséquence de la natalité accrue enregistrée au lendemain de la dernière guerre ; l'impérieuse nécessité d'une politique d'habitation urbaine et rurale qui soit en rapport avec nos besoins. Il lui demande : 1° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin aux impasses et aux difficultés auxquelles se heurtent présentamment les organismes d'H. L. M., notamment du fait de la dégradation et de l'incohérence des mécanismes financiers sans la solution desquelles il est impossible d'envisager un large développement des programmes de logements sociaux ; 2° les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre, dans le cadre de V^e^ plan, pour atteindre l'objectif des 500.000 logements, étant entendu que, tant dans le secteur locatif que dans celui de l'accession à la propriété et de la modernisation de l'habitat, une part de 200.000 logements par an devrait revenir aux organismes d'H. L. M. [2 juin 1965]. — **Discussion** [15 juin 1965] (p. 593 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Camille Vallin, n° 124, cf. *supra.*)

135. — M. Etienne RESTAT rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que, près d'un an après la promulgation de la loi du 10 juillet 1964 organisant un **régime de garantie contre les calamités agricoles,** les textes d'application ne sont pas encore publiés malgré les prescriptions fixées par la loi. Il lui demande : 1° quelles mesures peuvent envisager les agriculteurs qui sont déjà ou seront victimes de calamités au sens de la loi tant que les textes d'application ne seront pas publiés ; 2° dans quel délai interviendra la publication de ces textes [3 juin 1965]. — **Discussion** [29 juin 1965] (p. 892 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Etienne Restat ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

136. — M. Paul MISTRAL demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* s'il a été complètement informé de l'état déplorable des **routes nationales du Sud-Est alpin ;** il a eu connaissance que des crédits d'urgence avaient été accordés, mais ceux-ci lui paraissent d'autant plus insuffisants que venant tardivement ils s'appliquent à une situation plus dégradée. Deux hivers particulièrement rigoureux ont ébranlé jusque dans leurs infrastructures, notamment les itinéraires Grenoble-Sisteron-Marseille ; Grenoble-Gap-Nice ; Grenoble-Briançon-Turin. L'intense circulation de poids lourds qu'il a fallu maintenir a complété les destructions naturelles. Or ces routes ne sont pas seulement pour les départements intéressés des artères vitales ; elles sont des voies qu'empruntent le grand tourisme et le tourisme local. Déjà leur tracé est devenu totalement insuffisant pour les besoins qui se manifestent, mais dans le présent leur état déplorable les rend si périlleuses que les courants de circulation s'en détournent ; il en résulte un trouble profond dans l'économie de toute la région. La population s'inquiète à bon droit. Tenant compte de cette situation, il lui demande : 1° quelles mesures sont envisagées pour la restauration des tracés actuels ; 2° quelles mesures sont prévues pour l'établissement d'itinéraires capables de faire face au développement du trafic et de ne pas gêner le développement économique des régions intéressées [24 juin 1965].

137. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* quelles ont été les conséquences du **plan de stabilisation** et s'il ne croit pas que, sans avoir pour autant arrêté la hausse du coût de la vie, l'arrêt des investissements et le marasme qui s'en est suivi a compromis l'effort de l'expansion économique et de progrès social poursuivi depuis la Libération ; en conséquence s'il pense pouvoir maintenir les objectifs du V^e^ plan et s'il ne croit pas nécessaire dans l'immédiat de revaloriser les traitements, les salaires et les retraites ainsi que la plupart des prix agricoles pour les mettre en harmonie avec le coût de la vie [30 juin 1965].

138. — M. Edouard LE BELLEGOU demande à *M. le ministre de l'intérieur* de vouloir bien lui préciser les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour assurer d'une manière équitable l'**indemnisation des rapatriés et spoliés,** victimes des événements politiques de ces dernières années.

139. — M. Edouard BONNEFOUS, alarmé par la regrettable rupture des contacts diplomatiques qui mettrait en danger le Marché commun agricole, l'évolution de l'union douanière et les étapes prévues au traité de Rome pour une intégration des six pays membres, seule capable de servir de base à une Europe économique de dimensions adéquates aux formes concurrentielles du monde de demain, demande à *M. le Premier ministre* de faire connaître les perspectives de la **politique étrangère de la France** [9 juillet 1965. — *J. O.* 24 août 1965 et 5 octobre 1965].

140. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* de définir l'interprétation qu'il faut donner à la lettre qu'il a adressée aux dirigeants des organisations agricoles le 17 août 1965, et notamment : s'il dénie à ces derniers, contrairement aux dispositions préambule de la Constitution, le droit de faire connaître l'avis de leurs mandants sur toutes les questions concernant les agriculteurs ; si la phrase « ... les négociations internationales relèvent de la seule compétence du Gouvernement responsable devant le pays... » exclut la responsabilité du Gouvernement devant le Parlement en cette matière ; et s'il peut indiquer à quelle date et sous quelles conditions il compte reprendre les **négociations** interrompues à **Bruxelles** et apporter aux agriculteurs les avantages que ces derniers attendent des accords envisagés [5 octobre 1965].

141. — M. Pierre MÉTAYER appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur les conditions extrêmement pénibles dans lesquelles s'opérera la prochaine **rentrée scolaire** dans la plupart des départements ; lui signale que, dans la région parisienne en particulier, faute de locaux, d'instituteurs et de professeurs, de très nombreux établissements scolaires (primaires, secondaires, supérieurs et techniques) se trouvent dans une situation déplorable ; assure que, dès maintenant, de très nombreux élèves de divers ordres d'enseignement ne pourront de ce fait continuer des études générales ni apprendre le métier auquel leur vocation les destinait ; et lui demande les raisons pour lesquelles, une nouvelle fois, malgré les nombreuses promesses qui ont été faites, le Gouvernement n'a pas prévu ou n'a pas voulu prévoir les mesures nécessaires pour donner à la jeunesse française des conditions de formation matérielles et morales dignes d'une grande nation [5 octobre 1965].

142. — M. Ludovic TRON demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir faire connaître : 1° si le Gouvernement admet que l'alignement de l'**économie française** sur celle des pays voisins exige des transformations, des regroupements, des modernisations, donc de gros investissements ; dans l'affirmative, s'il envisage que les entreprises françaises puissent ou doivent s'en tenir à des taux d'autofinancement sensiblement inférieurs à ceux des entreprises concurrentes et, dans ce cas, comment il espère pallier l'insuffisance de l'autofinancement ; 2° si le Gouvernement estime possible l'affrontement de l'économie française avec des économies qui n'ont pas les mêmes charges — notamment les dépenses d'armement atomique et les dépenses faites hors du territoire nationale ; 3° s'il estime satisfaisant que le secteur de l'automobile entretienne quatre réseaux de vente, quatre approvisionnements de rechanges, pour faire des voitures similaires ; quelles mesures il compte prendre ; s'il s'est préoccupé d'autres secteurs de l'économie qui présentent des situations identiques ; lesquels ; 4° dans l'hypothèse où la concurrence entraînerait une stagnation prolongée, voire une

réelle récession et un certain chômage, quelles mesure envisage le Gouvernement pour soustraire les salariés aux répercussions d'une politique dans laquelle ils n'ont de toute évidence aucune responsabilité [5 octobre 1965.]

143. — M. Adolphe CHAUVIN demande à *M. le Premier ministre* s'il ne juge pas opportun de publier un « schéma directeur » intéressant l'**aménagement du territoire national** ; la publication du schéma directeur de la région de Paris a suscité de vives appréhensions dans beaucoup d'esprits qui craignent, au cas où ce schéma directeur ne s'insérerait pas dans le cadre de l'aménagement du territoire national, que son application ne contribue à accroître le déséquilibre Paris-province [19 octobre 1965].

144. — M. Georges COGNIOT attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la gravité des problèmes que met en évidence la **rentrée scolaire de 1965,** en particulier : la question de l'enseignement préscolaire, où des milliers d'enfants ne peuvent être accueillis ; la question de la surcharge des effectifs et des retards scolaires extrêmement fréquents qui en résultent ; la question des demandes de postes formulées par des candidats valables qui restent sans réponse alors que pourtant sévissent les classes surchargées. Il s'étonne du retard annoncé de la prolongation scolaire obligatoire. Et il demande pour quelles raisons, malgré tant de promesses et de déclarations rassurantes, l'enseignement souffre de carences et de défaillances aussi pernicieuses [20 octobre 1965].

145. — M. Alain POHER a pris connaissance avec intérêt de la déclaration faite devant l'Assemblée nationale par M. le ministre des affaires étrangères, en vertu de laquelle une **revision d'ensemble du Marché commun** s'impose pour définir les conditions normales de la coopération entre les Six avant que la France ne reprenne sa place dans les Conseils des communautés européennes. « Il demande à *M. le Premier ministre* de faire connaître au Sénat : 1° si le Gouvernement français a effectivement l'intention de ne plus participer aux négociations sur le financement de la politique agricole commune, tant qu'un nouvel accord politique n'aura pas été conclu avec les cinq autres gouvernements ; 2° si la position adoptée en la circonstance est compatible avec les prescriptions du Traité de Rome, traité qui porte la signature du Gouvernement de la France et a été en son temps dûment ratifié par le Parlement de notre pays ; 3° la politique européenne que le Gouvernement entendrait suivre dans le cas où nos partenaires de Bruxelles n'accepteraient pas de souscrire à une revision des traités de Rome et de Paris. » [26 octobre 1965].

146. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir informer le Sénat sur les conditions dans lesquelles s'est effectué l'**enlèvement de M. Ben Barka** et des suites qu'il compte donner à cette affaire [10 novembre 1965].

147. — M. Roger CARCASSONNE demande à *M. le ministre de l'information* par quel moyen légal ou constitutionnel il a pu commencer la **campagne électorale présidentielle** dès le 11 novembre en se faisant interroger ce jour-là à vingt heures, sous prétexte d'organiser des émissions, mais en réalité pour tenter d'atténuer le si fâcheux effet produit dans toute la France par un récent discours [12 novembre 1965].

148. — M. Jacques DUCLOS demande à *M. le ministre de l'information* par quel moyen légal, alors que la **campagne électorale présidentielle** n'est pas officiellement ouverte, et sous prétexte d'exposer les modalités de cette campagne, il s'est permis le 11 novembre de faire l'apologie du régime actuel sur les antennes de la télévision, de reprendre le chantage au chaos, se faisant ainsi le propagandiste du pouvoir personnel contre la conception de la démocratie représentée dans la campagne présidentielle par le candidat unique de la gauche [14 novembre 1965].

149. — M. Louis NAMY demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir donner au Sénat toutes informations : 1° sur les circonstances dans lesquelles le leader de l'opposition marocaine **Mehdi ben Barka** a pu être enlevé au cœur de Paris, en plein midi, le vendredi 29 octobre 1965 ; 2° sur les raisons des retards apportés par la justice française dans la recherche du disparu ; 3° sur les suites qu'il entend donner à cette grave affaire qui soulève une vive émotion tant en France qu'au Maroc [14 novembre 1965].

150. — M. Raymond BOSSUS rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* que, sur ses instructions, M. le préfet de la Seine refuse aux sénateurs de la Seine l'autorisation d'utiliser des salles de préaux d'écoles pour y tenir soit des comptes rendus de mandat, soit des réunions d'information relatives aux travaux de la Haute Assemblée, ou pour donner des explications en rapport avec l'élection présidentielle du 5 décembre. Il souligne que la loi électorale en vigueur a comme résultat de priver plusieurs arrondissements de Paris d'élus communistes, socialistes et radicaux. De ce fait, les parlementaires de l'U. N. R. ont la possibilité d'utiliser les préaux d'écoles dans les arrondissements représentés au conseil municipal par les élus d'union démocratique tandis que les parlementaires des partis démocratiques sont privés de cette possibilité dans les arrondissements représentés au conseil municipal par des U. N. R. Il ajoute qu'en raison du système électoral en vigueur dans la Seine, les sénateurs sont élus par un collège de plusieurs milliers d'électeurs. Il lui demande, pour toutes ces raisons, s'il compte donner des instructions au préfet de la Seine pour que les sénateurs de ce département puissent bénéficier, comme les autres parlementaires, de la possibilité de tenir des **réunions dans les préaux d'écoles** [17 novembre 1965].

151. — M. Ludovic TRON demande à *M. le Premier ministre* s'il entend mettre fin à la pratique qui veut que les **ministres** s'abstiennent de se rendre personnellement aux **séances du Sénat,** à l'occasion des débats les concernant, et lui demande, dans le cas où cette absence devrait persister, quels sont les motifs qui, selon lui, la justifient [23 décembre 1965].

152. — M. Jacques DUCLOS signale à *M. le Premier ministre* que les derniers résultats électoraux des territoires et départements d'outre-mer, notamment de la Réunion, sont apparus comme ne revêtant pas les qualités de sincérité indispensables. Il lui demande en conséquence : 1° De bien vouloir expliquer comment se sont déroulées les **opérations électorales** des 5 et 19 décembre dernier **dans les T. O. M. et les D. O. M.** ; 2° quelles mesures il compte prendre pour empêcher les fraudes électorales qui se produisent fréquemment dans les T. O. M. et les D. O. M. [23 décembre 1965].

R

RAPATRIES ET SPOLIES (INDEMNISATION)

Voy. : QUESTIONS ORALES, 677.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 138.

RAPPORTS D'INFORMATION. — Voy. : POUVOIRS D'ENQUÊTE ET MISSIONS D'INFORMATION

RAPPORTS DU GOUVERNEMENT

Dépôt d'un rapport sur la situation de l'agriculture en 1962 et en 1963 [2 avril 1965] (p. 34).

Dépôt du nouvième rapport d'ensemble sur les travaux de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques pendant les derniers mois de 1962, au cours de l'année 1963 et des dix premiers mois de 1964 [2 avril 1965] (p. 34).

Dépôt d'un rapport sur la situation de l'emploi, sur les activités du fonds national de l'emploi, sur l'orientation générale et les programmes d'investissements de la formation professionnelle des adultes [3 juin 1965] (p. 475).

Dépôt d'un rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques [29 juin 1965] (p. 876).

Dépôt : 1° d'un rapport sur la situation de l'agriculture en 1964, établi en application de l'article 6 de la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 ; 2° d'un rapport sur l'activité de la bourse d'échange de logements en 1964, établi en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960 ; 3° d'un rapport sur l'activité du centre national d'études spatiales pour la période du 19 juillet 1964 au 1er juillet 1965, établi en application de l'article 6 de la loi n° 61-1382 du 19 décembre 1961 ; 4° d'un rapport sur le fonctionnement du groupement des collectivités pour le financement des travaux d'équipement au cours de l'année 1964, adressé par M. le président du conseil de surveillance de la caisse des dépôts et consignations en application de l'article 3 du décret n° 60-953 du 8 septembre 1960 ; 5° d'un compte rendu sur le programme d'équipement militaire, présenté par le Gouvernement en application de l'article 4 de la loi n° 64-1270 du 23 décembre 1964 ; 6° d'un rapport sur les problèmes soulevés par l'application de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer, présenté par le Gouvernement en application de l'article 72 de la loi de finances pour 1965 (n° 64-1279 du 23 décembre 1964) [5 octobre 1965] (p. 1004).

Dépôt : 1° d'un rapport, établi conformément aux prescriptions de l'article 9 de la loi n° 63-1333 du 30 décembre 1963 édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction

des effectifs d'officiers par décret volontaire et de l'article 5 de la loi n° 63-1334 du 30 décembre 1963 relative à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale, sur l'exécution de ces lois ; 2° d'un rapport sur l'exécution de l'ensemble du programme d'investissements en matière d'établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricoles pour la période du 1er janvier 1964 au 30 juin 1965, présenté par le Gouvernement, en application de l'article 1er de la loi de programme n° 62-904 du 4 août 1962 [19 octobre 1965] (p. 1034).

RECHERCHE ATOMIQUE. — Voy. : BUDGET DE 1966. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

RECHERCHE SPATIALE. — Voy. : BUDGET DE 1966. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

RECRUTEMENT. — Voy. : SERVICE NATIONAL.

RECRUTEMENT (ELEVES DE CERTAINES ECOLES MILITAIRES)

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **étendant les dispositions de l'article 30, 2e alinéa, de la loi du 31 décembre 1928 sur le recrutement aux élèves de certaines écoles militaires** [18 décembre 1964, *J. O.* du 2 avril 1965] (I., n° 124). — *Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.* — Rapport par M. André Monteil [8 juin 1965] (I., n° 192). — **Discussion** [16 juin 1965] (p. 626). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Monteil, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 626). — ADOPTION (n° 86). — Adopté par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. Impressions nos 1460, 1467, 373.

Promulgation : loi n° 65-479 du 25 juin 1965 (*J. O.* du 27 juin 1965).

REFORME ADMINISTRATIVE DES SERVICES DEPENDANT DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 122.

REFORME DE L'ENSEIGNEMENT. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 123.

REGIE COMMERCIALE ET AUTONOME DE L'ALCOOL. — Voy. QUESTIONS ORALES, 656.

REGIMES MATRIMONIAUX

1. — Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **portant réforme des régimes matrimoniaux** [18 décembre 1964, *J. O.* du 2 avril 1965] (I., n° 131). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [29 avril 1965] (I., n° 144). — **Discussion** [6 mai 1965] (p. 174 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière ; Pierre Marcilhacy rapporteur ; André Fosset ; Edouard Le Bellegou ; Louis Namy ; Marcel Molle. — *Discussion des articles* (p. 184 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy, tendant à remplacer les articles 213 à 226 du code civil par un article 213 disposant que les époux exercent conjointement la direction de la famille, observations, rejet (p. 185). — Amendement par M. André Fosset, tendant, au 1er alinéa du nouvel article 214, à remplacer les mots : « du mariage » par les mots : « relatives à l'entretien du ménage et à l'éducation des enfants » (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy, tendant à supprimer les 2e et 3e alinéas du nouvel article 214 du code civil sur les charges du mariage et la contribution de la femme (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement de M. André Fosset relatif aux « apports en industrie », dans la contribution aux charges du ménage (p. 186), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy, tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas de l'article 215 du code civil relatif au choix de la résidence de la famille (p. 187), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset, tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de l'article 215 du code civil en ce qui concerne la résidence séparée (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement, par M. Marcel Molle, tendant à compléter le nouvel article 216 du code civil par une disposition d'ordre rédactionnel (p. 188), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 220-1 du code civil afin de mieux préserver les intérêts de la famille « si un époux met en péril » ces intérêts (*ibid.*), observations, adoption (p. 189). — Amendement, par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au 1er alinéa du texte proposé pour l'article 221 du code civil, à remplacer : « un compte de chèques », par : « tous comptes de chèques », observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. André Fosset, tendant à ajouter à l'article 221 du code civil un 3e alinéa qui élargit à l'ensemble des opérations boursières et bancaires le domaine des facultés de la femme (p. 190), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement, par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au 1er alinéa de l'article 222 du code civil, à supprimer le mot : « corporellement » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 223 du code civil relatif à l'exercice d'une profession par l'un des époux sans le consentement de l'autre (p. 191) et amendement par M. André Fosset tendant à une nouvelle rédaction du même article (*ibid.*), observations, rejet des amendements (p. 192). — Le texte proposé pour l'article 223 est partiellement réservé (*ibid.*). — Amendement, par M. André Fosset, tendant à ajouter entre le 2e et le 3e alinéa de l'article 224 du code civil un nouvel alinéa relatif à la disparition du droit de la femme à renoncer à la communauté (*ibid.*), réservé (*ibid.*). — Le texte proposé pour l'article 224 est réservé (*ibid.*). — Art. 2 (p. 193). — Amendement, par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une modification rédactionnelle au texte proposé pour l'article 1387 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. André Fosset, tendant à compléter l'article 1388 par l'interdiction d'inclure dans le contrat de mariage toute disposition prohibant les conditions d'exercice de certaines professions (p. 194), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à modifier le texte proposé pour l'article 1390 du code civil en ce qui concerne la date d'estimation pour la faculté d'attribution dans le partage (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Macilhacy, rapporteur, tendant à modifier le texte proposé par l'article 1392 du code civil quant au délai de caducité de la faculté d'attribution dans le partage (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, au 2e alinéa du texte proposé pour l'article 1393 du code civil (p. 195), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, au 1er alinéa du texte proposé pour l'article 1394 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de la 2e phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article 1396 du code civil (changements au contrat de mariage), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à supprimer une formule au 2e alinéa de l'article 1396, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au 1er alinéa du texte proposé pour l'article 1397 du code civil, à remplacer les mots : « gravement préjudiciable », par le mot : « contraire » (p. 196), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de la 2e phrase du dernier alinéa de l'article 1397 relative à la révocation des donations faites sous condition de certaines conventions matrimoniales (*ibid.*), observations, adoption (p. 197). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à modifier l'article 1399 du code civil en ce qui concerne les conventions matrimonales de l'interdit (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à supprimer, dans le texte proposé pour l'article 1400 du code civil, la communauté établie par simple déclaration (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa de l'article 1402 du code civil, relatif à la preuve entre époux de la propriété personnelle (p. 198), observations, adoption (p. 199). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de la fin du 1er alinéa de l'article 1404 du code civil, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1410 du code civil, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, à l'article 1416 du code civil, à supprimer l'exemple de l'acquisition ou amélioration d'un bien propre (p. 200), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au premier alinéa de l'article 1417 à remplacer les mots : « indemnités auxquelles », par les mots : « réparations et dépens auxquels » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant, à la fin du deuxème alinéas de l'article 1417 à remplacer les mots : « ... au préjudice des devoirs que

lui imposait le mariage » par les mots : « ... en méconnaissance des obligations que lui imposait le mariage » (*ibid*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au deuxième alinéa de l'article 1420 du code civil, à supprimer les mots : « ou à son activité professionnelle » (p. 201), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à disposer, au premier alinéa de l'article 1423 du code civil que : « le legs fait par l'un ou l'autre des époux ne peut excéder sa part dans la communauté » (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant au premier alinéa de l'article 1424 du code civil, à remplacer : « vendre » par : « aliéner » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset, tendant à modifier le texte proposé pour l'article 1424 du code civil en ce qui concerne l'aliénation par le mari de titres représentant la possession d'un bien meuble ou immeuble (*ibid.*), observations, adoption (p. 202). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, au premier alinéa de l'article 1424 du code civil, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset, tendant à ajouter *in fine* à l'article 1424 un alinéa faisant obgation au dépositaire de valeurs mobilières de renseigner l'épouse sur les opérations effectuées (p. 203), observations, retrait (*ibid*). — Amendement par M. André Fosset, tendant à modifier l'article 1425 du code civil relatif aux biens administrés par la femme (*ibid.*), observations, rejet (p. 204). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à une modification de forme de l'article 1426 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au premier alinéa de l'article 1429 du code civil, à remplacer le mot : « compromet », par les mots : « met en péril » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à une modification de forme, au premier alinéa de l'article 1429 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à remplacer la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 1434 du code civil par une disposition relative au remploi et à l'intention de le réaliser (p. 205), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, à l'article 1437 du code civil, à remplacer le mot : « immeuble » par le mot : « bien » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Deux amendement d'harmonisation par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, au texte proposé pour l'article 1438 du code civil (p. 206), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1441 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 1442 du code civil reportant l'effet de la dissolution de la communauté à l'époque où la cohabitation à pris fin (*ibid.*), observations, adoption (p. 207). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy tendant à une nouvelle rédaction de la fin de l'article 1444, en ce qui concerne la nullité de la séparation de biens obtenue en justice (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset tendant, à l'article 2 du projet de loi, à abroger les articles 1450 à 1452 au lieu des articles 1450 à 1466 (*ibid.*), observations, rejet (p. 208). — Art. 1er (précédemment réservé). — Amendement par M. André Fosset (précédemment réservé) tendant à insérer entre le premier et le troisième alinéa de l'article 224 du code civil un alinéa nouveau relatif au régime dans l'actif de la communauté à partager des biens acquis par la femme par ses gains et salaires (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Art. 2 (suite) (p. 208). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une modification du premier alinéa de l'article 1467 du code civil relatif à la reprise des biens propres (p. 209), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à une rédaction plus précise de l'article 1469 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au premier alinéa de l'article 1471 du code civil, à supprimer les mots : « s'il existe des biens suffisants » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à une modification d'ordre rédactionnel à l'article 1472 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 1472 par les mots : « celui-ci peut, toutefois, se libérer par un paiement en argent » (p. 210), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1474 du code civil (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1486 du code civil (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1490 du code civil (p. 211), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1491 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1497 du code civil (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise de l'article 1512 du code civil (p. 212), adoption (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1513 du code civil (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1515 du code civil (*ibid.*), adoption (p. 213). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 1er alinéa et du 2e alinéa de l'article 1525 relatifs à la stipulation de parts inégales et à la clause d'attribution intégrale (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1530 du code civil (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 1538 du code civil relatif à la preuve de la propriété exclusive d'un bien (p. 214), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 1539 du code civil relatif aux obligations de l'époux qui administre les biens du conjoint (*ibid.*), observations, adoption (p. 215). — Amendement par M. Marcel Prélot tendant à supprimer les articles 1540 à 1568 relatifs au régime dotal (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 223 du code civil (précédemment réservé) (p. 215) ; le membre de phrase réservé n'a plus d'objet, adoption de l'article (p. 216). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière ; André Fosset ; Léon Jozeau-Marigné ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Marcel Molle ; Louis Namy ; Marcel Prélot. — **Suite de la discussion** [11 mai 1965] (p. 228 et suiv.). — *Discussion des articles* (suite). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à modifier le 1er alinéa et à supprimer le 3e alinéa du texte proposé pour l'article 1569 du code civil, relatif au régime de la participation aux acquets (p. 228), observations, adoption (p. 229). — Amendement d'harmonisation par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1570 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1572 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, à l'article 1575 du code civil (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à supprimer le 2e alinéa de l'article 1576 relatif aux procédés de liquidation de la participation aux acquêts (*ibid.*), observations, adoption (p. 231). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à modifier le 2e alinéa de l'article 1576 relatif aux prélèvements et dations en paiement considérés comme opérations de partage (*ibid.*) ; et amendement par M. Marcel Molle tendant à modifier également le 2e alinéa de l'article 1576 (*ibid*), observations, retrait du premier amendement et adoption du second (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à modifier l'article 1581 relatif aux clauses que les époux peuvent adopter en stipulant la participation aux acquêts (*ibid.*), observations, adoption (p. 232). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à compléter l'article 1581 du code civil par un nouvel alinéa relatif à la faculté de prélèvement (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (p. 232). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à compléter le 1er alinéa de l'article 2136 par les mots : « sauf convention contraire » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset, tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de l'article 2137 relatif à une inscription provisoire d'hypothèque légale (p. 233) ; observations, rejet (*ibid.*). — Art. 8 (p. 234). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à compléter cet article par une disposition abrogeant certains textes relatifs à l'hypothèque légale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (*ibid.*), observations, adoption (p. 235). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 8 *bis* nouveau rendant applicable les dispositions de la présente loi dans les territoires d'outre-mer (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 11 (p. 235). — Amendement par M. Marcel Prélot, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa permettant aux époux mariés sous le régime dotal, de se placer maintenant sous le régime de leur choix (*ibid.*), observations ; sous-amendement par M. Marcel Molle, tendant à permettre aux époux mariés sous le régime dotal, de se placer seulement sous le régime de la communauté légale ou sous le régime de la séparation de biens (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié par le sous-amendement (p. 236). — Art. 17 (p. 236). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par une disposition relative à la mention sur la minute du contrat de mariage du changement de régime matrimonial (*ibid.*),

observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 24 nouveau (p. 237). — Amendement par M. Louis Namy, tendant à insérer un article additionnel 24 nouveau instituant une consultation juridique prénuptiale (*ibid.*), observations, rejet (p. 238). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Fosset ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Marcel Molle ; Louis Namy ; Marcel Prélot. — Sur l'ensemble (p. 238) et par scrutin public (n° 39). — ADOPTION (n° 66). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale le 26 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1365, 1468, 1475, 386.

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [29 juin 1965] (I., n° 281). — Renvoi à la commisison des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [29 juin 1965] (I., n° 284). — **Discussion** [29 juin 1965] (p. 901 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Pierre Marcilhacy, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 902 et suiv.). — Art. 2 : article 1397 du code civil (p. 903). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à reprendre pour le 1er alinéa de cet article relatif à la mutabilité du régime matrimonial après deux ans d'application, le texte adopté par le Sénat en première lecture (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à compléter le dernier alinéa de cet article, afin de reprendre le texte de première lecture relatif aux donations sous condition de certaines conventions matrimoniales (p. 904), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 1541 du code civil (p. 907). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à rédiger en ces termes le début de cet article : « L'un des époux n'est point garant du défaut d'emploi ou de remploi des biens de l'autre, à moins que... » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 1576 du code civil (p. 908). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article, relatif au règlement en nature de la créance de participation (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement de M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une modification de référence, observations, adoption (p. 909). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à remplacer le 1er alinéa de cet article par deux alinéas relatifs à la situation des époux ayant fait un contrat de mariage avant l'entrée en vigueur de la présente loi (*ibid.*) et sous-amendement par M. Marcel Molle, tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de l'amendement précédent (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (p. 910). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une modification de forme du dernier alinéa de l'article 11 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 22 (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Marcel Molle (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Marcilhacy, rapporteur : Marcel Molle. — Sur l'ensemble (p. 911). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 140). — DEUXIÈME LECTURE. — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1552, 1553, 409.

Transmission au Sénat (troisième lecture) [30 juin 1965] (I., n° 294). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — **Discussion** [30 juin 1965] (p. 918 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Pierre Marcilhacy, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 919 et 920). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Antoine Courrière ; Léon Jozeau-Marigné ; Pierre Marcilhacy, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 920). — ADOPTION (n° 143). — TROISIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 (*J. O.* 14 juillet 1965. — Rectif. 13 novembre 1965).

2. — Proposition de loi présentée par Mme Odette LAUNAY, *député*, **tendant à compléter l'article 11 de la loi n° 65-570 du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 10 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1641, 1658, 436. — **Transmission au Sénat** [10 novembre 1965] (I., n° 47). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [17 novembre 1965] (I., n° 65). — **Discussion** [18 novembre 1965] (p. 1935 et 1936). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 1936). — ADOPTION (n° 18). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-995 du 26 novembre 1965 (*J. O.* du 28 novembre 1965).

RENTREE SCOLAIRE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 141, 144.

RESPONSABILITE CIVILE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE NUCLEAIRE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

RESPONSABILITE CIVILE DES EXPLOITANTS DE NAVIRES NUCLEAIRES

Projet de loi présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports*, **sur la responsabilité civile des exploitants de navires nucléaires.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 5 octobre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1583, 1591, 419. — **Transmission au Sénat** [7 octobre 1965] (I., n° 10). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Robert Chevalier [20 octobre 1965] (I., n° 17). — **Discussion** [28 octobre 1965] (p. 1216 et 1217). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Chevalier, rapporteur ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (ibid.). — ADOPTION (n° 8). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-965 du 12 novembre 1965 (*J. O.* du 13 novembre 1965).

RESPONSABILITE DES ACCIDENTS D'ORIGINE NUCLEAIRE

Projet de loi présenté par M. Yvon BOURGES, *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales*, **instituant à titre transitoire un régime spécial de responsabilité en ce qui concerne les accidents d'origine nucléaire.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 26 octobre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1624, 1635, 422. — **Transmission au Sénat** [26 octobre 1965] (I., n° 25). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Robert Chevalier [28 octobre 1965] (I., n° 28). — **Discussion** [28 octobre 1965] (p. 1217 et 1218). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Chevalier, rapporteur ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 1218). — ADOPTION (n° 9). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-955 du 12 novembre 1965 (*J. O.* du 12 novembre 1965).

RESPONSABILITE DU LOCATAIRE

Proposition de loi, présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT, *sénateur*, **tendant à supprimer la responsabilité du locataire en cas d'incendie des bâtiments loués** [*J. O.* Débats 2 octobre 1965, p. 978. Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1965] (I., n° 305). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

RETRAITE DES FEMMES ASSUREES SOCIALES

Proposition de loi, présentée par M. Jacques HENRIET, *sénateur*, **tendant à permettre aux femmes assurées sociales, mères de deux enfants et plus, ou atteintes d'une invalidité d'un taux au moins égal à 33 p. 100, de bénéficier de la retraite normale dès l'âge de soixante ans** [18 novembre 1965] (I., n° 69). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

RETRAITES DE L'ETAT. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 661.

REUNIONS POLITIQUES (PREAUX D'ECOLES). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 150.

ROANNE (CLASSEMENT ECONOMIQUE DE L'ARRONDISSEMENT). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 683.

ROUTES NATIONALES DU SUD-EST ALPIN. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 136.

S

SAGES-FEMMES DES HOPITAUX PUBLICS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 634.

SAINTES-MARIE-DE-LA-MER (VOIE D'ACCES). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 641.

SANGLIERS (DEGATS CAUSES). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 653.

SCOLARITE OBLIGATOIRE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 127.

SENAT

I. — BUREAU

Bureau d'âge et composition [2 octobre 1965] (p. 971).

Bureau définitif et composition [5 octobre 1965] (p. 1002).

Démission de M. Robert Gravier, questeur du Sénat [21 décembre 1965] (p. 1990).

Election d'un questeur du Sénat [22 décembre 1965] (p. 2014). — Est élu M. Jacques Ménard.

II. — RÈGLEMENT

1. — Rapport par M. Marcel Prélot, *sénateur,* au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, **tendant à modifier les articles 2, 54 et 60 du règlement** [15 juin 1965] (I., n° 210).

2. — Proposition de résolution présentée par M. Edouard Bonnefous, *sénateur,* **tendant à modifier et à compléter les articles 18 et 42 du règlement du Sénat en vue d'assurer une meilleure coordination entre les travaux du Sénat et ceux du Conseil économique et social** [12 novembre 1965] (I., n° 53). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

III. — SESSIONS

Ouverture de la deuxième session ordinaire de 1964-1965 par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [2 avril 1965] (p. 33).

Clôture de la deuxième session ordinaire de 1964-1965 par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [30 juin 1965] (p. 926).

Ouverture de la première session ordinaire de 1965-1966 par M. Marius MOUTET, président d'âge [2 octobre 1965] (p. 971).

Clôture de la première session ordinaire de 1965-1966 par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [20 décembre 1965] (p. 1970).

Convocation du Parlement en session extraordinaire [20 décembre 1965] (p. 1970).

Ouverture de la session extraordinaire par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [21 décembre 1965] (p. 1990).

Clôture de la session extraordinaire par M. Pierre GARET, vice-président du Sénat [23 décembre 1965] (p. 2049). *Est entendu :* M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (*ibid.*).

IV. — ELECTIONS

Elections sénatoriales du 26 septembre 1965.

Liste des sénateurs proclamés élus dans les départements de la métropole [2 octobre 1965] (p. 977 et 978).

Liste des sénateurs proclamés élus dans un département d'outre-mer (La Réunion) et dans deux territoires d'outre-mer (Côte française des Somalis et Nouvelle-Calédonie) [2 octobre 1965] (p. 978).

Election de deux sénateurs représentant les Français établis hors de France (série B) [20 octobre 1965] (p. 972, 974 et 978).

SENAT (OBSERVATIONS ET QUESTIONS DIVERSES)

Présence des ministres devant le Sénat [6 mai 1965] (p. 176) ; [22 décembre 1965] (p. 2017).

Application à un amendement de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [Budget de 1966, 3 novembre 1965] (p. 1255 et suiv.).

Observations sur les travaux et le rôle du Sénat à l'occasion du rejet en seconde lecture du projet de loi autorisant la ratification de l'accord franco-algérien sur les hydrocarbures [14 novembre 1965] (p. 1724 et 1725).

Question orale avec débat concernant la présence des ministres devant le Sénat [23 décembre 1965] (n° 151, p. 2026).

SENAT (REFORME)

Voy. : Allocution de M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat lors de l'installation du bureau définitif pour la session ordinaire de 1965-1966 [5 octobre 1965] (p. 1002 et 1003, I., n° 2).

SENATEURS

I. — DÉCÈS

Décès de M. Albert Boucher, sénateur de la Loire-Atlantique, survenu le 2 mars 1965 [2 avril 1965] (p. 36).

Eloge funèbre de M. Albert Boucher, sénateur de la Loire-Atlantique, prononcé par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat, auquel s'associe M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre [2 avril 1965] (p. 81 à 83).

Décès de M. Maurice Charpentier, sénateur du Loiret, survenu le 19 août 1965 [2 octobre 1965] (p. 978).

Eloge funèbre de M. Maurice Charpentier, sénateur du Loiret, prononcé par M. Marius MOUTET, président d'âge [2 octobre 1965] (p. 972 et 973).

Décès de M. Henri Paumelle, sénateur de la Seine-Maritime, survenu le 17 décembre 1965 [20 décembre 1965] (p. 1971).

Eloge funèbre de M. Henri Paumelle, sénateur de la Seine-Maritime prononcé par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [22 décembre 1965] (p. 2014).

II. — REMPLACEMENT

M. Paul Guillard est appelé à remplacer M. Albert Boucher, sénateur de la Loire-Atlantique [2 avril 1965] (p. 36).

M. Maurice Gallard est appelé à remplacer M. Maurice Charpentier, sénateur du Loiret [2 octobre 1965] (p. 978).

M. Roger Thiébault est appelé à remplacer M. Henri Paumelle, sénateur de la Seine-Maritime [21 décembre 1965] (p. 1990).

SENATEURS (ELECTION)

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, *sénateur,* **tendant à modifier l'article 17 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 complétant l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs** [8 juin 1965] (I. n° 190). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Marcel Prélot [15 juin 1965] (I. n° 218). — **Discussion** [17 juin 1965] (p. 692 et 693). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Robert Vignon, au nom de M. Marcel Prélot, rapporteur. — *Article unique* (p. 693). — ADOPTION (n° 95). — Adoptée par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1470, 1532, 404.

Promulgation : loi n° 65-551 du 9 juillet 1965 (*J. O.* du 10 juillet 1965).

Voy. : CODE ÉLECTORAL.

SERVICE NATIONAL

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **relatif au recrutement en vue de l'accomplissement du service national.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 26 mai 1965. — Voy. : IMPRESSIONS n°s 1345, 1377, 1381, 1387, 338. — **Transmission au Sénat** [1er juin 1965] (I., n° 176). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Pierre de Chevigny [15 juin 1965] (I., n° 213). — **Discussion** [15 juin 1965] (p. 606 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean

de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre de Chevigny, rapporteur ; Pierre Métayer ; Raymond Guyot ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; André Monteil. — **Suite de la discussion** [17 juin 1965] (p. 641 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de la discussion générale :* MM. André Monteil ; Jacques Soufflet ; le général Antoine Béthouart ; Jacques Vassor ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 649 et suiv.). — Art. 2 (p. 650). — Amendement rédactionnel par M. Pierre de Chevigny, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid*). — Art. 3 (*ibid.*) — Amendement rédactionnel au 1er alinéa, par M. Pierre de Chevigny, rapporteur, observations (*ibid.*) ; trois amendements semblables par M. Raymond Guyot, par M. André Monteil, par M. Pierre Métayer, tendant à ramener le service actif à une durée de douze mois (p. 561), observations ; amendement par M. Pierre de Chevigny, rapporteur, tendant à fixer la durée du service actif à seize mois (p. 653), observations. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution, et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat, sur l'ensemble de l'article 3 et de l'amendement rédactionnel, par M. Pierre de Chevigny, rapporteur, à l'exclusion de tous autres amendement (p. 654), scrutin public (n° 41), rejet (p. 654). — Art. 3 *bis* (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Pierre de Chevigny, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à modifier le début de cet article afin de pouvoir recenser les jeunes gens avant leur dix-huitième année accomplie (*ibid.*), observations, adoption (p. 655). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. André Monteil, relatif à la qualité de soutien de famille (*ibid.*), observations (*ibid.*). — Vote unique à la demande du Gouvernement sur l'article 8 à l'exclusion de tout amendement (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. André Monteil, tendant à modifier cet article en ce qui concerne le droit de fixer chaque année le nombre des dispensés (*ibid.*), observations. — Vote unique à la demande du Gouvernement sur l'article 11 à l'exclusion de tout amendement (p. 656), scrutin public (n° 42), rejet (p. 656). — Art. 15 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. André Monteil, tendant à définir la notion de soutien « indispensable » de famille et à supprimer le dernier alinéa de l'article 15 *bis* relatif au décret qui doit déterminer chaque année les conditions d'application des dispenses (*ibid.*), observations, vote unique à la demande du Gouvernement sur l'article 15 *bis* à l'exclusion de tout amendement (p. 657), scrutin public (n° 43), rejet p. 657). — Art. 16 (*ibid.*). — Amendement par M. André Monteil tendant à supprimer cet article relatif aux exemptions d'ordre professionnel (*ibid*), observations, retrait (*ibid.*), scrutin public (n° 44), rejet (p. 657) — Art. 17 (*ibid.*). — Observations sur les exemptions pour les jeunes Français de l'étranger (*ibid.*). — Art. 21 et art. additionnel 21 *bis* nouveau (p. 658). — Amendement par M. André Monteil tendant à insérer un article additionnel 21 *bis* nouveau prévoyant la possibilité pour les volontaires d'exécuter la totalité des obligations d'activité du service national : 24 mois (*ibid.*), observations (*ibid.*), vote unique à la demande du Gouvernement sur l'article 21 à l'exclusion de tout amendement ou article additionnel (*ibid.*), scrutin public (n° 45), rejet (p. 659). — Art. 26 (*ibid.*). — Amendement par M. André Monteil tendant à supprimer la libération par anticipation au cours du dernier mois de service militaire actif (*ibid.*) et amendement par M. Pierre de Chevigny, rapporteur, tendant à prévoir une libération anticipée au cours des quatre derniers mois (*ibid.*), observations, vote unique à la demande du Gouvernement sur l'article 26 à l'exclusion de tous amendement (p. 660), rejet (*ibid.*). — Art. 30 (p. 661). — Amendement par M. André Monteil, tendant à prévoir que la durée du service actif dans le corps de défense sera la même que celle du service militaire (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 38 (p. 662). — Observations sur le service militaire adopté (S. M. A.) aux Antilles (p. 662). — Art. 44 (p. 663). — Amendement par M. Pierre de Chevigny, rapporteur, tendant à remplacer les sept derniers alinéas de cet article par : « sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi » ; amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à modifier le cinquième alinéa (dispositions abrogées) et amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à modifier le septième alinéa (dispositions abrogées) (p. 663), retrait du premier amendement, adoption des deux suivants (*ibid.*). Ont pris part à la discussion des articles : MM. André Armengaud ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre de Chevigny, rapporteur ; Léon David ; Raymond Guyot ; Pierre de La Gontrie ; Georges Marie-Anne ; André Monteil ; Pierre Métayer ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; François Schleiter ; Jacques Soufflet ; René Toribio ; Robert Vignon. — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; Jean Bardol ; André Monteil. — Sur l'ensemble (p. 664) et par scrutin public (n° 46), rejet (p. 665). — REJET (n° 91).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (Art. 45, alinéa 2, de la Constitution) [17 juin 1965] (p. 665). — Election des membres de la commission [18 juin 1965] (p. 704 et 717). — Adoption par l'Assemblée nationale le 21 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1486, 371. — Rapport par M. Vincent Rotinat [22 juin 1965] (I. n° 249). — **Discussion** [22 juin 1965] (p. 735 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 736 et suiv.). Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44 de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa, du règlement du Sénat (p. 739). — *Explications de vote :* MM. André Monteil ; Jacques Soufflet ; Raymond Bossus ; Marius Moutet ; Pierre de La Gontrie. — Sur l'ensemble (p. 740) et par scrutin public (n° 47). — Rejet (p. 740). — REJET (n° 100). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 23 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1466, 1491, 379.

Deuxième transmission au Sénat (nouvelle lecture) [23 juin 1965] (I., n° 264). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 829 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre de Chevigny, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa, du règlement du Sénat, sur le texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 829). — *Articles* (p. 829 et suiv.). — Rejet par scrutin public (n° 55). — REJET (n° 123). — NOUVELLE (DEUXIÈME) LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 28 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1525, 1526, 389.

Promulgation : loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 (*J. O.* du 10 juillet 1965).

SERVICE MILITAIRE

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense, relatif à la durée du service militaire.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 novembre 1965. — Voy. : Impressions nos 1626, 1654, 430. — **Transmission au Sénat** [12 novembre 1965] (I., n° 48). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

SERVICE MILITAIRE. — Voy. : SERVICE NATIONAL.

SERVICES MEDICAUX DU TRAVAIL

Projet de loi présenté par M. Gilbert GRANVAL, *ministre du travail*, **modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 5 octobre 1965. — Voy. : Impressions n° 1363, 1531, 415. — **Transmission au Sénat** [7 octobre 1965] (I., n° 6). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Marcel Lambert [19 novembre 1965. — *J. O.* 20 décembre 1965] (I., n° 78).

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — Voy. : BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT.

SOCIETES COMMERCIALES

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **sur les sociétés commerciales.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 11 juin 1965. — Voy. : Impressions, nos 1063 (1964), 1368, 354. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1965] (I., n° 278). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par MM. Marcel Molle, Etienne Dailly et Edouard Le Bellegou [19 novembre 1965. — *J. O.* 20 décembre 1965] (I., n° 81).

SOCIETES D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (S. A. F. E. R.). — Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1965, art. 11 *ter*.

SOCIETES DE CONSTRUCTION

Proposition de loi, présentée par M. Marcel MOLLE, *sénateur*, **destinée à compléter le titre V de la loi du 28 juin 1938 relatif aux sociétés de construction** [26 novembre 1964] (I., n° 46). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.* — Rapport, par M. Jacques DELALANDE [25 mai 1965] (I., n° 169). — **Discussion** [8 juin 1965] (p. 534 et 535). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 534). — Art. 1er. — Amendement, par M. Jean Geoffroy, tendant à supprimer le second alinéa proposé pour l'article 3 *bis* de la loi de 1938 relatif à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire pour décider une nouvelle répartition du capital social lorsque la proportionnalité n'est pas respectée par les statuts (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Jean Geoffroy, tendant à modifier la fin du texte proposé pour l'article 3 *bis* de la loi de 1938 afin d'étendre à tous les cessionnaires successifs la possibilité de demander en justice le rétablissement de la proportionnalité (p. 535), observations, adoption de l'amendement modifié (*ibid.*). — NOUVEL INTITULÉ : « **Proposition de loi tendant à compléter le chapitre Ier de la loi du 28 juin 1938 tendant à régler le statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.** » — *Ont pris part à la discussion :* MM. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Delalande, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 535). — ADOPTION (n° 81).

SOCIETES D'INVESTISSEMENT

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 13 mai 1965. — Voy. : Impressions, nos 685 (1963), 1360, 332. — **Transmission au Sénat** [1er juin 1965] (I., n° 174). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport, par M. Edouard Le Bellegou [17 juin 1965] (I., n° 234).

STATIONS BALNEAIRES DE LA COTE MEDITERRANEENNE (BANDES DE JEUNES INDESIRABLES). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 664.

STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES. — Voy. : FONCTIONNAIRES (STATUT GÉNÉRAL).

STIMULANTS

Projet de loi présenté par M. Christian FOUCHET, *ministre de l'éducation nationale*, **tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives** [30 juin 1964] (I., n° 328). — *Renvoi à la commission des affaires culturelles.* — *Rapport par M. Jean Noury* [27 octobre 1964] (I., n° 14). — **Discussion** [3 novembre 1964] (p. 1257 et suiv.). — ADOPTION (n° 9). — *Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale le 15 décembre* 1964. — Voy. : Impressions nos 1152, 1189, 1191, 298. — **Transmission au Sénat (deuxième lecture)** [16 décembre 1964] (I., n° 95). — *Renvoi à la commission des affaires culturelles.* — Rapport par M. Jean Noury [22 avril 1965] (I., n° 138). — **Discussion** [29 avril 1965] (p. 136 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Noury, rapporteur ; Jacques Henriet ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. — *Discussion des articles* (p. 139 et suiv.). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Noury, rapporteur, tendant à ajouter, au 1er alinéa de cet article, après le mot « peuvent », les mots : « à la demande d'un médecin » ; observations, adoption modifiée (p. 140). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jacques Henriet ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Jean Noury, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 140). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 64). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 20 mai 1965. — Voy. : Impressions nos 1351, 1371, 337.

Promulgation : loi n° 65-412 du 1er juin 1965. (*J. O.* du 2 juin 1965.)

SUBVENTIONS AUX COMMUNES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 121.

SUD-AVIATION — Voy. : QUESTIONS ORALES, 647.

T

TAXE D'ETAT CIVIL (REGLEMENT)

TAXE LOCALE AFFERENTE A LA CONSTRUCTION DES BATIMENTS DE MER SOUMIS A FRANCISATION — Voy. : QUESTIONS ORALES, 657.

TAXE SANITAIRE (VIANDES). — Voy. : BUDGET DE 1966, art. 16.

TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Projet de loi présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques* **portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 25 juin 1965. — Voy. : Impressions nos 1420, 1459, 1471, 1472, 1490, 383. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1965] (I., n° 280). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1965]. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [12 octobre 1965]. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [19 octobre 1965] (I., n° 12). — Avis par M. Jean Bertaud, au nom de la commission des affaires économiques [19 octobre 1965] (I., n° 13) — Avis par M. Gustave Héon, au nom de la commission des lois [19 octobre 1965] (I., n° 15). — **Discussion** [19 octobre 1965] (p. 1039 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Gustave Héon, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Jean Bertaud, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean Bardol ; Ludovic Tron ; Camille Vallin ; Fernand Verdeille ; Michel Kistler ; Roger Delagnes ; Edgar Faure ; André Maroselli ; André Armengeaud ; Arthur Lavy ; Jacques Richard. — **Suite de la discussion** [20 octobre 1965] (p. 1083 et suiv.). — *Discussion des articles* (*ibid.*). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol, tendant à supprimer la taxe unique de circulation sur les viandes (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la constitution (p. 1084). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article par une disposition admettant que les produits agricoles ont fictivement acquitté la T. V. A. au taux de 6 p. 100 (*ibid.*), et amendement par M. Jean Bertaud, rapporteur pour avis, tendant à insérer un article additionnel 3 *bis* nouveau disposant que les produits agricoles ont acquitté la T. V. A. au taux de 4 p. 100 (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (p. 1086). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Pauzet, tendant au § 1er, à mentionner les coopératives, retrait (p. 1087). — Amendement par M. Jacques Richard, tendant, au § 1er, alinéa 1er, à prévoir que toutes les coopératives sont assujetties à la T. V. A. (*ibid.*), observations, retrait (p. 1088). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le § 1er, alinéa 1er, par une disposition affranchissant du paiement de la T. V. A. ce que l'agriculteur, adhérent à une coopérative, se voit rétrocéder par la coopérative pour sa consommation (p. 1087), observations (p. 1088), et amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à compléter le § 1er, alinéa 1er, par la phrase : « Toutefois la base imposable des rétrocessions qu'elles font à leurs sociétaires pour les besoins de leur exploitation ou de leur consommation familiale ne comprend pas la valeur des produits apportés par ces derniers » (p. 1087), observations (p. 1088), adoption de l'amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à compléter cet article par une disposition maintenant l'exonération de la T. V. A. sur les honoraires d'architectes et des bureaux d'études (*ibid*), observations, retrait (p. 1089). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, relatif au régime des livraisons faites à soi-même et des opérations de préfabrication préalables à la construction immobilière (*ibid.*), observations, adoption (p. 1090). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le § 1er par un 9e alinéa concernant l'assujettissement à la T. V. A. des produits pétroliers (*ibid.*), observations, adoption (p. 1091). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une rédaction plus précise du § 2 de l'article 4 concernant les caractéristiques des activités qui rendront les agriculteurs redevables de la T. V. A. (*ibid.*), observations, et sous-amendement par M. Jean de Broglie, secré-

taire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant, à la fin du 1er alinéa du § 2 proposé, à supprimer les mots : « Il sera tenu compte de la nature des productions et des traditions locales » (*ibid.*), observations, rejet du sous-amendement et adoption de l'amendement (p. 1092). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, relatif à l'exercice du droit d'option laissé aux collectivités entre l'affranchissement ancien de la T. V. A. et le nouveau régime (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud relatif à l'option des exploitants agricoles, observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le § 1er par un 7e alinéa, étendant la faculté d'option aux entreprises qui effectuent des opérations sur des déchets neufs d'industrie et sur les matières de récupération (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 6 (p. 1093). — Amendement par Mlle Irma Rapuzzi tendant à modifier cet article afin que les transports en provenance ou à destination de l'étranger soient considérés comme non utilisés en France c'est-à-dire non assujettis à la T. V. A. (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (p. 1095). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à remplacer le 2e alinéa du § 2, de l'article 6 par : « Toutefois, sont, pour leur totalité, considérés comme effectués hors de France : *a*) les transports de voyageurs transbordant dans un port maritime ou un aéroport français, quel que soit le mode de transport utilisé ne constituant pas des services utilisés en France ; *b*) les transports entre la France continentale et la Corse. » (*ibid.*), observations, irrecevabilité du § *a* aux termes de l'article 40 de la constitution, adoption du § *b* de l'amendement (p. 1096). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, après le § 2 de l'article 6 à insérer un § 2 *bis* disposant que : « sont considérées comme affaires faites hors de France les opérations effectuées et les prestations fournies dans les ports maritimes pour les besoins des navires, des marchandises et des voyageurs, ainsi que les participations financières couvrant les investissements nécessaires à la satisfaction de ces besoins » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1097). — Art. 7 (p. 1098). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, après le § 4, à insérer un § 4 *bis* relatif au régime des exportations invisibles (*ibid.*), observations, irrecevabilité invoquée aux termes de l'art. 40 de la Constitution, l'art. 7 est réservé (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au § 1er, après l'alinéa 4e, à insérer un nouvel alinéa exonérant de la T. V. A. les mareyeurs (p. 1099) et amendement par M. Jean Bardol tendant à insérer au paragraphe 1er, après l'alinéa 4, un nouvel alinéa maintenant la situation actuelle d'exonération des mareyeurs (*ibid.*), observations, retrait du second amendement et adoption du premier (p. 1100). — Amendement par M. André Armengaud tendant à compléter le paragraphe 1, 6e, *a*, afin de supprimer l'exonération des ventes de sacs d'emballage usagés (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Wazières tendant à compléter l'alinéa 6e, *a*, par la disposition suivante : « Toutefois, cette exonération ne s'applique pas aux biens dans la commercialisation desquels elle provoque des distorsions d'imposition. La liste de ces biens est établie par arrêté du ministre des finances et des affaires économiques, après accord avec les professions intéressées » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1101). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le paragraphe 1, 6e, *b*, afin d'exonérer, sans limitation de durée, la vente des voitures automobiles d'occasion (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot, tendant à modifier le paragraphe 1, 6e, *b*, afin d'exonérer la vente des tracteurs et matériels agricoles d'occasion (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par Mlle Irma Rapuzzi, tendant à compléter le paragraphe 1, 7e, afin d'exonérer certains transports de voyageurs des réseaux de transports en commun (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1102). — Amendement par M. Jean Bardol tendant, après l'alinéa 7, à insérer un alinéa 7 *bis* nouveau exonérant les livraisons de combustibles aux mineurs (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1103). — Amendement rédactionnel par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, au dixième alinéa du paragraphe 1, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol, tendant à insérer un alinéa 11 nouveau exonérant les opérations effectuées par les organismes mutualistes (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles, tendant à insérer un alinéa 11 nouveau maintenant l'exonération de la vente des œuvres d'art originales (*ibid.*), observations, adoption (p. 1104). — Amendement par M. Jean Bardol tendant, par une modification du paragraphe 2 de l'article 8, à maintenir l'exonération de la T. V. A. sur la vente du pain et du lait, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 8, afin d'exonérer les amendements calcaires, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, observations, adoption (p. 1105). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, adoption (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, relatif au chiffre d'affaires imposable pour les intermédiaires qui commercialisent des produits pour le compte de personnes non assujetties à la T. V. A. (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le paragraphe 5 de cet article, pour coordination, adoption (*ibid.*). — Art. 12 (p. 1106). — Réservé (*ibid.*). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, tendant à modifier l'alinéa *a*, afin de réduire de 12 à 6 p. 100 le taux applicable aux ventes à consommer sur place effectuées par les hôtels classés tourisme (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1107). — Amendement par M. Paul Ribeyre tendant à ajouter aux hôtels de tourisme, taxés à 6 p. 100, les meublés et garnis ayant un caractère saisonnier (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, tendant à insérer un nouvel alinéa *a bis*, visant les prestations relatives à la fourniture et à l'évacuation de l'eau (p. 1108), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une énumération plus extensive des produits laitiers cités au § C, 4e alinéa (*ibid.*) observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1109). — Amendement par M. Michel Kauffmann tendant à modifier le § C, 9e alinéa, afin d'étendre le taux de 6 p. 100 au chocolat au lait ; amendement par M. Jean Bardol tendant à étendre le taux de 6 p. 100 au chocolat au lait et au chocolat aux noisettes ; amendement par M. Claudius Delorme, tendant à étendre le taux de 6 p. 100 au choloat au lait, amendement par M. Etienne Dailly, tendant à étendre le taux de 6 p. 100 ausi bien aux chocolats en poudre qu'aux chocolats en tablettes (p. 1109), observations, irrecevabilité des quatre amendements aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1110). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer pour coordination le 12e alinéa du § C, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, tendant, dans le § C, 12e alinéa, après les mots : « amendements calcaires », à ajouter les mots : « ... et engrais », et amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à ajouter aux amendements calcaires, les engrais, soufre, sulfate de cuivre et les produits antiparasitaires (*ibid.*), observations, retrait du premier amendement et adoption du second (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à rédiger le dernier alinéa du § C ainsi qu'il suit : « ... filets de poissons frais, salés, congelés ou surgelés », et amendement par M. Jean Bardol tendant à rédiger le même alinéa ainsi qu'il suit : « ... filets de poissons frais, poissons et filets de poissons fumés » (p. 1111), observations, irrecevabilité des deux amendements aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot, tendant à compléter le § C par les mots : « jus de fruits et de légumes » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux terme de l'article 40 de la Constitution. — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à compléter cet article afin de classer le livre dans la liste des produits passibles de la taxe à 6 p. 100 (p. 1112), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « *c*) les transports de voyageurs » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — L'amendement précédent est repris par Mlle Irma Rapuzzi ; observations (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1113). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter cet article afin de fixer à 6 p. 100 la taxe sur les opérations de location de sacs destinés à l'emballage de céréales, issues et aliments du bétail (*ibid.*) et sous-amendement par M. Claudius Delorme tendant à ajouter les emballages pour l'expédition des fruits et légumes frais (*ibid.*), observations, irrecevabilité de l'amendement et du sous-amendement aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles, tendant à compléter cet article afin de fixer à 6 p. 100 la taxe sur « la première vente par une entreprise commerciale d'une œuvre d'art originale (*ibid.*), observations, retrait (p. 1114). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à compléter cet article afin de fixer à 6 p. 100 la taxe sur les produits pharmaceutique (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1115). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à compléter cet article afin de fixer à 6. p. 100 la taxe sur les opérations effectuées par les artisans (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Audy tendant à compléter cet article afin de fixer à 6 p. 100 la taxe sur le bois de chauffage (*ibid.*), observations,

irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à compléter cet article afin de fixer à 6 p. 100 la taxe sur les sacs d'emballage usagés (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le cinquième et le sixième alinéa de l'article 13 pour coordination, adoption (*ibid.*). — Art. 14 (p. 1116). — Amendement par M. Max Monichon tendant à compléter le troisième alinéa du paragraphe 1er afin d'appliquer le taux de 12 p. 100 de la T. V. A. à l'ensemble des bois (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (p. 1117). — Amendement de coordination par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le septième alinéa du paragraphe 1er (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer les 9e, 10e, 11e et 12e alinéas du paragraphe 1er (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, tendant à supprimer le neuvième alinéa du paragraphe 1er, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant, entre le 12e et le 13e alinéa du paragraphe 1er, à insérer un nouvel alinéa fixant à 12 p. 100 le taux de la taxe sur le matériel agricole (*ibid.*) ; irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol, tendant à insérer un nouvel alinéa fixant à 12 p. 100 le taux de la taxe sur les produits pharmaceutiques (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Michel Kauffmann tendant, dans un nouvel alinéa, à fixer à 12 p. 100 le taux de la taxe sur les boissons gazeuses (limonades, sodas) ; amendement par M. Paul Ribeyre, tendant à fixer à 12 p. 100 le taux de la taxe sur les eaux minérales et les boissons gazeuses ; amendement par M. Michel Kistler tendant à fixer à 12 p. 100 le taux de la taxe sur les bières ; amendement par M. Jean Bardol tendant à fixer à 12 p. 100 le taux de la taxe sur les bières, les boissons gazeuses et les eaux minérales (p. 1118) ; observations, irrecevabilité des quatre amendements précédents aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Jung tendant à ajouter un alinéa *b* bis relatif aux artisans ; amendement de M. Jean Bardol tendant à ajouter un alinéa *b* bis relatif aux artisans ; amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à ajouter deux alinéas nouveaux, le premier visant à imposer au taux de 12 p. 100 toutes les opérations qui étaient passibles de la taxe sur les prestations de service et toutes les opérations imposées à des taux réduits, le second visant les opérations effectuées par les artisans (*ibid.*) ; amendement par M. Etienne Dailly tendant à insérer deux alinéas nouveaux visant à imposer au taux de 12 p. 100 : « 1° les opérations précédemment soumises à la taxe sur les prestations de services effectuées par toute société, organisme, groupement professionnel ou association dont le caractère désintéressé est nettement affirmé par la loi et dont les ressources nettes sont affectées en totalité au financement de l'activité qu'elles exercent en application de la loi fixant leur statut ; 2° les opérations précédemment soumises à la taxe sur les prestations de services effectuées par les sociétés d'élevage, associations agricoles reconnues par la loi et dépendant du ministère de l'agriculture, ayant pour objet de favoriser la production agricole, ainsi que leurs unions et fédérations » (p. 1119) ; retrait des deux amendements par M. Louis Jung et par M. Jean Bardol (*ibid.*) ; retrait du deuxième alinéa de l'amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, et adoption du premier alinéa (*ibid.*) ; retrait de l'amendement par M. Etienne Dailly (*ibid.*). — Amendement par M. Charles Laurent-Thouverey tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 14 relatif aux opérations portant sur les perles et pierres précieuses (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une rédaction plus précise de l'alinéa *f* relatif aux travaux immobiliers (*ibid.*), observations, adoption (p. 1120). — Amendement rédactionnel par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à l'alinéa *g* de l'article 14, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à compléter le second alinéa du *g*) par : « ...et de la réfaction de 50 p. 100 qui demeure maintenue pour les opérations suivantes : ventes d'immeubles achevés, cessions de droits sociaux représentatifs d'immeubles achevés, ventes à terme d'immeubles ou fractions d'immeubles, livraisons à soi-même » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par Mme Renée Dervaux tendant à insérer un nouvel alinéa visant à fixer à 12 p. 100 le taux de la taxe sur les opérations réalisées par les entreprises cinématographiques non soumises à l'impôt sur les spectacles (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1121). — Amendement par M. André Armengaud tendant à insérer un nouvel alinéa visant à fixer à 12 p. 100 le taux de la taxe sur les opérations de location de véhicules industriels et de transport routier de marchandises effectuées pour le compte d'usagers placés hors du champ d'application ou exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant : 1° à rédiger les paragraphes 2 et 3 ainsi qu'il suit : « 2. Toutefois, les assujettis sont autorisés à opérer globalement l'imputation de la taxe sur la valeur ajoutée. — 3. La taxe déductible dont l'imputation n'a pu être opérée fait l'objet d'un remboursement. » ; 2° à supprimer, en conséquence, les paragraphes 4 et 6 (p. 1122), observations, adoption de la première partie de l'amendement et retrait de la seconde (p. 1123). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe 4 de l'article 16 par : « ...ou concourent aux opérations visées à l'article 27 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à une nouvelle déduction dans le cas d'une opération légalement effectuée en exonération du paiement de la T. V. A. lorsque l'exonération résulte de la destination du produit ou de la qualité de l'acheteur (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1124). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un paragraphe 5 *bis* relatif au remboursement par le concessionnaire à la collectivité locale des taxes à la valeur ajoutée qui ont grevé les dépenses d'établissement des ouvrages (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 17 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à rédiger la fin du dernier alinéa du paragraphe 1er ainsi qu'il suit : « ...doit être effectuée en totalité » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution. — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Marcel Audy ; Octave Bajeux ; Jean Bardol ; Jean Bertaud, rapporteur pour avis ; Edouard Bonnefous ; Raymond Bossus ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Bernard Chochoy ; Etienne Dailly ; Marcel Darras ; Claudius Delorme ; Vincent Delpuech ; Mme Renée Dervaux ; MM. André Dulin ; Jean Filippi ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Roger du Halgouet ; Louis Jung ; Michel Kauffmann ; Roger Lachèvre ; Maurice Lalloy ; Jean-Marie Louvel ; Georges Marie-Anne ; Marcel Martin ; Max Monichon ; Geoffroy de Montalembert ; André Monteil ; Marc Pauzet ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Guy Petit ; Mme Irma Rapuzzi ; MM. Paul Ribeyre ; Jacques Richard ; André Tinant ; Ludovic Tron ; Maurice Verillon ; Raymond de Wazières. — **Suite de la discussion** [21 octobre 1965] (p. 1131 et suiv.). — *Suite de la discussion des articles* (*ibid.*). — Art. 18 (*ibid.*). — Amendement par M. Paul Driant tendant à modifier cet article afin d'élever les plafonds de la franchise et de la décote (p. 1132), observations, l'article 18 et l'amendement sont réservés (*ibid.*). — Art. 19 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre tendant à supprimer le § 1er de cet article, repris dans le projet de loi de finances pour 1966 (*ibid.*), observations, adoption (p. 1133). — Amendement par M. Jean-Marie Louvel, tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 19 prévoyant que les dispositions de cet article pourront n'être appliquées provisoirement qu'à certaines parties du territoire national (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant l'appréciation distincte de la taxe afférente aux biens amortissables dont la réduction est autorisée (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 19 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à insérer un article additionnel 19 *bis* nouveau disposant que : « Le Gouvernement proposera dans la loi de finances pour 1967 un système d'indexation pour les chiffres plafonds fixés aux paragraphes 2 et 2 *bis* de l'article 18 et au paragraphe 1 de l'article 19. » (*ibid.*), l'amendement est réservé (*ibid.*). — Art. 21 (*ibid.*). — Deux amendements identiques par M. Louis Jung et M. Jean Bardol, tendant à supprimer le 2e alinéa du § 1 de cet article, relatif à l'option des entreprises nouvelles pour l'imposition d'après le bénéfice réel (*ibid.*), observations, adoption (p. 1134). — Art. additionnel 21 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Jung, tendant à insérer un article additionnel 21 *bis* nouveau disposant que pour les entreprises soumises au régime du forfait, un décret fixera les conditions suivant lesquelles elles pourront déduire la T. V. A. qu'elles auront acquittée sur leurs investissements non prévus lors de la détermination du forfait (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 23 (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud, tendant à compléter cet article par : « Toutefois, pour les ventes de sacs d'emballage usagés, la valeur imposable sera le prix de vente » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1135). — Art. 25 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol, tendant à supprimer cet article fixant le tarif des droits de circulation sur les vins (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes

de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Pauzet, tendant à supprimer le 4e alinéa relatif au droit sur les vins d'appellation contrôlée et les vins délimités de qualité supérieure (*ibid.*), observations, adoption (p. 1136). — Art. 28 *bis* (p. 1137). — Amendement rédactionnel par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 28 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à rétablir l'article 29 qui prévoyait une augmentation des droits de licence payés par les débits de boisson (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 30 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 31 (p. 1138). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer le § 3 qui abroge les exonérations des entreprises de spectacle offrant des places à un prix modique (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Noury, tendant à ajouter un § 4 nouveau relatif à l'abattement en matière de taxe sur les manifestations sportives (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 34 (p. 1139). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter le § 1er de cet article par une disposition prévoyant que : « Les opérations imposables pour lesquelles l'art. 9 prévoit l'encaissement comme fait générateur de la taxe, doivent faire l'objet, au fur et à mesure de leur règlement, d'une facture mentionnant cette taxe. » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*) — Art. 37 (*ibid.*). — Réservé (*ibid.*). — Art. 7 (précédemment réservé), adoption (p. 1141). — Art. 18 (précédemment réservé (p. 1141). — L'amendement par M. Paul Driant, précédemment réservé, est reconnu irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à porter de 800 F à 1.000 F le montant annuel de la T. V. A. au-dessous duquel est accordée l'exonération pour les artisans (*ibid.*) et amendement par M. Jean Bardol tendant à porter à 1.500 F le plafond pour l'exonération pour les redevables qui justifient que le prix d'achat des fournitures, taxes comprises, qu'ils ont utilisées dans leurs travaux ne représente pas plus de 40 p. 100 de leur chiffre d'affaires total (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au paragraphe 2 de cet article, par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (*ibid.*), observations, adoption (p. 1142). — Amendement, par M. Louis Jung, tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 *bis* relatif au chiffre supérieur de la décote pour les artisans fiscaux (*ibid.*) ; amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une nouvelle rédaction plus extensive du même paragraphe 2 *bis* ; amendement, par M. Jean Bardol, tendant à compléter le paragraphe 2 *bis* par une disposition faisant mention des artisans remplissant les conditions prévues à l'article 1649 *quater* A du code général des impôts (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement par M. Louis Jung (*ibid.*), adoption de l'amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, modifié (*ibid.*), retrait de l'amendement par M. Jean Bardol (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à l'introduction d'un alinéa 2 *ter* nouveau, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Jung tendant à compléter l'article 18 par un paragraphe 4 appliquant le principe d'une modulation du chiffre plafond de la limite d'exonération et de la décote (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution invoqué mais non reconnue applicable, adoption de l'amendement (p. 1143). — Art. 38 (*ibid.*). — Amendement par M. Camille Vallin tendant, par une modification du paragraphe 2 de cet article, à faire bénéficier les collectivités locales de la totalité du produit de la taxe sur les salaires (*ibid.*), observations, rejet (p. 1144). — Amendement par M. Camille Vallin tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe 2 de cet article afin de faire verser au fonds de garantie le produit de la taxe sur les salaires due par l'Etat pour ses fonctionnaires et ses agents (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution. — Amendement par M. Camille Vallin tendant, au paragraphe 3, à porter de 3 p. 100 à 5 p. 100 la part du fonds d'action locale (*ibid.*), observations, retrait (p. 1145). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le paragraphe 3 de cet article afin de fixer la fraction de la part locale de la taxe sur les salaires destinée au fonds d'action sociale, à 3 p. 100 pour 1967, avec augmentation de sept dixièmes de point par année pendant 10 ans (*ibid.*), l'amendement et le paragraphe 3 sont réservés jusqu'au vote du paragraphe 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 4 de cet article, relatif à la répartition des ressources affectées au fonds d'action locale à provenir de la taxe sur les salaires (*ibid.*), observations, l'amendement est pris en considération (p. 1146) ; sous-amendement, par M. André Morice, tendant à ajouter les mots : « les charges particulières d'emprunts supportées par les communes pouvant notamment être compensées par l'action de bonifications d'intérêt (*ibid.*), observations, retrait (p. 1147), adoption de l'amendement précédemment pris en considération (*ibid.*). — Paragraphe 3 et amendement au paragraphe 3 (précédemment réservés), observations (p. 1147), adoption (p. 1148). — Adoption de l'article 38 (p. 1149). — Article 40 (*ibid.*). — Amendement par M. Guy Petit tendant à insérer un nouvel alinéa au paragraphe 1er de cet article, instituant un minimum garanti pour les communes dortoirs ou les communes d'accueil (p. 1150), observations, rejet (p. 1152). — Amendement rédactionnel et de coordination par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, au premier alinéa du paragraphe 4 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe 4 disposant que la fraction de la part locale de la taxe sur les salaires « est fixée aux 95 centièmes pour 1968. Elle est réduite de 5 points par an pour les années 1969 et 1970. La répartition pendant les années suivantes fera l'objet d'un nouveau projet de loi qui sera déposé à la session du printemps de 1970, compte tenu des résultats constatés en 1969 et des prévisions du VIe plan » (*ibid.*) et amendement par M. Camille Vallin tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du paragraphe 4 disposant que « cette fraction est fixée aux 95 centièmes pour 1968. Elle est réduite de 5 points pour chacune des années suivantes, sans qu'elle puisse toutefois être inférieure à 50 p. 100 » (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, et retrait de l'amendement par M. Camille Vallin (p. 1153). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le début du paragraphe 5, afin d'ouvrir aux collectivités locales qui sont au régime de l'attribution directe la possibilité d'une revision de leurs attributions de garantie en fonction de l'augmentation de leur population (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier l'article 40 par un paragraphe relatif au calcul des attributions aux communes rurales dont la population subit des variations saisonnières (*ibid.*), observations, adoption (p. 1154). — Art. 41 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Descours-Desacres tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article, relatif à la répartition de la part locale de la taxe sur les salaires entre les communes, les départements et leurs groupements (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article, afin d'inclure dans le calcul de la part locale de la taxe sur les salaires la contribution foncière des propriétés bâties affectées à l'usage de la profession hôtelière (*ibid.*), observations, adoption modifiée de l'amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général (p. 1157). — Amendement par M. Raymond Boin tendant, au paragraphe 1er de l'article 41, après les mots : « propriétés bâties », à ajouter les mots : « et non bâties » (*ibid.*) ; amendement par M. Geoffroy de Montalembert tendant, au même paragraphe, après les mots : « propriétés bâties », à insérer les mots : « ...ainsi que, à concurrence de 20 p. 100 sur les propriétés non bâties... » (*ibid.*) ; amendement par M. Fernand Verdeille tendant, au même paragraphe, après les mots : « propriétés bâties », à insérer les mots : « et sur les propriétés foncières non bâties » (*ibid.*) ; observations ; adoption modifiée de l'amendement par M. Raymond Boin et par M. Fernand Verdeille, retrait de l'amendement par M. Geoffroy de Montalembert, devenu sans objet (p. 1158). — Amendement par M. Michel Kistler tendant à rédiger comme suit le deuxième alinéa du paragraphe 1er de l'article 41 : « Ces impôts et taxes seront majorés d'une somme correspondant aux impôts et taxes qui auraient été dus au titre des propriétés bâties pour les constructions nouvelles si elles n'avaient pas bénéficié de l'exonération. » (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Descours-Desacres tendant à ajouter, au deuxième alinéa du paragraphe 1er de l'article 41, les mots : « ainsi qu'à ceux dont sont dégrevés d'office ou sur leur demande les pères et mères de familles nombreuses, les personnes âgées invalides ou infirmes, de ressources modestes, pour leur résidence principale, par application des articles 1398, 1434 et 1435 du code général des impôts » (p. 1159), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, au paragraphe 3 de l'article 41 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Descours-Desacres tendant, à la fin du paragraphe 3, à ajouter le prix de l'eau pour le calcul de la base de répartition (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 41 *bis* (p. 1159). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au 1er alinéa du § 1er, à fixer le minimum garanti aux communes au produit indexé du nombre de leurs habitants par 50 francs (*ibid.*), observations, retrait (p. 1160). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à rédiger ainsi le 2e alinéa du § 1er : « L'indice de revalorisation applicable est égal au taux de progression de

la part locale de la taxe sur les salaires » et amendement identique par M. Camille Vallin (*ibid.*), observations, adoption (p. 1161). — Art. 41 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à une modification de forme de cet article (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à porter de 1 p. 100 à 2 p. 100 le pourcentage de la dotation du fonds d'action locale pour les communes touristiques ou thermales (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Guy Petit, tendant à prévoir un minimum pour la dotation aux communes touristiques ou thermales (*ibid.*) ; observations, adoption de l'amendement modifié par les deux sous-amendements (p. 1162). — Art. 42 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à une modification de forme, adoption (*ibid.*). — Art. 46 (*ibid.*). — Amendement par M. Camille Vallin, tendant à supprimer cet article afin de laisser à l'Etat la charge des frais d'assiette et de recouvrement de la taxe sur les salaires (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 48 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à compléter cet article par un § 3 disposant que les obligations des redevables des taxes sur le chiffre d'affaires seront fixées par décret en Conseil d'Etat (*ibid.*), observations, rejet (p. 1163). — Art. 49 (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à deux modifications d'harmonisation (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 50 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à insérer un article additionnel 50 nouveau relatif au régime des dispositions transitoires (*ibid.*), observations, adoption (p. 1164). — Art. 12 et 37 (précédemment réservés) (p. 1164). — Amendement à l'article 12 par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, tendant à fixer le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée à 19,50 p. 100 (*ibid.*) ; vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution, et de l'article 42, 7e alinéa du règlement du Sénat, sur les articles 12 et 37 du projet de loi dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale, modifiée par l'amendement à l'article 12 par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, et sur l'ensemble du projet de loi (*ibid.*), observations, report des explications de vote et du vote (p. 1165). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Louis André ; André Armengaud ; Jean Bardol ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Adolphe Chauvin ; Bernard Chochoy ; Antoine Courrière ; Michel Darras ; Léon David ; Jacques Descours-Desacres ; Paul Driant ; Gustave Héon ; Geoffroy de Montalembert ; Roger Morève ; André Morice ; Jean Noury ; Marc Pauzet ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Guy Petit ; Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; Jacques Richard ; Jacques Soufflet ; Ludovic Tron ; Camille Vallin ; Fernand Verdeille. — **Suite de la discussion** [26 octobre 1965] (p. 1170 et suiv.). — Observations sur le vote unique demandé par le Gouvernement. — *Sont entendus :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière ; Roger Lachèvre ; Pierre de La Gontrie. — Demande de deuxième délibération présentée par la commission des finances, avec l'accord du Gouvernement, en application de l'article 43 du règlement (p. 1185). — *Sont entendus :* MM. Alex Roubert, président de la commission des finances ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Antoine Courrière ; Pierre de La Gontrie ; François Schleiter. — *Explication de vote :* M. Antoine Courrière (p. 1186). — Adoption de la demande par scrutin public (n° 1). — Art. 3 (p. 1187). — Scrutin sur l'adoption proposée par le Gouvernement, du texte voté par l'Assemblée nationale (n° 2) ; rejet (p. 1187). — Art. 8 (*ibid.*). — Le Gouvernement propose le rétablissement de l'article 8 dans le texte voté par l'Assemblée nationale modifié par l'amendement par M. Jean de Broglie et l'amendement par M. Raymond de Wazières, rejet (*ibid.*). — Art. 12. Réservé (*ibid.*). — Art. 13 (*ibid.*). — Le Gouvernement propose le rétablissement de l'article 13 dans le texte voté par l'Assemblée nationale modifié par l'amendement par M. Maurice Lalloy (*ibid.*), rejet (p. 1188). — Art. 14 (*ibid.*). — Le Gouvernement propose le rétablissement de l'article 14 dans le texte voté par l'Assemblée nationale modifié par les amendements par MM. Max Monichon, Marcel Pellenc, rapporteur général et Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (*ibid.*), rejet (*ibid.*). — Art. 12 (précédemment réservé) et 37 (p. 1188). — Vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa, du règlement du Sénat, sur l'article 12 modifié par l'amendement par M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, sur l'article 37 dans la rédaction présentée par le Gouvernement en nouvelle délibération et sur l'ensemble du projet de loi, à l'exclusion de tous autres amendements (*ibid.*). — *Explications de vote :* MM. Bernard Chochoy ; Louis Talamoni ; Yvon Coudé du Foresto ; Jacques Descours-Desacres. — Sur l'ensemble (p. 1190). — Adoption par scrutin public (n° 3). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 3).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (article 45, alinéa 2 de la Constitution) [8 novembre 1965] (p. 1473). — Election des membres de la commission [16 novembre 1965] (p. 1830 et 1838). — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [19 novembre 1965. — *J. O.* 20 décembre 1965] (I., n° 77). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture **le 22 décembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1639, 1699, 449.**

Deuxième transmission au Sénat (nouvelle lecture) [23 décembre 1965] (I., n° 87). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation et pour avis à la commission des affaires économiques. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [23 décembre 1965] (I., n° 88). — **Discussion** [23 décembre 1965] (p. 2031 et suiv.). — Demande de suspension pour renvoi à la commission des finances (*ibid.*). — *Sont entendus :* MM. Antoine Courrière ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Dulin ; Jean Bardol ; Marcel Pellenc, rapporteur général. — *Sont entendus dans la discussion générale* (p. 2033 et suiv.) : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Jean Bardol ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa, du règlement du Sénat, sur l'ensemble du projet de loi dans le texte voté par l'Assemblée nationale (p. 2038). — *Discussion des articles* (p. 2038 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion :* MM. René Blondelle ; Jean de Broglie, **secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Dulin ;** Marcel Martin ; Geoffroy de Montalembert. — *Explications de vote :* MM. Etienne Dailly ; Ludovic Tron ; Jacques Descours Desacres ; Camille Vallin. — Rejet (p. 2048) par scrutin public (n° 25). — REJET (n° 27). NOUVELLE (DEUXIÈME) LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale **le 23 décembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1721,** 1722, 451.

Promulgation : loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 (*J. O.* du 7 janvier 1966).

TELEPHONE (SCANDALE DU). — Voy. : BUDGET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS **[4 novembre 1965] (p. 1316).**

TIERCE PERSONNE. — Voy. : ASSURANCE VOLONTAIRE.

TITRES DE RENTES ET OBLIGATIONS

Proposition de loi, présentée par M. Emile HUGUES, *Sénateur*, **tendant à modifier la procédure à suivre en cas de dépossession de titres ou des coupons de ces titres de rentes et obligations émis par l'Etat** [2 avril 1965] (I., n° 133). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

TRAITEMENTS ET SALAIRES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 137.

TRAITES DE ROME ET DE PARIS (REVISION). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 145.

TRAITES ET CONVENTIONS

1. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *Ministre des affaires étrangères*, **autorisant l'approbation de l'accord portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 3 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 969, 1394, 343. — **Transmis au Sénat** [8 juin 1965] (I., n° 186). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Henri Parisot [17 juin 1965] (I., n° 231). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 777). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Henri Parisot, rapporteur. — *Article unique* (p. 777). — Adoption par scrutin public (n° 49). — ADOPTION (n° 106). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-514 du 1er juillet 1965 (*J. O.* du 2 juillet 1965).

2. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *Ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 30 juin 1964 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes.** Adopté par l'Assemblée nationale le 3 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1302, 1395, 344. — **Transmis au Sénat** [8 juin 1965] (I., n° 187). — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Henri Parisot [17 juin 1965] (I., n° 232). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 777 et 778). — *Est entendu dans la discussion* générale : M. Henri Parisot, rapporteur. — *Article unique.* (p. 778). — Adoption par scrutin public (n° 50). — ADOPTION (n° 107). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-493 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 30 juin 1965).

3. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *Ministre des affaires étrangères* **autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 1er septembre 1964, entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale de métrologie légale.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 3 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1303, 1396, 345. — **Transmis au Sénat** [8 juin 1965] (I., n° 188). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Henri Parisot [17 juin 1965] (I., n° 233). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 778). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Henri Parisot, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 778). — Adoption par scrutin public (n° 51). — ADOPTION (n° 108). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-494 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 30 juin 1965).

4. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention consulaire et de ses annexes, signée le 7 février 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1364, 1425, 350. — **Transmission au Sénat** [15 juin 1965] (I., n° 202). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Péridier [17 juin 1965] (I., n° 227). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 779 et 780). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Péridier, rapporteur. — Article unique (p. 780). — ADOPTION (n° 110). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-513 du 1er juillet 1965 (*J. O.* du 2 juillet 1965).

5. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification des amendements aux articles 23, 27 et 61 de la Charte des Nations Unies relatifs à la composition du Conseil de Sécurité et à celle du Conseil Economique et social, adoptés le 17 décembre 1963 par l'Assemblée générale des Nations Unies.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1397, 1423, 347. — **Transmission au Sénat** [15 juin 1965] (I., n° 203). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Marius Moutet [22 juin 1965] (I., n° 246). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 784 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Marius Moutet, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 789). — Adoption par scrutin public (n° 53). — ADOPTION (n° 113). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-492 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 30 juin 1965).

6. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord de coopération économique et financière entre la France et le Cambodge, signé à Paris le 4 juillet 1964.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1340, 1427, 348. — **Transmission au Sénat** [15 juin 1965] (I., n° 204). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [17 juin 1965]. — Rapport par M. Georges Portmann [17 juin 1965] (I., n° 223). — Avis par M. Marius Moutet [22 juin 1965] (I., n° 243). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 781 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marius Moutet, rapporteur pour avis ; Marcel Pellenc, rapporteur général, au nom de M. Georges Portmann, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 784). — Adoption par scrutin public (n° 52). — ADOPTION (n° 112). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-495 du 29 juin 1965 (*J. O.* du 30 juin 1965).

7. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention consulaire signée le 25 avril 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 10 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1298, 1424, 349. — **Transmission au Sénat** [15 juin 1965] (I., n° 205). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Marius Moutet [22 juin 1965] (I., n° 242). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 779). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jean Péridier ; Marius Moutet, rapporteur. — *Article unique* (p. 779). — ADOPTION (n° 109). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-527 du 3 juillet 1965 (*J. O.* du 4 juillet 1965).

8. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention relative au concours en personnel apporté par la République du Tchad conclue le 19 mai 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad et l'approbation des accords de coopération culturelle et d'assistance militaire technique conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad.** — Adopté par l'Assemblée Nationale le 10 juin 1965. — Voy.: Impressions n° 1307, 1422, 351. — **Transmission au Sénat** [15 juin 1965] (I., n° 206). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Péridier [17 juin 1965] (I., n° 228). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 780 et 781). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Péridier, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article* (p. 780). — Sur l'ensemble (p. 781). — ADOPTION (n° 111). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-511 du 1er juillet 1965 (*J. O.* du 2 juillet 1965).

9. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification du traité instituant un conseil unique et une commission unique des communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités des communautés européennes.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin 1965. — Voy. : Impressions n° 1398, 1446, 363. — **Transmissions au Sénat** [22 juin 1965] (I., n° 238). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Julien Brunhes [23 juin 1965] (I. n° 262). — **Discussion** [25 juin 1965] (p. 861 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Julien Brunhes, rapporteur ; Marius Moutet ; Alain Poher ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ; André Dulin ; Vincent Rotinat, président de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — *Article unique* (p. 869). — Scrutin public (n° 56). — ADOPTION (n° 134). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-506 du 30 juin 1965 (*J. O.* du 1er juillet 1965).

10. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la Convention sur les relations économiques et la protection des investissements, signée à Tunis le 9 août 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne ainsi que des deux échanges de lettres s'y rapportant.** — Adopté par l'Assemblée Nationale le 28 juin 1965. — Voy.: Impressions n°s 805, 1539, 392. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1965] (I. n° 288). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Maurice Carrier [29 juin 1965] (I., n° 291). — **Discussion** [30 juin 1965] (p. 917 et 918). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Carrier, rapporteur. — *Article unique* (p. 918). — ADOPTION (n° 142). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-544 du 8 juillet 1965 (*J. O.* du 9 juillet 1965).

11. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la Convention, signée à Paris le 27 novembre 1964, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière**

d'impôts sur le revenu. — Adopté par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy.: Impressions n°s 1436, 1545, 395. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1965] (I., n° 290). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapport par M. Georges Portmann [29 juin 1965] (I., n° 292). — **Discussion** [30 juin 1965] (p. 917). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Portmann, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (p. 917). — ADOPTÉ (n° 141). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-545 du 8 juillet 1965 (*J. O.* du 9 juillet 1965).

12. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la Convention d'extradition signée le 24 juin 1964 entre la France et l'Iran.** — Adopté par l'Assemblée Nationale le 5 octobre 1965. — Voy.: Impressions n°s 1146, 1587, 417. — **Transmission au Sénat** [7 octobre 1965] (I. n° 8). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [21 octobre 1965] (I., n° 19). — **Discussion** [28 octobre 1965] (p. 1204). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Modeste Zussy, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 5). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-942 du 9 novembre 1965 (*J. O.* du 10 novembre 1965).

13. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification : 1° de la convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, signée à Paris le 29 juillet 1960, et de son protocole additionnel, signé à Paris le 28 janvier 1964 ; 2° de la convention complémentaire à la convention de Paris du 29 juillet 1960, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963, et de son protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964.** — Adopté par l'Assemblée Nationale le 5 octobre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1582, 1590, 418. — **Transmission au Sénat** [7 octobre 1965] (I., n° 9). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Robert Chevalier [20 octobre 1965] (p. 1215 et 1216). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Chevalier, rapporteur ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article* (p. 1216). — ADOPTION (n° 7). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 65-954 du 12 novembre 1965 (*J. O.* du 13 novembre 1965).

14. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire concernant le règlement de questions touchant les hydrocarbures et le développement industriel de l'Algérie.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 14 octobre 1965. — Voy. : Impressions, n°s 1578, 1610, 421. — **Transmission au Sénat** [19 octobre 1965] (I., n° 14). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, et pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Pour avis à la commission du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [20 octobre 1965]. — Avis, par M. Henri Cornat, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [26 octobre 1965] (I., n° 14). — Avis, par M. André Armengaud, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [28 octobre 1965] (I., n° 29). — Rapport, par M. Edgar Faure, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 novembre 1965] (I., n° 37). — **Discussion** [6 novembre 1965] (p. 1403 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes ; Edgar Faure, rapporteur ; Roger Lachèvre ; André Armengaud, rapporteur pour avis ; Henri Cornat, rapporteur pour avis ; Edouard Le Bellegou ; Marius Moutet. — **Suite de la discussion** [9 novembre 1965] (p. 1508 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes ; Edgar Faure, rapporteur ; André Armengaud, rapporteur pour avis. — *Article unique* (p. 1518). *Explications de vote :* MM. Etienne Dailly ; Edouard Le Bellegou. — Scrutin public (n° 10). — REJET (n° 12). — Adopté avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 10 novembre 1965. — Voy : Impressions, n°s 1660, 1661, 433.

Deuxième transmission au Sénat [12 novembre 1965] (I. n° 51). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — **Discussion** [14 novembre 1965] (p. 1723 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. le général Jean Ganeval, au nom de M. Edgar Faure, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Etienne Dailly ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes. — *Article unique* ((p. 1725). — Scrutin public (n° 14). — REJET (n° 13). — DEUXIÈME LECTURE.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (article 45, alinéa 2, de la Constitution) [14 novembre 1965] (p. 1725). — Election des membres de la commission [16 novembre 1965] (p. 1830 et 1838). — Adoption par l'Assemblée nationale le 17 novembre 1965. — Voy. : Impressions, n°s 1668, 1674, 441.. — **Discussion** [18 novembre 1965] (p. 1937 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. le général Jean Ganeval, au nom de M. Edgar Faure, rapporteur ; Marius Moutet ; Etienne Dailly ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des affaires algériennes ; André Armengaud. — *Article unique* (p. 1940). — Adoption (*ibid.*) par scrutin public (n° 19). — ADOPTION (n° 20). — TEXTE DÉFINITIF. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE.

Promulgation : loi n° 65-991 du 26 novembre 1965 (*J. O.* du 27 novembre 1965).

15. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 11 janvier 1965 entre le Gouvernement de la République française et le bureau international des expositions.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1580, 1653, 425. — **Transmission au Sénat** [10 novembre 1965] (I., n° 42). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

16. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 20 janvier 1965 entre le Gouvernement de la République française et l'office international de la vigne et du vin.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1579, 1652, 426. — **Transmission au Sénat** [10 novembre 1965] (I., n° 43). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

17. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention entre les Gouvernements de la République française et de l'Etat espagnol concernant la construction de deux ponts internationaux sur la Bidassoa, l'un entre Béhobie et Béhobia, l'autre aux environs de Biriatou, et du protocole concernant la construction du pont international sur la Bidassoa entre Béhobie et Béhobia.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 16 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1569, 1663, 437. — **Transmission au Sénat** [17 novembre 1965] (I., n° 63). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan.

TRAVAILLEURS FRONTALIERS (IMPOSITION). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 628.

TRAVAILLEURS HANDICAPES

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant et complétant l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 28 avril 1965. — Voy. : Impressions n°s 1079, 1339, 320. — **Transmission au Sénat** [4 mai 1965] (I., n° 147). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires sociales [2 juin 1965]. — Rapport par M. Abel-Durand [10 juin 1965] (I., n° 199). — Avis par M. Lucien Grand [15 juin 1965] (I., n° 212). — **Discussion** [23 juin 1965] (p. 791 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Abel-Durand, rapporteur ; Lucien Grand, rapporteur pour avis ; Raymond Bossus ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — Art. additionnel A nouveau (p. 795). — Amendement par M. Abel-Durand, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel A nouveau modifiant l'article 25 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 afin de prévoir la réglementation de la commercialisation des produits bénéficiant de labels (p. 795), observations ; sous-amendement par M. Lucien Grand, rapporteur pour avis, tendant à compléter l'amendement par : « et notamment les conditions d'homologation des prix et les modalités de rémunération des personnes chargées de la vente de ces produits » (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (p. 796). — *Art. unique* (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Abel-Durand, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Abel-

Durand, rapporteur, tendant à ajouter : « faussement », au texte adopté par l'Assemblée nationale pour l'article 36 de la loi du 23 novembre 1957 (*ibid.*), observations ; amendement par M. Lucien Grand, rapporteur pour avis, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 36 de la loi du 23 novembre 1957, faisant référence plus précise à la fabrication et au produit de la vente (*ibid.*), observations, adoption de ce dernier amendement et retrait du précédent (p. 797). — Amendement par M. Abel-Durand, rapporteur, tendant à supprimer le § 3 du texte modificatif proposé pour l'article 36 de la loi du 23 novembre 1957, dont les dispositions ont été reprises à l'article 25 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Abel-Durand, rapporteur ; Lucien Grand, rapporteur pour avis ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — Sur l'ensemble (p. 797). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 115). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1505, 1528, 402.

Deuxième transmission au Sénat [30 juin 1965] (I., n° 296). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Lucien de Montigny [21 octobre 1965] (I., n° 21). — **Discussion** [28 octobre 1965] (p. 1218 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien de Montigny, rapporteur ; Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 1220). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien de Montigny, rapporteur, tendant, dans le texte présenté pour l'article 36 de la loi du 23 novembre 1957, à rédiger comme suit la fin du § 2, à partir des mots « ... par une publicité quelconque » : « *a*) soit que cet objet a été fabriqué ou conditionné par un ou des travailleurs handicapés ; *b*) soit que le produit de la vente bénéficie à des travailleurs handicapés ; » (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 2 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien de Montigny, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 2 nouveau, disposant que : « Les dispositions du 2° et du 3° de l'article 36 de la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés, modifié par l'article 1er ci-dessus, n'entreront en vigueur que le 1er janvier 1967. » (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Est entendu :* M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — Sur l'ensemble (*ibid.*) — ADOPTION MODIFIÉE (n° 10). — DEUXIÈME LECTURE. Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 9 novembre 1965. — Voy. : Impressions n°s 1645, 1651, 428.

Promulgation : loi n° 65-975 du 19 novembre 1965 (*J. O.* du 20 novembre 1965).

TUTELLE AUX PRESTATIONS FAMILIALES. — Voy. : PRESTATIONS FAMILIALES ET ALLOCATIONS.

V

VENTE A L'ETRANGER D'UN TABLEAU DE PAUL CEZANNE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 115.

VITICULTURE (PRIX DU VIN). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 630.

Z

ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE

Projet de loi présenté par M. Jacques MAZIOL, *ministre de la construction*, **relatif aux zones d'aménagement différé.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 15 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1391, 1440, 358. — **Transmission au Sénat** [17 juin 1965] (I., n° 222). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean-Marie Bouloux [17 juin 1965] (I., n° 237). — **Discussion** [24 juin 1965] (p. 820 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean-Marie Bouloux, rapporteur ; Maurice Coutrot ; Camille Vallin ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean-Eric Bousch. — *Discussion des articles* (p. 825 et suiv.). — Art. 1er (p. 825). — Amendement, par M. Camille Vallin, tendant à une nouvelle rédaction de deux premiers alinéas du texte proposé pour l'article 11 *bis* de la loi du 26 juillet 1962 afin de réserver le droit de préemption aux collectivités locales (*ibid.*), observations, rejet (p. 826). — Art. additionnel 1er *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jean-Marie Bouloux, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 1er *bis* nouveau tendant à modifier pour harmonisation le premier alinéa de l'article 9 de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962, observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean-Marie Bouloux, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Camille Vallin. — Sur l'ensemble (p. 826). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 121). — Adoption définitive en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 29 juin 1965. — Voy. : Impressions n°s 1524, 1533, 401.

Promulgation : loi n° 65-561 du 10 juillet 1965 (*J. O.* du 11 juillet 1965).

ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 133.

TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS

BUREAU DU SENAT

BUREAU D'AGE

2 octobre 1965.

PRÉSIDENT D'AGE	SECRÉTAIRES D'AGE
M. Marius MOUTET	MM. Hamadou BARKAT GOURAT. Michel DARRAS. Michel CHAUTY. Jean BARDOL. Roger POUDONSON. Charles STOESSEL.

BUREAU DEFINITIF

PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENTS	SECRÉTAIRES	QUESTEURS
M. Gaston MONNERVILLE. (Elu le 2 octobre 1965.)	MM. André MERIC. Pierre GARET. Mme Marie-Hélène CARDOT. M. Maurice BAYROU. (Elus le 5 octobre 1965.)	MM. Lucien BERNIER. Auguste BILLIEMAZ. Charles DURAND. Roger du HALGOUET. Georges MARIE-ANNE. Louis NAMY. Henri PARISOT. Joseph VOYANT. (Nommés le 5 octobre 1965.)	MM. Gérard MINVIELLE. Baptiste DUFEU. Robert GRAVIER (remplacé par M. Jacques MENARD le 22 décembre 1965.) (Elus le 5 octobre 1965.)

LISTE ALPHABÉTIQUE

de Mmes et MM. les Sénateurs.

(Au 31 décembre 1965.)

A

AHMED ABDALLAH, Comores.
Gustave ALRIC, Aube.
Hubert D'ANDIGNE, Orne.
Louis ANDRE, Calvados.
Philippe D'ARGENLIEU, Sarthe.
André ARMENGAUD, Français établis hors de France.
Emile AUBERT, Basses-Alpes.
Marcel AUDY, Corrèze.

B

Jean de BAGNEUX, Côtes-du-Nord.
Octave BAJEUX, Nord.
Clément BALESTRA, Var.
Paul BARATGIN, Hautes-Pyrénées.
Pierre BARBIER, Nièvre.
Jean BARDOL, Pas-de-Calais.
Hamadou BARKAT GOURAT, Côte française des Somalis.
Edmond BARRACHIN, Seine.
Jacques BAUMEL, Seine.
Maurice BAYROU, Seine.
Joseph BEAUJANNOT, Loir-et-Cher.
Jean BENE, Hérault.
Daniel BENOIST, Nièvre.
Lucien BERNIER, Guadeloupe.
Jean BERTAUD, Seine.
Jean BERTHOIN, Isère.
Roger BESSON, Allier.
Général Antoine BETHOUART, Français établis hors de France.
Auguste BILLIEMAZ, Ain.
René **BLONDELLE, Aisne.**
Raymond BOIN, Haute-Marne.
Edouard BONNEFOUS, Seine-et-Oise.
Raymond BONNEFOUS, Aveyron.
Georges BONNET, Lozère.
Jacques BORDENEUVE, Lot-et-Garonne.
Raymond BOSSUS, Seine.
Marcel BOULANGE, Territoire de Belfort.
Jean-Marie BOULOUX, Vienne.
Pierre BOUNEAU, Landes.
Amédée BOUQUEREL, Oise.
Pierre BOURDA, Hautes-Pyrénées.
Jean-Eric BOUSCH, Moselle.
Robert BOUVARD, Haute-Loire.
Joseph BRAYARD, Ain.
Marcel BREGEGERE, Dordogne.
Martial BROUSSE, Meuse.
Raymond BRUN, Gironde.
André BRUNEAU, Sarthe.
Julien BRUNHES, Seine.
Florian BRUYAS, Rhône.
Robert BRUYNEEL, Loir-et-Cher.

C

Omer CAPELLE, Somme.
Roger CARCASSONNE, Bouches-du-Rhône.
Mme Marie-Hélène CARDOT, Ardennes.
Pierre CAROUS, Nord.
Maurice CARRIER, Français établis hors de France.
Marcel CHAMPEIX, Corrèze.
Michel CHAMPLEBOUX, Puy-de-Dôme.
Michel CHAUTY, Loire-Atlantique.
Adolphe CHAUVIN, Seine-et-Oise.
Robert CHEVALIER, Sarthe.
Paul CHEVALLIER, Savoie.
Pierre de CHEVIGNY, Meurthe-et-Moselle.
Bernard CHOCHOY, Pas-de-Calais.
Henri CLAIREAUX, Saint-Pierre-et-Miquelon.
Emile CLAPAREDE, Hérault.
Jean CLERC, Haute-Savoie.
Georges COGNIOT, Seine.
André COLIN, Finistère.
Henri CORNAT, Manche.
André CORNU, Côtes-du-Nord.
Yvon COUDE DU FORESTO, Deux-Sèvres.
Antoine COURRIERE, Aude.
Louis COURROY, Vosges.
Maurice COUTROT, Seine.
Mme Suzanne CREMIEUX, Gard.

D

Etienne DAILLY, Seine-et-Marne.
Georges DARDEL, Seine.
Marcel DAROU, Nord.
Michel DARRAS, Pas-de-Calais.
Léon DAVID, Bouches-du-Rhône.
Jean DEGUISE, Aisne.
Alfred DEHE, Nord.
Roger DELAGNES, Bouches-du-Rhône.
Claudius DELORME, Rhône.
Vincent DELPUECH, Bouches-du-Rhône.
Mme Renée DERVAUX, Seine.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados.
Henri DESSEIGNE, Loire.
André DILIGENT, Nord.
Paul DRIANT, Moselle.
Emile DUBOIS, Nord.
Hector DUBOIS, Oise.
Roger DUCHET, Côte-d'Or.
Jacques DUCLOS, Seine.
Baptiste DUFEU, Isère.
André DULIN, Charente-Maritime.
Michel DURAFOUR, Loire.
Charles DURAND, Cher.
Hubert DURAND, Vendée.
Emile DURIEUX, Pas-de-Calais.
Adolphe DUTOIT, Nord.

E

Jean ERRECART, Basses-Pyrénées.
Fernand ESSEUL, Maine-et-Loire.
Yves ESTEVE, Ille-et-Vilaine.

F

Edgar FAURE, Jura.
Pierre de FELICE, Loiret.
Jean FILIPPI, Corse.
Jean FLEURY, Seine.
Marcel FORTIER, Indre-et-Loire.
André FOSSET, Seine.
Charles FRUH, Seine.

G

Général Jean GANEVAL, Seine.
Pierre GARET, Somme.
Abel GAUTHIER, Puy-de-Dôme.
Lucien GAUTIER, Maine-et-Loire.
Jean GEOFFROY, Vaucluse.
François GIACOBBI, Corse.
Victor GOLVAN, Morbihan.
Lucien GRAND, Charente-Maritime.
Robert GRAVIER, Meurthe-et-Moselle.
Léon-Jean GREGORY, Pyrénées-Orientales.
Louis GROS, Français établis hors de France.
Paul GUILLARD, Loire-Atlantique.
Paul GUILLAUMOT, Yonne.
Georges GUILLE, Aude.
Louis GUILLOU, Finistère.
Raymond GUYOT, Seine.

H

Roger du HALGOUET, Ille-et-Vilaine.
Yves HAMON, Finistère.
Baudouin de HAUTECLOCQUE, Pas-de-Calais.
Jacques HENRIET, Doubs.
Gustave HEON, Eure.
Roger HOUDET, Seine-Maritime.
Emile HUGUES, Alpes-Maritimes.

I

Alfred ISAUTIER, Réunion.

J

René JAGER, Moselle.
Eugène JAMAIN, Cher.
Léon JOZEAU-MARIGNE, Manche.
Louis JUNG, Bas-Rhin.

K

Michel KAUFFMANN, Bas-Rhin.
Michel KISTLER, Bas-Rhin.

L

Jean LACAZE, Tarn-et-Garonne.
Roger LACHEVRE, Seine-et-Oise.
Jean de LACHOMETTE, Haute-Loire.
Bernard LAFAY, Seine.

Henri LAFLEUR, Nouvelle-Calédonie.
Pierre de LA GONTRIE, Savoie.
Roger LAGRANGE, Saône-et-Loire.
Maurice LALLOY, Seine-et-Marne.
Marcel LAMBERT, Morbihan.
Georges LAMOUSSE, Haute-Vienne.
Adrien LAPLACE, Tarn-et-Garonne.
Robert LAURENS, Aveyron.
Charles LAURENT-THOUVEREY, Jura.
Guy de LA VASSELAIS, Eure-et-Loir.
Arthur LAVY, Haute-Savoie.
Edouard LE BELLEGOU, Var.
Marcel LEBRETON, Seine-Maritime.
Jean LECANUET, Seine-Maritime.
Modeste LEGOUEZ, Eure.
Marcel LEGROS, Saône-et-Loire.
Marcel LEMAIRE, Marne.
Bernard LEMARIE, Côtes-du-Nord.
François LEVACHER, Eure-et-Loir.
Paul LEVEQUE, Seine-et-Marne.
Robert LIOT, Nord.
Henri LONGCHAMBON, Français établis hors de France.
Henry LOSTE, Wallis et Futuna.
Jean-Marie LOUVEL, Calvados.

M

Pierre MARCILHACY, Charente.
Georges MARIE-ANNE, Martinique.
André MAROSELLI, Haute-Saône.
Georges MARRANE, Seine.
Louis MARTIN, Loire.
Marcel MARTIN, Meurthe-et-Moselle.
Jacques MASTEAU, Vienne.
Pierre-René MATHEY, Haute-Marne.
Jacques MENARD, Deux-Sèvres.
Roger MENU, Marne.
André MERIC, Haute-Garonne.
Léon MESSAUD, Haute-Garonne.
Pierre METAYER, Seine-et-Oise.
Gérard MINVIELLE, Landes.
Paul MISTRAL, Isère.
Marcel MOLLE, Ardèche.
Max MONICHON, Gironde.
Gaston MONNERVILLE, Lot.
François MONSARRAT, Tarn.
Claude MONT, Loire.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime.
André MONTEIL, Finistère.
Lucien DE MONTIGNY, Mayenne.
Gabriel MONTPIED, Puy-de-Dôme.
Roger MOREVE, Indre.
André MORICE, Loire-Atlantique.
Léon MOTAIS DE NARBONNE, Français établis hors de France.
Marius MOUTET, Drôme.

N

Louis NAMY, Seine-et-Oise.
Jean NATALI, Oise.
Charles NAVEAU, Nord.
Jean NAYROU, Ariège.
Jean NOURY, Ille-et-Vilaine.

P

Gaston PAMS, Pyrénées-Orientales.
Henri PARISOT, Vosges.
Guy PASCAUD, Charente.
François PATENOTRE, Aube.
Paul PAULY, Creuse.
Marc PAUZET, Gironde.
Marcel PELLENC, Vaucluse.
Paul PELLERAY, Orne.
Lucien PERDEREAU, Loiret.
Jean PERIDIER, Hérault.
Hector PESCHAUD, Cantal.
Général Ernest PETIT, Seine.
Guy PETIT, Basses-Pyrénées.
Gustave PHILIPPON, Haute-Vienne.
Paul PIALES, Cantal.
André PICARD, Côte-d'Or.
Jules PINSARD, Saône-et-Loire.
Auguste PINTON, Rhône.
André PLAIT, Yonne.
Alain POHER, Seine-et-Oise.
Alfred POROI, Polynésie française.
Georges PORTMANN, Gironde.
Roger POUDONSON, Pas-de-Calais.
Marcel PRELOT, Doubs.
Henri PRETRE, Haute-Saône.

R

Mlle Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône.
Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes.
Georges REPIQUET, Réunion.
Etienne RESTAT, Lot-et-Garonne.
Paul RIBEYRE, Ardèche.
Jacques RICHARD, Seine-et-Oise.
Eugène RITZENTHALER, Haut-Rhin.
Eugène ROMAINE, Creuse.
Vincent ROTINAT, Indre.
Alex ROUBERT, Alpes-Maritimes.
Georges ROUGERON, Allier.
Louis ROY, Aisne.
Pierre ROY, Vendée.

S

Maurice SAMBRON, Loire-Atlantique.
Jean SAUVAGE, Maine-et-Loire.
François SCHLEITER, Meuse.
Robert SCHMITT, Moselle.
Abel SEMPE, Gers.
Charles SINSOUT, Dordogne.
Edouard SOLDANI, Var.
Robert SOUDANT, Marne.
Jacques SOUFFLET, Seine-et-Oise.
Charles STOESSEL, Haut-Rhin.
Charles SURAN, Haute-Garonne.
Paul SYMPHOR, Martinique.

T

Edgar TAILHADES, Gard.
Louis TALAMONI, Seine.
Roger THIEBAULT, Seine-Maritime.
Mme Jeannette THOREZ-VERMEERSCH, Seine.
René TINANT, Ardennes.
Jean-Louis TINAUD, Basses-Pyrénées.
René TORIBIO, Guadeloupe.
Henri TOURNAN, Gers.
Ludovic TRON, Hautes-Alpes.

V

Raoul VADEPIED, Mayenne.
Camille VALLIN, Rhône.
Jacques VASSOR, Indre-et-Loire.
Fernand VERDEILLE, Tarn.
Maurice VERILLON, Drôme.
Jacques VERNEUIL, Charente-Maritime.
Jean-Louis VIGIER, Seine.
Robert VIGNON, Guyane.
Joseph VOYANT, Rhône.

W

Paul WACH, Bas-Rhin.
Raymond de WAZIERES, Somme.

Y

Michel YVER, Manche.
Joseph YVON, Morbihan.

Z

Modeste ZUSSY, Haut-Rhin.

Modifications survenues du 1er janvier au 31 décembre 1965.

SÉNATEURS	CIRCONSCRIPTION	MOTIF	DATE	REMPLACÉ PAR :	DATE
MM. Albert BOUCHER	Loire-Atlantique.	Décès.	2 mars 1965.	MM. Paul GUILLARD.	6 mars 1965.
Maurice CHARPENTIER	Loiret.	Décès.	17 août 1965.	Maurice GALLARD.	25 août 1965.
Marc DESACHE	Indre-et-Loire.	Elections.	26 septembre 1965.	Marcel FORTIER.	26 septembre 1965.
Jean-Louis FOURNIER *	Landes.	Elections.	26 septembre 1965.	Pierre BONNEAU.	26 septembre 1965.
Max FLECHET	Loire.	Elections.	26 septembre 1965.	Michel DURAFOUR.	26 septembre 1965.
ABEL-DURAND *	Loire-Atlantique.	Elections.	26 septembre 1965.	André MORICE.	26 septembre 1965.
René DUBOIS	Loire-Atlantique.	Elections.	26 septembre 1965.	Maurice SAMBRON.	26 septembre 1965.
Michel de PONTBRIAND *.	Loire-Atlantique.	Elections.	26 septembre 1965.	Michel CHAUTY.	26 septembre 1965.
Maurice GALLARD *	Loiret.	Elections.	26 septembre 1965.	Pierre de FELICE.	26 septembre 1965.
Jean de GEOFFRE DE CHABRIGNAC *.	Maine-et-Loire.	Elections.	26 septembre 1965.	Fernand ESSEUL.	26 septembre 1965.
Etienne RABOUIN *	Maine-et-Loire.	Elections.	26 septembre 1965.	Lucien GAUTIER.	26 septembre 1965.
Pierre de VILLOUTREYS *.	Maine-et-Loire.	Elections.	26 septembre 1965.	Jean SAUVAGE.	26 septembre 1965.
Francis Le BASSER	Mayenne.	Elections.	26 septembre 1965.	Raoul VADEPIED.	26 septembre 1965.
Jacques DELALANDE	Mayenne.	Elections.	26 septembre 1965.	Lucien de MONTIGNY.	26 septembre 1965.
Joseph de POMMERY	Meurthe-et-Moselle.	Elections.	26 septembre 1965.	Marcel MARTIN.	26 septembre 1965.
Pierre FASTINGER	Moselle.	Elections.	26 septembre 1965.	Robert SCHMITT.	26 septembre 1965.
Jacques GADOIN	Nièvre.	Elections.	26 septembre 1965.	Pierre BARBIER.	26 septembre 1965.
Eugène MOTTE *	Nord.	Elections.	26 septembre 1965.	Pierre CAROUS.	26 septembre 1965.
Jules EMAILLE	Nord.	Elections.	26 septembre 1965.	André DILIGENT.	26 septembre 1965.
Pierre PATRIA	Oise.	Elections.	26 septembre 1965.	Jean NATALI.	26 septembre 1965.
Etienne LE SASSIER-BOISAUNE *	Orne.	Elections.	26 septembre 1965.	Hubert d'ANDIGNE.	26 septembre 1965.
Emile VANRULLEN	Pas-de-Calais.	Elections.	26 septembre 1965.	Michel DARRAS.	26 septembre 1965.
Georges BOULANGER *	Pas-de-Calais.	Elections.	26 septembre 1965.	Roger POUDONSON.	26 septembre 1965.
Gabriel TELLIER *	Pas-de-Calais.	Elections.	26 septembre 1965.	Baudouin de HAUTECLOCQUE.	26 septembre 1965.
Francis DASSAUD *	Puy-de-Dôme.	Elections.	26 septembre 1965.	Abel GAUTHIER.	26 septembre 1965.
Robert BURRET	Hautes-Pyrénées.	Elections.	26 septembre 1965.	Pierre BOURDA.	26 septembre 1965.
Paul-Jacques KALB (1)	Haut-Rhin.	Elections.	26 septembre 1965.	Charles STOESSEL.	26 septembre 1965.
Mohamed KAMIL	Côte française des Somalis.	Elections.	26 septembre 1965.	Hamadou BARKAT GOURAT.	26 septembre 1965.
Henri PAUMELLE	Seine-Maritime.	Décès.	17 décembre 1965.	Roger THIEBAUT.	21 décembre 1965.

(1) Décédé le 7 avril 1964.

N. B. — Les sénateurs dont le nom est suivi d'un astérisque ne se sont pas représentés aux élections du 26 septembre 1965.

LISTE DE Mmes ET MM. LES SÉNATEURS par circonscriptions électorales.

(Au 31 décembre 1965.)

A) DEPARTEMENTS METROPOLITAINS

Ain (2 sénateurs).

M. Auguste BILLIEMAZ.
M. Joseph BRAYARD.

Aisne (3 sénateurs).

M. René BLONDELLE.
M. Jean DEGUISE.
M. Louis ROY.

Allier (2 sénateurs).

M. Roger BESSON.
M. Georges ROUGERON.

Alpes (Basses-) (1 sénateur).

M. Emile AUBERT.

Alpes (Hautes-) (1 sénateur).

M. Ludovic TRON.

Alpes-Maritimes (3 sénateurs).

M. Emile HUGUES.
M. Joseph RAYBAUD.
M. Alex ROUBERT.

Ardèche (2 sénateurs).

M. Marcel MOLLE.
M. Paul RIBEYRE.

Ardennes (2 sénateurs).

Mme Marie-Hélène CARDOT.
M. René TINANT.

Ariège (1 sénateur).

M. Jean NAYROU.

Aube (2 sénateurs).

M. Gustave ALRIC.
M. François PATENOTRE.

Aude (2 sénateurs).

M. Antoine COURRIERE.
M. Georges GUILLE.

Aveyron (2 sénateurs).

M. Raymond BONNEFOUS.
M. Robert LAURENS.

Belfort (Territoire de) (1 sénateur).

M. Marcel BOULANGE.

Bouches-du-Rhône (5 sénateurs).

M. Roger CARCASSONNE.
M. Léon DAVID.
M. Roger DELAGNES.
M. Vincent DELPUECH.
Mlle Irma RAPUZZI.

Calvados (3 sénateurs).

M. Louis ANDRE.
M. Jacques DESCOURS DESACRES.
M. Jean-Marie LOUVEL.

Cantal (2 sénateurs).

M. Hector PESCHAUD.
M. Paul PIALES.

Charente (2 sénateurs).

M. Pierre MARCILHACY.
M. Guy PASCAUD.

Charente-Maritime (3 sénateurs).

M. André DULIN.
M. Lucien GRAND.
M. Jacques VERNEUIL.

Cher (2 sénateurs).

M. Charles DURAND.
M. Eugène JAMAIN.

Corrèze (2 sénateurs).

M. Marcel AUDY.
M. Marcel CHAMPEIX.

Corse (2 sénateurs).

M. Jean FILIPPI.
M. François GIACOBBI.

Côte-d'Or (2 sénateurs).

M. Roger DUCHET.
M. André PICARD.

Côtes-du-Nord (3 sénateurs).

M. Jean de BAGNEUX.
M. André CORNU.
M. Bernard LEMARIE.

Creuse (2 sénateurs).

M. Paul PAULY.
M. Eugène ROMAINE.

Dordogne (2 sénateurs).

M. Marcel BREGEGERE.
M. Charles SINSOUT.

Doubs (2 sénateurs).

M. Jacques HENRIET.
M. Marcel PRELOT.

Drôme (2 sénateurs).

M. Marius MOUTET.
M. Maurice VERILLON.

Eure (2 sénateurs).

M. Gustave HEON.
M. Modeste LEGOUEZ.

Eure-et-Loir (2 sénateurs).

M. Guy de LA VASSELAIS.
M. François LEVACHER.

Finistère (4 sénateurs).

M. André COLIN.
M. Louis GUILLOU.
M. Yves HAMON.
M. André MONTEIL.

Gard (2 sénateurs).

Mme Suzanne CREMIEUX.
M. Edgar TAILHADES.

Garonne (Haute-) (3 sénateurs).

M. André MERIC.
M. Léon MESSAUD.
M. Charles SURAN.

Gers (2 sénateurs).

M. Abel SEMPE.
M. Henri TOURNAN.

Gironde (4 sénateurs).

M. Raymond BRUN.
M. Max MONICHON.
M. Marc PAUZET.
M. Georges PORTMANN.

Hérault (3 sénateurs).

M. Jean BENE.
M. Emile CLAPAREDE.
M. Jean PERIDIER.

Ille-et-Vilaine (3 sénateurs).

M. Yves ESTEVE.
M. Roger du HALGOUET.
M. Jean NOURY.

Indre (2 sénateurs).

M. Roger MOREVE.
M. Vincent ROTINAT.

Indre-et-Loire (2 sénateurs).

M. Marcel FORTIER.
M. Jacques VASSOR.

Isère (3 sénateurs).

M. Jean BERTHOIN.
M. Baptiste DUFEU.
M. Paul MISTRAL.

Jura (2 sénateurs).

M. Edgar FAURE.
M. Charles LAURENT-THOUVEREY.

Landes (2 sénateurs).

M. Pierre BOUNEAU.
M. Gérard MINVIELLE.

Loir-et-Cher (2 sénateurs).

M. Joseph BEAUJANNOT.
M. Robert BRUYNEEL.

Loire (4 sénateurs).

M. Henri DESSEIGNE.
M. Michel DURAFOUR.
M. Louis MARTIN.
M. Claude MONT.

Loire (Haute-) (2 sénateurs).

M. Robert BOUVARD.
M. Jean de LACHOMETTE.

Loire-Atlantique (4 sénateurs).

M. Michel CHAUTY.
M. Paul GUILLARD.
M. André MORICE.
M. Maurice SAMBRON.

Loiret (2 sénateurs).

M. Pierre de FELICE.
M. Lucien PERDEREAU.

Lot (1 sénateur).

M. Gaston MONNERVILLE.

Lot-et-Garonne (2 sénateurs).

M. Jacques BORDENEUVE.
M. Etienne RESTAT.

Lozère (1 sénateur).

M. Georges BONNET.

Maine-et-Loire (3 sénateurs).

M. Fernand ESSEUL.
M. Lucien GAUTIER.
M. Jean SAUVAGE.

Manche (3 sénateurs).

M. Henri CORNAT.
M. Léon JOZEAU-MARIGNE.
M. Michel YVER.

Marne (3 sénateurs).

M. Marcel LEMAIRE.
M. Roger MENU.
M. Robert SOUDANT.

Marne (Haute-) (2 sénateurs).

M. Raymond BOIN.
M. Pierre MATHEY.

Mayenne (2 sénateurs).

M. Lucien DE MONTIGNY.
M. Raoul VADEPIED.

Meurthe-et-Moselle (3 sénateurs).

M. Pierre de CHEVIGNY.
M. Robert GRAVIER.
M. Marcel MARTIN.

Meuse (2 sénateurs).

M. Martial BROUSSE.
M. François SCHLEITER.

Morbihan (3 sénateurs).

M. Victor GOLVAN.
M. Marcel LAMBERT.
M. Joseph YVON.

Moselle (4 sénateurs).

M. Jean-Eric BOUSCH.
M. Paul DRIANT.
M. René JAGER.
M. Robert SCHMITT.

Nièvre (2 sénateurs).

M. Pierre BARBIER.
M. Daniel BENOIST.

Nord (9 sénateurs).

M. Octave BAJEUX.
M. Pierre CAROUS.
M. Marcel DAROU.
M. Alfred DEHE.
M. André DILIGENT.
M. Emile DUBOIS.
M. Adolphe DUTOIT.
M. Robert LIOT.
M. Charles NAVEAU.

Oise (3 sénateurs).

M. Amédée BOUQUEREL.
M. Hector DUBOIS.
M. Jean NATALI.

Orne (2 sénateurs).

M. Hubert d'ANDIGNE.
M. Paul PELLERAY.

Pas-de-Calais (6 sénateurs).

M. Jean BARDOL.
M. Bernard CHOCHOY.
M. Michel DARRAS.
M. Emile DURIEUX.
M. Baudoin de HAUTECLOCQUE.
M. Roger POUDONSON.

Puy-de-Dôme (3 sénateurs).

M. Michel CHAMPLEBOUX.
M. Abel GAUTHIER.
M. Gabriel MONTPIED.

Pyrénées (Basses-) (3 sénateurs).

M. Jean ERRECART.
M. Guy PETIT.
M. Jean-Louis TINAUD.

Pyrénées (Hautes-) (2 sénateurs).

M. Paul BARATGIN.
M. Pierre BOURDA.

Pyrénées-Orientales (2 sénateurs).

M Léon-Jean GREGORY.
M Gaston PAMS.

Rhin (Bas-) (4 sénateurs).

M. Louis JUNG.
M. Michel KAUFFMANN.
M. Michel KISTLER.
M. Paul WACH.

Rhin (Haut-) (3 sénateurs).

M. Eugène RITZENTHALER.
M. Charles STOESSEL.
M. Modeste ZUSSY.

Rhône (5 sénateurs).

M. Florian BRUYAS.
M. Claudius DELORME.
M. Auguste PINTON.
M. Camille VALLIN.
M. Joseph VOYANT.

Saône (Haute-) (2 sénateurs).

M. André MAROSELLI.
M Henri PRETRE.

Saône-et-Loire (3 sénateurs).

M. Roger LAGRANGE.
M. Marcel LEGROS.
M Jules PINSARD.

Sarthe (3 sénateurs).

M. Philippe D'ARGENLIEU.
M. André BRUNEAU.
M. Robert CHEVALIER.

Savoie (2 sénateurs).

M. Paul CHEVALLIER.
M. Pierre de LA GONTRIE.

Savoie (Haute-) (2 sénateurs).

M. Jean CLERC.
M. Arthur LAVY.

Seine (22 sénateurs).

M. Edmond BARRACHIN.
M. Jacques BAUMEL.
M. Maurice BAYROU.
M. Jean BERTAUD.
M. Raymond BOSSUS.
M. Julien BRUNHES.
M. Georges COGNIOT.
M. Maurice COUTROT.
M. Georges DARDEL.
Mme Renée DERVAUX.
M. Jacques DUCLOS.
M. Jean FLEURY.
M. André FOSSET.
M. Charles FRUH.
M. le général Jean GANEVAL.
M. Raymond GUYOT.
M. Bernard LAFAY.
M. Georges MARRANE.
M. le général Ernest PETIT.
M. Louis TALAMONI.
Mme Jeannette THOREZ-VERMEERSCH.
M. Jean-Louis VIGIER.

Seine-Maritime (5 sénateurs).

M. Roger HOUDET.
M. Marcel LEBRETON.
M. Jean LECANUET.
M. Geoffroy de MONTALEMBERT.
M. Roger THIEBAULT.

Seine-et-Marne (3 sénateurs).

M. Etienne DAILLY.
M. Maurice LALLOY.
M. Paul LEVEQUE.

Seine-et-Oise (8 sénateurs).

M. Edouard BONNEFOUS.
M. Adolphe CHAUVIN.
M. Roger LACHEVRE.
M. Pierre METAYER.
M. Louis NAMY.
M. Alain POHER.
M. Jacques RICHARD.
M. Jacques SOUFFLET.

Sèvres (Deux-) (2 sénateurs).

M. Yvon COUDE DU FORESTO.
M. Jacques MENARD.

Somme (3 sénateurs).

M. Omer CAPELLE.
M Pierre GARET.
M. Raymond de WAZIERES.

Tarn (2 sénateurs).

M. François MONSARRAT.
M. Fernand VERDEILLE.

Tarn-et-Garonne (2 sénateurs).

M. Jean LACAZE.
M. Adrien LAPLACE.

Var (3 sénateurs).

M. Clément BALESTRA.
M. Edouard LE BELLEGOU.
M. Edouard SOLDANI.

Vaucluse (2 sénateurs).

M. Jean GEOFFROY.
M. Marcel PELLENC.

Vendée (2 sénateurs).

M. Hubert DURAND.
M. Pierre ROY.

Vienne (2 sénateurs).

M. Jean-Marie BOULOUX.
M. Jacques MASTEAU.

Vienne (Haute-) (2 sénateurs).

M. Georges LAMOUSSE.
M. Gustave PHILIPPON.

Vosges (2 sénateurs).

M. Louis COURROY.
M. Henri PARISOT.

Yonne (2 sénateurs).

M. Paul GUILLAUMOT.
M. André PLAIT.

B) DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe (2 sénateurs).

M. Lucien BERNIER.
M. René TORIBIO.

Guyane (1 sénateur).

M. Robert VIGNON.

Martinique (2 sénateurs).

M. Georges MARIE-ANNE.
M. Paul SYMPHOR.

La Réunion (2 sénateurs).

M. Alfred ISAUTIER.
M. Georges REPIQUET.

C) TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Comores (1 sénateur).

M. Ahmed ABDALLAH.

Côte française des Somalis (1 sénateur).

M. Hamadou BARKAT GOURAT.

Nouvelle-Calédonie (1 sénateur).

M. Henri LAFLEUR.

Polynésie française (1 sénateur).

M. Alfred POROI.

Iles Wallis et Futuna (1 sénateur).

M. Henry LOSTE.

Saint-Pierre et Miquelon (1 sénateur).

M. Henri CLAIREAUX.

D) SENATEURS REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE

(6 sénateurs).

MM. André ARMENGAUD,
le général Antoine BETHOUART, Maurice CARRIER, Louis GROS, Henri LONGCHAMBON, Léon MOTAIS DE NARBONNE.

LISTES DES MEMBRES DES GROUPES

remises à la Présidence du Sénat le 4 octobre 1965
avec les modifications survenues au 31 décembre 1965.

GROUPE COMMUNISTE

(13 membres.)

MM. Jean Bardol, Raymond Bossus, Georges Cogniot, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Jacques Duclos, Adolphe Dutoit, Raymond Guyot, Georges Marrane, Louis Namy, Louis Talamoni, Mme Jeannette Thozez-Vermeersch, M. Camille Vallin.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. le général Ernest Petit.

Le président du groupe,
JACQUES DUCLOS.

GROUPE DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE

(50 membres.)

MM. Marcel Audy, Paul Baratgin, Pierre Barbier, Jean Berthoin, Auguste Billiemaz, Raymond Boin, Edouard Bonnefous, Jacques Bordeneuve, Pierre Bourda, Joseph Brayard, Raymond Brun, Paul Chevallier, Emile Claparède, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Etienne Dailly, Vincent Delpuech, Baptiste Dufeu, André Dulin, Edgar Faure, Pierre de Félice, Jean Filippi, François Giacobbi, Lucien Grand, Gustave Héon, Emile Hugues, Bernard Lafay, Pierre de La Gontrie, Charles Laurent-Thouverey, Henri Longchambon, André Maroselli, Jacques Masteau, Pierre-René Mathey, Gaston Monnerville, François Monsarrat, Roger Morève, André Morice, Gaston Pams, Guy Pascaud, Marcel Pellenc, Jules Pinsard, Auguste Pinton, Joseph Raybaud, Etienne Restat, Eugène Romaine, Vincent Rotinat, Charles Sinsout, Jacques Verneuil, Raymond de Wazières.

Le président du groupe,
PIERRE DE LA GONTRIE.

NOTA. — Décès de M. Henri Paumelle le 17 décembre 1965.

GROUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE REPUBLIQUE

(24 membres.)

MM. Philippe d'Argenlieu, Hamadou Barkat Gourat, Jacques Baumel, Maurice Bayrou, Jean Bertaud, Amédée Bouquerel, Jean-Eric Bousch, Pierre Carous, Maurice Carrier, Robert Chevalier, Yves Estève, Jean Fleury, Victor Golvan, Roger du Halgouet, Robert Liot, Geoffroy de Montalembert, Jean Natali, Marcel Prélot, Georges Repiquet, Jacques Richard, Eugène Ritzenthaler, Louis Roy, Jacques Soufflet, Modeste Zussy.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.

(5 membres.)

MM. Ahmed Abdallah, Marcel Fortier, Alfred Poroï, Robert Schmitt, Robert Vignon.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. Maurice Lalloy.

Le président du groupe,
JACQUES SOUFFLET.

GROUPE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

(58 membres.)

MM. Gustave Alric, Hubert d'Andigné, Louis André, André Armengaud, Jean de Bagneux, Edmond Barrachin, Joseph Beaujannot, Raymond Bonnefous, Georges Bonnet, Robert Bouvard, Julien Brunhes, Florian Bruyas, Robert Bruyneel, Pierre de Chevigny, Henri Cornat, Louis Courroy, Alfred Dehé, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Roger Duchet, Hubert Durand, Fernand Esseul, Charles Fruh, le général Jean Ganeval, Pierre Garet, Lucien Gautier, Robert Gravier, Louis Gros, Paul Guillard, Paul Guillaumot, Jacques Henriet, Roger Houdet, Alfred Isautier, Léon Jozeau-Marigné, Roger Lachèvre, Henri Lafleur, Marcel Lambert, Robert Laurens, Arthur Lavy, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Paul Levêque, Henry Loste, Jacques Ménard, Henri Parisot, François Patenôtre, Paul Pelleray, Guy Petit, André Picard, André Plait, Georges Portmann, Henri Prêtre, Pierre Roy, Maurice Sambron, François Schleiter, Jean-Louis Vigier, Michel Yver.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.

(2 membres.)

MM. André Bruneau, Jean-Louis Tinaud.

Le président du groupe,
FRANÇOIS SCHLEITER.

GROUPE DES REPUBLICAINS POPULAIRES ET DU CENTRE DEMOCRATIQUE

(38 membres.)

MM. Octave Bajeux, le général Béthouart, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Adolphe Chauvin, Henri Claireaux, Jean Clerc, André Colin, Yvon Coudé du Foresto, Jean Deguise, Henri Desseigne, André Diligent, Jean Errecart, André Fosset, Louis Guillou, Yves Hamon, René Jager, Louis Jung, Michel Kauffmann, Michel Kistler, Jean Lecanuet, Bernard Lemarié, Jean-Marie Louvel, Roger Menu, Claude Mont, André Monteil, Lucien de Montigny, Léon Motais de Narbonne, Jean Noury, Alain Poher, Robert Poudonson, Jean Sauvage, Robert Soudant, Charles Stoessel, René Tinant, Raoul Vadepied, Joseph Voyant, Paul Wach, Joseph Yvon.

Le président du groupe.
ANDRÉ COLIN.

GROUPE DU CENTRE REPUBLICAIN D'ACTION RURALE ET SOCIALE

(18 membres.)

MM. René Blondelle, Martial Brousse, Omer Capelle, Claudius Delorme, Hector Dubois, Charles Durand, Baudouin de Hauteclocque, Eugène Jamain, Jean de Lachomette, Marcel Lemaire, François Levacher, Marcel Molle, Max Monichon, Marc Pauzet, Lucien Perdereau, Hector Peschaud, Paul Piales, Jacques Vassor.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. Pierre Bouneau.

Le président du groupe,
HECTOR PESCHAUD.

GROUPE SOCIALISTE

(51 membres.)

MM. Emile Aubert, Clément Balestra, Jean Bène, Daniel Benoist, Lucien Bernier, Roger Besson, Marcel Boulangé, Marcel Brégégère, Roger Carcassonne, Marcel Champeix, Michel Champleboux, Bernard Chochoy, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Georges Dardel, Marcel Darou, Michel Darras, Roger Delagnes, Emile Dubois, Emile Durieux, Abel Gauthier, Jean Geoffroy, Léon-Jean Grégory, Georges Guille, Roger Lagrange, Georges Lamousse, Edouard Le Bellegou, André Méric, Léon Messaud, Pierre Métayer, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Gabriel Montpied, Marius Moutet, Charles Naveau, Jean Nayrou, Paul Pauly, Jean Péridier, Gustave Philippon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Alex Roubert, Georges Rougeron, Abel Sempé, Edouard Soldani, Charles Suran, Paul Symphor, Edgar Tailhades, René Toribio, Henri Tournan, Fernand Verdeille, Maurice Vérillon.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. Ludovic Tron.

Le président du groupe,
ANTOINE COURRIÈRE.

NOTA. — Inscription de M. Roger Thiébault, le 22 décembre 1965.

SENATEURS NON INSCRITS A UN GROUPE POLITIQUE

(11 sénateurs.)

MM. Jean-Marie Bouloux, Michel Chauty, Michel Durafour, Jean Lacaze, Adrien Laplace, Guy de La Vasselais, Pierre Marcilhacy, Georges Marie-Anne, Louis Martin, Marcel Martin, Paul Ribeyre.

COMMISSIONS PERMANENTES

ET

COMMISSION SPÉCIALE

chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

(Composition au 31 décembre 1965 avec les modifications survenues depuis les nominations le 6 octobre 1965.)

Commission des affaires culturelles.

Président : M. Louis Gros.

Vice-présidents : MM. Georges Lamousse, Vincent Delpuech, Adolphe Chauvin.

Secrétaires : MM. Jean Fleury, Claudius Delorme, Ahmed Abdallah.

MM. Jean de Bagneux, Clément Balestra, Jacques Baumel, Roger Besson, Jacques Bordeneuve, Florian Bruyas, Georges Cogniot, André Cornu, Mmes Suzanne Crémieux, Renée Dervaux, MM. André Diligent, Roger Duchet, Charles Durand, Hubert Durand, Yves Estève, Charles Fruh, François Giacobbi, Alfred Isautier, Louis Jung, Jean Lacaze, Adrien Laplace, Pierre-René Mathey, Claude Mont, Jean Noury, Paul Pauly, Hector Peschaud, Gustave Philippon, André Picard, Georges Rougeron, Pierre Roy, Paul Symphor, Edgar Tailhades, Louis Talamoni, René Tinant, Maurice Vérillon, Jean-Louis Vigier.

NOTA. — Décès de M. Henri Paumelle le 17 décembre 1965.

Commission des affaires économiques et du plan.

Président : M. Jean Bertaud.

Vice-présidents : MM. Paul Mistral, Etienne Restat, Joseph Yvon, Henri Cornat.

Secrétaires : MM. René Blondelle, Auguste Pinton, Joseph Beaujannot, Jean-Marie Bouloux.

MM. Louis André, Octave Bajeux, Auguste Billiemaz, Georges Bonnet, Amédée Bouquerel, Robert Bouvard, Marcel Brégégère, Raymond Brun, Michel Champleboux, Michel Chauty, Henri Claireaux, Emile Claparède, Maurice Coutrot, Léon David, Alfred Dehé, Roger Delagnes, Henri Desseigne, Hector Dubois, Jacques Duclos, Emile Durieux, Jean Errecart, Jean Filippi, Marcel Fortier, Victor Golvan, Léon-Jean Grégory, Roger du Halgouet, Yves Hamon, René Jager, Eugène Jamain, Michel Kauffmann, Henri Lafleur, Maurice Lalloy, Robert Laurens, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Henri Longchambon, Georges Marrane, Louis Martin, François Monsarrat, André Morice, Charles Naveau, Gaston Pams, Guy Pascaud, François Patenôtre, Marc Pauzet, Paul Pelleray, Lucien Perdereau, Jules Pinsard, Henri Prêtre, Eugène Ritzenthaler, Maurice Sambron, Robert Schmitt, Abel Sempé, Charles Stoessel, Charles Suran, René Toribio, Henri Tournan, Raoul Vadepied.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président : M. Vincent Rotinat.

Vice-présidents : MM. Pierre de Chevigny, Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu.

Secrétaires : MM. Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Ménard.

MM. Edmond Barrachin, Jean Bène, Jean Berthoin, le général Antoine Béthouart, Raymond Boin, Marcel Boulangé, Julien Brunhes, Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Georges Dardel, Edgar Faure, le général Jean Ganeval, Lucien Gautier, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Charles Laurent-Thouveret, Guy de La Vasselais, Jean Lecanuet, Marcel Lemaire, André Monteil, Roger Morève, Léon Motais de Narbonne, Jean Natali, Henri Parisot, Jean Péridier, le général Ernest Petit, Guy Petit, Paul Piales, Edouard Soldani, Jacques Soufflet, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Jacques Verneuil, Paul Wach, Michel Yver.

Commission des affaires sociales.

Président : M. Roger Menu.

Vice-présidents : MM. André Plait, Lucien Grand, Roger Lagrange.

Secrétaires : MM. Marcel Lambert, Louis Roy, François Levacher.

MM. Hubert d'Andigné, Emile Aubert, Marcel Audy, Pierre Barbier, Hamadou Barkat Gourat, Maurice Bayrou, Daniel Benoist, Lucien Bernier, Raymond Bossus, Pierre Bouneau, Joseph Brayard, André Bruneau, Omer Capelle, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Marcel Darou, Michel Darras, Adolphe Dutoit, Abel Gauthier, Paul Guillaumot, Louis Guillou, Jacques Henriet, Arthur Lavy, Bernard Lemarié, Paul Lévêque, Robert Liot, Henry Loste, Georges Marie-Anne, André Méric, Léon Messaud, Alain Poher, Alfred Poroï, Roger Poudonson, Eugène Romaine, Charles Sinsout, Robert Soudant, Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, M. Raymond de Wazières.

Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation.

Président : M. Alex Roubert.

Vice-présidents : MM. Jacques Masteau, Gustave Alric, Yvon Coudé du Foresto.

Secrétaires : MM. Martial Brousse, Roger Lachèvre, Pierre Carous.

Rapporteur général : M. Marcel Pellenc.

MM. André Armengaud, Jean Bardol, Edouard Bonnefous, Jean-Eric Bousch, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, André Dulin, André Fosset, Roger Houdet, Michel Kistler, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Marcel Martin, Pierre Métayer, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Paul Ribeyre, Jacques Richard, François Schleiter, Ludovic Tron.

LISTE DES RAPPORTEURS SPECIAUX

SESSION 1965-1966

I. — DÉPENSES CIVILES

a) Budget général.

	MM.
Affaires culturelles	Raybaud.
Cinéma	EdouardBonnefous
Affaires étrangères	Portmann.
Agriculture	Driant.
Habitat rural	de Montalembert.
Anciens combattants et victimes de guerre.	Brousse.
Construction	Bousch.
Coopération	Fosset.
Départements d'outre-mer	Louvel.
Territoires d'outre-mer	
Education nationale	Métayer.
Jeunesse et sports	Richard.
Finances et affaires économiques :	
I. Charges communes	Tron.
II. Services financiers	
Affaires économiques	Carous.
Industrie	Alric.
Intérieur	Masteau.
Rapatriés	Armengaud.
Justice	Marcel Martin.
Services du Premier ministre :	
Services généraux (I)	Houdet.
Aménagement du territoire	Dulin.
Direction des Journaux officiels (III)	Houdet.
Conseil économique et social (VII)	
Information (II)	EdouardBonnefous
Secrétariat général de la défense nationale (IV)	Richard.
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (V)	
Groupement des contrôles radioélectriques (VI)	
Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité (VIII)	Dulin.
Affaires algériennes (IX)	Portmann.
Commissariat au tourisme (X)	Mlle Rapuzzi.
Santé publique et population	Ribeyre.
Travail	Kistler.
Travaux publics et transports :	
I. Travaux publics et transports	Mlle Rapuzzi.
Chemins de fer. — Régie autonome des transports parisiens	Courrière.
II. Aviation civile	Coudé du Foresto.
III. Marine marchande	Lachèvre.

b) Budgets annexes.

	MM.
Imprimerie nationale	Bardol.
Légion d'honneur	Paul Chevallier.
Ordre de la Libération	
Monnaies et médailles	
Postes et télécommunications	Chochoy.
Prestations sociales agricoles	Monichon.

II. — DÉPENSES MILITAIRES

Armées.

a) Budget général.

	MM.
Dépenses ordinaires des services militaires.	Schleiter.
Dépenses en capital des services militaires.	Maroselli.

b) Budgets annexes.

	MM.
Service des essences	Courrière.
Service des poudres	Colin.

***

Comptes spéciaux du Trésor	Descours Desacres.
Office de la Radiodiffusion-télévision française (application de l'article 9 de la loi n° 64-621 du 27 juin 1964)	EdouardBonnefous

Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale.

Président : M. Raymond Bonnefous.

Vice-présidents : MM. Pierre de La Gontrie, Marcel Prélot, Marcel Champeix.

Secrétaires : MM. Gabriel Montpied, Jean Sauvage, Modeste Zussy.

MM. Paul Baratgin, Pierre Bourda, Robert Bruyneel, Robert Chevalier, Louis Courroy, Etienne Dailly, Jean Deguise, Emile Dubois, Michel Durafour, Fernand Esseul, Pierre de Félice, Pierre Garet, Jean Geoffroy, Paul Guillard, Baudouin de Hauteclocque, Gustave Héon, Emile Hugues, Léon Jozeau-Marigné, Edouard Le Bellegou, Pierre Marcilhacy, Marcel Molle, Lucien de Montigny, Louis Namy, Jean Nayrou, Camille Vallin, Fernand Verdeille, Robert Vignon, Joseph Voyant.

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Président : M. Antoine Courrière.

Secrétaire rapporteur : M. Yves Estève.

MM. Paul Baratgin, Paul Chevallier, Yvon Coudé du Foresto, Louis Courroy, Georges Marrane, Jacques Ménard, Paul Pauly, Marc Pauzet.

NOTA. — Démission de M. Jacques Ménard et nomination de M. Roger Lachèvre le 23 décembre 1965.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

REPRESENTATION DU SENAT

CONSEIL SUPERIEUR DE L'HYDRAULIQUE

(Décret du 3 août 1964.)

Sont nommés : M. Maurice Lalloy, membre titulaire ; M. Octave Bajeux, membre suppléant [22 avril 1965].

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MUTUALITE

(Art. 53 du code de la mutualité.)

Est nommé : M. André MERIC [22 avril 1965].

COMMISSION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT HOTELIER

(Décret du 12 décembre 1960.)

Est nommé : M. André Plait, membre suppléant [22 avril 1965].

COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

(Art. 4 de la loi du 6 avril 1876 et art. 1er de la loi du 17 janvier 1948.)

Est nommé : M. Alex Roubert [23 juin 1965].

COMITE DE COORDINATION DES ENQUETES STATISTIQUES

(Loi du 7 juin 1951 et décret du 15 septembre 1952.)

Est nommé : M. Raymond Brun [28 octobre 1965].

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

(Art. D. 237 et D. 238 du code de procédure pénale, modifiés par le décret du 19 février 1965.)

Sont nommés : M. Pierre Garet pour la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ; MM. Léon Jozeau-Marigné et Marcel Molle pour la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [17 juin 1965].

COMMISSION CENTRALE DE CLASSEMENT DES DEBITS DE TABAC

(Décret du 15 juin 1959.)

Est nommé . M. Bernard Chochoy [26 octobre 1965].

COMMISSION PLENIERE DE LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

(Décret du 12 mars 1949 modifié par le décret du 12 septembre 1949.)

Est nommé : M. Paul Driant [21 décembre 1965].

COMITE CONSULTATIF DE L'UTILISATION DE L'ENERGIE

(Décret du 27 mai 1948.)

Est nommé : M. Michel Champleboux [21 décembre 1965].

MINISTÈRE EN FONCTION
au cours de l'année 1965.

2e Cabinet Georges POMPIDOU

(Nommé les 28 novembre et 6 décembre 1962,
remanié les 11 juin 1963, 23 juillet 1964, 22 et 23 février 1965.)

		MM.
1.	**Premier ministre**	Georges POMPIDOU.
	I. *Secrétaire d'Etat (affaires algériennes)*..	Jean DE BROGLIE.
	II. *Secrétaire d'Etat (relations avec le Parlement)*	Pierre DUMAS.
	III. *Secrétaire d'Etat (recherche scientifique et questions atomiques et spatiales)*... (23 février 1965.)	Yvon BOURGES.
2.	**Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles**	André MALRAUX.
3.	**Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer**	Louis JACQUINOT.
4.	**Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative**.....	Louis JOXE.
5.	**Justice**	Jean FOYER.
6.	**Affaires étrangères**	Maurice COUVE DE MURVILLE.
	IV. *Secrétaire d'Etat*	Michel HABIB-DELONCLE.
7.	**Intérieur**	Roger FREY.
8.	**Armées**	Pierre MESSMER.
9.	**Finances et affaires économiques**	Valéry GISCARD D'ESTAING.
	V. *Secrétaire d'Etat (budget)*	Robert BOULIN.
10.	**Ministre délégué chargé de la coopération**	Raymond TRIBOULET.
11.	**Education nationale**	Christian FOUCHET.
	VI. *Secrétaire d'Etat (jeunesse et sports)*.... (11 juin 1963.)	Maurice HERZOG.
12.	**Travaux publics et transports.**	Marc JACQUET.
13.	**Industrie**	Michel MAURICE-BOKANOWSKI.
14.	**Agriculture**	Edgard PISANI.
15.	**Travail**	Gilbert GRANDVAL.
16.	**Santé publique et population.**	Raymond MARCELLIN.
17.	**Construction**	Jacques MAZIOL.
18.	**Anciens combattants et victimes de guerre**.....	Jean SAINTENY.
19.	**Postes et télécommunications.**	Jacques MARETTE.
20.	**Information**	Alain PEYREFITTE.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.